Afrique, l'Histoire à l'endroit

Ce livre est le fruit de vingt années de recherches en histoire africaine. Il s'attaque à la désinformation et à la contre-histoire que certains médias et certains historiens véhiculent depuis des décennies.

L'auteur, spécialiste du passé du continent noir, remet en question de nombreux tabous. Ainsi explique-t-il que, dans une grande partie de l'Afrique, les Noirs n'ont nullement été les premiers occupants, que les guerres tribales sont une constante de l'histoire africaine, que l'Europe n'a pas brisé l'équilibre des sociétés paradisiaques ; qu'en Afrique du Sud, les Blancs ont précédé les Noirs sur 50 pour 100 du territoire ; que le credo normalisé par les historiens officiels et par l'Unesco repose trop souvent sur des à-priori idéologiques qui réduisent la valeur scientifique de leurs démonstrations.

Il estime que la colonisation fut une chance historique pour l'Afrique noire qui n'a pas toujours su la saisir. Il montre que dans les années 1950 l'Afrique sub-saharienne était la partie la plus paisible du monde, que le continent noir ignorait alors les famines, que l'indépendance – trop brutale – eut pour l'Afrique des aspects négatifs, que l'on attribue à de fausses causes les maux dont elle souffre.

La production alimentaire y croît plus lentement que la population, les intérêts de la dette ne peuvent plus être remboursés et l'ethnisme enraye le progrès. Au terme de son analyse, Bernard Lugan conclut qu'il faut cesser d'accuser le climat ou le prétendu pillage colonial. Il constate que tous les projets de développement ont échoué en Afrique et que, pour le monde développé, la question est désormais la suivante : que faire de plus pour sauver l'Afrique, pour éviter de continuer à dilapider une aide qui, détournée de ses objectifs, finit par aggraver la situation.

Bernard Lugan est maître de conférences en histoire à l'université de Lyon III. Docteur en histoire, docteur ès lettres, spécialiste de l'Afrique, il a enseigné dix ans à l'université du Rwanda. Archéologue, il a travaillé sur les migrations ethniques en Afrique orientale. Depuis une dizaine d'années, il s'intéresse à l'Afrique australe où il se rend plusieurs fois par an. Auteur d'une *Histoire de l'Afrique du Sud* (Perrin, 1987) et de nombreux articles publiés dans les revues africanistes européennes et américaines, il est également journaliste et conférencier.

(B.N.)

50568.5
2-262-00711-X
9 782262 007119
Prix TTC 140 F

Afrique, l'Histoire à l'endroit
Bernard Lugan
Perrin

Bernard Lugan

Afrique, l'Histoire à l'endroit



Vérités et Légendes

Perrin

DU MÊME AUTEUR

Histoire de l'Afrique du Sud, Librairie Académique Perrin, Paris, 1986 (prix de la Société de géographie économique).
Huguenots et Français, ils ont fait l'Afrique du Sud, La Table ronde, Paris, 1987 (prix d'histoire de l'Académie française — Louis Marin).
Robert de Kersauson : le dernier commando boer, Le Rocher, coll. « Aventures et Aventuriers », Paris, 1989.

En collaboration avec Pierre Sirven et Alain Auger :

Atlas historique et géographique du continent africain, Éditions M.D.I., 1977.

En collaboration avec Arnaud de Lagrange :

Le Safari du Kaiser (récit), La Table ronde, Paris, 1987.
Les Volontaires du Roi (roman), Presses de la Cité, Paris, 1989.

BERNARD LUGAN

AFRIQUE : L'HISTOIRE À L'ENDROIT

Collection *Vérités et Légendes*

Perrin
8, rue Garancière
PARIS

ISBN : 2.262.00711-X
ISSN : 0981.7859

Pour avoir la vérité il est nécessaire de tourner le dos à la multitude.

FONTENELLE.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

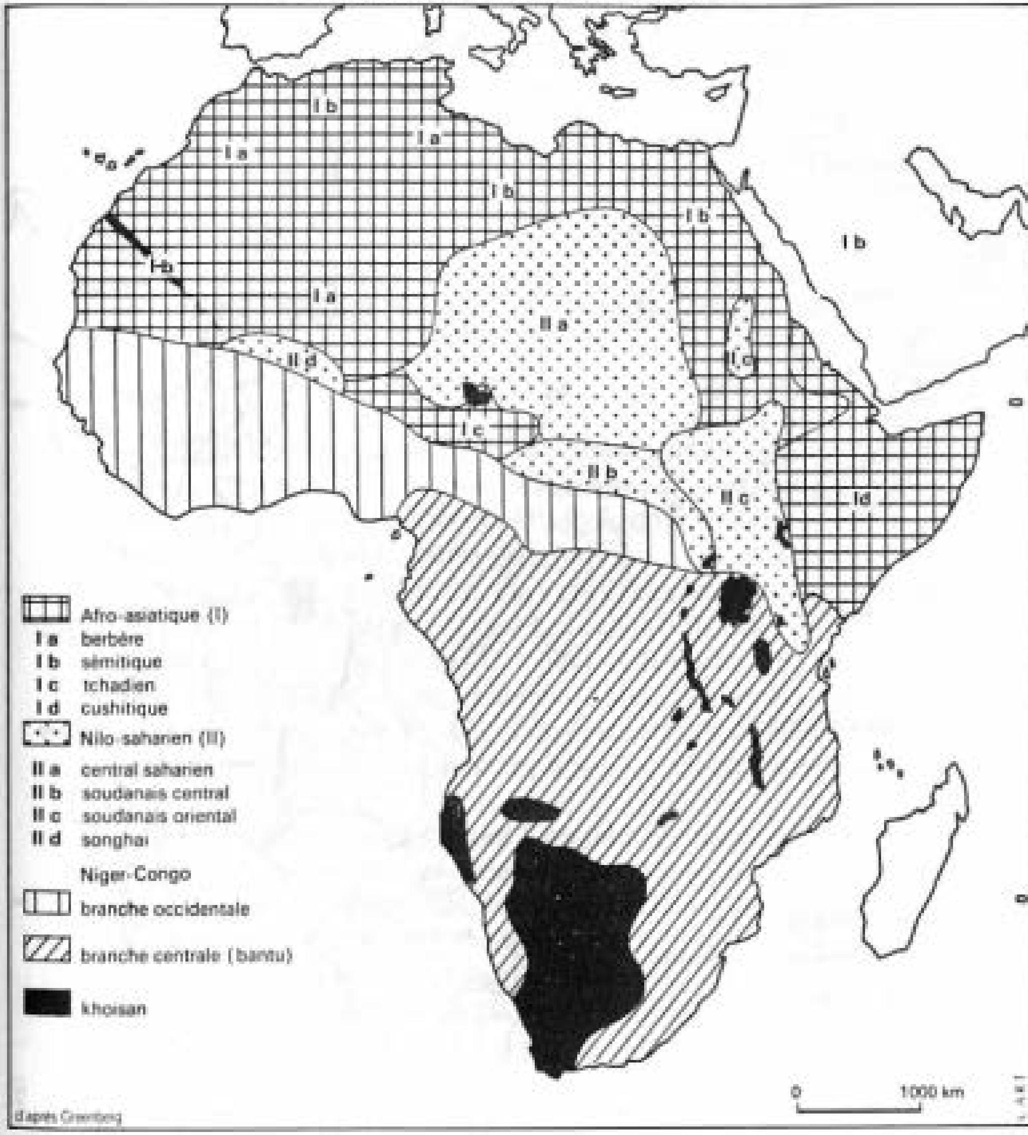
Depuis quelques années, l'histoire de l'Afrique s'est transformée en acte d'accusation. La mainmise du tiers-mondisme sur les études africaines explique en grande partie l'essor de ce qui est devenu une contre-histoire. La contester entraîne la mise au ban immédiate de la communauté scientifique puisque ses propagandistes, en France et dans une moindre mesure ailleurs, contrôlent largement les revues africanistes, les instituts et les départements universitaires qui se consacrent à l'étude de ce continent.

Ce livre est le résultat de bientôt vingt années de fréquentation de l'Afrique, des Africains et des africanistes. Il a longuement mûri. Ce n'est pas sur une impulsion que l'on s'attaque à la désinformation historique à l'échelle d'un continent. Les thèmes qui ont été choisis — parmi de nombreux autres — permettent de mesurer la largeur du fossé séparant la connaissance objective des a priori idéologiques.

L'AFRIQUE POLITIQUE



L'AFRIQUE LINGUISTIQUE



L'AFRIQUE PHYSIQUE



I

L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE ENTRE LA SCIENCE ET L'INCANTATION

Il n'existe pas plus *une* Afrique qu'*un* homme africain. Sur ce continent d'aspect massif, tout est diversité, toute unité politique importée. L'uniformisation y est idéologique et elle aboutit à un grave réductionnisme. Nous parlerons donc des Afriques.

Sur la carte, le continent africain apparaît comme un seul bloc de 30 millions de kilomètres carrés. Ici, et à la différence de l'Asie, de l'Amérique du Nord ou de l'Europe, pas de vastes échancrures, de péninsules digitées ni de chapelets d'îles. Cet aspect massif est d'ailleurs le seul trait unitaire d'un continent aux milieux profondément individualisés et souvent isolés les uns des autres par des barrières naturelles.

A l'exception du gigantesque T pastoral qui s'étend du Sahel aux hautes terres de l'Afrique orientale, les Afriques sont nettement séparées par les déserts, les forêts, les fleuves et leurs rapides, ou encore par la barre qui, souvent, isole le littoral. Ces obstacles naturels ne sont pas les seuls. Les endémies, les barrières de tsé-tsé, variables dans le temps et dans l'espace, ont elles aussi conditionné l'histoire de vastes parties du continent.

La première diversité qu'offre l'Afrique est imposée par le système des pluies. Tout dépend d'elles. Sur 9 000 km du nord au sud, c'est-à-dire d'Alger au cap de Bonne-Espérance, et sur 6 500 km d'ouest en est, de Dakar à Djibouti, les pluies n'ont aucune homogénéité et elles conditionnent toutes les végétations,

imposant leur loi naturelle. La vie des hommes en société en est tributaire.

En simplifiant à l'extrême et sans tenir compte des différences régionales sur lesquelles nous reviendrons, il est possible de distinguer 5 grandes zones caractérisées par 5 grands régimes des pluies[1] :

— Entre 0 et 100 mm d'eau par an, nous sommes en présence de milieux désertiques sur lesquels le peuplement est impossible ou résiduel.

— Entre 100 et 300 mm d'eau par an, le milieu est celui de la steppe subdésertique avec activités pastorales reposant sur la transhumance. L'agriculture est possible, mais avec irrigation.

— Entre 300 et 600 mm d'eau par an, la zone individualisée est propice à l'élevage. Les pâturages sont relativement abondants, mais les pluies trop faibles pour permettre la pousse d'une végétation trop dense qui favoriserait la mouche tsé-tsé. Sauf accident climatique, cette zone permet une agriculture sans irrigation.

— Entre 600 et 1 500 mm, les agriculteurs n'ont en principe pas à redouter d'accident pluviométrique et c'est pourquoi nous sommes en présence de la grande zone agricole africaine. L'élevage y est encore largement possible, sauf vers la zone pré-forestière où vit la mouche tsé-tsé.

— Au-dessus de 1 500 mm d'eau apparaît la grande forêt équatoriale, barrière végétale difficile à pénétrer et où l'agriculture est hypothétique.

Les pluies et les climats permettent de mettre en évidence au moins 5 Afriques : les Afriques des déserts, les Afriques des savanes, les Afriques des forêts, les Afriques des hautes terres et les Afriques tempérées. Chacun de ces grands ensembles est divisé en une infinité de sous-ensembles régionaux interdisant toute généralisation. Entre eux, les contacts sont difficiles et, venant aggraver l'individualisation naturelle, les deux grandes barrières que sont le Sahara et la forêt coupent le continent, le tronçonnant en tranches parallèles.

1. Nous nous situons dans le cas de l'Afrique précoloniale, avant les grands travaux, l'irrigation ou l'introduction des cultures industrielles.

L'histoire de l'Afrique noire est en grande partie conditionnée par l'existence du désert du Sahara. La sécheresse croissante qui y a débuté il y a au moins 12 000 ans lui a peu à peu retiré les atouts qui auraient pu en faire le grand milieu de passage et de sédentarisation de l'Afrique.

Vers 2 à 3000 avant J.-C., la péjoration climatique entraîne l'aggravation de la désertification. Désormais, le Sahara devient une barrière coupant l'Afrique en deux. Au nord, une Afrique méditerranéenne tournée vers tous les foyers de civilisation de l'Antiquité et ouverte à leurs influences. Au sud, une Afrique isolée, livrée à elle-même, dépendant des nomades sahariens pour la transmission de rares éléments culturels. Désormais, une grande partie de l'Afrique va vivre en vase clos. Coupée des influences extérieures, elle va évoluer à l'écart des grands courants de civilisation et l'ouverture ne sera pas de son fait.

Quand l'Afrique sort de son isolement, c'est en effet à des non-Africains qu'elle le doit. En Afrique orientale, les Arabes pré-musulmans fréquentent le littoral de la Somalie, du Kenya et de la Tanzanie actuels depuis au moins deux mille ans, puis le mouvement s'amplifie à partir du VIIᵉ siècle.

Dans les pays du Sahel, ce sont les musulmans qui initient les voies de commerce à travers le Sahara. Les Portugais, quant à eux, viennent par la mer ; cette mer tellement étrangère aux Noirs d'Afrique et à laquelle ils tournaient le dos. Le phénomène de la barre, quand il existe, ne les encourageait guère à s'aventurer au large et l'ignorance de la navigation évoluée, à l'image de celle pratiquée par les Asiatiques, le leur interdisait.

Conséquences des Grandes Découvertes, une partie du continent subira la Traite, mais en échange il recevra les plantes nouvelles venues d'Amérique et que les Portugais lui offrent : manioc, patate douce, maïs, haricot qui vont rapidement se généraliser pour constituer la base de la nourriture de l'Afrique noire. Ponction d'hommes d'un côté, mais conditions d'un essor démographique de l'autre, telle est la réalité complexe de cette période de contacts.

C'est à une autre donnée de la géographie que l'ouverture est due, et en particulier aux richesses minières qui permirent le commerce, et surtout un certain désenclavement.

L'exemple de l'or est significatif. Il y a dans l'Afrique noire pré-coloniale trois zones de production d'or, trois régions aurifères : Nubie, Afrique de l'Ouest et Zimbabwe. Les gisements d'Afrique du Sud sont inconnus pour la simple raison qu'il n'y a pas encore de population sédentaire dans les zones concernées. Les mines de Nubie sont exploitées grâce aux Egyptiens qui contrôlent directement ou indirectement la région comprise entre le Nil et la mer Rouge. Les mines d'Afrique de l'Ouest, situées entre les Volta, les fleuves Sénégal et Niger, vont favoriser la richesse de l'Afrique du Nord musulmane, mais elles n'entrent dans l'histoire qu'à partir du moment où le Sahara est ouvert par les Berbères et les Arabes, aux VIII-IX[e] siècles. Ici encore, les Africains noirs ont dépendu d'un mouvement créé par d'autres qu'eux. Quant aux mines du Zimbabwe qui fournissaient les comptoirs arabes de la région de Sofala, elles ne permettent pas l'apparition d'un pôle économique réel avant la venue des Arabes.

Les populations vivant sur ces ensembles diversifiés sont hétérogènes. Leurs différences sont aussi irréductibles que les milieux naturels sur lesquels elles créèrent des sociétés.

La vision actuelle de l'homme africain est réductionniste, schématique et assimilatrice. De même qu'il existe des Afriques, il existe des Africains. Quel est en effet le point commun entre le Berbère de l'Atlas, le Toubou du Tibesti, le Masaï d'Afrique orientale, le Bambara d'Afrique occidentale, le Pygmée sylvicole, le Hutu du Rwanda, le Zulu d'Afrique du Sud, le Malgache des hauts plateaux et le Khoisan du Kalahari ? Aucun, hormis le fait qu'ils vivent sur le même continent.

Tout les sépare : la langue, la religion, le mode de vie, l'histoire, les activités économiques, l'habitat, les mœurs, les tabous alimentaires ou sexuels, l'allure morphologique, l'organisation sociale, le système des valeurs, la couleur de la peau, etc.

Sur le continent noir, l'unité est toujours artificielle. Imposée et importée, elle entraîne un phénomène massificateur. Deux exemples pris parmi des dizaines d'autres permettront de cerner cette réalité.

Le premier est le résultat d'une entreprise politique extérieure à l'Afrique, il s'agit de l'Etat du Zaïre, l'ancien Congo belge, immense construction coloniale artificielle, conglomérat de plus de 100 peuples, groupes ethniques et linguistiques souvent antagonistes.

Le second, tout aussi étranger à l'Afrique, est le résultat du placage d'une idéologie niant les réalités africaines. Il s'agit du tiers-mondisme et de l'abstraction égalitaire qu'il véhicule. Dans les centaines de diversités humaines de l'Afrique, il s'obstine à ne voir qu'un seul type d'individu, le Noir africain, un peu ce citoyen du monde cher aux rêveurs écologistes.

Ecrire l'histoire des Afriques noires pré-coloniales n'est pas une tâche aisée. Des pans entiers du passé africain sont encore ignorés. Certains ne seront probablement jamais connus. Il suffit de comparer l'importance numérique des chercheurs travaillant sur les périodes contemporaines de l'histoire du continent, donc sur les sources écrites européennes, avec la petite phalange de ceux qui s'intéressent à l'Afrique « d'avant les Blancs », pour comprendre la difficulté du travail.

C'est par les sources de l'histoire de l'Afrique qu'il est possible de reconstruire le passé de ce continent. Ces sources présentent trois grandes caractéristiques : elles sont fragmentaires, très diversifiées, et elles ne couvrent ni toutes les époques ni toutes les régions. Quelques exemples permettront de mieux approcher cette réalité. L'Egypte nous fournit un continuum dans ses sources écrites durant 5 000 ans, c'est-à-dire de 3000 avant J.-C. à nos jours. Nous savons presque tout de l'Egypte pharaonique. D'autres découvertes auront lieu qui permettront d'affiner nos certitudes, de corriger tel ou tel détail. Il est probable qu'elles ne révolutionneront probablement pas l'état actuel de nos connaissances. Si un bouleversement devait apparaître, il résulterait des recherches se rapportant à la période pré-dynastique, à l'ancienneté de la domestication du bétail, aux débuts de l'agriculture ou de la métallurgie.

A l'ouest du continent, la situation est bien différente : les plus

anciennes sources écrites y apparaissent 4 000 ans plus tard qu'en Egypte et elles sont dues aux premiers voyageurs arabes. Quant à l'Afrique des grands lacs où nous savons qu'existaient des royaumes dès le XIV[e] siècle, aucun document écrit n'en est sorti avant la découverte européenne de la fin du XIX[e] siècle. L'archéologie de l'Afrique est encore balbutiante et si certaines parties comme l'Afrique du Sud ou l'Afrique orientale ont été largement prospectées, d'immenses zones sont encore vierges.

Les sources de l'histoire africaine sont constituées de trois ensembles hétéroclites, les uns scientifiquement acceptables ou aisément critiquables, comme l'archéologie ou les écrits, et les autres, comme les traditions orales, relevant souvent de l'irrationnel ou de l'inconscient collectif.

Les traditions orales africaines sont d'abord des témoignages oraux concernant le passé et transmis de génération en génération. Comme elles sont fondées sur la mémoire des hommes, elles sont fragiles, et l'on peut se demander quel est le degré de leur intérêt scientifique. Ont-elles même une simple valeur historique, ou ne sont-elles que le reflet idéologique de ce que telle ou telle population pensait d'elle-même et de son mode de vie ? La principale différence entre une source écrite et une source orale est qu'il est aisé à un historien formé à la critique historique de déceler les manipulations éventuelles opérées par les copistes successifs. Avec les traditions orales, cela est bien plus difficile car elles peuvent changer sans cesse et rendre quasiment impossible l'identification de la version originelle.

Déroutés par l'absence d'écrits, certains historiens des années 1900-1960 ont fait une confiance aveugle aux traditions orales. D'autres, à la recherche des vérifications de leurs postulats idéologiques, ont prétendu qu'il était possible d'écrire l'histoire de l'Afrique en la fondant presque exclusivement sur l'oralité, forme africaine de la mémoire des peuples. Ils oubliaient un peu vite que la mise sur magnétophone puis la dactylographie de sources orales douteuses ne les transformaient pas en sources écrites fiables. C'est à cette époque qu'apparut l'idée sympathique, mais toute rousseauiste, et donc non scientifique, selon laquelle chaque vieillard africain qui mourait était une « bibliothèque qui disparaissait ». Certes, mais toutes les bibliothèques ne sont pas celle d'Alexandrie et trop souvent les maigres rayons ne contiennent dans le meilleur des cas que des volumes de la collection « Harlequin »...

La région interlacustre de l'Afrique orientale est celle qui a porté au plus haut niveau culturel les traditions orales. Dans presque tous les royaumes de cette zone (Rwanda, Burundi, Buganda, Nkore, Bunyoro...), les traditions officielles étaient théoriquement figées et leur conservation confiée à des personnages ayant la charge de les réciter à la demande du souverain. La transmission de ces traditions se faisait en principe de père en fils, au sein des mêmes lignages.

Le royaume du Rwanda avait même créé un corps développé et structuré de ritualistes. Ici, l'institution royale s'était dotée de structures politiques fortes, le roi était en théorie le maître de tous et la succession dynastique s'effectuait en principe de père en fils.

L'exemple rwandais est sans doute unique en Afrique par sa durée (le royaume a une profondeur historique de cinq siècles) et par l'organisation de son corps de ritualistes. Ici, la tradition, donc les chroniques du passé, est intimement mêlée à l'histoire du pays. Il s'agit d'une institution, et pourtant, elle n'est pas fiable ; alors, qu'en est-il d'autres parties de l'Afrique ?

La falsification de la tradition rwandaise s'effectue à quatre niveaux ainsi qu'A. Coupez l'a si remarquablement démontré.

1. La falsification immédiate, celle du récitant :

> « [...] Nous avons plusieurs témoignages directs de falsifications intentionnelles opérées par des récitants pour plaire au pouvoir du moment. Le vieillard Kagosi, réfugié au Burundi, nous a lui-même averti qu'il éliminerait ou transformerait, dans la version qu'il nous a fournie en 1971, tous les passages hostiles au Burundi. En 1972, nos collaborateurs V. Ndagijimana et S. S. Rwerinyange ont enregistré à Runyinya (Rwanda) auprès du récitant Bitege le poème " Ko bavug iridakuka, abami " sous une forme qui leur parut étrange, car il incluait des allusions au régime républicain actuel, alors que la composition remonte au règne de Sentabyo ou Gahindiro (limite des XVIII et XIX[e] siècles). Le récitant a avoué ultérieurement la supercherie, en s'étonnant qu'on s'en étonnât. A supposer même que les compositeurs rwandais aient eu la conception européenne de l'histoire objective

plutôt que la conception rwandaise de la magie dynastique, l'interprétation de leurs textes est conjecturale[1]. »

2. La falsification résultant de la magie :
Ici, nous voyons l'affirmation l'emporter sur la négation. Ainsi, le roi Mutabazi qui régna peut-être au XVIe siècle fut vaincu par le Bunyoro et contraint de s'enfuir, de quitter le Rwanda. Or, la poésie dynastique dit qu'il a vaincu l'armée du Bunyoro. Contradiction ? Absolument pas, la raison est que :

« (...) au cours des combats, il avait été blessé d'une flèche, et que les croyances magiques veulent que le sang perdu par un roi du Rwanda lui garantisse la victoire. Le Rwanda est donc toujours vainqueur, soit sur le terrain des armes, soit sur celui des mots[2]. »

3. La falsification institutionnelle :
Le principe de la monarchie rwandaise est que la transmission du pouvoir est héréditaire. Le but des traditions n'est donc pas de rapporter ce que fut le passé du Rwanda, mais de créer et d'entretenir le mythe de la cohérence, de la continuité de la dynastie, et de faire des monarques nyiginya les « Capétiens » de la crête Congo-Nil. Cela fait que :

« La tâche de l'historien du Rwanda consiste à assembler une sorte de puzzle où manquent des pièces essentielles et où la majorité des pièces existantes est fausse. La confusion du puzzle semble même s'accroître avec le progrès des connaissances. (...) A plusieurs reprises, des conquêtes extérieures ont intronisé au Rwanda une dynastie étrangère et un frère a succédé au frère, ce qui contredit le mythe de la transmission ininterrompue de la royauté de père en fils depuis les origines[3]. »

4. La falsification par le vocabulaire :
Un roi vaincu devenait un roi vainqueur par la manipulation magique car :

1. Coupez (A.), « Magie et idéologie face à l'histoire du Rwanda », *Culture et développement*, 1974, p. 140.
2. *Ibid.*, p. 141
3. *Ibid.*, p. 145.

« Le verbalisme jouait un rôle plus important que les faits : le rituel dynastique garantit la victoire au Rwanda si l'on manipule dans les formes requises une plante appelée victoire et cueillie sur une colline appelée Victoire[1]. »

Pensant à de tels exemples, l'ethno-historien C. C. Wrigley affirmait même que les mythes africains n'avaient guère de valeur historique. Il ajoutait que vouloir reconstruire l'histoire à travers eux relèverait de la même méthodologie que celle consistant à dire qu'Odin et Freyr sont les noms de souverains suédois des temps anciens...

Ces scrupules d'historiens reposent sur les principes mêmes de la science historique, c'est-à-dire sur la critique des matériaux bruts à partir desquels s'écrit l'histoire. En Afrique, ils sont suspects.

Ne pas accepter comme preuve démontrée la tradition orale africaine suffit pour se voir accoler l'épithète de raciste, idée clairement exposée dans l'*Histoire de l'Afrique* éditée par l'UNESCO[2].

C'est un pouvoir royal fort que les traditions rwandaises exaltaient donc, établissant ainsi ses fondements juridiques. Ces traditions étaient variées et très riches. Elles sont toutes connues, publiées, analysées, critiquées, interprétées. Elles reflètent l'idéologie des clans dirigeants tutsi associés au pouvoir royal. Plus précisément encore, elles sont le reflet que la fraction dirigeante de l'aristocratie des clans participant au pouvoir désirait donner d'elle-même. Cela fait qu'elles ne contiennent que peu de renseignements sur ce qui n'est pas le milieu de la cour.

Marcel d'Hertefelt[3] a bien montré que ces traditions véhiculaient une triple idéologie. D'abord, une idéologie de la fécondité : le roi est le taureau qui saillit le Rwanda. Comment imaginer que le

1. *Ibid.*, p. 137.
2. *Histoire de l'Afrique*, UNESCO, tome IV, 1985, pp. 629-630.
3. Hertefelt (M.d'), *Eléments pour l'histoire culturelle de l'Afrique*. Université nationale du Rwanda, 1972.

roi, principe de fertilité, puisse ne pas être suivi sur le trône par un autre roi issu de lui ? Puis une idéologie du succès : tout ce que le roi entreprend lui réussit. La lignée royale est prédestinée à réussir dans ses entreprises. Enfin, une idéologie de la conquête : la lignée royale est là pour étendre le pays, c'est une mission.

Etudier l'histoire du Rwanda et du Burundi a longtemps consisté à démarquer ces traditions officielles. L'on sait maintenant qu'elles ne permettent pas une approche scientifique, en raison notamment de leurs contradictions et de leurs manipulations dont le but est de cacher les ruptures de succession héréditaire dans la dévolution du pouvoir. Dans le meilleur des cas, ces traditions ne fournissent donc qu'un cadre.

La principale valeur des traditions orales est qu'à défaut de mieux, il est préférable de les avoir plutôt que rien. Elles permettent une approche « classique » de l'histoire africaine, donnant les noms des rois qui ont régné et la profondeur historique de leurs royaumes par le calcul des généalogies. Elles ne permettent pas grand-chose de plus, car elles furent souvent réinterprétées pour favoriser les intérêts de tel lignage ou de tel groupe dominant. En définitive, les traditions orales ne véhiculent pas la réalité historique, mais une vérité changeante. Leur utilisation exige une parfaite maîtrise de la critique des sources orales.

Ces traditions officielles des milieux de la cour avaient pour vocation de chanter les hauts faits de la fraction dirigeante de l'aristocratie c'est-à-dire 1 % de la population. Prétendre écrire l'histoire de l'Afrique en fondant une démarche sur l'interprétation exclusive de ces sources orales risque d'aboutir à une impasse scientifique. Les témoignages ou les chroniques familiales ont davantage d'intérêt, car ils sont beaucoup plus « terre à terre » et résultent d'observations directes ou des ouï-dire transmis par les anciens. Ils ne prétendent rien démontrer. Ce sont le plus souvent des faits de réalité et non des manipulations idéologiques. Leur principal défaut est qu'ils ne permettent pas de remonter très haut dans le passé.

Reste à l'historien de l'Afrique pré-coloniale l'archéologie. Les écrits quand ils existent — qu'il s'agisse de ceux de l'Antiquité, du « Moyen Age » éthiopien, des sources arabes, des sources asiatiques ou européennes — sont de valeur inégale et pour les périodes les plus hautes quasi inexistants.

En dépit de points d'ancrage reconnus, l'histoire de l'Afrique — ou du moins la représentation qui nous en est donnée dans le public — dérive souvent de la réalité au mythe, de la critique à l'idéologie et de la science à la magie.

La « langue de bois » y est maîtresse. Un exemple, véritable « cas d'école », est donné par la monumentale *Histoire de l'Afrique* éditée par l'UNESCO. Cette collection, censée présenter l'état des connaissances et indiquer les grandes directions de recherche actuellement suivies, contient des phrases insolites n'ayant pas leur place dans un ouvrage à vocation scientifique. Ainsi :

> « (...) En Afrique du Sud, les historiens blancs ont refusé le concours de sciences comme l'archéologie, l'anthropologie, la linguistique (...) dans le cas présent, nous assistons à une politique délibérée d'ignorer sinon de détruire les documents existants[1]. »

Ces affirmations relèvent du plaidoyer politique, de la simple désinformation, non de l'histoire. Négation de l'archéologie en Afrique du Sud ?

Dans l'histoire de la recherche des origines de l'homme, l'Afrique du Sud occupe une place considérable. C'est ainsi que la grotte de Sterkfontein, avec ses dépôts sédimentaires vieux de trois millions d'années, a fourni jusqu'à présent les restes de 300 hominidés. L'importance de ce gisement — et de celui de la carrière de Makapansgat — est primordiale : durant la seule année 1984, des dizaines d'hominidés y ont été exhumés. Dans l'état actuel des recherches, 50 % de tous les Australopithèques découverts dans le monde proviennent d'Afrique du Sud !

Les Sud-Africains furent même les pionniers de l'archéologie africaine puisque les principales découvertes furent effectuées dès 1924, à Taung dans l'actuel Bophuthatswana, en 1936 à Sterkfontein au Transvaal, en 1938 à Kromdrai, en 1945 à Makapansgat et en 1948 à Swartkrans.

Ngcongo ment également quand il parle de l'ignorance de la

1. Ngcongco, voir Bibliographie, p. 278.

linguistique en Afrique du Sud. A-t-il seulement entendu parler des colloques de l'Université d'Afrique du Sud sur les langues africaines ? Les listes de thèses, d'articles, de livres, etc., que les historiens sud-africains consacrent à l'anthropologie, à la linguistique, aux travaux archéologiques sont impressionnantes par leur nombre et leur qualité exceptionnelle — pour ne pas dire unique — sur le continent africain.

Nous sommes donc face à une entreprise de désinformation impossible à dissiper car l'*Histoire* officielle de l'UNESCO compte déjà des millions de lecteurs. Au moment où l'histoire européenne achève de sortir du manichéisme, celle de l'Afrique est d'abord une histoire militante ne tenant plus compte des résultats de la recherche.

La situation de l'Afrique pré-coloniale est déformée, afin de persuader les lecteurs qu'avant les Blancs, ce continent était une sorte de paradis terrestre. Rousseau est donc toujours présent avec son mythe du « bon sauvage ».

Les historiens de l'Afrique considèrent trop souvent ce continent comme un terrain de manœuvres philosophiques. Du pacte colonial, l'on est passé au pacte idéologique, l'Afrique devenant un champ clos dans lequel sont artificiellement introduits des notions, des idées, des termes, des réalités, des controverses, des interdits qui lui sont étrangers. Une fois encore, l'européocentrisme règne en maître... ce qui est cocasse quand il est véhiculé par des tiers-mondistes.

Catherine Coquery-Vidrovitch, professeur d'histoire de l'Afrique à l'Université de Paris, cultive avec insistance le mythe de l'oppression coloniale. Si tout va mal en Afrique, à qui la faute ? Aux Africains ? Certes non, mais à l'Europe. En quelques décennies de présence coloniale, l'Europe aurait réussi ce prodige diabolique de réduire à néant des millénaires de civilisation. Brazza = Tamerlan et Albert Schweitzer = Attila.

En lisant les travaux de C. Coquery-Vidrovitch, l'impression qui domine est celle d'un acharnement pathologique de l'Occident contre l'Afrique. Par exemple :

> « (...) à partir de bétail importé d'Europe ; la maladie affecta, de façon privilégiée, dans la région du Mont Kenya, les peuples éleveurs Masaï et Kikuyu, laissant le pays appauvri et vide au moment même où arrivaient les premiers colons, qui purent ainsi entretenir l'illusion que le pays était à peu près inhabité...
>
> « Ajoutons à cela les méfaits encore mal connus et mal mesurés de maladies « nouvelles » importées par les colonisateurs — notamment dans les villes/concentrations de travailleurs, et surtout dans les ports : la *tuberculose* — souvent foudroyante — et les *maladies vénériennes*. (...) De tout ceci, il ressort la forte présomption que les peuples d'Afrique orientale ont sensiblement régressé vers la fin du XIXe siècle et jusqu'au milieu des années 1920 (...)[1] ».

Vague approximation, phénomène « mal connu et mal mesuré » ou bien « forte présomption »... rien de certain, mais des directions de recherche demandant à être vérifiées. Elles sont néanmoins présentées comme des quasi-certitudes, avant d'avoir été expérimentées et testées. Voilà comment s'écrit trop souvent l'histoire de l'Afrique. Une élémentaire critique permet de voir qu'il n'y a sous la plume de Catherine Coquery-Vidrovitch qu'hypothèses. En Afrique, elles deviennent certitudes tant il est vrai que les idéologues cherchent partout la justification de leur acte d'accusation permanent contre le Nord

La variante journalistique de ce thème est bien illustrée par Atsutsé Kokouyi Agbobli quand il écrit :

> « Fort d'une supériorité acquise au plan de la technique militaire, l'Occident européen est parti à la conquête du monde, non pour y étendre une civilisation supérieure en assumant " le pardon de l'homme blanc " mais, pour tuer et piller. Contrairement à la thèse selon laquelle les pays colonisés ont coûté cher aux métropoles, c'est bien ces dernières qui ont bâti leur développement sur le pillage de leurs possessions outre-mer (...) La plus grande monstruosité consiste à considérer l'Afrique anti-coloniale comme une " mosaïque de tribus en guerre permanente "[2]. »

1. Coquery-Vidrovitch (C.), *Afrique Noire. Permanences et ruptures*. Paris, 1985, p. 51.

2. In *Jeune Afrique*, n° 1392, 2 septembre 1987. L'auteur de ces lignes aurait intérêt à lire Kipling et plus particulièrement ses poèmes, il y découvrirait que le père de Mowgli parlait de « fardeau » et non de « pardon » de l'Homme blanc. Il gagnerait également à ouvrir un dictionnaire et à chercher la différence entre « ante » et « anti », ce qui lui permettrait de ne pas confondre Afrique d'avant la colonisation et Afrique opposée à la colonisation.

Atsutsé Kokouyi Agbobli ne maîtrise pas plus la langue française que les concepts qu'il prétend cerner. Quelle importance, puisque les colonnes de *Jeune Afrique* lui sont ouvertes ?

Le credo historique tiers-mondiste est d'abord chanté par les hommes de certains médias, ignorants qui répètent en les amplifiant les poncifs que des idéologues universitaires leur fournissent en « kit ». Leur postulat est que l'homme blanc est responsable du sous-développement de l'Afrique, aussi doit-il payer, et pourquoi pas, pour le rachat de ses péchés, se laisser envahir afin de sentir à son tour le poids de son oppression passée ? Invention ? Fantasme ? Il suffit de lire l'éditorial de Siradiou Diallo dans la revue *Jeune Afrique* du 4 mai 1988 pour saisir la réalité de l'idée :

> « Tant que les pays industrialisés continueront, à travers les mécanismes, les prix et les structures injustes du marché mondial, à exploiter et à appauvrir les pays sous-développés, africains en particulier, les ressortissants de ces pays n'auront pas le choix. Ils envahiront inexorablement le Nord à la recherche d'emplois, de mieux-être et de sécurité. C'est là un courant naturel et irréversible contre lequel les vociférations de l'extrême droite ne pourront rien. Comme cela s'est vu depuis la plus haute antiquité, que ce soit sous l'Egypte pharaonique, Carthage, la Grèce ou Rome. »

Petit à petit, les plaies de l'Afrique pré-coloniale ont été effacées des mémoires. Peu à peu furent gommés le tribalisme et les guerres continuelles, oubliés les ethnocides, occultées les épizooties qui réduisaient à néant les troupeaux tous les vingt-cinq ans, cachées les mutilations sexuelles, l'esclavagisme ou même l'anthropophagie...

On masque soigneusement la réalité. On ne dit plus que, quand débuta la colonisation, les populations africaines sous-alimentées étaient minées par toutes les parasitoses, par le trachome, la malaria, la dysenterie amibienne, la tripanosomiase, le pian, et toutes les shistomiases dont la bilharziose. On nous parle au contraire du choc bactérien introduit par les Blancs, en omettant de dire que les maladies européennes étaient guérissables.

Les recherches universitaires ont montré que l'Europe n'a pas brisé l'équilibre de sociétés paradisiaques. Le credo normalisé par les historiens officiels et par l'UNESCO puis popularisé par les médias n'a pas de valeur scientifique. Il repose sur une suite d'a-priori idéologiques et sur la mise en évidence d'exemples particuliers transformés en loi générale. Il continue à être véhiculé uniquement parce que les tiers-mondistes exercent une véritable dictature intellectuelle et morale sur les études africaines. Le seul fait de la contester, de vouloir argumenter suffit à se voir traiter de « raciste ». Accusé, taisez-vous, vous n'avez pas de droit à la parole ! laissez soliloquer Fouquier-Tinville !

La revue *Jeune Afrique* excelle dans ce rôle de procureur. Relatant un colloque du « Club de l'Horloge » sur le thème de « l'Occident sans complexe » (1987), c'est-à-dire sur les moyens de réagir face à l'assaut permanent de la contre-histoire, elle écrit dans le numéro du 9 septembre 1987 :

> « La contre-offensive idéologique de la droite et de l'extrême droite occidentales est dangereuse parce que porteuse de haine raciale et de guerre (...) elle cherche à ressusciter les vieilles idéologies bellicistes du XIXe siècle qui fut le siècle de l'impérialisme triomphant. Les humanistes de tous les continents ne doivent pas minimiser ce nouveau courant de pensée. Loin d'être marginal, il cherche à conquérir l'esprit des masses occidentales pour créer les conditions favorables à de nouvelles aventures conquérantes. La meilleure manière de le prévenir, c'est de le suivre dans toutes ses manifestations pour le circonscrire au petit cercle des falsificateurs de l'histoire. »

En histoire africaine, la rigueur n'est pas toujours souhaitable. Sur place, les chercheurs européens sont, qu'ils le veuillent ou non, dans l'obligation de durer. Cette réalité est essentielle car une recherche sur le terrain, en Afrique, exige du temps et des moyens. Ce n'est qu'au bout de longues années que le chercheur devient véritablement productif. Il associe sa vie à sa recherche. Sa recherche devient sa vie.

Le pire pour lui est de perdre son terrain de recherche, de devoir s'en éloigner. Une telle déchirure équivaut à voir partir en fumée des années d'investissement humain et matériel. Pour durer, il faut savoir plaire, c'est-à-dire qu'il faut se fondre dans le moule de l'idéologie dominante et prendre des accommodements avec la réalité. Mais comme l'on est en Afrique où les parallèles se rejoignent bien avant l'infini, ce qui en Europe apparaîtrait

comme une composition n'est là-bas que « respect des coutumes locales ».

Alors, d'un village de brousse on fait une ville, d'un groupement de trois ou quatre villages un royaume et mieux encore un empire... Des chefs de ces petites communautés on fait des rois ; leurs ancêtres et eux deviennent, la profondeur historique aidant, de puissants lignages que l'on n'hésite pas à comparer aux familles régnantes de l'Europe moderne. Magie du verbe... mais l'Afrique n'est-elle pas le monde des conteurs et des masques ? Il faut être européen pour vouloir tout organiser géométriquement, pour croire que le vrai n'est que ce qui est.

Parfois, l'on frise le tragi-comique, ainsi quand, pour les besoins de la constitution d'un jury de thèse, un malheureux universitaire venu d'Europe se trouve parachuté dans un monde qu'il ignore, au milieu de peuples qu'il confond et que, devant lui, est soutenue une thèse sur une communauté villageoise qu'il aurait bien du mal à placer sur la carte de l'un ou l'autre des pays de ce continent que Stanley qualifiait de « mystérieux »...

Cette situation est en partie le résultat des accords interuniversitaires de coopération, lesquels ouvrent la chasse aux zones réservées et au clientélisme. Comme le commerce triangulaire des XVIIe-XVIIIe siècles, ils mettent en relation trois partenaires : une université française, une université africaine et le ministère français de la Coopération qui finance largement l'opération. Le but de l'accord est des plus louables quand les deux universités en question en retirent un enrichissement scientifique. C'est ainsi que l'Université française envoie des professeurs visiteurs qui viennent assurer un enseignement de moyenne durée — en principe trois semaines — dans des disciplines peu ou pas représentées localement. En échange, elle accueille pour des formations doctorales ou pour telle ou telle spécialisation des enseignants et des étudiants africains. Voilà le principe.

La réalité est parfois bien différente quand les structures mises en place par ces accords sont avant tout des tours operators permettant aux uns et aux autres de voyager grâce à la générosité du contribuable français.

A l'origine de l'accord, l'œuvre d'un « pionnier » qui découvre une université — ou un département universitaire — africaine non encore « protégée » par une université française. Comme l'avait fait Brazza au Congo, comme tant d'autres ailleurs, il propose un accord au doyen ou au recteur — version moderne du roi Makoko — qui, en échange de promesses d'aide pédagogique et matérielle — la verroterie d'aujourd'hui — accepte le tutorat de l'université protectrice. Une fois signé, l'accord doit être gardé contre les convoitises des rivaux. Ces derniers ne sont plus les navires hollandais ou les commerçants anglais, mais les représentants d'universités concurrentes. Et chacun de défendre son monopole en Afrique, un peu comme étaient défendus les comptoirs à l'époque coloniale... Tout est bon pour éviter qu'une université rivale ne vienne empiéter sur un territoire durement conquis : interventions « amicales » auprès des Africains, interventions politiques ou syndicales à Paris. Monopoly universitaire ou Dallas sous la toge, pour arracher sa colonie à l'université possédante, toutes les promesses sont faites. L'arme la plus efficace est celle qui consiste à obtenir les faveurs des autorités universitaires locales en offrant des possibilités de voyager, des invitations à des colloques, à des jurys de thèse. Aujourd'hui, le billet d'avion a remplacé les épices...

Le système s'emballe, et il est à craindre qu'il ne tourne bientôt à vide[1]. Parfois, des universités françaises acceptent des « thésards » africains dans le seul but de justifier le maintien d'enseignements, donc de crédits, de moyens et de postes.

En Afrique, tout se sait, et vite. Si une université a soudain des exigences dépassant la « norme », les « thésards » ont vite fait de faire fonctionner le « tam-tam doctoral » et tous se replient sur des universités moins exigeantes, plus compréhensives. Certains enseignants évaluent même le niveau des universités au nombre d'étudiants du tiers-monde qui y sont inscrits. Les universités « performantes » ne recrutent guère sous les tropiques ; il suffit de prendre les exemples des facultés d'Assas et de Dauphine à Paris et de les comparer à d'autres facultés de la région Ile-de-France pour en être rapidement convaincu.

En France, la conséquence la plus immédiate du laxisme des universités tiers-mondistes fut la chute du niveau de l'ancien

1. Surtout avec les projets « Campus » qui élargissent le système des accords interuniversitaires et qui disposeront d'énormes crédits sans réel contrôle financier.

doctorat de troisième cycle. Il y a encore une quinzaine d'années, ce diplôme était internationalement reconnu comme l'équivalent du P.H.D. anglo-saxon. Quand le monde entier eut compris que dans certaines universités françaises le titre de docteur de troisième cycle ne sanctionnait plus un travail original, son équivalence ne fut plus admise. La Tunisie alla même jusqu'à refuser ce diplôme !

En histoire africaine, certaines thèses ressemblent davantage à des pamphlets qu'à des recherches universitaires ; l'histoire de l'Afrique y est ramenée systématiquement à la parenthèse coloniale. Les grandes questions sont abandonnées au profit de détails permettant de mettre en évidence les résistances à « l'oppression » impérialiste. Certaines thèses peuvent n'être que des recopiages d'ouvrages mis bout à bout. Comme elles sont soutenues devant des jurys parfois complaisants, souvent incompétents en la matière, les mêmes thèmes peuvent être traités des dizaines de fois, en les présentant sous des jours légèrement différents. A la bourse des valeurs, l'évangélisation est en ce moment à la hausse. C'est un nouvel eldorado pour les « thésards » africains car il leur permet d'éviter d'aller trop longtemps sur le terrain, en brousse, tout en leur garantissant des séjours en Europe puisque l'essentiel des archives y est conservé. De thèses sur les Pères Blancs en Afrique orientale par exemple, on est ainsi passé à des champs d'investigation de plus en plus restreints : le Rwanda, puis un diocèse du Rwanda, puis une paroisse de ce diocèse, et maintenant on en arrive au niveau des succursales. Un thème qui aurait été étudié en mémoire de maîtrise il y a dix ans devient désormais la matière d'une thèse.

En histoire africaine, les étudiants sont trop souvent encouragés à n'étudier que de « petites » périodes. Ce n'est pas la suppression du doctorat d'Etat qui permettra de leur « faire prendre de la hauteur ». Le principal handicap de la nouvelle génération africaniste française est qu'elle ignore généralement la longue durée ; pourtant, sans longue durée, l'on ne peut valablement étudier l'histoire africaine. Ou alors, il faut se contenter de l'époque la plus

contemporaine, et c'est pour cela que la plupart des universitaires français travaillent sur la période 1880-1980. Or, l'Afrique est d'abord le continent des « permanences », avant d'être celui des « ruptures ». Si l'on veut étudier les crises contemporaines, il est évident qu'il faut commencer par s'interroger sur les continuités et les déterminismes. L'Afrique en est tout à la fois à la préhistoire (avec les survivants de l'âge de la pierre) et au niveau de Silicon Valley avec ses parties les plus développées technologiquement comme certaines régions d'Afrique australe. Ici, les phénomènes ne se comprennent que dans leur ampleur historique.

Cette idée devient étrangère aux historiens français bloqués par la camisole des « quatre grandes périodes » : histoire ancienne, histoire médiévale, histoire moderne et histoire contemporaine, divisions artificielles et importées en Afrique sub-saharienne, dans un bel élan d'européocentrisme.

II

AVANT LES NOIRS

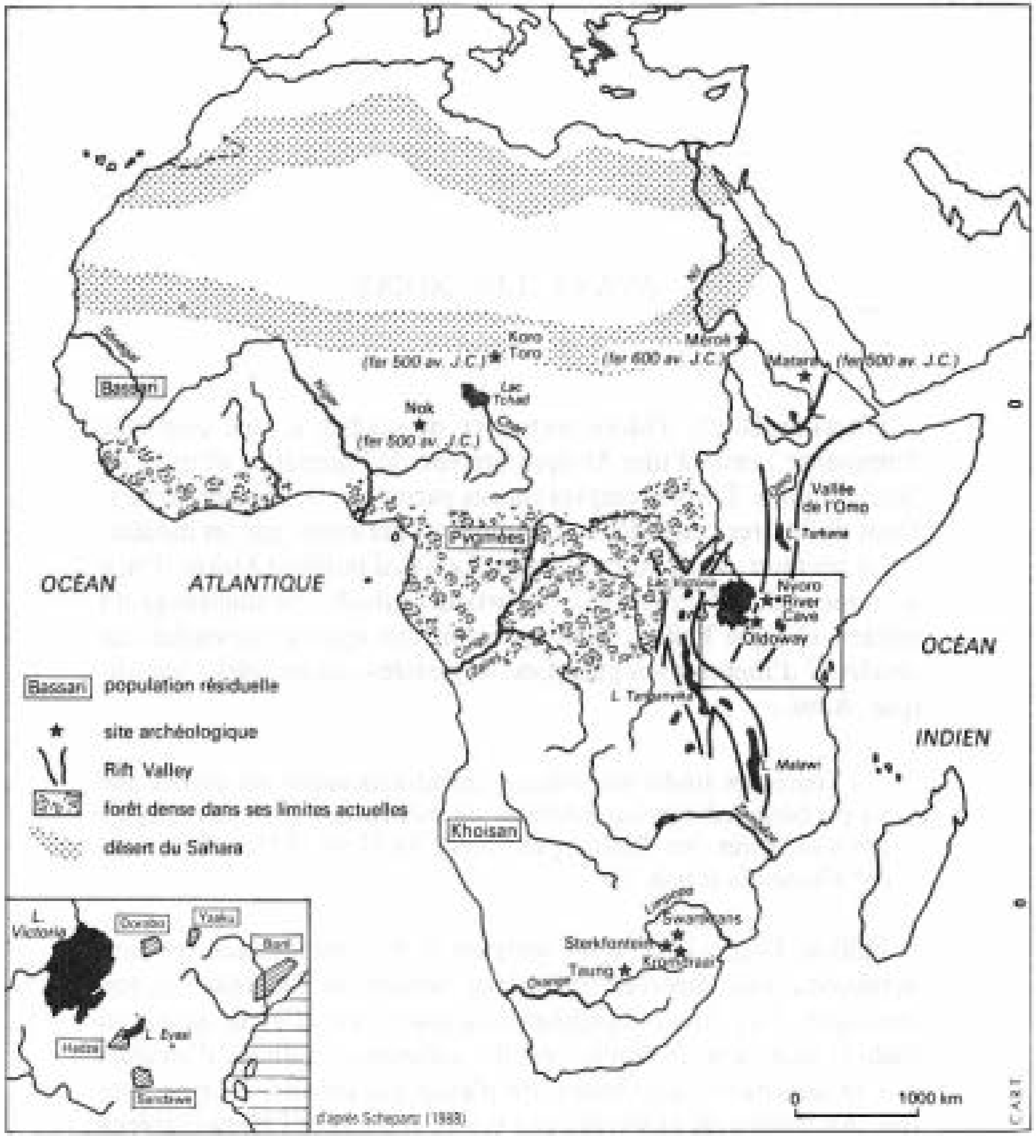
L'accumulation d'idées reçues et de clichés a créé une idée dominante : celle d'une Afrique berceau de l'humanité et mère de la civilisation. Deux exemples choisis parmi une multitude permettront d'illustrer cette idée telle qu'elle est présentée par les médias.

Le premier est tiré du quotidien *Le Soleil* publié à Dakar. Dans le numéro du 4 février 1987, un article intitulé « Le mensonge du siècle » et signé Falilou Diallo présente aux lecteurs sénégalais un condensé d'inepties scientifiques considérées comme vérité historique. Ainsi :

> « Toutes les études scientifiques interdisciplinaires ont prouvé que les premiers habitants de l'Afrique du Sud étaient des Noirs. Depuis des millénaires (les Australopithèques), les Noirs d'Afrique australe ont sillonné la région. »

Falilou Diallo livre à ses lecteurs le résultat de lectures non dominées, mal digérées et surtout passées au broyeur de son idéologie. Les Australopithèques n'étaient en effet ni noirs, ni blancs, ni rouges, ni jaunes car, il y a plusieurs millions d'années, la « racialisation » de l'humanité n'avait pas débuté. Elle ne date que des séquences modernes qui voient apparaître l'Homo sapiens sapiens, c'est-à-dire à partir de – 100 000 en Afrique et au Proche-Orient. De plus, les Australopithèques n'ont pas tous eu de descendance, certains constituent probablement une impasse de l'évolution.

SITES ARCHÉOLOGIQUES ET LOCALISATION DES PRINCIPALES POPULATIONS RÉSIDUELLES



Le second exemple est encore plus révélateur. Il vient de la revue *Africa*. Sous la plume d'Attilio Gaudio, nous lisons :

> « Il y a un million d'années, l'Afrique colonise l'Europe. Les premiers habitants de l'Europe venaient d'Afrique. Malheureusement les Africains d'aujourd'hui ignorent presque tout de leurs lointains itinéraires biologiques et de la place qui leur revient dans l'évolution de l'humanité[1]. »

Falilou Diallo pas plus qu'Attilo Gaudio ne sont les « inventeurs » des idées qu'ils expriment ; ils les ont puisées dans des publications faites par de vrais scientifiques mais qui pratiquent cette dangereuse fuite en avant que Rouge nomme joliment « La fièvre du chaînon manquant[2] ».

Depuis deux décennies environ, nous assistons en effet à une véritable course, à un « concours » visant à obtenir le record en millions d'années de l'ancienneté la plus nettement établie de nos lointains ancêtres. A ce jeu du « qui dit mieux » l'on gagne en sensationnel, mais aussi en crédits de recherche. Cette méthode n'affecte en rien le sérieux du travail des paléontologistes, lesquels ont besoin de publicité pour obtenir les énormes moyens que le CNRS en France et les centres spécialisés à l'étranger sont incapables de leur fournir. Il n'en reste pas moins vrai que les non-spécialistes ne retiennent que l'aspect « publicitaire » et chiffré de la présentation et que, dans l'inconscient du public, l'homme a désormais une origine africaine dont l'ancienneté est reculée dans le temps au fur et à mesure des nouvelles mises au jour d'ossements. Le professeur Camps parle même d'

> « (...) un véritable laxisme dans la définition du genre Homo. Non seulement les ancêtres possibles de l'homme sont recherchés dans des niveaux géologiques d'une antiquité éprouvante, jusque dans le

1. *Africa* n° 141, mai 1982, p. 65-69.
2. Rouge (J.-F.), *Sur les traces de l'homme. Un voyage de 300 millions d'années*. Paris, 1987.

Miocène, mais l'ancienneté même de l'homme ne cesse d'être reculée[1]. »

La raison de ce comportement des scientifiques est que les crédits de recherche dont ils ont un besoin vital leur sont alloués par des mécènes — l'on dit aujourd'hui « sponsors ». J.-F. Rouge a bien analysé le phénomène tel qu'il apparaît chez les Leakey, la famille des célèbres anthropologues d'Afrique orientale, et qui comporte :

« La nécessité d'orchestrer au maximum chaque découverte afin de prouver aux mécènes qu'ils ont misé sur le bon cheval. D'où ce petit travers héréditaire : il n'est guère d'année, en cinquante ans, où la famille Leakey n'ait pas revendiqué la découverte du " fossile du siècle "[2]... »

Cette démarche est aggravée par le système universitaire américain lui-même qui :

« (...) très influencé par les médias et la course aux subventions privées, oblige souvent les chercheurs à publier toute découverte partielle, et même toute nouvelle hypothèse, avant même de l'avoir testée à fond. »

La conséquence de ces financements extérieurs au monde universitaire, et sans lesquels aucune recherche d'envergure n'est possible, est que le « sponsorisé » ne doit jamais cesser de publier, sous peine de voir se tarir son financement. Les articles deviennent donc de plus en plus courts, de moins en moins universitaires, le sensationnel primant sur l'analyse, la méthodologie ou la vérification d'hypothèses.

Donald Johanson, le « découvreur de Lucy » est ainsi condamné à trouver d'autres fossiles ou à perdre ses crédits. La situation de Richard Leakey n'est guère plus enviable, d'où cette insolite découverte commentée par J.-F. Rouge dans *Libération* :

1. Camps (G.), *La Préhistoire*. Paris, 1982, p. 53.
2. Rouge (J.-F.), *op. cit.*, p. 238.

« Richard Leakey, dont les découvertes ont énormément fait progresser l'anthropologie, mérite des circonstances atténuantes, le gouvernement kenyan étant incapable de le soutenir financièrement, il a besoin de subsides que lui versent diverses fondations américaines. Et pour doper leur enthousiasme, il doit absolument annoncer régulièrement des " découvertes du siècle ".

Richard a présenté son dernier fossile comme le " crâne noir ". Ses os sont en effet vaguement colorés en noir par des dépôts chimiques postérieurs à son ensevelissement. Rien à voir, par conséquent, avec le type racial du propriétaire dudit crâne. En outre, on sait que les races actuelles sont apparues tout récemment, peut-être vers − 30 000 ans et que, de toute façon, les os, quels qu'ils soient, sont toujours blancs ! »

Conclusions hâtives plus publications d'hypothèses non vérifiées, plus démagogie auprès des élites et des organes de presse africains afin d'obtenir des permis de prospection et de fouille, cet hétéroclite mélange fournit aux vulgarisateurs et aux idéologues la matière première nécessaire à leur entreprise de falsification.

Et pourtant, nous commençons à y voir plus clair dans le labyrinthe de nos origines : si les singes sont probablement nos cousins, ils ne sont certainement pas nos grands-parents.

Quel est alors notre degré de parenté avec eux ? La réponse à cette question tient dans une autre : quand les ancêtres communs aux singes et aux hommes se sont-ils séparés ?

Les spécialistes discutent. Leurs opinions divergent à l'image du tronc commun de notre filiation : il y a 20 millions d'années et même davantage selon l'hypothèse paléontologiste ; moins de 10 selon l'hypothèse moléculaire, c'est-à-dire par l'étude des acides aminés et des protéines.

Pour Yves Coppens[1], les Australopithèques se séparent du tronc commun il y a environ 6 millions d'années. Il s'agit de préhominiens dotés d'un bassin de bipède, dont le cerveau fait moins de 500 cm^3 — le tiers du nôtre — et qui mesurent au maximum 1,40 m.

Ces « chimpanzés » qui fabriquaient probablement des outils il y a 2,4 à 2,7 millions d'années sont-ils nos cousins ou nos ancêtres ?

1. Coppens (Y.). *Le Singe, l'Afrique et l'Homme*. Paris, 1983

Sommes-nous leurs descendants, ou notre parenté se réduit-elle à l'existence d'un ancêtre commun ? Camps[1] est partisan de cette seconde proposition. Pour lui, les Australopithèques constituent un genre autonome d'hominidés.

Le genre Homo apparaît il y a 3 millions d'années avec Homo habilis qui ne serait donc pas le premier fabricant-utilisateur d'outils. A la différence de l'Australopithèque qu'il côtoie, c'est un vrai bipède.

Il y a 2 millions d'années, un nouveau venu entre en scène : l'Homo erectus (pithécanthrope) dont le cerveau est capable de concevoir un langage. Homo erectus est-il le descendant d'Homo habilis ? Tous les deux sont-ils nos aïeux ? Certains spécialistes estiment qu'ils n'eurent pas de filiation. Camps[2] voit dans Homo habilis notre plus lointain ancêtre. Yves Coppens considère quant à lui les deux représentants du genre Homo comme des stades morphologiques et non comme des espèces.

Il y a environ 700 000 ans, issu probablement du tronc commun d'Homo erectus, apparaît l'homme de Néandertal (Homo sapiens neandertalensis). C'est un pur Européen qui a pour habitude d'ensevelir ses morts. A-t-il eu une descendance ? L'homme moderne a-t-il un héritage génétique néandertalien ? Est-il donc notre grand-père ? N'est-il pas notre cousin partageant seulement avec nous un ancêtre erectus ? Les travaux en cours le préciseront[3].

Dernier venu, l'homme moderne, Homo sapiens sapiens ou Cro-Magnon, apparaît vers − 100 000 en Afrique et au Proche-Orient et vers − 30 000 en Europe. Dès lors, l'humanité se différencie en races, puis les civilisations se constituent[4].

Voici, rapidement brossé, l'état des connaissances — susceptible d'évoluer — pour la période 1985-1989. Comment ces faits bruts sont-ils interprétés ?

1. Camps (G.), *op. cit.*, p. 52.
2. *Ibid.*, p. 52.
3. Cf. Hublin (J.-J.), « Les origines de l'homme de type moderne en Europe ». *Pour la Science*, février 1983.
4. Voir plus loin, pp. 75-76.

L'hominisation s'est-elle faite en Afrique ? Uniquement en Afrique ? Si oui, le peuplement de l'Asie et de l'Europe est donc le résultat d'un diffusionnisme à partir du foyer africain. Le diffusionnisme est un mouvement qui part d'un centre et se dirige vers les périphéries, comme l'exposait jadis Gordon Childe. Cette doctrine est aujourd'hui abandonnée par la communauté scientifique, même si tous les chercheurs reconnaissent que les phénomènes de diffusion existent en partie. Un des derniers grands bastions du diffusionnisme demeure la question de l'émergence africaine de l'humanité.

Quand Yves Coppens[1] cantonne l'hominisation à l'Afrique orientale, et plus exactement à une zone comprise entre la vallée du Rift et la steppe massaï, c'est une hypothèse qu'il publie. Une hypothèse aussi séduisante que clairement exposée, mais rien qu'une hypothèse. Vulgarisateurs et idéologues en font une certitude vérifiée et l'introduisent dans le bagage culturel d'un public non formé à la critique scientifique.

Depuis les années 1950, les trouvailles faites en Afrique orientale ont en effet relégué au second plan l'Afrique australe et les travaux de ces pionniers de la paléontologie africaine qui ont pour nom R. B. Young, R. Dart ou R. Broom. Il est vrai que le rift, cette fracture géologique qui constitue un miracle pour les chercheurs, permet d'étudier des couches sédimentaires normalement enfouies à des profondeurs inaccessibles. L'évolution du genre Homo s'y lit à livre ouvert et elle peut être suivie depuis ses origines les plus lointaines, ce qui n'est pas le cas à Sterkfontein ou à Makapansgat, en Afrique australe.

A la date de publication des livres d'Yves Coppens, les seuls restes d'Australopithèques et d'Homo habilis découverts l'avaient été en Afrique, alors que l'Homo erectus a été mis au jour en Asie, en Europe (Tautavel par exemple) et en Afrique. Tels sont les faits. Yves Coppens affirme pourtant que « la très grande ancienneté des racines africaines ne peut être mise en cause, pas plus que l'*unicité* de notre berceau » (...).

1. Coppens, *op. cit.*

Pour tenter d'y voir plus clair, il paraît nécessaire de revenir en arrière et de nous interroger sur la filiation des primates à l'homme. Dans le schéma d'évolution proposé par Yves Coppens, il existe en effet un vide puisque, entre 10 et 6 millions d'années, devrait apparaître l'ancêtre commun encore inconnu des Australopithèques *et* du genre Homo. Dans l'arbre généalogique de l'homme, il existe donc un blanc qui a la forme d'un point d'interrogation. Une plage de temps lui est réservée qui lui sera attribuée si les chercheurs le découvrent un jour.

Pour le moment, la question est de savoir quels sont, parmi les singes, ceux qui auraient le plus de chances d'être les ancêtres de l'aïeul inconnu. Yves Coppens les présente et trace même leur portrait : il s'agit des Dryopithèques, qui vivaient il y a entre 10 et 20 millions d'années, tant en Europe qu'en Afrique.

Louis de Bonis, de l'université de Poitiers, a quant à lui découvert en Grèce le fameux Ouranopithèque, primate hominoïde vieux de 9 à 10 millions d'années et apparu postérieurement à la divergence des rameaux qui donnèrent naissance aux grands singes d'une part et à l'homme d'autre part. De tous nos ancêtres connus à ce jour, l'Ouranopithèque serait même celui qui serait le plus proche du moment de cette séparation.

La découverte est de taille et si elle était confirmée, elle pulvériserait l'hypothèse africaine d'Yves Coppens car, ou ces primates constituent autant d'impasses biologiques, ou non. S'ils sont un cul-de-sac de l'évolution, la question est provisoirement réglée et tout autorise alors à affirmer l'origine africaine de l'homme. Si, au contraire, ils précèdent l'émergence des Australopithèques *et* du genre Homo, et s'ils sont placés sur la même lignée évolutive qu'eux, est-on autorisé à affirmer que l'homme n'est apparu qu'en Afrique et que l'unicité africaine de nos origines ne peut être mise en doute ?

Ces réflexions relèvent de la simple critique historique. Elles sont rarement faites, ce qui produit les affirmations, les contresens et les déformations que nous dénoncions au début de ce chapitre.

Toutes choses qui eussent été évitées si la recherche du sensationnel n'avait pas primé et si certains chercheurs avaient formulé leurs idées d'une autre manière. En disant par exemple que les primates qui auraient pu donner naissance aux Australopithèques et au genre Homo vivaient en Afrique, en Asie et en Europe, il y a 10 ou 20 millions d'années. De ces primates aux Australopithèques et à l'Homo habilis le passage, si passage il y a, est inconnu. Les Australopithèques et les Homo habilis dont les datations les plus hautes donnent respectivement et approximativement 5 et 3 millions d'années n'ont, à ce jour, été découverts qu'en Afrique. Tel n'est pas le cas de l'Homo erectus, descendant possible d'Homo habilis, qui semble apparaître il y a 1,5 million d'années et qui lui vit en Afrique, en Asie et en Europe.

Les découvertes européennes qui s'additionnent viennent d'ailleurs limiter l'affirmation de l'unicité de l'hominisation. Camps écrit à ce propos :

> « L'Europe fut également habitée par des hominidés tailleurs de galets, du genre Australopithecus ou, plus vraisemblablement, du genre Homo. En France, les galets aménagés, choppers et chopping-tools, ne sont plus exceptionnels depuis qu'on sait les rechercher et les reconnaître. Ils se trouvent dans les vieilles terrasses comme celles des vallées des Pyrénées orientales, de la Garonne et de la Durance, ou sur les dépôts alluviaux du Villafranchien supérieur comme ceux de la Crau ou les plus vieux lœss d'Alsace[1]. »

Les découvertes deviennent de plus en plus fréquentes et avec elles, l'occupation humaine de l'Europe toujours plus ancienne.

Il y a encore une quinzaine d'années on croyait que l'Europe n'est peuplée que depuis 300 000 ou 400 000 ans[2] et que ses premiers habitants étaient originaires d'Afrique. Les dernières découvertes faites en Haute-Loire par les professeurs Bonifay et Vandermeersch semblent bien sonner le glas de l'idée reçue de l'unicité du foyer d'émergence du genre Homo.

1. Camps (G.), *op. cit.*, p. 141.

2. L'Auvergne a fourni d'autres évidences d'ancienne occupation humaine puisque la datation de pierres taillées a donné : Soleilhac 1 million d'années ; Ceyssaguet 1,2 million d'années ; Sainzelles 1,3 million d'années ; Chilhac 1,8 à 1,9 million d'années.

A La Rochelambert et à Saint-Eblé ont en effet été mises au jour des traces d'occupation humaine datées de 2,2 à 2,6 millions d'années, ce qui revient à dire que ces sites européens sont contemporains de ceux d'Afrique orientale. Dans l'état actuel des connaissances on peut donc penser que l'homme est apparu en même temps en Europe et en Afrique[1] et que le représentant européen du genre Homo ne descend pas de celui d'Afrique. Voilà qui ramène à de justes réalités la question des origines de l'homme.

Il y a cinq à dix mille ans, quatre grandes races se partageaient l'Afrique sub-saharienne : les Noirs d'Afrique de l'Ouest ; les Nilo-Sahariens, également noirs de peau et qui vivaient en Nubie, prise dans son acception géographique la plus large ; les pygmoïdes, occupant tout le bassin du Congo-Zaïre ; quant aux Khoisan (les anciens Bushmen et Hottentots), leurs zones de chasse et de cueillette étaient immenses puisqu'elles s'étendaient sur toute l'Afrique orientale et australe.

L'Afrique du Nord était peuplée de Blancs appartenant à la famille linguistique afro-asiatique englobant les langues sémitiques : l'égyptien, le berbère, le tchadien et le cushitique.

Les Cushites vivaient dans la zone bordière de la mer Rouge (Erythrée, Djibouti et une partie de l'Ethiopie). Ils étaient plus foncés que les Egyptiens et surtout que les Berbères. Cette réalité est probablement due au fait qu'ils avaient contracté des alliances matrimoniales avec leurs voisins noirs parlant des langues nilo-sahariennes.

Les premiers « négroïdes » ouest-africains semblent attestés à partir de – 12 000 à – 15 000. Au Nigeria, ils sont présents à partir de – 10 000[2].

Depuis leurs habitats ouest-africain et nubien, les Noirs ont

1. Le professeur Bonifay n'écarte pas la possibilité d'une origine commune asiatique du rameau humain européen et africain.

2. Brothwell (D. R.) et Shaw (T.), « A late Upper pleistocene proto-west Africans from Nigeria ». *Man*, VI, 1971, p. 221-227.

colonisé l'Afrique. Avant leur expansion, l'Afrique sub-saharienne était peuplée de chasseurs-cueilleurs non négroïdes. Aujourd'hui, les rares survivants de ces populations vivent dans les milieux inhospitaliers où les Noirs les ont relégués.

Cette invasion de l'Afrique au sud et à l'est de la grande forêt du bassin du Zaïre est sans doute liée aux migrations des peuples parlant des langues bantu, déplacements qui auraient débuté durant la première moitié du premier millénaire avant J.-C.

Dans la grande forêt équatoriale africaine, à l'est et au sud, vivent des groupes humains résiduels, témoins de l'ancien peuplement de ce continent. En Afrique centrale, ce sont essentiellement les Pygmées et les Sandawe ; au sud, il s'agit des Khoisan, plus connus sous le nom scientifiquement désuet de Bushmen et de Hottentots. Précédant de dix à vingt mille ans les actuelles populations noires auxquelles ils ne sont pas apparentés, ces survivants de la préhistoire furent impitoyablement refoulés, éliminés ou absorbés par elles au fur et à mesure de leur expansion vers le sud.

Durant l'âge de la pierre récent, lequel débuta il y a environ 20 000 ans, ils nomadisaient en Afrique centrale et méridionale. L'industrie microlithique qui leur est associée, le Wiltonien, du nom du site éponyme de la ferme de Wilton en Afrique du Sud, est datée de 12000 avant J.-C. en Afrique orientale, de 8000 en Zambie et de 7000 en Afrique du Sud.

Toute l'Afrique sub-saharienne fut occupée par ces « paléo-négrilles », antérieurement à la conquête du continent par les Noirs. En Afrique orientale et surtout australe, ils sont bien connus. Ils le sont moins en Afrique de l'Ouest, et pourtant ils se sont maintenus tardivement au Bambouk d'où les Peuls ne les ont éliminés qu'au XIXe siècle. Dans cette partie de l'Afrique, leurs descendants sont peut-être les Bassari, qui présenteraient des caractéristiques les rapprochant des Khoïsan d'Afrique australe,

mais d'une manière moins marquée car ils ont été largement métissés par les Noirs [1].

Les Bassari, qui se nomment eux-mêmes les Ba-Lia, c'est-à-dire les fils de la latérite, sont les premiers occupants du sol et il est probable qu'ils constituent le fonds commun de toutes les populations de l'Ouest africain. Ce sont les représentants actuels des anciennes populations qui occupèrent toute l'Afrique occidentale avant la conquête noire. Aujourd'hui largement métissés, ils ne subsistent presque plus comme groupe racial autonome, mais on les trouve partout, du Sénégal au Togo, en passant par le Burkina Fasso. Leur métissage résulte de la superposition de plusieurs courants migratoires. C'est en se mélangeant aux divers groupes se rattachant aux peuples venus de l'Est tchadien qu'ils ont donné naissance aux ethnies noires qui peuplent aujourd'hui l'Afrique de l'Ouest.

Le mot Bassari est mandingue ; quant aux Peuls, ils nomment ces populations les Tanda, ce qui explique que dans la littérature coloniale française, ils apparaissent sous le nom de Tende.

Traditionnellement, les Bassari étaient de purs chasseurs-cueilleurs pratiquant une économie de ponction. Ils ne sont devenus agriculteurs que récemment, au début du XXe siècle, quand ils ne purent plus vivre de la chasse et de la cueillette [2].

Comme les Khoisan d'Afrique australe, comme les populations résiduelles d'Afrique orientale, ils ont le teint clair, les yeux fendus, les pommettes hautes, les femmes présentent la stéatopygie caractéristique des Khoisan et la courbure accentuée du sacrum. Mais, comme ils sont très métissés, et notamment par les Peuls, le type bassari « idéal » est devenu exceptionnel.

Toute l'histoire de l'Afrique est empoisonnée par la vision européocentriste qui aboutit à considérer les actuels peuples noirs comme indigènes. Indigènes par rapport aux Blancs, certes oui, mais nouveaux venus par rapport aux paléo-négrilles qu'ils dépossédèrent de leurs territoires. En définitive, les ethnies noires

1. Girard (J.), *Les Bassari du Sénégal, fils du caméléon. Dynamique d'une culture troglodytique*. Paris, 1984.
2. *Ibid.*

actuelles n'occupaient l'Afrique de l'Ouest que depuis « peu » quand la colonisation européenne débuta. Les plus anciens, les Toucouleurs, eux-mêmes métis de Peuls et de paléo-négrilles, n'existent que depuis les Xe-XIe siècles. Quant aux Mandingues, ils ne se mettent pas en place avant la fin du XIIe siècle. Plus généralement, en Afrique occidentale — à l'exception du monde sahélien — comme en Afrique orientale et australe, les sociétés noires organisées n'apparaissent pas avant les XVe-XVIe siècles.

En Afrique centrale forestière, les peuples vestiges sont les Pygmées qui ont trouvé refuge dans la sylve au fur et à mesure de la conquête noire. Les traditions des uns et des autres reconnaissent d'ailleurs aux Pygmées l'antériorité de la présence. C'est ainsi que la tradition des clans défricheurs du Zaïre oriental, du Rwanda et du Burundi, admet que les Twa-pygmoïdes furent les maîtres de la forêt auxquels les ancêtres défricheurs achetèrent les étendues aujourd'hui déboisées. Il est fréquent que des vieillards puissent indiquer les limites des territoires cédés jadis par les pygmées aux pionniers bantuphones, limites qui consistaient en marques faites d'un commun accord sur des arbres repères.

Au Kenya et en Tanzanie, cinq populations résiduelles peu étudiées appartiennent au groupe khoisan. Il s'agit des Dorobo qui vivent dans les hauteurs du Kenya et du sud du territoire massaï, dans la région de la mission catholique de Kijungu en Tanzanie. Au sud, ce sont les Hadza, les Iraque, les Tatog et les Sandawe ; ils présentent généralement les mêmes caractéristiques raciales que les Khoisan d'Afrique australe, en particulier l'aspect ridé qu'ils ont même jeunes. Comme leurs cousins du sud, les Dorobo sont de remarquables peintres qui ont décoré les parois rocheuses de la région. Ils sont par tradition les hommes-médecine des Massaï avec lesquels ils sont largement métissés. Ils sont aussi leurs sorciers et leurs hommes-miel, car ils ne craignent pas les piqûres des abeilles.

Durant la période coloniale, les Britanniques avaient reconnu l'originalité de cette population de chasseurs-cueilleurs, puisque les Dorobo étaient les seuls habitants de l'Est africain autorisés à chasser sans licence.

Schepartz critique cette vision d'une Afrique orientale peuplée

de Khoisan durant le Pléistocène tardif[1]. Pour lui, il y a généralisation abusive à vouloir étendre la zone occupée par les Khoisan. Il s'interroge même sur les caractéristiques « khoisan » des populations vestiges d'Afrique orientale. Il pense que les populations est-africaines du Pleistocène tardif et de l'Holocène étaient plutôt minces et de haute taille. Selon lui, si les San d'Afrique australe sont bien l'archétype d'une population de chasseurs-cueilleurs, il est en revanche illicite d'affirmer que tous les chasseurs-cueilleurs du dernier âge de la pierre étaient des San car les populations anciennes de l'Afrique orientale et centrale étaient linguistiquement et biologiquement très diverses[2]. Ainsi, plusieurs groupes humains auraient migré dans ces régions, avant le grand mouvement des bantuphones : des locuteurs nilo-sahariens, des Cushitiques, des Nilotiques auraient parcouru l'Afrique orientale entre 5 000 et 2 000 avant J.-C.

Les migrations de population en Afrique orientale doivent être envisagées sans perdre de vue qu'il y a 10 000 ans, les lacs de cette partie de l'Afrique avaient atteint leur niveau maximal. C'est ainsi que le lac Turkana était beaucoup plus étendu qu'aujourd'hui et que son niveau atteignait plusieurs dizaines de mètres au-dessus de celui que nous lui connaissons.

C'est en Afrique australe que les Khoisan sont le mieux connus, car les Européens ont pu les y observer. Ils se sont même largement métissés avec eux, donnant naissance aux deux millions de métis du Cap, population tout à fait originale résultant du croisement de colons hollandais et de femmes khoisan (Hottentots).

Les premiers Européens explorant la région du Cap désignèrent du nom de Hottentots les représentants méridionaux de ces populations. Cette appellation leur est longtemps demeurée accolée. Elle est floue et réductrice, car elle assimile deux groupes distincts : des chasseurs-cueilleurs pratiquant l'élevage, les Khoi, et de purs chasseurs-cueilleurs ne pratiquant qu'une économie de

1. Schepartz (L.A.), « Who were the later Pleistocene eastern Africans ? » *The African Archaeological Review*, 1988.
2. *Ibid.*, p. 69

ponction : les San. La connaissance de l'élevage mise à part, la langue, les caratéristiques physiques, la culture matérielle, les techniques de survie ne permettent pas de les individualiser. On les regroupe aujourd'hui sous le nom de Khoisan. Désormais, les anthropologues quand ils parlent de Bushmen ne désignent donc plus une ethnie, mais un mode de vie lié à la chasse et à la cueillette.

Ces populations ont survécu jusqu'à la fin du XIX[e] siècle ; elles ont été décrites par les voyageurs, et notamment par les Français[1]. Nous les connaissons également grâce au fait qu'elles se sont mises en situation sur des milliers de peintures et de gravures pariétales couvrant toute l'Afrique australe et qui représentent leur vie, leurs exodes et leur environnement.

Les San (ou Bushmen) ne sont plus que quelques milliers au Bostwana, en Namibie, en Angola, en Zambie et en RSA[2].

Ils n'ont pas de parenté avec les peuples nègres. Leur type physique est plutôt mongoloïde : peau brun brunâtre ou cuivrée, face aplatie, pommettes saillantes, fentes palpébrales accusées. Quelques traits permettent de les individualiser davantage : chevelure en « grains de poivre », fréquence des groupes sanguins A et O, accumulation de graisse sur les cuisses et le fessier chez les femmes ; cette stéatopygie caractéristique leur donne d'ailleurs une allure bien particulière. Tous ont la peau ridée. Petits, en moyenne 1,50 mètre, ne pesant qu'une quarantaine de kilos, ils ont des membres graciles mais musclés et bien proportionnés.

Prédateurs absolus, ils tiraient toutes leurs ressources du milieu. La chasse et la cueillette ne pouvant faire vivre des communautés nombreuses, chaque groupe n'était composé que d'une vingtaine d'individus, consanguins ou alliés par mariage. Se déplaçant sur des territoires immenses au gré des migrations du gibier, de la maturation des tubercules et des graminées sauvages, de l'assèchement des marigots, la troupe était dirigée par le chasseur le plus expérimenté. Dans la région du Cap, les peintures rupestres permettent d'évaluer la moyenne des groupes à 14 personnes.

1. Lugan (B.), *Huguenots et Français, ils ont fait l'Afrique du Sud*, La Table Ronde, Paris, 1987, p. 123-127.
2. Ceux d'Angola, les Mucancales, nomadisent dans la région de Mulundo-Chibemba-Caiundo.

La base de l'alimentation consistait en produits de la cueillette ou du ramassage. Les femmes armées d'un bâton à fouir alourdi par une pierre perforée, le « kwé », fouillaient le sol à la recherche de larves, d'insectes, d'œufs, de racines et de bulbes. Sauterelles, graminées, baies, fruits sauvages et miel complétaient la récolte.

La chasse était réservée aux hommes. Le plus souvent, ils rapportaient au campement — simple hutte de branchages ou abri sous roche — des tortues, des taupes ou des damans. Quand ils décidaient de s'attaquer à un gibier plus gros, ils utilisaient soit un arc de petite taille et des flèches empoisonnées, soit un bâton de jet. Passés maîtres dans l'art d'approcher les animaux, ils en connaissaient toutes les habitudes et toutes les ruses. Le piégeage n'avait pas non plus de secret pour eux. Il semble qu'ils aient utilisé des chiens dans leurs activités cynégétiques. Ce trait mérite d'être souligné car nous sommes en présence de populations ignorant l'élevage.

Conservant l'eau dans des calebasses ou des coquilles d'œuf d'autruche, ils étaient de ce fait étroitement dépendants des trous d'eau et leurs incessants déplacements se faisaient d'une mare semi-permanente à une autre.

Chaque groupe défendait jalousement son territoire. Il pouvait leur arriver cependant de conclure des alliances de chasse occasionnelles. Périodiquement, les petites bandes se rassemblaient en des lieux chargés de symboles magiques ; elles y festoyaient et y pratiquaient des échanges matrimoniaux, évitant ainsi une trop forte consanguinité.

Pour une oreille européenne, les langues parlées par les San ressemblent à une suite d'onomatopées entrecoupées de « clics ». Cette originalité n'avait pas échappé aux premiers voyageurs. Ludovic de Varthena, l'un des compagnons de Vasco de Gama, a en effet écrit que les habitants de cette partie de l'Afrique « parlent tout à la manière que les muletiers chassent les mulets au royaume de Naples et en Sicile. Ils parlent avec la langue dessous le palais ».

Les langues san appartiennent à trois grandes familles, celles du xu ou ju, du ta'a ou hûa et enfin du wi ou kwi. Il s'agit de langues utilitaires ignorant le plus souvent les termes abstraits. Pour compter, les San ne connaissent que deux chiffres, le un et le deux. Ainsi, cinq s'obtient en ajoutant deux plus deux plus un.

Richard Elphick[1] considère que les chasseurs-cueilleurs san étaient tellement différents d'un groupe à un autre qu'il n'est pas licite de les regrouper sous le nom de San, car l'on en ferait ainsi une unité culturelle à l'image des Khoi-Khoi (les Hottentots de la littérature coloniale) qui sont des San éleveurs et qui eux seraient culturellement homogènes.

Elphick préfère au nom de San celui de « chasseurs-cueilleurs ». Sans entrer dans cette discussion de spécialistes, disons que le vocable « chasseurs-cueilleurs » est flou et qu'il gomme les spécificités raciales, ethniques et linguistiques de ces groupes humains qui partagent des traits communs originaux. Il y a en Afrique d'autres chasseurs-cueilleurs que les San. Ils ne présentent pas tous les traits khoisan si caractéristiques des populations résiduelles d'Afrique australe, et dans une moindre mesure de celles identifiées en Afrique orientale et même occidentale.

Les Khoi-Khoi (ou Hottentots) sont donc des San éleveurs. Alors que les groupes de San ne dépassaient habituellement pas le nombre de quelques dizaines d'individus, les Khoi vivaient en habitat semi-groupé composé de kraals de petites dimensions accolés les uns aux autres. Ces villages non permanents étaient concentrés dans certaines zones, ce qui, bien évidemment, pouvait avoir une influence sur l'environnement :

> « Dans la mesure où ils vivaient en communautés numériquement fortes, les Khoi devaient nécessairement se déplacer constamment afin d'être assurés que leurs bêtes ne manqueraient pas de pâturages, ni eux-mêmes d'aliments d'origine végétale. Quarante femmes khoi épuisaient les ressources d'un lieu bien plus rapidement que cinq de leurs consœurs san[2]. »

Le régime alimentaire des Khoi pasteurs est identique à celui des San, à base de tubercules, de racines et de bulbes sauvages, avec un apport de gibier et surtout — originalité par

1. Elphick (R.), *Kraal and Castle : Khoikhoi and the founding of white South Africa.* Yale University Press, 1977 ; rééd. 1985, Johannesburg.
2. Parkington (J. E.), « L'Afrique méridionale : chasseurs et cueilleurs ». *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, 1980, p. 724.

rapport aux prédateurs absolus — consommation de lait, ce qui pourrait expliquer que les Khoi étaient un peu plus grands que les San.

Les Européens ont mis deux siècles avant de distinguer la double composante du peuplement khoisan et de pouvoir faire la différence entre les San et les Khoi.

Comme celles des San, les langues khoi utilisent les « clics ». Elles appartiennent à cinq rameaux : le nama ou namaqua, le xiri ou griqua, le ora ou korana, le hainum ou heikom et le tschukhwe. Seul le nama est encore parlé, par les Nama et les Dama de Namibie et du Namaqualand.

Les San auraient précédé les Khoi-Khoi en Afrique du Sud. R. Elphick[1] pense que les derniers seraient arrivés dans la région du Cap au XVe siècle, venant du nord.

Nous entrons là dans le domaine des spéculations et des hypothèses ; ainsi lorsque certains auteurs écrivent qu'ils auraient commencé à pratiquer une économie mixte associant chasse et cueillette à l'élevage durant le premier millénaire[2] ou après 1 100[3]. Hypothèse encore que celle qui leur fait recevoir l'élevage soit des bantuphones, soit de locuteurs de langues du groupe Central Sudanic (Soudanais central, voir carte p. 13). Hypothèse toujours que celle liant cette révolution culturelle pastorale à leur mouvement vers le sud à la recherche de pâturages.

Des pans entiers de l'histoire des Khoisan demeurent inconnus. Ils permettraient d'éclairer d'un jour nouveau le phénomène de mise en place des populations d'Afrique australe. Il est fascinant pour un historien de l'Afrique du Sud de constater à quel point les plus méridionaux des bantuphones nguni, à savoir les Xhosa, sont métissés de Khoisan. Lorsque l'infiltration nguni s'est faite vers le sud, à travers le territoire khoisan, les nouveaux venus n'avaient pas l'avantage numérique. Ils ne disposaient pas plus d'une

1. Elphick (R.), *op. cit.*, 1977, p. 12-13.
2. *Ibid.*
3. Ngcongco (L.), avec le concours de J. Vansina, « L'Afrique méridionale. Les peuples et les formations sociales », *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, tome IV, chap. 23, 1985, p. 631.

supériorité technique, du moins par rapport aux Khoi-Khoi, éleveurs comme eux. Combien de siècles a-t-il fallu pour que le rapport démographique soit inversé au profit des Xhosa ? La cohabitation se fit probablement à l'aide d'alliances matrimoniales, raisons expliquant la présence de « clics » dans la langue xhosa ainsi que des traits physiques khoisan que l'on retrouve souvent chez les membres de l'ethnie xhosa. Certains auteurs estiment même que 50 à 60 % des gènes xhosa proviennent des Khoisan.

L'héritage khoisan et plus spécialement khoi-khoi ne se limite pas à ces traits. Il est quasiment admis que c'est d'eux que les Xhosa apprirent à bâter les bœufs ; c'est sans doute à leur contact qu'ils adoptèrent la coutume de la mutilation du petit doigt de la main par ablation d'une phalange.

La tendance historique actuelle, inspirée par Elphick, privilégie le rôle des Khoi-Khoi dans l'histoire de l'Afrique du Sud aux dépens des peuples bantuphones. Son intérêt est de faire sortir les Khoisan de l'oubli, mais l'on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une mode. Si les Khoi-Khoi avaient atteint le niveau d'organisation que leur prête Elphick, pourquoi ont-ils disparu face aux Nguni et même face aux Tswana ? Pourquoi leur société fut-elle si rapidement désintégrée par les Blancs ? Pourquoi se moulèrent-ils aussi facilement dans la société boer avant de disparaître ?

Au contraire, les San (ou Bushmen), plus arriérés, moins nombreux et en théorie plus vulnérables, ont survécu — en petit nombre — comme groupe ethnique autonome.

III

L'AFRIQUE NOIRE, UN MONDE INCONNU DANS L'ANTIQUITÉ

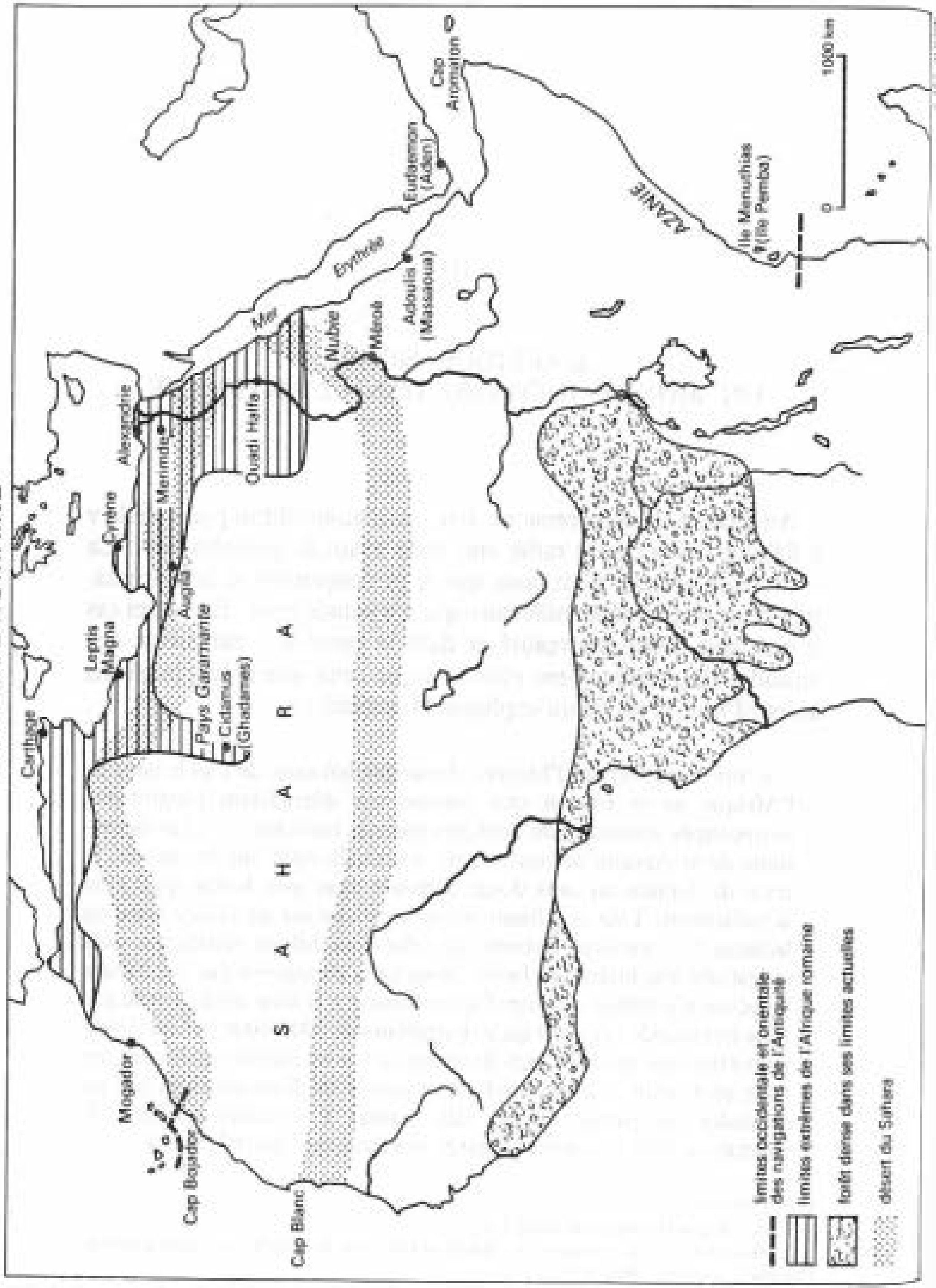
Au Sahara, la sécheresse ne date pas d'aujourd'hui puisqu'elle y a débuté il y a douze mille ans, bien avant la néolithisation. La sécheresse actuelle n'est donc que le prolongement et la continuation d'un phénomène millénaire qui n'a jamais cessé. En aucun cas il ne s'agit d'une nouveauté et dans le passé il y eut même des épisodes dramatiquement plus secs que ceux que nous observons aujourd'hui. C'est ce qu'explique Muzzolini :

> « Sur le long terme, l'histoire climatique holocène de tout le nord de l'Afrique ne se conçoit que comme une dégradation progressive, entrecoupée seulement de quelques ressauts humides. (...) Les figurations de troupeaux se rencontrent essentiellement sur les reliefs, le reste du Sahara est sans doute demeuré aussi peu habité qu'il l'est actuellement. Tout ceci limite les spéculations sur un Sahara boisé ou lacustre (...) variante élaborée de celle d'un Sahara verdoyant, qu'a vulgarisée une littérature facile. Nous ne la partageons pas. Le Sahara holocène n'a évolué qu'entre l'appartenance à la zone aride et celle à la zone hyperaride ; ce n'est qu'aux alentours de 7000-6000 bc [1] qu'il s'est peut-être situé un court laps de temps, et sur les massifs seulement, en zone semi-aride. Car, si quelques essences méditerranéennes ont pu atteindre les parties élevées des massifs à certaines époques, la végétation dans les plaines a gardé son caractère désertique [2]. »

---

1. bc : before christus, soit avant J.-C.
2. Muzzolini (A.), *l'Art rupestre du Sahara central*, thèse de 3ᵉ cycle, université d'Aix-en Provence, 2 tomes, 1983, p. 141.

L'AFRIQUE ROMAINE



Ainsi quand la néolithisation débuta, le Sahara n'était semble-t-il pas la verte prairie qui nous est trop souvent décrite, mais déjà un océan de sable ou de cailloux parsemé d'îles ayant conservé un peu d'humidité. C'est sur ces milieux vestiges que s'effectua la néolithisation.

Fragmentée, réduite, isolée, elle ne connut pas de réelle généralisation.

Depuis plusieurs millénaires, le Sahara est un double barrage. Il l'est en tant que désert, mais également en tant que frontière climatique, donc végétale. Au nord du Sahara, une Afrique ouverte à toutes les influences du bassin méditerranéen verra s'épanouir une civilisation brillante. Au sud du désert, l'Afrique noire demeurera isolée, oubliée et même inconnue jusqu'à l'islamisation pour une partie, jusqu'à la colonisation pour une autre.

L'Afrique doit en partie son retard à l'existence du Sahara, ce désert qui a isolé le monde noir. Avant l'islamisation et les découvertes européennes, les Afriques noires étaient des mondes fermés, isolés des foyers culturels du vieux monde ; la coupure était à ce point totale que l'Antiquité gréco-romaine ignorait même l'existence de terres habitées au sud du Sahara et, partant, des populations sub-sahariennes. Dans l'état actuel des connaissances, le millénaire séparant la fondation de Carthage de la fin de l'Empire romain n'a laissé aucune trace concrète de contacts entre l'AFN et l'Afrique sub-saharienne.

Cette constatation pose un réel problème dans la mesure où l'Afrique nubienne, la mer Rouge, une partie de l'océan Indien et du littoral de l'Afrique orientale étaient connus des Anciens depuis 1 500 avant notre ère[1].

Une des grandes réalités de l'histoire africaine est la double coupure transversale du continent noir, par le Sahara au nord et par la grande forêt de la cuvette zaïroise au centre. Comme nous l'avons dit, la première isole le monde sahélien des foyers culturels

1. Mauny (R.), « Le périple de la mer Erythrée et le problème du commerce romain en Afrique du Sud du *limes* », *Journal de la Société des Africanistes*, tome 38, 1968.

méditerranéens. La seconde coupe l'Afrique en deux et le seul passage existant entre le monde sahélien et l'Afrique des savanes sub-forestières se situe à l'est, entre la crête Congo-Nil et l'océan Indien. C'est d'ailleurs ce couloir qu'emprunteront les migrants noirs quand ils coloniseront l'Afrique, aux alentours de l'ère chrétienne.

La vision « grand public » d'un Sahara verdoyant est donc non seulement désuète, mais encore constitue un contresens. Et pourtant, les vulgarisateurs continuent à la véhiculer. Elle est toujours présentée de la même manière : le Sahara ne fut pas toujours un désert et des hommes ont vécu dans ce qui était alors un milieu verdoyant et humide. Ils se fixèrent le long des cours d'eau ou à proximité des lacs ; ils tiraient leur subsistance de la chasse, de la cueillette, de la pêche, puis, à partir du 6e millénaire, de l'élevage. Les preuves ? Mais elles sont nombreuses, et voici les principales de celles qui sont le plus souvent présentées :

— Il y a des millions d'années, le centre du Sahara était occupé par des forêts ; les hommes en ont brûlé des centaines de milliers de m^3. Le seul gisement de Relilaï indique que 500 000 m^3 de bois y furent brûlés.

— Au centre du Sahara coulait un fleuve qui prenait sa source au nord de la région équatoriale. Il coulait sud/nord, comme le Nil. Ce dernier s'est maintenu car ses sources sont situées dans les régions équatoriales.

— Le Sahara historique a fourni une faune résiduelle portant témoignage d'un milieu humide. C'est ainsi que le dernier crocodile saharien fut tué en 1924 et que les éléphants survécurent au Maroc jusqu'à la fin de la période romaine.

— A 2 000 m d'altitude, dans le massif de l'Aouanhert, une peinture rupestre représente une scène de chasse à l'hippopotame. Il ne peut s'agir que de la représentation d'un épisode auquel l'artiste a assisté en contrebas du massif, qui devait donc être marécageux. D'ailleurs, dans le Ténéré, aujourd'hui une des parties les plus désertiques du Sahara, les vestiges de campements de pêcheurs ne se comptent plus et c'est par m^3 que l'on y trouve les arêtes de poissons.

Ces faits sont incontestables. Tel n'est pas le cas de leur interprétation. Un exemple est fourni par les excellents travaux de

J. Leclant. Ce chercheur nous décrit[1] une zone de chasse de la Nubie pharaonique des années 1402-1364 avant J.-C., entre la 2e et la 3e cataracte, à 220 km en amont d'Ouadi Halfa. Il en énumère la faune : gazelles, antilopes, cerfs, mouflons, buffles, girafes, autruches, ânes sauvages, lions, guépards... Celle-ci semble caractériser un milieu moins désertique qu'aujourd'hui, il s'agit d'une savane arbustive. Au même moment, le Sahara est un désert.

Que conclure de ces découvertes ? Deux possibilités sont offertes : celle consistant à prendre en compte l'exception de cette découverte dans un monde en phase finale d'assèchement et à souligner son caractère de survivance exceptionnelle. Ou bien, comme le font les vulgarisateurs, l'on peut tirer argument de cette publication pour affirmer que 1 500 ans avant notre ère, la région comprise entre la seconde et la troisième cataracte du Nil ressemblait aux savanes arbustives de l'Afrique orientale et qu'elle abritait une faune nombreuse et variée.

Le Sahara actuel, cet immense plateau recouvert de sable — les ergs — ou de cailloux — les regs —, dominé par les massifs de l'Ennedi, du Tibesti, de l'Aïr, du Hoggar et de l'Adrar, et qui occupe plus d'un quart de la superficie de l'Afrique, a bien été peuplé il y a quelques milliers d'années.

N'est-ce pas la preuve qu'il était plus humide qu'aujourd'hui ? La vision historique actuelle ne nie pas cette évidence, mais elle est moins généralisatrice, plus régionale, plus souple en un mot. Elle permet d'en mieux cerner la réalité. Son résumé abrupt tient en deux phrases :

— Quand débute la néolithisation, le Sahara n'est pas verdoyant. Il l'avait été. Il ne l'est plus.

— Fuyant l'assèchement, les populations se sont repliées à proximité des dernières étendues d'eau ou vers les massifs sahariens, dans des milieux restreints ayant conservé un minimum d'humidité.

C'est d'ailleurs dans ces milieux refuges que se fit la néolithisa-

1. Leclant (J.), « Un parc de chasse de la Nubie pharaonique ». *Le sol, la parole et l'écrit*, *S.F.H.O.M.*, t. II, 1981, p. 722-734.

tion, avec quelques exceptions constituant autant de survivances, mais cette néolithisation fut fragmentée, elle ne déboucha pas sur une civilisation néolithique saharienne car le Sahara était déjà un désert. La chance historique de l'Afrique semble bien avoir été gâchée par la nature, la péjoration climatique lui interdisant de développer de prometteuses innovations. Marianne Cornevin l'explique :

> « On est en droit aujourd'hui de considérer le massif central saharien comme un foyer primitif, antérieur à la vallée du Nil et au Proche-Orient pour l'invention de la céramique (datée entre 9300 et 9100 BP soit 5 000 ans de plus que les évaluations publiées dans les années 50), et à peu près contemporain de l'Iran pour la domestication des bovins (7500-7000 BP)[1]. »

Mais le plus important est que, au Sahara :

> « (...) l'invention de la céramique semble également en rapport avec une modification alimentaire caractérisée par l'inclusion dans le régime des produits de la pêche et des céréales sauvages cueillies de façon intensive. Ce serait la profusion de ces nouveaux aliments en un lieu donné qui aurait déterminé la sédentarisation. L'invention de la marmite en terre cuite aurait alors permis la fabrication de bouillies et de soupes et donc l'utilisation des céréales sauvages indigestes à l'état cru[2]. »

Cette néolithisation a cependant ses limites. Le néolithique pastoral saharien a laissé des gravures rupestres de l'Atlantique au Nil, mais celles-ci se trouvent pour l'essentiel dans les zones d'altitude supérieure à 500 m. Est-ce à dire qu'au Sahara la néolithisation ne s'est faite que dans les massifs montagneux ? Une remarque méthodologique s'impose à ce sujet : les régions montagneuses fournissent évidemment plus d'abris sous roche que les plaines; d'autre part, les peintures nécessitent des parois rocheuses.

1. Cornevin (M.) « Les Néolithiques du Sahara Central et l'histoire générale de l'Afrique », *B.S.P.F.*, t. 79, 1982, p. 448.
2. *Ibid.*, p. 441.

Que nous apprennent ces peintures ? Elles nous permettent d'identifier une période bovidienne bien calibrée par plusieurs dizaines de datations au carbone 14. Cette période est comprise entre 5550 et 1750 avant J.-C. Ce point est fondamental, car les datations les plus hautes indiquent des séquences contemporaines de la plus ancienne domestication bovine attestée, celle de Zagros en Iran.

Alors, sommes-nous autorisés à signer l'acte de décès de l'hypothèse diffusionniste ? Sommes-nous en présence d'un foyer primitif de domestication ? Si oui, nous devons abandonner l'idée d'introduction de l'élevage saharien depuis l'Asie, hypothèse qui ne reposait que sur l'existence de dates proche-orientales plus anciennes que celles du Sahara. Suivons l'analyse de Muzzolini[1] en nous étonnant de voir ce chercheur, ingénieur géologue, si peu cité dans les publications françaises consacrées au sujet. Elle revient à dire qu'il y aurait eu domestication locale d'espèces sauvages locales, idée confortée par l'observation des peintures et des gravures qui nous montrent les « indices d'appropriation par l'homme », c'est-à-dire « les indices de mise en captivité ».

En langage de non-spécialiste, disons que sur les gravures, les phases, les étapes de la domestication sont observables.

Cette période est connue sous le nom de pré-bovidienne ou pré-pastorale, c'est celle des préliminaires de l'élevage. Pouvons-nous la dater ?

Dans le Sahara septentrional, les gravures de la période pré-pastorale sont associées à une faune vivant dans un milieu relativement humide. Or, dans la région, l'assèchement a débuté vers 12000 avant J.-C. Le résultat fut que les animaux sauvages cherchèrent refuge dans les milieux montagneux sahariens où se maintenait une certaine humidité. Serait-ce ce phénomène naturel qui aurait incité les hommes à contrôler des troupeaux devenant de plus en plus rares ?

Il y a encore une vingtaine d'années, l'on pensait que l'amplification de la sécheresse saharienne, son ultime phase, aurait débuté vers 3000-2500 avant J.-C. C'est cette idée en partie dépassée que continuent à véhiculer les vulgarisateurs. Nous savons en effet

1. *Op. cit.*

aujourd'hui que ces dates ne sont valables que pour le Sahara montagneux qui voit le départ de ses derniers habitants — des pasteurs — vers 2500 avant J.-C. A la même époque, le sud de l'Egypte perd ses grands animaux sauvages, notamment ses éléphants, ses rhinocéros et ses girafes. Voilà qui expliquerait pourquoi seuls les reliefs sahariens contiennent des figurations bovines : ils sont à l'époque les dernières parties encore peuplées du Sahara. Les zones basses sont elles, aussi peu habitées qu'aujourd'hui.

A ces époques, les habitants du Sahara sont souvent grands et minces et les négroïdes semblent peu nombreux. Les vaches représentées ont des pis bien pleins, ce qui semblerait indiquer qu'elles étaient élevées plus pour leur lait que pour leur viande. L'on distingue plusieurs styles de représentation animalière et humaine. Leurs auteurs sont des pasteurs antérieurs à la période d'introduction du cheval.

— Le style bubalin et ses gravures de bœufs domestiques se retrouve de l'extrême ouest au Tibesti. Les hommes représentés sont probablement des pré-Berbères. Le Sahara occidental et central, celui qui a connu une néolithisation, est donc peuplé par des Blancs.

— Le style bovidien ancien du Tassili est observable sur des peintures. Ses auteurs sont des pasteurs noirs. Il n'y a pas de cohabitation territoriale entre ces deux populations.

— Le bovidien final du Tassili est dû à la fois à des Blancs et à des Noirs. Muzzolini précise qu'un des groupes de cette période, celui d'Ihezen — Tahilahi, était totalement blanc et que c'est avec lui que, pour la première fois, un élevage complet comprenant des bœufs, des moutons et des chèvres est représenté dans le Sahara.

Plus tard, au moment de l'introduction du cheval, la période bovidienne s'efface peu à peu, avec des survivances cependant grâce aux puits autour desquels de petits troupeaux ont pu être maintenus ici et là dans le désert. Mais le Sahara est alors devenu une barrière physique séparant l'Afrique du Nord du monde noir.

En réalité, c'est toute l'histoire de l'assèchement du Sahara qui est à réécrire. Jusque vers 12000 avant J.-C., les chasseurs-cueilleurs circulent du Hoggar au littoral méditerranéen ; le Sahara septentrional est alors un monde ouvert. Puis, la désertification compartimente cette région en donnant naissance au Grand erg occidental et au Grand erg oriental. Dans le sud, la période 18000-10000 avant J.-C. constitue une phase d'extrême sécheresse avec apparition de dunes et progression du désert de 500 à 1 000 kilomètres vers la zone sahélienne.

De 8000 à 6000 avant J.-C., le Sahara méridional redevient humide et même lacustre. Le lac Tchad s'étend considérablement. Vers 7000 avant J.-C., il est aussi vaste que l'actuelle mer Caspienne. Plus à l'est, le sud du Soudan est occupé par un immense lac. Au nord, le désert du Sahara coupe l'Afrique du Nord du Sahel. A l'est, les lacs isolent le Sahel de l'Afrique orientale et nilotique.

Au premier millénaire avant notre ère, l'Afrique du Nord s'ouvre au monde méditerranéen, mais pour l'Afrique sub-saharienne il est trop tard : le Sahara tout entier est devenu une barrière ; l'aride actuel est déjà dominant. Le seul moyen de survie qu'ont les hommes est de se déplacer en petits groupes, de point d'eau en point d'eau.

Le Sahara s'enfonce alors dans le silence minéral. Le tournant du néolithique a été raté. Il était pourtant prometteur.

Au sud, dans le monde noir, l'évolution se fera désormais en vase clos.

Une des raisons du retard de l'Afrique noire est peut-être qu'elle est demeurée isolée des innovations du monde méditerranéen durant l'Antiquité classique.

Ce n'est en effet qu'avec l'islamisation, à partir du VIIIe siècle, que la Méditerranée apprend l'existence des populations noires vivant au sud du Sahara. Auparavant, les seuls Noirs connus étaient les Nubiens.

Et pourtant, la littérature facile et les vulgarisateurs continuent à véhiculer le mythe des circumnavigations, de la route des chars, ou encore celui de l'or du Soudan qui aurait participé à la richesse de l'empire romain. Dans ce domaine, l'affrontement se fait entre deux logiques différentes : les uns additionnent les affirmations aux légendes, tandis que les autres se basent sur les preuves — ou l'absence de preuves — archéologiques et l'analyse des textes laissés par l'Antiquité.

A l'âge du bronze, la frange septentrionale de l'Afrique du Nord

entre en relation avec le monde méditerranéen. Mais ce n'est que vers 1000 avant J.-C. que le littoral du Maghreb commence à s'ouvrir aux empires maritimes de la Méditerranée orientale. A l'intérieur, la fermeture demeure. De la Phénicie aux Colonnes d'Hercule — l'actuel détroit de Gibraltar —, la Méditerranée devient la matrice de la civilisation et l'Afrique du Nord y est peu à peu intégrée. Pas l'Afrique noire, car le Sahara l'isole du Nord.

Cette séparation est même totale car les intermédiaires blancs, ces pasteurs que nous connaissons sous le nom de Libyco-Berbères, n'ont pas encore achevé d'occuper l'ensemble de ce désert du Sahara qui deviendra leur domaine. Depuis plusieurs millénaires, poussés par la péjoration climatique, ils ont abandonné peu à peu les régions les plus basses du Sahara pour chercher refuge dans les massifs centraux qui constituent autant d'îles ayant conservé un minimum d'humidité au milieu de l'océan de sable et de cailloux. Ce n'est d'ailleurs qu'à cette époque que les Libyco-Berbères colonisent l'Aïr, c'est-à-dire les pénétrantes vers le sud, vers le monde des Noirs. Ils n'iront pas plus loin car les dernières sources se tarissent et ils devront choisir de remonter vers le nord, ou de devenir de purs nomades, se déplaçant sans cesse.

L'Afrique noire n'aura pas la chance de les voir venir jusqu'à elle. Elle devra attendre encore quinze cents ou deux mille ans, vivant ignorée des foyers culturels dans lesquels tout se découvre sans elle. L'Afrique noire est déjà une Afrique isolée ; le Sahara est lui-même un monde fermé non seulement au nord, mais encore à l'est.

Il semblerait que le désert n'ait pas attiré les Egyptiens ; ils s'en méfient comme d'un monde qui leur est hostile ; du nord au sud, toute la partie de l'Egypte bordière du Sahara est une zone tampon. L'Egypte ne cherche pas à la contrôler en s'étendant à l'ouest, que ce soit le long de la Méditerranée, ou vers le Sahara central. Cette réalité est étonnante car les pharaons n'ont jamais hésité à se lancer dans de lointaines et risquées campagnes vers la Phénicie. De même, dès le règne de la reine Hatchepsout, nous avons des preuves de navigations égyptiennes en mer Rouge et vers la Corne de l'Afrique.

A l'ouest, la situation est différente ; ce n'est qu'en 570 avant J.-C. que l'Egypte lance sa première expédition militaire en Cyrénaïque, contre les Grecs, et c'est la bataille d'Irasa. L'Ouest était bien pour les pharaons un monde fermé, tant sur le littoral que plus au sud, vers le Sahara central. Certes, des postes militaires avancés sont construits sur les bordures steppiques de la vallée du Nil, mais ils manifestent une volonté défensive et non des vues impérialistes transsahariennes.

L'archéologie atteste la permanence de cette constante : en vingt siècles d'existence, l'Egypte n'a laissé aucune trace, aucune preuve de contact à l'ouest de la vallée du Nil. Ni le Tibesti, ni le Fezzan, ni le désert libyen à l'ouest de l'oasis de Siwah n'en ont produit lors des nombreuses campagnes de fouilles qui y furent menées. A l'ouest, les Egyptiens connaissaient bien les peuplades vivant dans les oasis immédiatement proches de la vallée du Nil, leurs territoires étaient délimités, et elles payaient régulièrement ou non un tribut à Pharaon. Les textes égyptiens les décrivent, surtout quand elles sont entrées en rébellion. Au-delà, vers le lointain Ouest, les sources égyptiennes sont muettes. Jamais elles ne mentionnent les Libyco-Berbères du Fezzan ou du Tassili.

Pour les Egyptiens, ces nomades vivant dans les oasis voisines des limites de l'empire ne sont jamais perçus comme une vaste entité peuplant tout le Sahara occidental. La plus importante tribu, celle des Meshwesh, fournissait des mercenaires aux armées égyptiennes. Vers 950 avant J.-C., un de leurs chefs s'empara même du « trône » de Pharaon, donnant ainsi naissance aux 22e et 23e dynasties, les dynasties libyennes. Cette usurpation aurait dû se traduire par une ouverture de l'Egypte vers le « pays des Garamantes » et le Sahara central, or il n'en a rien été, preuve que ces Meshwesh eux-mêmes n'avaient probablement pas de contacts réels avec les autres tribus vivant plus à l'ouest.

Remarquant l'absence de documentation égyptienne se rapportant à l'Ouest, Muzzolini note :

> « Aucun échange diplomatique ni aucun marché commercial n'évoque ces contrées occidentales, aucun conte de Sinouhé ne relate de voyage dans ces déserts et ces steppes sans intérêt. Sans intérêt pour quiconque — si l'on jette un coup d'œil sur une carte : cette étroite bande côtière de Marmarique gagnée par la steppe sans vallée fertile ni cité opulente, où ni les Mycéniens, ni les Phéniciens n'ont jugé utile de

fonder quelque comptoir, ne présentait aucun intérêt militaire ni économique. A son apogée, sous Ramsès II, l'expansion égyptienne n'y est représentée que par quelques avant-postes fortifiés : ils ne dépassent pas Marsa-Matrouh.

« Seule la lointaine oasis de Siwa suscita, dans les terres " libyennes ", un intérêt pour les Egyptiens (mais seulement à une époque assez tardive), parce qu'elle était devenue un centre important[1]. »

En dehors d'avant-postes plus ou moins éphémères, l'Egypte n'exerçait donc aucune influence en direction du Sahara central car

« L'Afrique profonde, au-delà des oasis du Désert Occidental, restait le royaume de Seth, le dieu " rouge ", le Mauvais : les Egyptiens n'eurent jamais le désir de s'y aventurer[2]. »

A la fin du deuxième millénaire avant J.-C., des navigateurs puniques créent leurs premiers comptoirs en Espagne et au Maroc. Vers – 800, Carthage est fondée.

Cette colonie, devenue une métropole africaine vivant pour et par le commerce, installe des comptoirs, développe des relations avec toute l'Afrique du Nord « utile », mais ses marins n'iront pas jusqu'en Afrique noire. Ses commerçants ne traverseront pas le désert du Sahara, se contentant d'entrer en contact avec les Libyco-Berbères de l'arrière-pays.

Il y aura bientôt trente ans, Raymond Mauny fut le premier à écrire[3] que, jusqu'en 1434, le littoral de l'Afrique occidentale demeura inconnu des marins méditerranéens, y compris des Carthaginois. Selon lui, le cap Juby constituait la limite extrême des navigations, en raison des vents soufflant toute l'année du nord vers le sud, parallèlement au littoral.

Dans ces conditions, si des navigateurs ont franchi ce cap, ils ne sont pas rentrés pour raconter leur exploit. Mauny affirmait que ni les Romains ni les Arabes ne purent s'aventurer sur ces côtes et

1. *Op. cit.*, p. 50.
2. *Ibid.*, p. 51.
3. Mauny (R.), *les Navigations médiévales sur les côtes sahariennes, antérieures à la découverte portugaise (1934)*, thèse secondaire, Lisbonne, Centro de Estudos historicos ultramarinos, 1960.

qu'il avait fallu attendre les découvertes techniques de l'époque moderne pour assister au franchissement de cette véritable limite naturelle qu'était le cap Juby.

Aujourd'hui, les historiens s'accordent sur les possibilités qu'avaient les navires de l'Antiquité de remonter au vent. Il n'en demeure cependant pas moins vrai que, dans tous les cas, aucune trace archéologique, aucune influence culturelle méditerranéenne n'a été découverte au sud de Mogador au Maroc.

Pourtant, l'Antiquité nous a laissé des textes qui mentionnent ou qui décrivent neuf périples effectués le long du littoral africain. Longtemps, l'on glosa à partir de ces textes ; les théories les plus fantaisistes furent énoncées et l'on voulut, en se basant sur des éléments géographiques qu'ils contenaient, identifier le fleuve Sénégal ou le mont Cameroun... Puis Desanges[1] en fit une analyse approfondie. Le résumé de ses démonstrations tient en une phrase : ces textes constituent au mieux un exercice littéraire ou une amplification, mais ils n'apportent en aucun cas la preuve d'une navigation le long du littoral de l'Afrique de l'Ouest.

L'archéologie confirme cette méconnaissance, les nombreuses fouilles entreprises le long du littoral atlantique, de Mogador jusqu'à l'oued Draa, n'ont livré aucun matériel méditerranéen ; l'îlot de Mogador, site phénicien le plus méridional, semble bien demeurer jusqu'en 1434 la limite ultime atteinte par les marins durant vingt siècles !

Ces périples qui ont fait couler tant d'encre ne semblent donc pas avoir été effectués autour de l'Afrique. Ils apparaissent plutôt comme des relations de cabotage le long des côtes méditerranéennes, ou même atlantiques, de l'Afrique du Nord.

Les Grecs et les Romains connaissaient cependant les Noirs. On a voulu y voir la preuve que des relations transsahariennes existaient par la voie terrestre.

Un problème de définition se pose à ce sujet : les sources de l'Antiquité parlent, sans toutefois les distinguer, des Noirs et des Ethiopiens comme des hommes à la peau cuivrée ou « hommes de

1. Desanges (J.) : voir Bibliographie, p. 273.

couleur ». Mais, tant pour les Grecs que pour les Romains, l'homme noir est lié au Nil.

Cette constatation introduit un élément de confusion si nous acceptons les sources sans les critiquer, car nous savons que des relations existaient entre l'Egypte, puis Rome, et la Nubie. Or, la Nubie était peuplée de Noirs. Desanges a bien posé le problème :

> « Si l'Ethiopien est considéré comme un nègre, on aura tendance à l'associer étroitement à l'Afrique noire que l'on assimile à son tour naturellement à l'Afrique subsaharienne, ce qui conduira à estimer, par exemple, que Salluste, en évoquant dans un passage de son *Jugurtha* les Ethiopiens, a écrit une page sur l'Afrique occidentale alors que l'historien latin situe expressément ces Ethiopiens au nord des déserts brûlés par le soleil. »

Nous risquons de plus les contresens et les anachronismes en projetant des réalités géographiques ou culturelles actuelles sans prendre en compte les variations climatiques intervenues depuis les derniers millénaires et l'avancée du désert qui en a résulté.

La preuve de contacts terrestres a été cherchée dans un certain nombre de récits de la période pré-romaine, et notamment dans l'expédition des « jeunes Nasamons » présentée comme une reconnaissance à travers le Sahara et que rapporte Hérodote.

Or, la tribu libyco-berbère des Nasamons nomadisait du littoral de la grande Syrte au nord jusqu'à l'oasis d'Augila au sud. Hérodote rapporte que cinq fils de chefs décidèrent de s'enfoncer dans le désert plus profondément qu'auparavant. Cette affirmation tendrait à établir que le Sahara central leur était inconnu à cette époque. Jusqu'où allèrent-ils ? probablement pas très loin car le chameau (dromadaire) était encore inconnu en Afrique. Il faudra attendre l'ère chrétienne pour le voir apparaître et se répandre. Dans tous les cas, les renseignements donnés par les Nasamons sont nuls.

La période romaine nous a laissé davantage de mentions d'expéditions vers le sud, vers le désert. Une fois encore, faisons référence à Desanges qui en dresse l'inventaire et en établit le bilan. Il y en eut quatre. Celle de Metellus chez les Gétules est rapportée par Salluste ; Tacite relate une expédition contre le Numide Tacfarinas et contre les Garamantes. Pline l'Ancien

raconte quant à lui la marche en avant de Cornélius Balbus au Fezzan, chez les Garamantes. Ptolémée décrit le voyage de Julius Maternus, un commerçant, vers le pays non identifié d'Agisymba où vivaient des rhinocéros.

L'on a longtemps voulu voir dans les régions atteintes par Cornélius Balbus la boucle du Niger et dans celles reconnues par Julius Maternus les parages du lac Tchad. Desanges a écrit que les rhinocéros diceros bicornis, supportant bien la sécheresse, ont survécu tardivement dans l'Aïr où des îlots de semi-humidité s'étaient maintenus jusqu'à l'époque historique.

En définitive, les sources romaines ne nous apprennent rien de plus que celles de la période antérieure. Il y a cependant un paradoxe à constater que toutes sont antérieures à la dynastie des Sévères (193-235), pourtant originaire de Lepcis Magna en Afrique, et durant laquelle l'Afrique romaine connut sa plus grande extension territoriale. Lepcis Magna était un grand port placé dans l' « alignement » du pays des Garamantes. Si cette cité intéressée au commerce avait été le point d'aboutissement des produits venus d'Afrique noire et transitant par les Garamantes, nous aurions des preuves de l'existence de telles relations. Or, il n'en est rien.

D'ailleurs, dès les années 225, en Afrique du Nord, Rome est sur la défensive. L'empire pense davantage à se protéger contre les nomades sahariens qu'à lancer des expéditions de découverte vers un Sud hostile et désertique.

On a longtemps cru que Rome, se fermant vers le sud, avait matérialisé grâce au *limes* une limite naturelle qui était celle des confins sahariens dans lesquels vivaient les nomades. Pour réussir dans cette politique, tout un système défensif avait été mis au point afin de protéger les cultures. En avant du *limes*, des postes avancés avaient été édifiés, telles des antennes sur les pénétrantes sahariennes chargées de prévenir les rezzous. En retrait du *limes*, des fermes fortifiées permettaient de résister aux attaques surprises.

Ces pasteurs nomades — des Berbères — contre lesquels Rome cherchait à se protéger ne pouvaient admettre que leur mode de vie fût remis en cause par la perte de certaines de leurs zones de transhumance et ce, d'autant plus que les phases ultimes de l'assèchement saharien diminuaient leurs pâturages plus au sud.

Rome tenta périodiquement de les refouler, mais aussi de les

encadrer. Euzennat[1] a montré que l'Empire a davantage cherché à contrôler les hommes que les zones extrêmes de culture et de vie sédentaire. C'est pourquoi les troubles d'Afrique du Nord seraient moins l'opposition entre les populations romanisées et les tribus libres que la permanence du

« (...) nomadisme des peuples pasteurs le long de la frange septentrionale du Sahara. Le lent mouvement continu de ces tribus, qu'on perçoit d'Est en Ouest au long des siècles, et leur mode de vie transhumant les amènent à pénétrer en force, de temps à autre, sur le territoire occupé par les agriculteurs sédentaires. Ces irruptions relèvent plus d'une forme de brigandage endémique que d'une volonté d'invasion délibérée[2] ».

Le mythe et l'idéologie ne sont pas réservés à l'Afrique noire car, ainsi que le note le même auteur :

« Toute une partie de l'historiographie de l'ancienne Afrique a été ainsi oblitérée depuis plusieurs années par la projection dans son passé d'idées et d'événements récents sans rapport avec lui. A l'opposition pertinente entre plaine et montagne, ou à celle entre villes et campagnes qui l'est probablement moins, on a ajouté des rivalités de classes, pour ne pas dire de races, et le dogme d'une résistance permanente et multiforme à la romanisation[3]. »

Rome ne contrôle donc qu'une étroite frange de l'Afrique du Nord. Avec Septime Sévère, empereur de 193 à 211, on assista même à un :

« (...) renoncement sans gloire sur une frontière inachevée, qui donne la juste mesure des préoccupations africaines de l'empereur, trop souvent exagérées par les historiens. Si la doctrine de l'empire

1. Euzennat (M.), « Recherches récentes sur la frontière d'Afrique », *Studien zu den Militärgrenzen Roms*, II, 1977, p. 441.
2. *Id.*, « Les Troubles de Maurétanie », Académie des inscriptions et belles-lettres, avril-juin 1984, p. 392.
3. *Id.*, « La frontière d'Afrique, 1976-1983 », *Studien zu den Militärgrenzen Roms*, III, 1986, p. 576.

universel n'est pas oubliée, elle s'est heurtée en Afrique comme ailleurs aux réalités[1]. »

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Rome n'ait pas eu de politique saharienne ; il n'est pas surprenant que l'archéologie n'ait pas fait découvrir de traces du monde méditerranéen au sud de Mogador. Pourquoi ce peu d'intérêt pour le grand Sud ?

Nous avons évoqué l'hostilité des populations nomades, mais l'argument n'est pas convaincant à lui seul, car Rome eut à affronter des adversaires bien plus sérieux. Quand des marchands romains se rendaient jusque dans le nord de l'Ecosse, en Europe centrale ou en Orient, les dangers qu'ils bravaient étaient au moins aussi réels que les difficultés qui auraient pu résulter de la traversée du Sahara.

A la vérité, le principal argument, outre le fait que les Romains ignoraient que des hommes vivaient au sud du Sahara, était d'ordre commercial. Les produits que recherchaient les Romains et qui auraient été susceptibles de leur provenir depuis le monde subsaharien étaient les animaux de cirque, les plumes d'autruche, les cornes de rhinocéros, l'ivoire... Or, pourquoi aller les chercher au sud du Sahara quand ces animaux vivaient en Afrique du Nord ou dans l'Aïr ?

Pour mémoire, rappelons que la panthère ou léopard était encore relativement courante au Maroc il y a une vingtaine d'années que les lions pullulaient dans toute la Kabylie au moment de la conquête française ; l'autruche était commune dans le Sud algérien en 1900 ; jusqu'à l'époque romaine, des éléphants ont survécu au Maroc ; quant aux rhinocéros, ils se sont tardivement maintenus dans l'Aïr.

Les ports romains du Maroc ou de Tripolitaine exportaient des animaux originaires d'Afrique du Nord et des productions agricoles locales : blé, huile d'olive, fruits secs... Si l'étain du Nigeria et l'or d'Afrique de l'Ouest avaient été connus, les Romains n'auraient pas manqué d'aller en rechercher la source. Ils l'avaient bien fait pour l'étain des îles Britanniques et pour l'or de Transylvanie.

1. *Ibid.*, p. 576.

La réalité est que le Sahara, coupant l'Afrique en deux, isolait l'Afrique noire, par définition inconnue, de la façade méditerranéenne. La littérature considérant que l'or d'Afrique de l'Ouest alimentait le commerce méditerranéen durant l'Antiquité est aujourd'hui dépassée. Si un tel commerce avait existé, l'archéologie aurait permis d'en retrouver des traces. Or, ni les tombes libyco-berbères, ni les fouilles de Tripolitaine, ni celles effectuées à Mogador, ni même celles de Zinchecra, dans le sud de l'actuelle Libye, c'est-à-dire au cœur du « royaume » garamante, n'ont livré d'or en quantité notable. Raymond Mauny a bien posé le problème quand il écrivait qu'à défaut d'avoir trouvé :

> « (...) dans l'épigraphie locale sur les monuments funéraires ou les mosaïques, des preuves patentes, répétées, irréfutables, de relations transshariennes, l'on ne pourra parler de commerce avec l'Afrique noire. Il a fallu l'arrivée des Arabes peuple chamelier par excellence, pour qu'enfin soient efficacement réunies économiquement les deux rives du Sahara ; il fallait, je pense, rappeler cette insignifiance des rapports transsahariens pendant l'Antiquité, en comparaison avec les routes de l'étain, de l'ambre et de la soie, lorsque l'on voit l'importance que certains auteurs lui ont attribuée [1]. »

C'est dans la zone contact entre les mondes saharien et sahélien que sont apparus les grands empires de l'Ouest africain, à savoir le Ghana, le Mali et l'empire songhai ou empire de Gao. Ils s'y succédèrent, déplaçant leur cœur du fleuve Sénégal à l'est de la bouche du Niger.

L'initiative de la création des premières villes commerçantes est probablement due à des Berbères blancs. Les exemples de Tadmakka [2] et d'Aoudaghost semblent le prouver. Fondés pour et par le commerce, les empires sahéliens définiront toujours la même priorité qui sera la défense des carrefours sahariens et le maintien du monopole des transactions entre l'Afrique du Nord et le Sahel.

1. Mauny (R.), « Le périple de la mer Erythrée... », *op. cit.*, p. 34.
2. Lewicki (T.), « Les origines et l'islamisation de la ville de Tadmakka d'après les sources arabes », *R.F.H.O.M.* n° 242-243, 1979.

Leurs souverains furent des Noirs, mais l'existence des empires semble due aux musulmans venus d'Afrique du Nord qui importèrent une civilisation urbaine au sud du Sahara.

Au XIIe siècle, les Berbères almohades évincent les Berbères almoravides. Avec eux, le Sahel est intégré au monde commercial européo-méditerranéen. Une grande voie de commerce relie désormais l'Espagne musulmane au Niger. Les ports d'Afrique du Nord abritent des colonies de marchands catalans, pisans ou génois qui donnent une impulsion à l'économie marocaine.

Au XIVe siècle, le cœur politique et économique du Sahel commence à se déplacer vers l'est, vers le lac Tchad. La Libye et l'Egypte remplacent le Maroc et le grand axe transsaharien qui permettait de relier Sidjilmassa-Oualata et le Bambouk ou Oualata-Taoudeni et Tombouctou s'efface peu à peu au profit des pistes orientales qui, par Ghat et Zaouila, conduisent en Libye.

Au même moment, les Portugais explorent le littoral de l'Afrique de l'Ouest, à la recherche des zones de production d'or. Ne les trouvant pas ou les jugeant décevantes, ils diversifient leur commerce. En échange d'épices puis d'esclaves, ils donnent aux populations côtières de la quincaillerie, des objets en fer et des étoffes. Ils font entrer dans l'histoire les peuples du littoral. Désormais, c'est dans cette région que vont apparaître des Etats organisés.

Le monde sahélien, quant à lui, va peu à peu s'enfoncer dans la torpeur. Son âge d'or est passé. Son acte de décès est signé par les Marocains qui lancent une expédition militaire à travers le Sahara afin de tenter de rétablir les relations commerciales avec la région du Niger. L'oasis de Tegharza est prise puis l'empire songhai soumis, mais il est trop tard, le monde économique ouest-africain a basculé vers le nord-est, mais surtout vers le sud [1]. Désormais, l'axe commercial saharien est fortement concurrencé par la voie maritime. Dans cette première phase, les caravelles portugaises supplantent les caravanes maures.

1. Après leur victoire de 1591, les Marocains créent le Pachalik de Tombouctou

IV

L'AFRIQUE NOIRE, UN CONTINENT RÉCEPTEUR

Les grandes inventions qui ont permis le progrès de l'humanité ont toutes été faites en dehors de l'Afrique noire.

Cette réalité ne doit pas être perdue de vue, car la manipulation de l'histoire de l'Afrique aboutit à la démarche « en tiroir » suivante : dans un premier temps, l'africanité des premiers hommes est affirmée. Dans une seconde phase et dans la confusion créée, on laisse entendre qu'ils étaient Noirs — alors que la racialisation ne s'est opérée que récemment, avec l'apparition de l'homme moderne —, et tertio qu'ils auraient migré depuis l'Afrique, apportant à l'Europe et au monde les lumières de la civilisation ou du moins les premières techniques.

Abandonnons donc les nuées pour, une fois de plus, ne nous attacher qu'aux faits. Nous avons vu au chapitre 2 que la lignée humaine est présente en Afrique et en Europe depuis deux à trois millions d'années. Les plus anciennes structures d'habitat, celles d'Olduvai en Tanzanie et de Melka Konturé en Ethiopie, sont datées de 1,5 million d'années. A titre de comparaison, celle de Soleilhac, en France, a 900 000 ans. Il s'agit d'un mur grossier, long de 20 m, fait de blocs empilés et probablement destiné à abriter les hommes des vents dominants.

Dans l'état actuel des connaissances, les plus anciennes traces de feu probables ont été fournies par l'Afrique. Elles viennent de Swartkrans, en Afrique du Sud, et de la région du lac Baringo au Kenya. Il est fort probable qu'il s'agit d'une action humaine et non d'un feu de brousse. Elles sont datées de 1,2 à 1,5 million

d'années. L'Homo erectus africain semble donc avoir été le premier à utiliser le feu, mais c'est l'Homo erectus européen qui le premier construisit des foyers. Entre la découverte africaine et celle qui a été faite en Europe, à Terra Amata (Nice), et qui date de 350 000 à 400 000 ans, il y a une énorme plage de temps, celle qui sépare les premières utilisations du feu de sa réelle domestication. En Afrique du Sud et au Kenya nous n'avons aucune trace de préparation, d'aménagement de foyers, alors qu'à Terra Amata ces derniers sont construits au centre des huttes, installés sur des sols dallés de galets ou dans des fosses creusées et protégés des vents dominants par de petits murets de pierre.

En Afrique et au Proche-Orient, l'homme moderne a 100 000 ans[1], tandis qu'en Europe, l'homme de Cro-Magnon, son représentant local, n'a que 30 000 ans[2], à peu près l'âge de la racialisation.

La question est de savoir si, au départ, il n'y a eu qu'un Homo sapiens sapiens ayant par la suite donné naissance à des variétés adaptées à l'Afrique, l'Asie et l'Europe ; ou bien si, dès l'origine, nous sommes en présence de souches différentes. Les travaux de Vandermeersch devraient nous permettre d'y voir plus clair dans les prochaines années.

L'homme de Neandertal, notre prédécesseur, pratiquait des rites funéraires, mais avait-il réussi à dominer le problème de la représentation artistique ? La question n'est pas nettement résolue. Quoi qu'il en soit, les plus anciens dessins sont l'œuvre de l'Homo sapiens sapiens ; ils ont 30 000 ans et ils ont été faits en France, dans la vallée de Montignac.

Un des grands mystères de l'histoire de l'Afrique réside dans la constatation suivante : subitement, l'histoire s'arrête au sud du Sahara. Après l'apparition de l'homme moderne, l'Afrique subsaharienne, c'est-à-dire l'Afrique noire, accumule un retard qu'elle ne parviendra plus à combler. C'est en effet avec l'Homo sapiens sapiens que l'on suit l'émergence des civilisations qui se traduit par

1. Vandermeersch (B.) « Les premiers hommes modernes », B.S.P.F., t. 85, 1988, n° 4.
2. Hublin (J.-J.), « Les origines de l'homme de type moderne en Europe », *op. cit.*

une quintuple invention : élevage, agriculture, céramique, métallurgie et écriture ; or, aucune de ces nouveautés n'est apparue d'abord en Afrique noire qui, dans l'état présent des découvertes, se révèle comme ayant toujours été réceptrice.

Cette constatation est d'autant plus étonnante que l'Homo sapiens sapiens africain précède l'Homo sapiens sapiens européen de plus de 50 000 ans, et que les découvertes de Tagalagal au Niger[1] sembleraient apporter la preuve de l'existence d'un foyer indépendant de découverte de la céramique au Sahara, il y a 9 000 ans.

Il y a un décalage de plus de 5 000 ans entre la période de généralisation de l'élevage dans le Moyen-Orient, le bassin méditerranéen et le monde saharien qui lui est rattaché, et l'Afrique noire.

9000 ans avant J.-C., l'on fabriquait de la poterie au Sahara, 7000 ans avant J.-C., en Syrie, 6000 ans avant J.-C., dans tout l'ancien monde, de la Roumanie à la Crète et au Sahara ; mais elle n'est connue en Afrique orientale qu'aux alentours de l'ère chrétienne.

7000 ans avant J.-C., l'agriculture est établie en Iran, en Turquie, en Syrie, en Palestine ; vers − 5000, des Flandres au Danube se constitue une civilisation paysanne européenne utilisant la traction animale.

L'Afrique noire, quant à elle, découvrit la traction animale, la roue ou la poulie 7 000 ans plus tard, avec la colonisation. L'agriculture fut probablement réinventée dans la boucle du Niger et en Ethiopie vers 2000 avant J.-C., mais aux alentours de l'ère chrétienne elle était encore inconnue dans les 2/3 du monde subsaharien. Quant à la métallurgie, apparue au Proche-Orient vers 1700 avant J.-C., elle était toujours ignorée en Afrique centrale, orientale et australe 1 500 ans plus tard.

Depuis les origines de l'humanité, l'homme était resté en totale dépendance de la nature. A partir de − 5000, il commence à passer de l'état de prédateur à celui de producteur. Cette évolution, plutôt

1. Roset (J.-P.), « Les plus vieilles céramiques du Sahara » *Archeologia.*

que cette révolution, est connue sous le nom de néolithique ou nouvel âge de la pierre. Elle est caractérisée par la rationalisation de la chasse qui devient sélection, puis domestication, et enfin élevage ; par la rationalisation de la cueillette qui évolue vers un contrôle de la reproduction des céréales et des légumineuses au seul profit de l'homme et sur des espaces choisis par lui.

Ces nouveautés en entraînent peu à peu trois autres : la poussée démographique résultant de possibilités alimentaires augmentées ; la sédentarisation qu'implique l'agriculture ; et enfin l'introduction de nouvelles techniques dont les principales sont les pierres polies, la poterie pour conserver les laitages et la cuisson des végétaux.

Les deux grands centres de néolithisation nettement identifiés sont, dans l'état actuel des connaissances, le Moyen-Orient pris au sens le plus large et l'aire méso-américaine ou Amérique centrale. Ces deux foyers évoluèrent indépendamment et leurs découvertes ne furent mises en relation qu'à partir du XVIe siècle quand les Espagnols s'installèrent au Mexique et que les Portugais véhiculèrent dans le monde entier les plantes nouvelles originaires d'Amérique (les haricots, les pommes de terre, le maïs, les patates douces, le manioc...).

L'Asie a probablement été elle aussi un centre de néolithisation et la poterie y est attestée au huitième millénaire.

Toutes les zones de néolithisation ont les mêmes caractéristiques géographiques générales : le climat y est tempéré ou chaud, mais arrosé, et les hommes qui y sont libérés des hivers trop rigoureux ne sont pas non plus écrasés par des chaleurs torrides. Quant aux potentialités, elles sont doubles car ces régions sont à la fois favorables à l'élevage et à l'agriculture.

La domestication a débuté par celle du mouton. Au départ, il s'est agi de la chasse rationalisée d'espèces proches de l'actuel mouflon. L'origine de cette pratique est probablement à rechercher en Iran où elle aurait pu débuter il y a 9000 ans. Deux millénaires plus tard, le mouton est élevé dans tout le monde méditerranéen. L'origine de la chèvre peut être située de la Turquie aux montagnes d'Iran, dans les massifs du Proche-Orient et peut-être des Balkans. Elle est élevée dans toute la Palestine et en Iraq il y a 7000 ans. Sur le littoral libanais, le porc est domestiqué il y a 6000 ans et sa généralisation largement réalisée en Languedoc et en Italie vers −5000 ; les bovins sont domestiqués en Anatolie et en Palestine il y a 5000 ans [1].

Et l'Afrique ? Deux milieux sont à considérer ; celui qui est lié au monde méditerranéen d'une part et l'Afrique sub-saharienne d'autre part.

La théorie dominante admet que l'élevage a été introduit en Afrique à partir de l'Egypte, venant du Moyen-Orient. Au sixième millénaire avant J.-C., l'élevage des bovidés et des moutons est pratiqué à Nabta playa, au cinquième millénaire à Merimde en Egypte, en Cyrénaïque et dans les Aurès. Le Sahara fut une zone propice à la domestication et à l'élevage avant le processus de désertification qui s'accentua au deuxième millénaire avant J.-C. et qui poussa les pasteurs à chercher vers le sud des pâturages plus accueillants. Dans la vallée du Nil, à Kadero, au nord de Khartoum, nous avons des datations pour des niveaux associant l'élevage du gros, du petit bétail et des chiens avec les activités de chasse, de pêche et de cueillette. Ces niveaux ont été datés de 3310 + 90 et 3080 + 70 avant J.-C.

Ce schéma diffusionniste n'est plus admis sans discussion ; l'existence du berceau unique est contestée. Peut-on encore sérieusement soutenir que la domestication du mouton a débuté vers 8600 avant J.-C. à Shanidar et qu'elle s'est diffusée de proche en proche, avec importations de moutons domestiques à travers mers et continents, jusqu'en Ecosse ?

Quoi qu'il en soit, la domestication des bovins semble acquise au Sahara central vers 3500 avant J.-C., et vers 3000 avant J.-C. au lac Turkana. Ainsi, l'Afrique méditerranéenne prise dans son acception la plus large paraît avoir été comprise dans le grand mouvement novateur dont l'origine est peut-être à chercher au Proche-Orient.

En Afrique noire, la situation est radicalement différente car la domestication y est, semble-t-il, plus récente. En Afrique orientale, les fluctuations climatiques ont débuté il y a 12000

1. Nous avons emprunté les éléments se rapportant à ce paragraphe à l'ouvrage de Camps, *La Préhistoire*, *op. cit.*, pp. 280-282.

ans. Le niveau des lacs a monté de plusieurs dizaines de mètres, puis la sécheresse s'est peu à peu développée.

C'est dans un contexte d'assèchement progressif que le pastoralisme a été introduit, il y a 5 à 6000 ans. Des groupes d'éleveurs cushitiques venus du Nord et pratiquant la cueillette de graminées sauvages se répandent dans toute l'Afrique orientale. Ils pénètrent dans une région parcourue par des populations de chasseurs-cueilleurs ayant une économie du dernier âge de la pierre, et probablement apparentées aux actuels Khoisan d'Afrique australe. Ces pasteurs ont une technologie du dernier âge de la pierre, mais ils sont en partie capables de subvenir à leurs besoins alimentaires, c'est pourquoi leur culture a été désignée par le terme de Néolithique pastoral. Son ancienneté est variable : de 1000 à 5000 avant J.-C., mais les dates les plus hautes sont contestées. Pour le Kenya et la Tanzanie, la moyenne des datations au carbone 14 donne une fourchette comprise entre 1000 avant J.-C. et 700 après J.-C.

L'origine de ces populations serait cushitique pour deux raisons. La première serait que, commune à toutes les langues cushitiques, une racine sert à désigner le bétail, et cette racine se retrouve dans le berbère. La connaissance du bétail serait donc contemporaine de la langue dont auraient dérivé le berbère et le cushitique, langue qui était commune à ces populations apparentées avant la dissociation résultant des déplacements. La seconde raison est également linguistique : lorsque les bantuphones sont arrivés dans les zones où l'élevage existait, ils ont emprunté aux langues locales le mot pour désigner le bétail car, dans les langues bantu, la racine du mot est cushitique. Une raison supplémentaire tient à l'examen des 70 squelettes découverts à Njoro River Cave, rivière qui se jette dans le lac Nakuru. Ces squelettes ne sont pas ceux de négroïdes et ils ont été datés de 960 ± 80 avant J.-C.

Sutton[1] pense que cette « population pastorale de langue cushitique à la taille élevée et au teint clair » nomadisait dans l'Afrique orientale il y a 3000 ans environ. Elle serait entrée en contact avec les chasseurs-cueilleurs khoisan. Certains de ces

1. Sutton (J.E.G.), « L'Afrique orientale avant le VIIe siècle », *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, 1980, p. 524.

groupes, à l'image des Khoi (ou Hottentots) d'Afrique australe, se mirent à imiter les pasteurs. Ils reçurent d'eux la connaissance de la poterie et celle du petit et du gros bétail qu'ils introduisirent dans toute l'Afrique centrale et australe des siècles avant l'arrivée des populations noires. C'est ainsi que dans la partie australe du continent africain, les moutons, les chèvres et les bovins sont présents à la fin du premier millénaire avant J.-C., alors que les premiers Noirs n'atteindront la région que 1000 ans plus tard.

L'agriculture est le résultat d'une évolution des techniques de cueillette. Au Moyen-Orient, les débuts d'une économie de production fondée sur les céréales remontent à environ 8000 avant J.-C. 7000 ans avant J.-C., l'agriculture est établie en Iran, en Turquie, en Palestine et en Syrie. 7000 ans avant J.-C., une économie de production basée sur les légumineuses a été identifiée dans le sud de la France. Camps décrit les premières civilisations paysannes d'Europe centrale :

> « L'analyse pollinique, en révélant la fréquence des espèces herbacées ombrophiles qui poussent au pied des haies et des buissons (Lapsana communis, Bromus sterilis), permet de reconstituer l'aspect de la campagne " danubienne " ; selon toute probabilité les champs étaient soigneusement délimités par des haies dans lesquelles devaient commencer à se différencier les premiers arbres fruitiers tels que les pommiers et les pruniers et les buissons à baies comestibles. Ces haies séparaient les terrains de culture des pâturages où paissaient des bœufs castrés qui servaient déjà à la traction des arbres abattus. Le bétail occupait aussi des enclos proches des maisons ou attenant à celles-ci. Les bovins viennent toujours en tête dans le décompte de la faune domestique, les porcs et les moutons sont à égalité. La castration des bœufs, si on admet les résultats des analyses ostéologiques, portait sur plus de la moitié des animaux[1]. »

Rien de tout cela en Afrique où deux milieux sont à considérer, ainsi que nous l'avons fait pour l'élevage.

Le continent africain est immense, et il n'a pas toujours été

1. Camps, *La Préhistoire*, *op. cit.*, p. 298.

peuplé par les populations qui l'occupent aujourd'hui. Le passage de la cueillette à l'agriculture — y compris les phases intermédiaires — ne s'y est pas fait partout au même moment ni selon les mêmes techniques.

C'est ainsi que le monde nord-africain et saharien fait partie du domaine géographique méditerranéen et proche-oriental. Ici, les précipitations sont hivernales et les plantes sélectionnées au Proche-Orient ont pu être rapidement introduites en l'état : blé, orge, pois, lentilles, olivier, vigne. Dans la partie saharienne, ces plantes peuvent être cultivées durant l'hiver en bénéficiant d'irrigation. Dans l'Afrique subsaharienne, la situation est différente. Il a été nécessaire d'y sélectionner des variétés de plantes adaptées au régime des pluies, le sorgho par exemple. Par rapport à l'Asie et à l'Amérique, l'Afrique n'a joué qu'un rôle très secondaire et tardif dans l'apport de plantes cultivées au patrimoine de l'humanité.

C'est vers 6000 avant J.-C., que l'on peut situer les débuts de l'agriculture en Afrique et plus précisément en Egypte. Vers 5000 avant J.-C., nous avons des preuves en Cyrénaïque, et vers 3500 au Sahara. Les plantes qui se sont rapidement répandues en Afrique du Nord ne pouvaient, pour les raisons climatiques exposées plus haut, être véhiculées vers les parties subtropicales du continent. Une deuxième phase d'évolution intervint alors avec la sélection de plantes adaptées à ces régions, à partir de ce que l'on a appelé des « foyers primaires ». Cette réinvention a pu se faire vers 2000 avant J.-C., dans l'Afrique de l'Ouest et (?) en Abyssinie. De même que le sud du Sahara constituait une barrière climatique pour les plantes méditerranéennes et proche-orientales, la forêt équatoriale a représenté une muraille. Elle a été tournée par les hautes terres d'Ethiopie et d'Afrique orientale.

L'Afrique noire ne fournit pas de dates semblant y indiquer d'anciennes pratiques agricoles. Elles apparaissent d'abord au nord et à l'ouest de la grande forêt, comme si cette nouveauté avait été introduite du nord vers le sud. Et encore, les traces archéologiques portent-elles en grande partie sur l'éleusine, plante qui pose un problème délicat et essentiel : est-on autorisé à parler de culture en présence d'éleusine, ou simplement de cueillette ?

Cette céréale robuste et rustique qui se contente de sols pauvres lève en quelques jours et ne demande quasiment pas de soins. Son

cycle varie de 5 à 7 mois, en fonction de l'altitude, au terme desquels sont récoltés des tiges variant de 30 à 130 cm et portant des épis donnant des graines de couleur jaune brun.

Or, l'éleusine présente deux caractéristiques remarquables : d'abord, il s'agit d'une plante sauvage qui n'a connu aucune évolution à la suite de sa culture volontaire par l'homme. En d'autres termes, il n'y a pas eu sélection. L'éleusine cultivée traditionnellement en Afrique est celle qui pousse à l'état sauvage et qui était collectée durant les séquences de cueillette précédant l'apparition de l'agriculture. Grâce à cette non-évolution, l'éleusine a pu constituer une céréale miracle pour les populations car elle se contente d'une terre à peine grattée.

L'éleusine, qui n'est pas attaquée par les insectes, notamment par les charançons, a de plus une conservation quasi illimitée, ce qui n'est pas le cas du sorgho. Il s'agit donc d'un aliment réserve qui a pu jouer un rôle important dans l'économie traditionnelle depuis plusieurs millénaires, et bien avant l'introduction de l'agriculture.

Les conclusions que nous pouvons tirer de ce que nous venons d'écrire reviennent à des interrogations :

— La découverte de grains d'éleusine dans un niveau archéologique permet-elle d'affirmer l'évidence d'une preuve d'activité agricole ?

— A l'opposé, peut-on nier l'existence d'activités agricoles qui ne seraient suggérées que par la mise au jour de grains d'éleusine ?

Toute la question est finalement de savoir si, avec l'éleusine, nous sommes en présence d'une cueillette améliorée ou d'une culture délibérée, du moins pour des périodes antérieures à la connaissance d'autres céréales, comme par exemple le sorgho.

L'exemple de l'éleusine n'est pas isolé ; le docteur Malhuret a cité celui du café :

> « Savez-vous qu'en Ethiopie le café récolté est à 80 % du café sauvage ! Depuis des siècles cette culture n'a réalisé aucun progrès technologique, alors qu'au Brésil, par exemple, les instituts scientifiques travaillent sans arrêt à l'amélioration du caféier [1]. »

1. Entretien donné à *Paris-Match*, 22 février 1985.

Une autre question est celle posée par les plantes ne produisant pas de pollens et qui, par conséquent ne peuvent fournir de traces archéologiques directes. Une absence d'autant plus regrettable que les ignames et d'autres tubercules ont certainement joué un rôle important dans le développement de l'agriculture africaine.

Dans ces conditions, est-il possible de savoir quand l'Afrique noire développa ses propres cultures agricoles ?

En 1959, G. P. Murdock a émis une hypothèse selon laquelle l'Afrique de l'Ouest aurait été vers 4500 avant J.-C., une zone d'invention indépendante de l'agriculture venant s'ajouter au Proche-Orient et à l'Amérique centrale. Cette hypothèse a été largement reprise par les vulgarisateurs.

Sous leur plume, l'hypothèse est devenue certitude, alors que ni l'archéologie ni la botanique ne venaient la vérifier. Les études d'Harlan et de son équipe[1] ont permis de mettre en évidence des zones de sélection et d'adaptation, ce qui est bien différent d'une zone d'invention indépendante. Pour ces chercheurs, le millet et le sorgho sont répandus à l'état sauvage dans les savanes sub-sahariennes, et le tef en Ethiopie. En imitation des pratiques agricoles septentrionales, les populations locales se seraient mises à les cultiver.

Dans la zone soudanienne occidentale, le site le plus ancien ayant fourni des preuves indirectes probables d'agriculture est celui de Nok qui appartient à l'âge du fer (± 500 avant J.-C.). Dans l'Afrique orientale et centrale, il faudra attendre la moitié du premier millénaire de notre ère pour avoir des preuves directes d'une généralisation de l'agriculture associée à la métallurgie du fer. Cette généralisation a été liée aux « migrations » des peuples de langue bantu colonisant une vaste partie de l'Afrique et refoulant vers les forêts et les déserts les populations survivantes du dernier âge de la pierre.

Pour Oliver[2], le premier âge du fer débute en Afrique bantu vers 200 avant J.-C., et le deuxième vers 700. La durée du premier âge du fer serait donc d'environ un millénaire et il serait associé à

1. Voir la bibliographie en fin de volume.
2. Oliver (R.), « The Nilotic contribution to the bantu Africa », *J.A.H.*, XXIII, 1982, p. 433.

un phénomène d'installation des premières communautés de producteurs de nourriture s'étendant aux dépens des chasseurs-cueilleurs du dernier âge de la pierre.

Un problème de définition se pose alors : devrons-nous parler de Néolithique en adaptant à l'Afrique sub-saharienne une définition européenne liée dans un premier temps à des caractères technologiques précis comme le polissage, la céramique, mais aussi les pointes bifaciales sur éclat ?

Ne perdons pas de vue la situation européenne. C'est parce que l'agriculture et l'élevage étaient associés à ces traits technologiques que le Néolithique acquit une connotation agricole et que, à la suite d'une évolution du concept ou de sa simplification, il fut considéré comme la période durant laquelle l'agriculture serait apparue. Le Néolithique fut ensuite vidé de son sens originel lorsque son emploi servit à désigner des cultures ou même des industries qui ne lui étaient qu'en partie ou même pas du tout apparentées.

En Afrique noire, le décalage technologique est important entre les populations de chasseurs-cueilleurs et celles connaissant l'une ou l'autre caractéristique du Néolithique. L'on pourra trouver en effet tardivement de la céramique sans agriculture et du stockage de graines sans poterie[1].

Dans ces conditions, et quitte à n'avancer que de modestes résultats, continuons à ne parler que de faits démontrés et concrets :

Depuis 30 000 ans au moins, l'Afrique est parcourue par des groupes de chasseurs-cueilleurs (ou collecteurs) qui produisent des industries microlithiques. Dans l'Afrique centrale et orientale, ces industries sont le Wiltonien pour les zones de savane et le Tshitolien tardif pour les régions boisées. Au sud du Sahara, l'élevage fut introduit avant l'agriculture. La pratique de l'agriculture, probablement originaire du Moyen-Orient, se généralise en Afrique du Nord et au Sahara septentrional dès le quatrième millénaire avant J.-C. Elle est connue dans la savane ouest-

1. Maret (P. de), Van Noten (F.), Cahen (D.), « Radiocarbon Dates from West Central Africa : a synthesis », *Journal of African History*, XVIII, 4, Londres, 1977, p. 494.

africaine et en Afrique orientale un ou deux millénaires plus tard. Son expansion fut excessivement lente et la spécialisation des populations tardive, permettant la survivance de pratiques de chasse et de cueillette.

A l'exception de l'Egypte, de la Nubie et de la Mauritanie, l'Afrique n'a pas connu les âges du cuivre et du bronze. Elle est passée de l'âge de la pierre à celui du fer, sans les étapes intermédiaires habituelles car, dans l'état actuel des connaissances, l'Afrique noire a reçu de l'extérieur les techniques de fonte du fer sous leur forme achevée. Il n'y eut pas d'invention locale. Une fois encore, le monde africain noir est récepteur et non créateur.

Trois centres de diffusion sont connus. Le premier est l'Egypte, où la métallurgie du fer est généralisée au VIIe siècle avant J.-C. A partir de la vallée du Nil, la diffusion se fait vers la Nubie et surtout vers Méroé au VIe siècle, mais la généralisation de la métallurgie dans cette région est plus tardive. L'on ignore si et quand une diffusion s'est produite vers le sud et vers l'ouest.

Le second centre de diffusion est plus récent, puisqu'il ne date que du Ier siècle après J.-C. Il s'agit d'Axoum, qui a reçu les techniques de fonte depuis la péninsule arabique.

L'influence d'Axoum ne paraît pas évidente en ce qui concerne la métallurgie de l'Afrique noire, car en Afrique de l'Ouest, les pratiques de fonte sont antérieures de plusieurs siècles. En Afrique orientale elles sont contemporaines de celles d'Axoum, peut-être même légèrement plus anciennes.

Le troisième centre est Carthage, cité fondée vers 800 avant J.-C. et d'où la diffusion du fer aurait pu se faire vers le sud.

En Afrique noire, les plus anciennes datations de la métallurgie viennent d'Afrique de l'Ouest qui a fourni deux séries de dates, à Ntereso au Ghana et à Nok au Nigeria. Celles de Ntereso sont au nombre de trois et leur moyenne donne plus ou moins 1800 avant J.-C. Si elles étaient confirmées, elles permettraient d'affirmer l'existence d'un foyer indépendant d'invention de la métallurgie, puisque le Proche-Orient indique 1700 avant J.-C. Compte tenu de ce que nous savons de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, ces dates paraissent hautes, et ce d'autant plus qu'aucun indice d'élaboration n'a été découvert. La prudence conseille donc de les tenir en

suspens jusqu'à information ou confirmation par d'autres analyses au carbone 14.

Les analyses de Nok donnent environ 500 avant J.-C. Quelle est l'origine extérieure de ce foyer métallurgique, puisque localement les archéologues n'ont pas mis au jour les phases de tâtonnement, d'élaboration précédant toute découverte ? A Nok comme partout ailleurs en Afrique noire, c'est sous sa forme achevée que la métallurgie apparaît. Il est donc raisonnable de penser qu'elle y fut importée.

Mais d'où ? Probablement pas de Méroé, puisqu'il y a contemporanéité entre la métallurgie de Nok et celle de Méroé. Carthage et les colonies puniques fournissent une direction de recherche. Carthage ne devient véritablement une cité-Etat que vers 700 avant J.-C. et elle pourrait être une source possible de diffusion du fer. Chronologiquement, rien ne s'y oppose et l'hypothèse est même plausible. Le seul problème, et il est de taille, est qu'elle n'a pas été démontrée.

Pour le reste de l'Afrique, les datations sont fragmentaires et peu anciennes. L'Afrique équatoriale ne semble pas connaître la métallurgie du fer avant le début de l'ère chrétienne ; l'Afrique orientale fournit les mêmes datations avec l'exception du Rwanda et du Burundi où Van Grunderbeck[1] a publié des dates qui paraissent hautes dans le contexte régional (± 700 avant J.-C.). En Afrique australe, l'âge du fer apparaît au Zimbabwe entre les Ier et IIIe siècle de notre ère et à partir du Ve au Transvaal, dans le nord de l'Afrique du Sud.

Ainsi donc, plus on va vers le sud et plus la métallurgie du fer constitue une introduction récente, comme si elle avait été répandue du nord vers le sud. Dans toute la zone bantuphone, cette métallurgie est importée car elle ne présente pas de racines autochtones ; elle apparaît sous sa forme achevée comme une intrusion subite dans les cultures du dernier âge de la pierre.

1. Van Grunderbeck (M. C.), communication aux « Journées de Paléométallurgie », Compiègne, 22-23 février 1983.

V

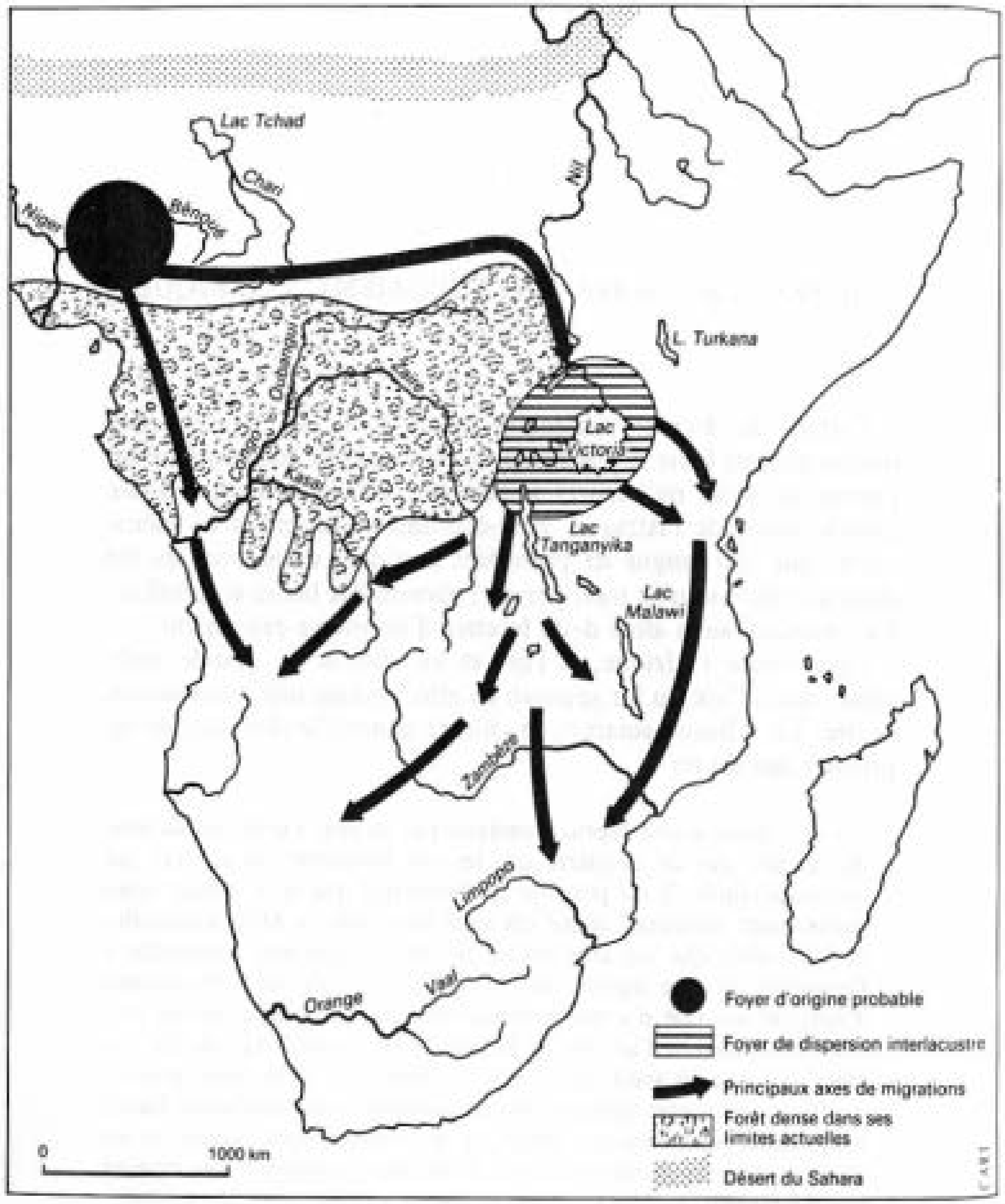
QUAND LES NOIRS ENVAHISSAIENT L'AFRIQUE

Durant le dernier millénaire avant J.-C. les bantuphones quittèrent leur foyer d'origine ouest-africain pour entreprendre un périple de deux millénaires aboutissant à la colonisation d'une grande partie de l'Afrique. Peut-être introduisirent-ils en même temps que leur langue les premières pratiques de la fonte du fer dans les régions qu'ils traversèrent ; phénomène bantu et métallurgie constitueraient alors deux facettes d'un même événement.

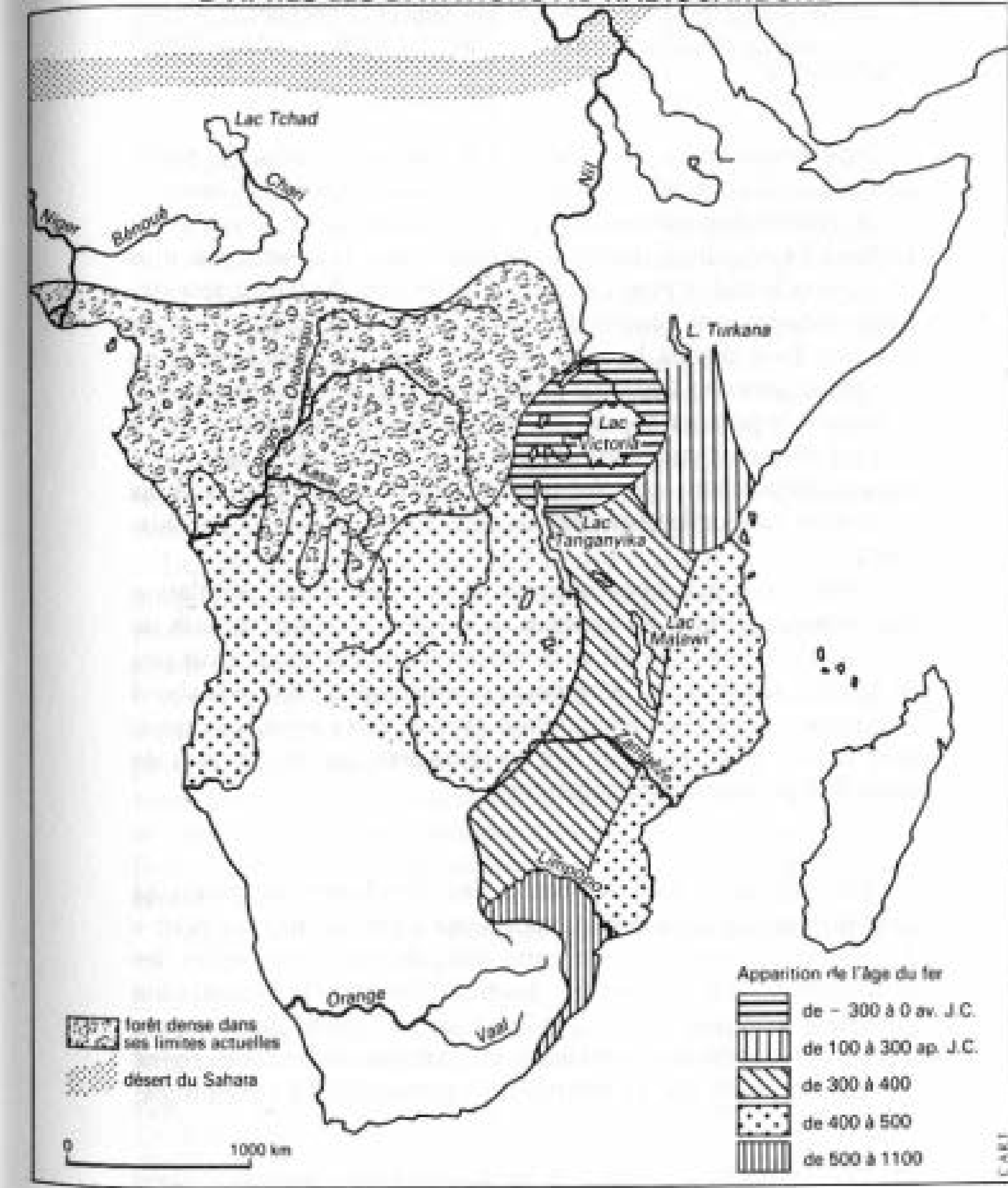
Dans toute l'Afrique, à l'est et au sud de la grande forêt équatoriale, l'âge du fer apparaît en effet comme une introduction subite. En Afrique australe, la culture matérielle des sociétés du premier âge du fer :

> « (...) marque une rupture soudaine par rapport à celle des sociétés du dernier âge de la pierre qui les ont précédées ou en sont les contemporaines. Il est possible de démontrer que cette culture était entièrement constituée quand elle a été introduite en Afrique australe, et il est clair que ses antécédents ne doivent pas être recherchés à l'intérieur de cette région, mais beaucoup plus au nord. Aucun site d'Afrique australe n'a par exemple livré de poterie qui puisse être considérée comme l'ancêtre de la poterie du premier Age du fer. La métallurgie paraît avoir été introduite comme une technologie achevée et efficace dans une région où la connaissance de ses rudiments faisait jusqu'alors complètement défaut. Les animaux domestiques et les plantes cultivées du premier Age du fer appartenaient à des espèces précédemment inconnues dans la partie australe du subcontinent. Dans ces conditions, et compte tenu de son apparition à peu près

QUAND LES BANTUPHONES COLONISAIENT L'AFRIQUE



L'APPARITION DE L'ÂGE DU FER RÉCENT (OU PREMIER ÂGE DU FER) EN AFRIQUE CENTRALE ET MÉRIDIONALE D'APRÈS LES DATATIONS AU RADIOCARBONE



simultanée sur toute l'étendue d'une immense région, il est difficile de ne pas conclure que le premier Age du fer a été introduit en Afrique australe par un important et rapide mouvement de population, porteur d'une culture pleinement constituée, mais étrangère, qui s'était formée ailleurs [1]. »

Cette observation est valable non seulement pour la partie australe du continent noir, mais encore pour l'Est et le Centre.

Ce phénomène est confirmé par les nombreuses datations au carbone 14 dont nous disposons et qui, toutes, indiquent que plus on va vers le sud et plus l'introduction de l'âge du fer est récente. Les certitudes sont donc nettes : l'introduction du premier âge du fer s'est faite depuis le nord et s'est répandue vers le sud, en épargnant toutefois l'actuelle province du Cap, en Afrique du Sud.

Durant le premier âge du fer, les sédentaires supplantent peu à peu les chasseurs-cueilleurs et, partant, commencent à agir sur le milieu. Cependant, ces derniers ne disparaissent pas; soit ils subsistent résiduellement, soit ils sont absorbés par les envahisseurs.

Oliver [2] écrit que nous sommes en présence d'une population clairsemée, cultivant les ignames, le sorgho, certaines variétés de haricots et de pois, élevant de la volaille et du petit bétail, mais peu de bovins. Dans toute l'Afrique, le premier âge du fer est d'abord une période d'élevage des moutons avec de rares bovins, l'expansion bovine y est en effet liée au deuxième âge du fer et à de nouvelles populations le véhiculant.

Après un siècle d'études bantu, les chercheurs ont progressé dans le domaine linguistique, mais jusqu'à présent aucun « pont » définitif n'a encore été lancé entre leurs découvertes et celles des archéologues. Le phénomène bantu repose sur la constatation purement linguistique faite par Bleek au XIX[e] siècle quand il nota que les langues du tiers méridional de l'Afrique avaient une origine identique attestée par l'existence de « proto-préfixes » communs.

1. Phillipson (D. W.), « Les débuts de l'âge du fer en Afrique méridionale ». *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, ch. 27, p. 731.
2. Oliver (R.), « The Nilotic contribution to the bantu Africa », *op. cit.*

En 1907, Meinhof prouva l'intuition de Bleek en réussissant à établir la parenté des langues de l'aire bantu. Rapidement, l'idée apparut d'une migration des locuteurs peuplant peu à peu toute l'Afrique aujourd'hui bantuphone. Les théories ne manquent pas qui cherchent à expliquer ce fantastique mouvement de colonisation [1].

Johnston a eu la vision de la migration des bantuphones sous une forme militaire et conquérante. Avec lui, les données purement linguistiques s'effacent devant un phénomène d'occupation de l'espace et de mise en place des populations. Pour Johnston, le foyer d'origine des ancêtres des Bantu devait se situer entre le Bahr-el Ghazal et le bassin du fleuve Chari; puis, à partir de ce point d'émergence, serait apparue une zone proto-bantu dans le nord de la région interlacustre. Cette zone aurait été avant tout un point de rassemblement, de concentration d'où, conduits par une aristocratie « hamitisée », les Bantu auraient déferlé sur l'Afrique centrale, orientale et méridionale. Cette marche des bantuphones vers le sud aurait débuté au plus tôt au II[e] siècle avant J.-C.

Les études bantu ont subi des modes. Du début du XX[e] siècle jusqu'aux années 1960, le phénomène bantu perdit sa définition purement linguistique pour devenir un concept ethnique impliquant langue, culture, race.

A partir des années 1960, la réalité bantu devint synonyme de technologie supérieure. C'est ainsi que, pour Clark [2], les bantuphones furent dans l'aire qu'ils occupent actuellement les premiers producteurs de nourriture ; ils possédaient des objets en fer et s'installèrent en petit nombre dans le sud du continent d'où ils furent éliminés par des nouveaux venus quelques siècles plus tard.

Partout, on a voulu identifier les bantuphones en utilisant

1. Les meilleures synthèses sont, à notre avis, celles de Guthrie (M.), « Some Developments in the Prehistory of the Bantu languages », J. A. H., III, 1962, 2, pp. 273-282 ; et « Contributions from Comparative Bantu Studies to the Prehistory of Africa » in Dalby (D.), *Language and History in Africa*, pp. 20-49. De d'Hertefelt, *op. cit.*, pp. 209-226. Et de Vansina (J.), « Bantu in the Crystal Ball », 1 : *History in Africa* n° 6, 1979, pp. 287-333 ; 2 : *ibid.*, n° 7, 1980, pp. 293-325. Elles ont l'avantage de dépasser les querelles et les théories linguistiques pour intégrer le « phénomène bantu » dans la vision générale de la mise en place des populations.
2. Clark (J. D.), *The prehistory of southern Africa*, 1959.

comme fil conducteur une céramique qui serait leur marque de fabrique.

L'idée est séduisante, mais elle est surtout commode car il est aisé de dater des poteries, et si le seul fait de connaître l'âge d'un tesson permettait de connaître l'identité de ses utilisateurs, que de progrès pourraient être faits en histoire africaine !

Pour nombre d'auteurs, il est désormais admis que la diffusion de la métallurgie serait :

> « (...) la conséquence de l'expansion des populations de langue bantu et, inversement, cette expansion n'aurait été rendue possible que par l'utilisation d'outils et d'armes de fer, ce qui permettait de défricher la forêt équatoriale et conférait aux groupes bantu une supériorité militaire sur les autres populations[1]. »

Il suffirait donc de dater les débuts de la métallurgie pour connaître la période d'installation des Bantu en Afrique. La linguistique a-t-elle les mêmes certitudes ?

Coupez[2] et D. W. Phillipson[3], entre autres, admettent que l'origine des bantuphones est à rechercher vers le Nigeria et le Cameroun.

Coupez[4] formule l'hypothèse d'un noyau bantu contournant la forêt par le nord puis obliquant vers le sud où, deuxième hypothèse, il aurait introduit l'agriculture avant d'essaimer dans tout le reste de l'Afrique orientale et australe. Cette dernière proposition, proche de celle de Guthrie, n'en diffère que par la zone de dispersion ou d'essaimage qui est centrée sur les « savanes du sud » chez Guthrie et sur la région interlacustre chez Coupez. Phillipson[5] admet avec Coupez qu'une fraction de la communauté linguistique initiale se serait disséminée vers l'est, le long de la bordure septentrionale de la grande forêt.

---

1. De Maret (P.), « Bribes, débris et bricolage » in *L'Expansion bantoue*, actes du colloque de Viviers, CNRS, Paris, 1980, p. 715.
2. Coupez (A.), « L'œuvre de H. Johnston et la linguistique moderne », *A.R.S.O.M.* n° 3, 1977, pp. 224-239.
3. Phillipson (D. W.), « L'expansion bantoue en Afrique orientale et méridionale : les témoignages de l'archéologie et de la linguistique », in *L'Expansion bantoue, op. cit.*, p. 649-684.
4. *Op. cit.*, p. 228-229.
5. *Op. cit.*, p. 658.

Ces points étant mis en évidence et considérés comme acquis, en quoi le « phénomène bantu » permet-il une approche des origines du peuplement de l'Afrique orientale et australe ?

Vansina fait deux constatations qui ont l'avantage de ramener le phénomène vers des limites admissibles pour les historiens, dans la mesure où elles permettent d'éviter le risque constitué par le saut trop rapide d'étapes qui ne sont pas entièrement démontrées. Ainsi :

— les limites de l'interdisciplinarité :

> « Les restes matériels ne parlent pas et il n'existe pas de termes proto-bantu se référant à des vestiges matériels qu'on pourrait retrouver dans les sites de bantuphones et uniquement dans ces sites[1]. »

— L'absence de « fossile indicateur » entre langue et archéologie :

> « Le seul lien entre les deux séries de données réside dans le double fait que les données linguistiques prouvent une vaste expansion de langues et que les données archéologiques démontrent une expansion rapide du premier âge du fer[2]. »

Ces remarques s'imposent à l'esprit quand on découvre certaines reconstitutions historiques séduisantes par leur clarté et leur logique, mais dont les conclusions sont peut-être hâtives.

Le danger méthodologique qu'il y a à considérer comme automatiquement acquis le lien entre migrations des bantuphones, céramiques du premier âge du fer, technologie du fer et organisation agro-pastorale est certain, et la preuve vient d'en être apportée pour l'Afrique australe (voir p. 106).

Il y a donc un risque évident à vouloir tout rapporter au phénomène bantu car, si les travaux des archéologues ont singulièrement fait avancer nos connaissances sur l'âge du fer en Afrique centrale, orientale et australe, il n'est pas possible d'établir une

---

1. Vansina (J.), « Le phénomène bantou et les savants », *R.F.H.O.M.*, LXV, 1978, p. 547.
2. *Ibid.*

relation démontrée avec les découvertes de la linguistique bantu. Cependant, un apparent parallélisme entre les résultats obtenus par les chercheurs des deux disciplines fait qu'un rapprochement a pu tenter certains ethno-historiens. Si cette démarche ne repose sur aucune preuve, il n'en est pas moins remarquable de constater que :

— dans le domaine archéologique, la zone interlacustre semble fournir à l'heure actuelle les dates les plus anciennes pour le premier et pour le second âge du fer, comme si, avant de gagner toute l'Afrique orientale, centrale et australe, ces innovations avaient débuté — ou avaient d'abord été introduites — entre le lac Victoria et la crête Congo-Nil.

— dans le domaine linguistique, la région interlacustre, c'est-à-dire la « zone J » dans son ensemble, apparaît comme la plus archaïque de toutes [1], comme si toutes les langues bantu à l'est et au sud avaient dérivé de ces langues.

L'importance de cette découverte est fondamentale pour la connaissance de la mise en place des populations. En d'autres termes, par l'étude du protobantu interlacustre et des « périodes » d'essaimage des bantuphones, pouvons-nous tenter de reconstruire les phases de l'arrivée et de l'expansion des nouveaux venus ?

La lexicostatistique fournit un élément de réponse au problème de la mise en place des populations ; l'on peut y voir la possibilité d'une chronologie « graduée » à laquelle il ne resterait plus qu'à raccrocher les diverses langues bantu en saisissant les époques de leur division et donc de leur dispersion à partir d'un tronc commun. C'est cette méthode que proposa jadis Swadesh [2], fondant son argumentation sur la découverte d'une constante linguistique selon laquelle durant 1 000 ans l'association entre le sens et la forme des mots se conserve dans 86 % des cas. Dans 14 % des cas seulement, une nouvelle forme apparaîtrait. Dès lors, un tableau des pourcentages d'étymologies communes à des

1. Coupez (A.), « Aspects de la phonologie historique Rwanda. » *Annales Aequatoria*, 1980, p. 575.
2. Swadesh (M.), « Diffusional cumulation and archaic residue as historical explanation. » *Southwestern Journal of Anthropology*, 7, 1951, pp 1-21.

langues permettrait de posséder une échelle établissant un ordre de grandeur des années de séparation. Avant d'appliquer cette grille aux langues bantu interlacustres, précisons qu'il y a une relation probable mais non nécessaire entre le moment où un groupe s'installe et celui où il se divise pour occuper des espaces différents. Cette remarque doit permettre de pondérer l'automatisme constitué par le tableau chronologique.

Appliquée à l'Afrique, la méthode de Swadesh aboutit à établir que la dissociation linguistique ayant donné naissance aux langues bantu parlées dans la région interlacustre se serait opérée entre 1000 et 0 avant J.-C.

Ces résultats sont déterminants, car la zone interlacustre est un centre de dispersion ; une fois placée sur l'arbre généalogique linguistique, elle peut être intégrée à une chronologie relative qui a été traduite de la façon suivante :

> « (...) la subdivision de l'arbre en deux branches, avec des écarts chronologiques plus grands à l'ouest, reflète en principe deux courants migratoires distincts. Un premier courant, dirigé du nord vers le sud, a mené des locuteurs bantu dans le nord-ouest de la forêt équatoriale où ils se sont rapidement fragmentés. Un second courant, dirigé d'ouest en est, a contourné la forêt équatoriale par le nord avant de s'infléchir vers le sud dans les savanes de la zone interlacustre [1]. »

Cette reconstruction prend toute sa valeur car nous avons vu que la zone interlacustre inclut les langues bantu les plus archaïques, ce qui s'expliquerait par le fait que :

> « (...) les locuteurs bantu du courant migrateur oriental sont restés groupés jusqu'à leur arrivée dans la zone interlacustre et ont rayonné ultérieurement vers le sud, le sud-ouest et l'est à partir de celle-ci [2]. »

Malgré les progrès considérables accomplis, tant en linguistique qu'en archéologie, aucune preuve probante d'un quelconque lien n'a été apportée qui permettrait d'associer péremptoirement les Bantu au premier âge du fer. Certains auteurs nient même

1. Bastin (Y.), Coupez (A.), de Halleux (B.), « Classification lexicostatistique des langues bantoues » (214 relevés). *Bull. de l'A.R.S.O.M.*, 1981.
2. *Ibid.*

totalement l'apport bantu ; ainsi Gramly qui part de la constatation que ni la céramique, ni la production de nourriture, ni la métallurgie du fer ne se sont simultanément répandues en Afrique orientale et méridionale et qu'aucune de ces nouveautés ne peut être associée à l'expansion des langues bantu. La question est d'importance : si les bantuphones n'ont pas introduit la métallurgie dans les zones qu'ils envahissaient, quelle population les envahissant à son tour la leur aurait apportée ?

Nous allons donc nous tourner vers les renseignements fournis par l'archéologie pour tenter de faire le point sur les deux traits culturels dont la littérature a coutume d'attribuer la paternité aux bantuphones ; l'agriculture et la métallurgie du fer.

Le lien entre phénomène bantu et agriculture a soulevé des oppositions entre les conceptions de Murdock[1], Wrigley[2], Oliver[3], Posnansky[4], etc.

Nous n'entrerons pas dans ces querelles d'école. Bornons-nous à nous demander comment il a été possible d'en arriver à ces certitudes, depuis le point de départ ouest-africain des Bantu jusqu'à la première colonisation de l'espace dans l'Afrique orientale et australe.

Si tous les auteurs sont d'accord pour dire que ce phénomène a connu des phases, l'opposition apparaît sur les séquences de la marche vers l'est puis le sud et sur les raisons de l'expansion de ces populations.

Les idées de Johnston et sa théorie des conquêtes[5] ont été reprises par Wrigley[6] avec lequel nous assistons à l'exposé d'une

1. Murdock (G. P.), *Africa : its Peoples and their Cultur History*, New York, 1959.
2. Wrigley (C.), « Speculation on the Economic Prehistory of Africa ». *J.A.H.*, I, 1960, pp. 189-203.
3. Oliver (R.), « The problem of the Bantu expansion », *J.A.H.*, VII, 1966, pp. 361-376.
4. Posnansky (M.), « Pottery types from Archaeological Sites in East Africa », *J.A.H.*, II, 1961, 2, p. 177-198 ; « The Origins of Agriculture and Iron Working in Southern Africa », *Prelude to East African History*, Oxford U. Press., London, 1966 ; « Bantu Genesis. Archaeological Reflexions », J.A.H., IX, 1968, pp. 1-11.
5. Johnston, *op. cit.*
6. Wrigley, *op. cit.*

version « modernisée » de la marche conquérante des Bantu. Son idée est que l'expansion de ces populations s'est faite par l'amalgame « d'étrangers » attirés par le prestige (social ? guerrier ? technique ?...) des pionniers bantuphones. La vision de Murdock[1] était économique ; Oliver estime quant à lui que la seule possibilité autre que la « théorie des conquêtes » est à chercher dans un essor démographique rapide entraînant un « essaimage » de population. Ainsi présentée, cette idée n'exclut pas l'aspect « conquérant » de l'expansion, bien au contraire. Oliver[2] pense que si leur expansion réussit, c'est que les bantuphones avaient sur les chasseurs-cueilleurs un avantage technologique considérable : la connaissance rudimentaire de la métallurgie du fer et de l'agriculture. A l'opposé, selon Phillipson, nous n'avons pas d'évidences archéologiques d'une production alimentaire dans les sociétés du premier âge du fer[3].

L'archéologie apporte cependant la preuve que la céramique de la région interlacustre est la plus ancienne de toutes celles composant le complexe industriel du premier âge du fer est-africain. Parmi elles, l'une, l'Urewe, connue dans cette seule région, contient ce que Phillipson voit comme « la plus forte proportion de traits que l'on est en droit d'attendre d'une tradition primordiale[4]. »

Ce point est à mettre en parallèle avec les découvertes de la linguistique qui établissent, ainsi que nous l'avons vu, que le bantu interlacustre est le plus archaïque d'Afrique orientale. L'on est donc en droit de conclure avec Phillipson que les gisements contenant de l'Urewe peuvent être considérés comme appartenant « (...) à l'industrie de l'âge du fer ancien géographiquement la plus proche du foyer initial supposé[5]. »

Ce « foyer initial supposé » serait situé au nord-ouest du lac Albert, où Phillipson pense que les bantuphones seraient entrés

1. Murdock, *op. cit.*
2. Oliver (R.), « The problem of the Bantu expansion. » *Op. cit.*
3. Phillipson (D. W.), « L'expansion bantoue en Afrique orientale... », *op. cit.*, p. 654.
4. *Ibid.*, p. 662.
5. *Ibid.*

en contact avec des populations de langue soudanaise-centrale auprès desquelles ils auraient appris l'élevage des bovins, des moutons, et les mots désignant ces animaux, phénomène qui s'étendit peut-être sur la majeure partie du 1er millénaire avant J.-C.

Ainsi, peu à peu, les preuves linguistiques et archéologiques permettent-elles de mettre en évidence un mouvement ouest-est puis nord-sud d'invasion de l'Afrique orientale par des populations qui n'en étaient pas originaires.

Une analyse comparative des termes bantu associés à des activités métallurgiques est nécessaire si nous voulons tenter d'établir la preuve d'une éventuelle correspondance entre diffusion du fer et migrations bantu.

Nous ne devons en effet pas perdre de vue que c'est en tirant argument de mots comme « fer, soufflet, forge, marteau » que Guthrie[1] prétend que les Bantu avaient une connaissance probable de la métallurgie du fer avant que ne débute leur expansion. Une fois encore, l'argument contient sa propre contradiction, car nous pouvons être en présence d'un emprunt sémantique tardif. En d'autres termes, lorsque la métallurgie est apparue, les bantuphones peuvent lui avoir appliqué des termes anciens qui désignaient dans leur culture autre chose que des activités liées au travail du fer, par définition inconnu. Quant à conclure que la métallurgie était connue en s'appuyant sur la seule existence de poterie, cela peut sembler hasardeux et rapide. Dans la plupart des sites à poterie du premier âge du fer fouillés au Rwanda et dans la région, les traces indubitables de métallurgie sont inexistantes. C'est essentiellement par comparaison et par association que l'on a pu parler d'âge du fer.

Dans tous les cas, la généralisation de la première métallurgie du fer en Afrique interlacustre et orientale semble s'être rapidement opérée. Actuellement, l'accord semble se faire sur le point de la méconnaissance de la métallurgie du fer au départ du foyer ouest-africain d'origine. En ce sens, nous assistons à une négation des

1. Guthrie (M.), « Contributions from Comparatives Bantu Studies... », *op. cit.*, p. 29.

affirmations de Guthrie[1], Oliver[2], etc. Avec D. W. Phillipson[3] et Van Noten[4], l'on voit comment une population possédant une technologie du dernier âge de la pierre se déplaça en suivant les limites septentrionales de la forêt équatoriale et comment elle acquit probablement la maîtrise de la fonte du fer peu avant ou peu après son arrivée dans la région interlacustre.

Les travaux des linguistes permettent de penser qu'une population proto-bantuphone, après avoir longé la forêt, serait parvenue dans la région interlacustre il y a ± 2 000 ans, puis se serait dispersée.

En somme, si le premier âge du fer et le phénomène bantu sont liés et si chronologiquement l'on peut donc attribuer la même profondeur à leur ancienneté dans la région, les découvertes archéologiques devraient confirmer le schéma de progression de la carte de la page 91. En d'autres termes, la région située entre les lacs Victoria et Albert-Kivu, soit celle épousant les limites territoriales connues de la céramique Urewe, devrait continuer à fournir les dates les plus anciennes pour le premier âge du fer dans cette partie de l'Afrique qui demeure le plus ancien foyer métallurgique connu pour l'Afrique bantuphone.

Ceci étant précisé, les problèmes liés à l'acquisition de la métallurgie du fer demeurent posés. Comme aucune découverte ne vient à l'appui d'une invention indépendante de la métallurgie dans la région interlacustre, il nous faut rechercher dans le sens d'une propagation depuis un foyer extérieur vers la région des grands lacs.

Pour D. W. Phillipson, l'explication est diffusionniste. Raisonnant sur « cette base », il voit la première installation d'une

1. Guthrie (M.), « Some Developments : in the Prehistory... », *op. cit.* ; « Contributions from Comparative Bantu Studies », *op. cit.*
2. Oliver (R.). « The problem of the Bantu expansion », *op. cit.*
3. Phillipson (D. W.), « The Early Iron Age in Eastern and Southern Africa : A critical Re-Appraisal. » *Azania*, XI, 1976, pp. 1-23.
4. Van Noten (F.), « The Early Iron Age in the Interlacustrine Region : the Diffusion of Iron Technology. » *Azania*, XIV, 1979, pp. 61-80 ; *The Archaeology of central Africa*, Graz, 1982.

population du premier âge du fer sur la bordure ouest sud-ouest du lac Victoria vers le milieu du premier millénaire avant J.-C.

Van Noten ne partage pas cet avis et il écrit que les bantuphones dont la culture était celle du dernier âge de la pierre se seraient installés à l'est de la forêt, dans des zones de savane correspondant à leur environnement originel. Ils auraient été chassés de ces régions par des populations venues du nord et qui, elles, étaient porteuses d'une technologie du premier âge du fer.

Qui étaient ces envahisseurs au contact desquels les bantuphones auraient acquis les techniques de la fonte ? Van Noten pense à des populations venues du nord Soudan et de Méroé[1].

Les « Bantu » se seraient-ils également inspirés des céramiques de ces groupes « nordiques » ? Phillipson[2] semble l'admettre quand il attribue à la poterie Urewe une origine septentrionale. En conclusion[3], il propose le schéma suivant, qui permet d'envisager la corrélation entre langue bantu et premier âge du fer :

1 — Vers 1000 avant J.-C. se serait faite l'émergence des langues bantu dans la région de l'actuel Cameroun et au sein de populations à économie du dernier âge de la pierre. Certains groupes auraient entamé une migration vers 600 avant J.-C.

2 — Vers 400 avant J.-C., certains des groupes mis en évidence durant le « stade 1 » seraient entrés en contact avec des populations pratiquant l'élevage des bovins, des ovins, la culture du sorgho et la fonte du fer.

3 — Vers 300 avant J.-C. et symétriquement au déplacement oriental, certains groupes se dirigent vers le sud, vers l'embouchure du fleuve Zaïre.

4 — Vers 400-300 avant J.-C., après avoir contourné la forêt par le nord-est, les groupes qui avaient entamé leurs migrations vers 600 atteignent la région interlacustre où ils créent une culture du premier âge du fer avec céramique Urewe.

5 — Vers 300-100 avant J.-C., quittant la masse des groupes installés en Afrique interlacustre, certains pionniers auraient

1. Van Noten (F.). « The Early Iron Age... », *op. cit.*, pp. 63, 76, 77.
2. Phillipson (D. W.), « The Early Iron Age... » *op. cit.*, « The Spread of the Bantu languages », *Scientific American*, XXCCCVI, 1977, pp. 106-114.
3. *Id.*, « L'expansion bantoue en Afrique orientale et méridionale », *op. cit.*, pp. 672-675.

poursuivi une marche en avant, et ce faisant ils auraient contourné la forêt par le sud puis, se déplaçant vers l'ouest, ils seraient entrés en contact avec les descendants des migrants du courant occidental (stade 3). Un mélange culturel en serait résulté.

6 — Vers 100 avant J.-C. débuterait la migration vers le sud des porteurs de cette culture associant les deux branches bantuphones, occidentale et orientale.

7 — De 300-400 après J.-C. jusque vers 1000-1100, divers stades se succèdent durant lesquels les bantuphones achèvent peu à peu de s'installer dans leur aire actuelle d'occupation, au centre et au sud de l'Afrique.

En Afrique centrale et orientale, le premier âge du fer fut donc introduit sous sa forme achevée, et rapidement généralisé. Au sud du Limpopo, cette innovation apparaît aux IVe et Ve siècles après J.-C., ainsi que les datations obtenues grâce au carbone 14 semblent l'indiquer pour les fouilles de Tzaneen au Transvaal, de Broederstroom près de Pretoria et Ngwenta au Swaziland.

On a longtemps admis sans discussion que le premier âge du fer sud-africain était lié aux bantuphones. Cette idée revenait à étendre à l'Afrique australe les découvertes faites en Afrique orientale. Certains auteurs ont donc automatiquement associé toutes les preuves du premier âge du fer en Afrique du Sud aux seuls bantuphones. Le résultat est que l'arrivée de ces derniers fut reculée pour la faire coïncider avec les analyses au carbone 14 puisque, et par définition, premier âge du fer = bantuphones.

Marianne Cornevin a ainsi tiré argument de cet amalgame pour affirmer que les premiers agriculteurs noirs bantuphones étaient présents en Afrique du Sud 1 200 ans avant l'arrivée des premiers Blancs[1]. Ces affirmations ont été traduites en dix langues[2] par l'UNESCO.

La préface de la première édition du dossier que le MRAP[3]

1. Cornevin (M.), *L'Afrique du Sud en sursis*, Paris, 1977 ; *L'Apartheid : pouvoir et falsification historique*. Paris, 1979.
2. Anglais, espagnol, allemand, italien, portugais , yoruba, haoussa, ibo, hindi, urdu.
3. Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les Peuples. Dossier non daté pp. 3-4.

consacre à l'apartheid permet de mesurer la fragile frontière séparant l'histoire engagée du militantisme politique. Présentant le maître d'œuvre de l'ouvrage, le MRAP écrit :

« Seul pays dans le monde où le racisme, inscrit dans la Constitution, régit tous les domaines de la vie économique et sociale, l'Afrique du Sud est universellement condamnée pour sa politique d'apartheid.

« Cependant, l'information dont nous disposons sur ce pays est rare, partielle et partiale. (...)

« Pour remédier à ce manque d'information si préjudiciable à notre époque, le MRAP a fait appel à Marianne Cornevin.

« L'auteur de cette préface connaît Marianne Cornevin depuis près de 40 ans. Médecin, elle a épousé un historien de l'Afrique. A son contact, elle est devenue elle-même historienne réputée. Sens aigu de la justice et de la vérité, exigence de rigueur dans la documentation, droiture de l'esprit et du cœur, telles sont les qualités que je discerne en elle, dans la meilleure tradition du protestantisme français. (...)

« Depuis quelques années, Marianne Cornevin a accepté de travailler en liaison étroite avec notre Mouvement. Depuis toujours, le MRAP a lutté sur le front de l'apartheid. Sa conviction, en effet, est que, quelle que soit la diversité de ses formes, le racisme est un, et qu'il doit être combattu partout. L'acuité actuelle du problème raciste dans la société française ne doit pas prendre le prétexte de l'éloignement géographique pour ignorer l'excroissance la plus venimeuse et la plus scandaleuse de ce fléau qu'est le racisme. Nul doute que le nouvel ouvrage de Marianne Cornevin ne soit un instrument essentiel de ce combat, commun à tous les hommes de bonne volonté. »

Hélas pour le MRAP et pour l'UNESCO, il semblerait que Marianne Cornevin ait du mal à s'y reconnaître dans les populations sud-africaines. Il est vrai qu'on ne s'improvise pas spécialiste de l'Afrique australe. Marianne Cornevin est certes l'excellente historienne d'autres parties de l'Afrique[1], mais elle n'a probablement pas la vocation de Pic de la Mirandole.

Dans mon livre *Histoire de l'Afrique du Sud*, publié en 1986, j'écrivais :

1. Voir notre chapitre 3.

« Les ancêtres les plus directs des actuelles populations noires de la R.S.A. semblent se mettre en place durant le deuxième âge du fer. L'espace est alors aussi peu densément occupé que durant le premier âge du fer, les pasteurs étant peu nombreux et leur répartition territoriale se faisant en mailles peu serrées.

« Pour justifier une situation acquise ou pour la contester, une véritable " course à l'antériorité " se déroule aujourd'hui à propos de l'Afrique du Sud. Les uns et les autres font assaut d'arguments historiques. Si, du moins, un progrès des connaissances en résultait, les événements dramatiques qui secouent la partie la plus riche du continent africain ne seraient pas entièrement négatifs.

« L'idée dominante dans les médias est que la population noire, considérée comme un vaste ensemble plus ou moins homogène, a été frustrée de ses terres alors qu'elle avait acquis des droits historiques du fait de son antériorité.

« Les certitudes sont moins tranchées. Il n'en existe en fait que deux et tout le reste est pure spéculation, argument idéologique ou même propagande :

« 1. Les datations au carbone 14 apportent la preuve que des populations étaient installées au nord du fleuve Orange durant le premier âge du fer (soit dès les IVe-Ve siècles).

« 2. Nous savons que les premiers colons hollandais s'installent dans la région du Cap à partir de 1652.

« Rien ne permet d'affirmer, comme le fait pourtant Marianne Cornevin, que les populations du premier âge du fer constituent la base de l'actuel peuplement noir d'Afrique du Sud et que, pour cette raison, il serait licite de dire que les ancêtres des Xhosa ou des Sotho étaient déjà installés dans la région au premier millénaire.

« Si la controverse est essentielle, l'argument n'est pas fondé car les différences culturelles permettant de distinguer un deuxième âge du fer d'un premier âge du fer sont telles que le second ne découle pas du premier. Il y a introduction du deuxième âge du fer par une population étrangère à la région et qui apporte cette nouveauté technologique avec elle.

« La réalité est que les actuelles populations noires d'Afrique du Sud sont probablement les descendantes des groupes véhiculant le deuxième âge du fer et qui franchirent le Limpopo à partir des Xe-XIIe siècles. Les communautés du premier âge du fer qui furent éliminées ou absorbées constituent bien une partie du stock génétique des Noirs sud-africains, mais elles ne sont pas leurs ancêtres[1]. »

1. Lugan (B.), *Histoire de l'Afrique du Sud*, *op. cit.*, p. 48-49.

Revenons à Marianne Cornevin et opposons-lui l'*Histoire de l'Afrique* de l'UNESCO[1]. Tout aussi engagé philosophiquement, cet ouvrage a du moins l'intérêt de prendre en compte l'état actuel des recherches et des connaissances. Les conclusions des rédacteurs du chapitre consacré à l'Afrique australe sont claires : le premier âge du fer sud-africain n'est pas automatiquement dû aux Noirs bantuphones, mais au moins en partie aux Khoi-Khoi (Hottentots). Le site de Lydenberg, au Transvaal, daté du vᵉ siècle après J.-C. et qui était brandi comme une des preuves de l'ancienneté des bantuphones au sud du Limpopo, serait même un site « hottentot » !

Cette affirmation conduit à revoir la période d'arrivée des Noirs en Afrique australe au sud du Limpopo, car c'est en effet vers 1100 après J.-C. que s'y achève le premier âge du fer.

En Afrique du Sud, le deuxième âge du fer qui débute au XIIᵉ siècle est associé aux pasteurs bantuphones. Après 1100, les Khoi-Khoi deviendraient éleveurs et ils se seraient mis à coloniser l'extrême sud de l'Afrique australe. Après deux ou trois siècles de formation, les actuelles populations noires émergeraient vers 1500 ; les traditions propres aux Sotho et aux Xhosa indiquent la même profondeur.

L'erreur de Marianne Cornevin s'explique peut-être par le choix insolite de ses sources. Ainsi, page 34 du dossier du MRAP dont elle fut le maître d'œuvre, nous pouvons lire :

> « Dans son numéro du 16 juillet 1981, le grand quotidien sud-africain *The Star* résumait les débuts de l'histoire pré-européenne des Sud-Africains noirs en ces termes :
>
> " Comme l'ont prouvé de façon indiscutable de nombreuses datations au carbone 14 publiées depuis 1969, des communautés d'agriculteurs noirs connaissant la métallurgie du fer étaient établies au IVᵉ siècle de notre ère, soit mille trois cents ans avant le débarquement de Van Riebeeck au Cap, dans tout le Transvaal et dans les zones du Natal favorables à la culture. Au VIIᵉ siècle il y en avait jusque dans l'actuel Transkei (au sud du Natal). " »

1. *Op. cit.*, pp. 630-634.

The Star est un quotidien (libéral au sens anglo-saxon), et en aucun cas une publication historique. Que penserait-on dans la communauté scientifique internationale si un historien américain travaillant sur la Révolution française citait parmi ses sources un éditorial de Jean-François Kahn paru dans l'*Evénement du Jeudi* ?

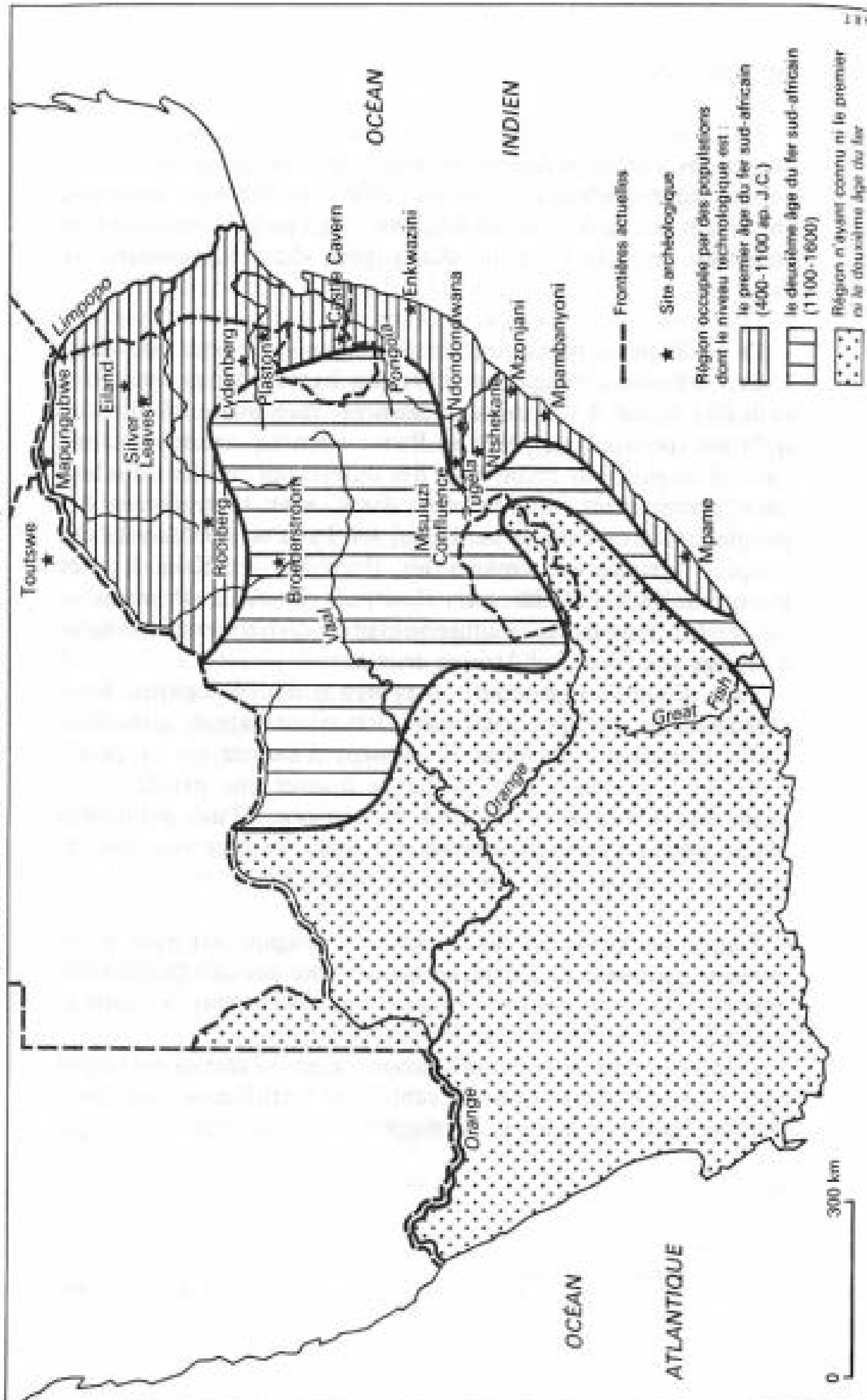
Le phénomène bantu, qui est linguistique, ne peut être élargi à une définition raciale car l'homme bantu n'existe pas. Il a peut-être existé il y a deux millénaires, mais aujourd'hui, ceux qu'il est convenu d'appeler les Bantu n'ont en commun qu'une parenté linguistique recouvrant des différences raciales ou ethniques parfaitement irréductibles. Ainsi, sont bantuphones des peuples pasteurs comme les Hima, les Tutsi ou les Massaï ; des peuples agriculteurs comme les Hutu ou les Kikuyu ; des groupes résiduels de chasseurs récolteurs comme les Pygmées ou encore des populations culturellement et racialement mélangées à l'image des Swahili d'Afrique orientale.

Tout sépare ces groupes : l'apparence morphologique, leurs revendications raciales, leurs spécialités économiques, leurs identités culturelles... De plus, il convient d'insister sur ce point, seuls les linguistes sont à même de trouver une parenté commune aux 450 langues[1] de l'aire bantuphone. D'une population à une autre, l'incompréhension est totale et leur noirceur de peau ne suffit pas à en faire un tout homogène.

Pour le deuxième âge du fer, Oliver et Fagan[2] ont parlé d'une invasion pastorale de l'Afrique bantuphone par des populations appartenant aux groupes linguistiques « Central Sudanic », « Nilotic » ou « Para-Nilotic ».

Comme le type de céramique associé à ces pasteurs a été trouvé dans toute l'Afrique orientale, centrale et méridionale, son introduction rapide et généralisée suggère, à la différence de ce qui

1. Bastin, De Halleux, Coupez, *op. cit.*
2. Oliver (R.), Fagan (B. M.), *Africa in the Iron age : C. 500 BC to AD1400*. *Cambridge, 1975, p. 86.*



LES ÂGES DU FER EN AFRIQUE DU SUD

s'était passé durant le premier âge du fer, des migrations sur une vaste échelle.

Le deuxième âge du fer se caractérise par une nouvelle technologie de la fonte du minerai et par la fabrication d'une nouvelle céramique, lesquelles remplacent les précédentes qui disparaissent sans laisser de traces, même si ici ou là des survivances ont pu être observées.

Les nouveaux venus sont groupés en clans et leur petit nombre se traduit dans l'occupation du sol, davantage apparentée à un saupoudrage qu'à une réelle colonisation. Se déplaçant sans cesse au gré des pâturages et à la suite de l'épuisement des terres de culture, ils n'entameront un processus de sédentarisation qu'à partir du moment où apparaîtra une concurrence pour l'espace. Mais, durant la phase de mise en place liée au deuxième âge du fer, la nature est vierge et les pionniers peu nombreux ; ils peuvent donc considérer que les ressources sont inépuisables.

Les cultures africaines ont conservé les échos lointains et parfois même le souvenir de ces migrations pastorales. Comme elles ne cessèrent jamais, il est difficile de déterminer avec précision de quels mouvements il peut s'agir. Quoi qu'il en soit, les migrations pastorales n'ont probablement pas présenté un aspect massif et ce, pour une simple raison de subsistance du bétail.

Il s'agit avant tout d'une lente et progressive infiltration durant laquelle des groupes essaiment et se détachent de leur clan, que leur départ soit un moyen d'éviter la surpopulation ou réponde à une tout autre cause.

Les familles expulsées ou partant volontairement entraînent avec elles des suivants qui leur sont attachés en raison de la solidarité qui existe au sein des classes d'âge et à la suite des rites d'initiation.

Les nouveaux émigrants ne s'établissent pas très loin ; ils constituent de nouveaux clans qui colonisent à leur tour les espaces vierges, contribuant ainsi à faire avancer le front pionnier pastoral, sans qu'il soit nécessaire d'établir des règles de possession du sol en raison de l'infinie disponibilité des pâturages. Ils conservent des liens mal définis avec le clan dont ils sont issus, revendiquant une vague parenté avec les descendants

de ceux qui ne l'ont pas quitté. Malgré les fragmentations familiales et territoriales, chaque nouveau rameau reconnaît symboliquement l'appartenance à un tout commun supérieur et antérieur à la dissociation.

En Afrique australe, le deuxième âge du fer ou âge du fer moyen dure six siècles. Mason[1] a publié les résultats des fouilles effectuées sur des villages présentant un continuum d'occupation de ± 1060 à ± 1610. Toutes les constructions sont en boue séchée ; elles précèdent la période des constructions en pierre qui débute en Afrique australe à la fin du XVIe siècle — constructions qui paraissent également liées à une économie pastorale. Un siècle auparavant, les premiers murs circulaires du Zimbabwe commencent à être élevés. Le « Grand Enclos », lui, date du XVIe siècle.

Les XVIe et XVIIe siècles paraissent être essentiels dans l'histoire de l'Afrique australe car c'est à ce moment-là que les actuelles populations noires commencent à s'organiser et que des royaumes, des chefferies ou des Etats apparaissent. En Afrique occidentale, la même période peut être mise en évidence.

1. Mason (R. J.), « Early Iron Age Settlements of Southern Africa », *S.A.J.S.*, 69, 1973, pp. 324-326.

VI

AFRIQUE DU SUD, ANTÉRIORITÉ NOIRE OU BLANCHE ?

Dans les médias, l'idée dominante est que les Noirs ont toujours occupé l'Afrique en général, et l'Afrique du Sud en particulier. Dès lors, ils y ont des droits naturels qui découlent de la priorité de leur occupation.

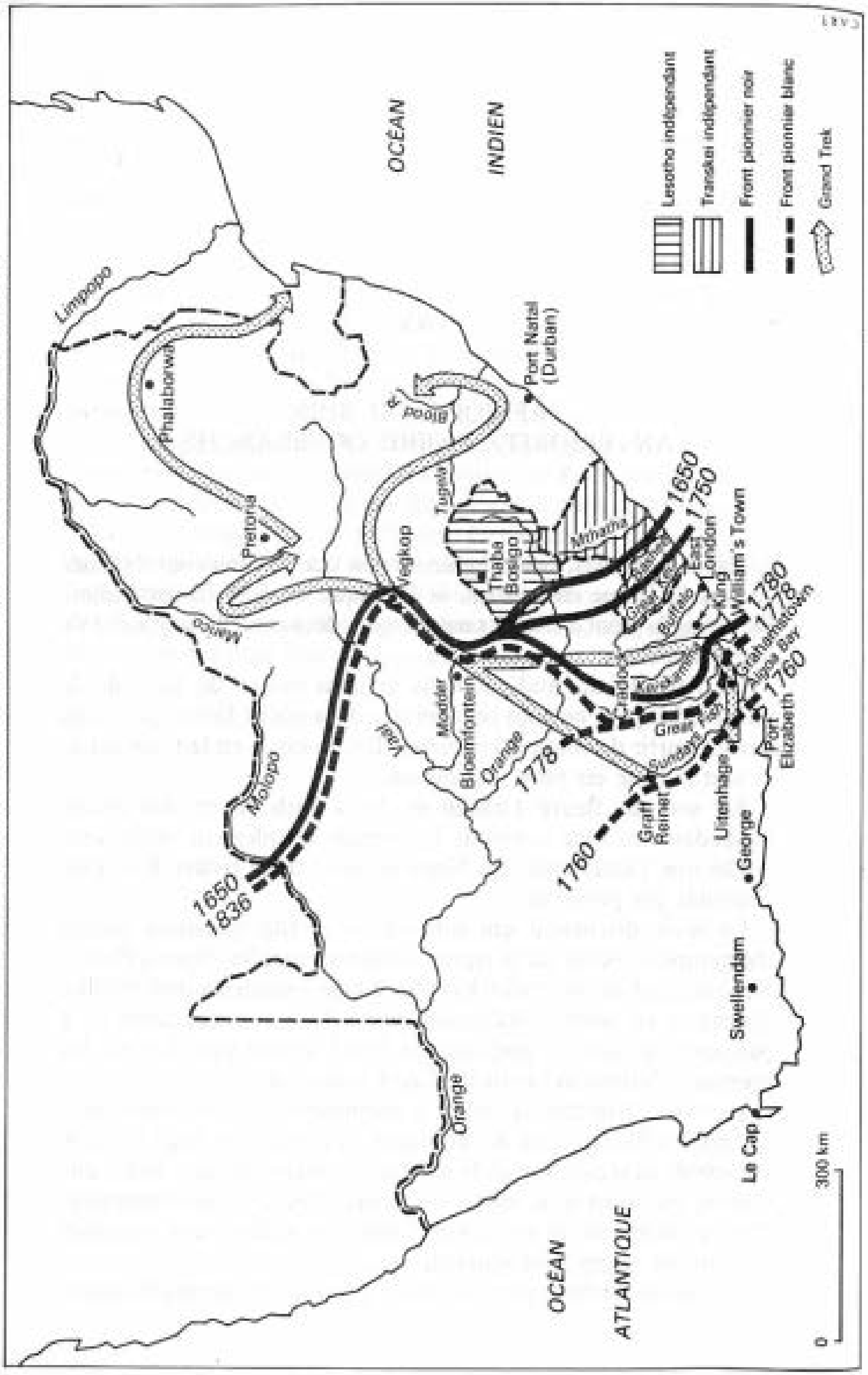
En Afrique du Sud, si nous voulons cesser de faire de la philosophie pour ne nous occuper que de la réalité historique, nous devons partir de données concrètes. Il n'en existe en fait que deux, et tout le reste est pure spéculation.

Au sud du fleuve Orange et de la Fish River, les colons hollandais ont bien constitué le premier peuplement sédentaire, tandis que l'antériorité des Noirs au nord de la rivière Kei n'est contestée par personne.

La seule discussion qui subsiste — et elle subsistera encore longtemps — porte sur la région comprise entre les rivières Fish et Kei : au sud de la rivière Kei, les Xhosa étaient-ils déjà établis, étaient-ils en cours d'établissement ou bien commençaient-ils à parcourir la contrée, poussant du bétail devant eux, lorsque les premiers Européens venus du Cap y parvinrent ?

La vérité scientifique oblige à reconnaître que les Noirs, tout comme les Blancs, sont des étrangers en Afrique du Sud. Les uns ont envahi la région depuis le nord et les autres depuis le sud. Leur marche en avant s'est même en partie effectuée simultanément. C'est au moment de leur contact que la frontière entre les zones blanches et noires s'est imposée.

L'avancée du front pionnier blanc fut favorisée par la possession



LES FRONTS PIONNIERS NOIR ET BLANC EN AFRIQUE DU SUD

du cheval et des armes à feu. La progression des Trekboers se fit au milieu des petits groupes de Khoisan. A la fin du XVIIIᵉ siècle, ces derniers ne sont pas 15 000 dans les immensités qui vont du Cap au fleuve Orange ou à la Fish River. Refoulés vers le nord ou réduits en esclavage, ils ne subsistent bientôt plus comme groupe racial véritablement autonome. Certains furent intégrés comme serviteurs dans la société blanche des Trekboers, d'autres, qui en étaient en partie issus, la refusèrent. Ainsi les Griqua, mélange de métis nés au XVIIᵉ siècle de pères hollandais et de mères khoisan, et d'autres Khoisan du groupe griqua, émigrèrent-ils vers la confluence des fleuves Orange et Vaal en 1775.

En moins d'un siècle, de la fin du XVIIᵉ aux trois quarts du XVIIIᵉ, la zone de colonisation blanche s'étend considérablement vers le nord. Demeurées jusque-là arc-boutées sur l'arrière-pays du Cap, les fermes et les installations permanentes vont être créées jusqu'à un millier de kilomètres de l'ancien comptoir hollandais.

Durant la même période, venus du nord, les Xhosa se lancent eux aussi à la conquête de ces immensités vides d'hommes. Le phénomène est bien connu et il permet de matérialiser avec précision les lieux de la rencontre conflictuelle et ses dates. Il permet de donner avec rigueur la période de la première rencontre entre les Noirs et les Blancs. Il permet enfin d'affirmer que sur une part importante de l'actuelle Afrique du Sud, les Blancs sont arrivés avant les Noirs. Et pourtant, face à cette certitude scientifique, les idéologues et les médias persistent à véhiculer leurs clichés obsolètes. Il est donc nécessaire, une fois de plus, de réexpliquer la réalité des choses.

Les premiers Noirs que rencontrent les Trekboers, les Xhosa, appartiennent au groupe linguistique nguni dont le territoire actuel est la bande côtière fertile et arrosée qui s'étend sur 1 000 kilomètres du nord au sud, depuis l'actuel Swaziland jusqu'à l'est de la province du Cap.

Aux XVIᵉ-XVIIᵉ siècles, ils étaient en partie sédentarisés au nord de la rivière Bashee où ils occupaient l'espace, divisés en groupements familiaux séparés par de vastes zones inhabitées où, à la différence des Zulu, ils ne constituèrent pas d'Etat.

Leur territoire pris au sens le plus large était délimité par le

Drakensberg, à l'ouest, où subsistaient des groupes de San, et l'actuel Transkei où vivaient des communautés khoi. Etant donné que les premiers Xhosa étaient à la fois divisés et peu nombreux, ils ne purent réellement s'imposer aux Khoisan. Cherchant à se faire accepter, ils pratiquèrent avec eux des alliances matrimoniales, ce qui explique leur teint souvent plus clair que celui des autres Noirs d'Afrique du Sud et l'usage des clics dans la langue xhosa.

En perpétuel déplacement à la recherche de pâturages, des éclaireurs avaient probablement franchi la rivière Kei dès le début du XVIIIe siècle, mais les Xhosa n'occupèrent pas véritablement la région. C'est durant la seconde moitié du XVIIIe siècle qu'ils entamèrent un mouvement de sédentarisation.

Vers 1770, les Trekboers, éleveurs comme les Xhosa, entrent en contact avec ces derniers dans cette zone tampon comprise entre les rivières Kei et Fish. Entre les deux peuples pasteurs, l'un noir venant du nord et l'autre, blanc, arrivant du sud, un front pionnier, mouvant, s'établit, le long duquel les affrontements dureront un siècle.

Les raisons qui expliquent cette longue série de heurts dans la région sont d'ordre géographique : nous sommes en présence d'un corridor, d'un couloir de passage compris entre le Drakensberg et l'océan Indien dans lequel s'engouffrent les bantuphones non encore sédentarisés.

Entre Xhosa et Boers qui pratiquent une même activité essentiellement pastorale, le choc était prévisible. Marianne Cornevin écrit qu'au sud de la rivière Fish, débute la zone pastorale de transition entre les steppes du sud et les pâturages du nord. La région était donc névralgique, tant pour les Boers que pour les Xhosa. Pour les premiers, elle « correspondait au début d'un pays béni apparu après 700 kilomètres de sécheresse »; pour les seconds, elle marquait la fin des herbages accueillants[1].

Sur cette zone tampon, les deux peuples pasteurs entrent en concurrence économique. Il ne pouvait qu'en résulter des affrontements et un partage des pâturages imposé par les armes. Les méthodes d'élevage allaient directement provoquer les heurts,

1. Cornevin (M.), *L'Apartheid : pouvoir et falsification historique*, *op. cit.* Cette affirmation ne correspond pas à la réalité géographique locale. C'est en manipulant non seulement l'histoire, mais encore la géographie que les tiers-mondistes défendent leurs postulats.

dans la mesure où les Boers avaient l'habitude de laisser paître leurs troupeaux en toute liberté après avoir marqué les animaux au fer rouge. Pour les Xhosa qui gardaient toujours les leurs, des bovins sans vachers n'appartenaient à personne, ce n'était que du bétail sans maître qu'ils pouvaient donc s'approprier. Les Boers n'entendaient évidemment pas se laisser déposséder sans réagir, et ils lançaient alors des expéditions punitives en territoire xhosa.

C'est donc vers 1770 que les avant-gardes blanches et noires entrent en contact. Désormais, pour les deux peuples, l'espace n'est plus libre, mais il est à conquérir. Un phénomène de frontière mouvante apparaît alors, tantôt au profit des uns, tantôt au profit des autres. Durant cette période, les derniers groupes de Khoisan, essentiellement des Khoi-Khoi qui constituaient la seule population de la région, sont éliminés car ils aident les deux camps à la fois ou successivement.

Le Zuurveld fut la zone la plus contestée. Cette région, comprise entre l'océan Indien au sud, les monts Winterberg au nord, les rivières Fish à l'est et Sundays à l'ouest, est originale à bien des égards. C'est une zone de plaines couvertes d'une végétation propice au bétail, mais uniquement durant une moitié de l'année : de la mi-août à la mi-janvier. Durant les six autres mois, les troupeaux doivent trouver leur pâture dans les vallées des cours d'eau.

En 1760, les Boers atteignent la rivière Sundays et leur occupation se fait à l'intérieur de l'arc de cercle des monts Sneewberg, Graff Reinet devenant le centre de colonisation de la région.

A la même époque, les Xhosa franchissent la rivière Great Kei. Les deux fronts pionniers s'avancent donc lentement l'un vers l'autre, broyant durant leur progression les petits groupes de Khoi-Khoi pris dans leur étau.

Jusqu'en 1740, les Xhosa ont vécu entre les rivières Mthatha et Bashee (ou Mbashe). S'y considérant trop à l'étroit, Langa (1704-1794), un fils du roi des Xhosa, décide d'aller à la découverte de pâturages nouveaux et il part vers le sud. Il traverse la rivière Kei et se dirige vers la Fish, mais il se fixe à l'est de la rivière Tyume. Dix ans plus tard, en 1750, son demi-

frère Phalo (1702-1775) franchit à son tour la rivière Kei et vient établir son kraal à proximité de l'actuelle King William's Town, au Ciskei.

Quand Phalo meurt, en 1775, les Xhosa n'ont pas dépassé la rivière Tyume.

L'expansion xhosa n'est pas comparable à celle que les Zulu entreprendront au XIXe siècle. Chez les Xhosa, il n'existe pas d'Etat central, pas de volonté commune, pas de direction unique. La caractéristique économique est, comme chez les Zulu, l'habitat dispersé en unités familiales élargies — les kraals — dans lesquelles l'on élève du bétail tout en cultivant le sol. Les premiers témoins européens ont remarqué que le cœur de chaque zone de groupement des Xhosa était le plus souvent une rivière avec sa vallée qui permettait au bétail de toujours trouver de l'herbage.

Trois races vont donc se combattre dans cet espace aux frontières mouvantes : les Blancs, les Khoi-Khoi et les Xhosa. Tour à tour, les Blancs et les Noirs eurent l'avantage. Dans ces espaces immenses, mais vides d'hommes, ce furent les Xhosa qui ouvrirent les hostilités en pénétrant dans la région comprise entre les rivières Sundays et Fish et qui était devenue le territoire des Blancs.

Le mouvement avait commencé avec la nomadisation de certains groupes xhosa dans la zone comprise entre la Kei et la Keiskamma. En 1778, le gouverneur hollandais Van Plettenberg, faisant la « part du feu », reconnut aux Xhosa la possession du territoire côtier compris entre les rivières Kei et Bushman.

En 1780, changeant de politique, les autorités du Cap décidèrent de repousser la frontière à la rivière Fish, ce qui provoqua évidemment des troubles.

Le principal problème était posé par la désunion des Xhosa. Aucun chef n'était reconnu par les autres et encore moins mandaté pour parler en leur nom. Dans ces conditions, comment négocier : chaque accord n'engageait qu'un chef local et n'était pas accepté par les autres.

Les divisions internes des Xhosa débouchent en 1779 sur une véritable guerre civile au nord de la rivière Fish. Les vaincus, dont Langa, cherchent refuge au sud de la rivière, et ils traversent le

Zuurveld en pillant les fermes hollandaises. Langa s'installe en 1780 sur la rive ouest de la Bushman river, mais il sait bien qu'il n'est pas chez lui. Aussi demande-t-il asile aux autorités hollandaises et, pour gagner leurs bonnes grâces, restitue-t-il le bétail et les chevaux razziés chez les Blancs. Adriaan Van Jaarsveld, le représentant local du gouverneur, lui ordonne de repartir de son propre chef et le menace de représailles en cas de refus. Langa se résigne, mais seul, car les autres chefs xhosa demeurent sur le territoire qu'ils viennent d'occuper.

En 1781, Van Jaarsveld, aidé par des Khoi-Khoi, entreprend de vider le Zuurveld des envahisseurs. L'action des kommandos[1] connue sous le nom de première guerre de frontière (1779-1781) aboutit à la victoire des Blancs. Les Xhosa reconnaissent la rivière Fish comme frontière entre leur territoire et celui des Hollandais. Mais ni les uns ni les autres ne respectent l'accord puisque Blancs et Noirs continuent à franchir la rivière.

Le problème était évidemment compliqué par le fait que les groupes xhosa fugitifs qui avaient franchi la rivière Fish préféraient se battre farouchement contre les Blancs plutôt que de se laisser refouler sur l'autre rive de la Fish où ils auraient eu à subir de terribles représailles de la part de leurs frères d'outre-Fish. Mais rien n'est simple ! Lorsque les Trekboers s'opposent au gouvernement, ils sollicitent l'aide de certains Xhosa et quand les Xhosa se battent entre eux, les Blancs soutiennent leurs alliés. Quant aux Khoi-Khoi (Hottentots), ils se mettent au service des Blancs contre les Xhosa et leurs alliés San (Bushmen).

Les migrations xhosa ne cessant à aucun moment, en 1786 ils sont plus nombreux que les Blancs dans le Zuurveld. En 1789, quatre chefs xhosa traversent la rivière Fish, poussés vers le sud par la sécheresse. Quand elle prend fin, ils ne rentrent pas chez eux. Au même moment, la guerre civile fait rage chez les Xhosa au-delà de la Fish et les vaincus fuient en deçà — c'est-à-dire en zone blanche — pour échapper au massacre. En règle générale les Xhosa septentrionaux ne posent pas de pro-

1. Unités de cavalerie boers composées de soixante à cent vingt volontaires.

blèmes aux Hollandais. Ceux qui ont franchi la rivière Fish et qui tentent de supplanter les Blancs dans le Zuurveld sont même considérés par eux comme des rebelles.

Ndlambe (1740-1828), le petit-fils de Phalo, dernier roi de tous les Xhosa avant les guerres civiles et la grande division qui en résulta, est le chef des Xhosa du nord. C'est un homme volontaire qui veut réunifier la nation xhosa sous son autorité en pacifiant les clans fugitifs et rebelles de l'Ouest et ceux de l'Est. Il n'hésite pas à s'allier aux Blancs pour combattre les rebelles du Zuurveld. C'est ainsi qu'en 1789, il entre en guerre contre Langa qui s'est installé de l'autre côté de la Fish, sur le territoire de la colonie du Cap.

La politique de Ndlambe débouche sur des conflits supplémentaires à l'est de la Fish river et de plus en plus nombreux sont les Xhosa fugitifs qui viennent se réfugier en territoire blanc. Ce sont des vaincus qui n'ont plus de troupeaux et qui sont au bord de la famine. Ils ne se sentent pas liés par les accords passés avec les Hollandais et n'hésitent pas à attaquer les fermes et à razzier le bétail. En 1789, un kommando est envoyé avec mission de les repousser sur l'autre rive de la rivière Fish, mais son chef temporise et les Boers, excédés, décident de régler eux-mêmes la question. Ils entrent donc en campagne et ils écrasent les Xhosa.

De 1793 à 1812, les guerres ne cessent plus entre les Blancs et certains clans xhosa.

En 1793, un fort parti de Xhosa fuyant Ndlambe lance un raid dans le Zuurveld. Cette même année, les Hollandais proposent une alliance à Ndlambe qui l'accepte afin de rétablir son autorité sur les Xhosa de l'Ouest. Blancs et Xhosa « légitimistes » fondent sur les envahisseurs du Zuurveld qui résistent opiniâtrement et réussissent à contre-attaquer. Ils prennent même l'avantage et les colons blancs doivent abandonner leurs fermes. Cette situation ne dure pas longtemps car deux kommandos rétablissent la situation. Certains Xhosa sont alors repoussés sur l'autre rive de la Fish où Ndlambe les attend et les massacre. Mais il reste des Xhosa dans le Zuurveld, à l'ouest de la rivière, et dès que les kommandos partent, les infiltrations reprennent.

En 1797, Ngqika (1775-1829), un neveu de Ndlambe, annonce que son territoire s'étendra désormais jusqu'à la rivière Sundays, loin en zone blanche. Avec ses guerriers et des Khoi-Khoi alliés, il conquiert en effet une partie de la région. Un kommando de trois

cents Boers est même battu et 200 soldats britanniques — depuis 1795, la colonie du Cap est sous souveraineté britannique — commandés par le général Vandeleur sont repoussés dans les fortifications d'Algoa Bay.

En 1798, il ne demeure plus dans le Zuurveld qu'un tiers des colons qui y étaient antérieurement établis. La guerre va donc reprendre, car Londres ne peut laisser agir les Xhosa sans intervenir. De 1793 à 1802, la troisième guerre de frontière va se dérouler, qui verra le recul du front pionnier blanc.

Les Britanniques envoient des renforts, mais en 1801, les Xhosa de Ngqika et leurs alliés khoi-khoi lancent des raids en direction de Graff-Reinet et de Uitenhage. Dans la région, 470 fermes boers sur un peu plus de 1 500 — soit 30 % de l'ensemble — sont abandonnées et pillées.

Pour la seconde fois, les Blancs reculent. Vont-ils être chassés de cette région dans laquelle ils ont l'antériorité de la présence ? Non, car des failles apparaissent dans l'alliance Khoi-Khoi-Xhosa, et entre les Xhosa eux-mêmes.

En 1803, Ngqika et Ndlambe s'affrontent. Ndlambe est battu et il se réfugie dans le Zuurveld, à l'ouest de la rivière Fish. Le gouverneur Janssens comprend que la seule solution politique qui permettrait le retrait xhosa du Zuurveld consisterait en une paix généralisée au sein de la nation xhosa. Les guerres civiles successives déversent en effet périodiquement en zone blanche des flots de guerriers vaincus. Les autorités du Cap tentent alors de rapprocher l'oncle Ndlambe de son neveu Ngqika, mais leurs bons offices échouent car elles ne sont pas en mesure de garantir à Ndlambe que Ngqika ne le massacrera pas dès qu'il aura franchi la rivière Fish pour retourner en territoire xhosa.

En 1806, la Grande-Bretagne décide de séparer les Boers et les Xhosa. Afin de maintenir une position d'arbitrage, le gouverneur de la colonie du Cap ordonne aux Xhosa de repasser la rivière Fish et il interdit aux Boers de les provoquer.

Cette politique ne donne aucun résultat ; les Britanniques sont des nouveaux venus en Afrique et ils ne saisissent pas encore toutes les subtilités des situations locales. Pour eux, les luttes intestines de la nation xhosa demeurent un mystère. Comment pourraient-ils s'y retrouver entre les clans rivaux ? Du moins ont-ils la sagesse de poursuivre la politique qui fut celle des gouverneurs hollandais du

Cap : toujours appuyer les Xhosa d'outre-Fish contre ceux qui ont traversé la rivière pour venir s'établir au Zuurveld.

Ngqika vient d'ailleurs de se proclamer grand chef de tous les Xhosa, mais ceux du Zuurveld ne le reconnaissent pas. Les Britanniques et lui sont d'accord sur un point qui est de contrôler ces derniers. Londres observe donc une bienveillante neutralité, laissant Ngqika imposer son pouvoir aux clans désunis. Mais Ndlambe entre en guerre contre lui et le bat, puis il retourne au Zuurveld.

Au même moment, d'autres Xhosa tentent une percée au cœur de la zone blanche. En 1808, un élément avancé xhosa s'enfonce profondément à l'ouest de la rivière Sundays. Cette fois-ci, les Britanniques jugent que les Xhosa ont commis l'irréparable. Le gouverneur Caledon décide d'en finir avec eux. Le lieutenant-colonel Graham reçoit une mission précise : leur faire repasser la rivière Fish. Avec ce changement d'attitude de la part des Britanniques, va prendre fin la longue période de difficile cohabitation entre les Blancs et les Xhosa.

Les deux fronts pionniers, le boer et le xhosa, étaient à force égale. Les uns ou les autres avaient tour à tour l'avantage. Ils se connaissaient. Dans une certaine mesure, des alliances étaient conclues. Pour les Boers, tous les Xhosa n'étaient pas mauvais. Certains étaient même leurs amis, ou du moins leurs alliés. Les Britanniques ne s'encombrent pas de ces subtils distinguos : pour eux, un Xhosa au sud de la rivière Fish est un pillard séjournant illégalement sur les terres de la Couronne.

Ndlambe ne fait rien pour que le colonel Graham soit conduit à changer d'avis : en 1809, il assassine des colons et refuse de se soumettre à l'ordre d'expulsion qui lui est signifié. Les Blancs restent impuissants, ce qui encourage d'autres Xhosa à venir s'installer au Zuurveld.

Le 5 novembre 1811, un nouveau gouverneur débarque au Cap. Il s'agit de Sir John Cradock, un homme énergique qui comprend vite qu'il a désormais le choix entre abandonner tout l'arrière-pays au sud de la rivière Fish aux envahisseurs xhosa ou leur faire repasser la rivière. Comme les moyens pacifiques ont échoué, il décide de mettre sur pied une véritable expédition militaire et tous les Blancs valides des districts de Swellendam, George, Graff-Reinet et Uitenhage sont invités à rejoindre leurs kommandos.

Le colonel Graham, nommé commissaire civil et militaire, est mis à la tête d'une force d'intervention composée de 594 soldats du régiment hottentot du Cap, des kommandos boers des districts énumérés plus haut et de quelques centaines d'hommes venant de diverses unités. Il reçoit la mission d'expulser tous les Xhosa du Zuurveld et de leur faire repasser la rivière Fish, de préférence pacifiquement, mais si cette manœuvre échouait, il aurait toute latitude d'user de la force. La quatrième guerre de frontière est sur le point d'éclater.

Fin décembre 1811, neuf Blancs sont assassinés. Graham lance alors son offensive. Ses forces, divisées en trois colonnes, dispersent les Xhosa. En trois mois tout est fini, et en mars 1812 les Xhosa ont repassé la rivière Fish ; ils n'étaient que 8 000, chiffre qui ramène à sa juste proportion la démographie noire de l'époque.

Graham persuade le gouverneur qu'il est nécessaire de fonder une série de postes sur la rive occidentale de la rivière Fish afin d'interdire toute nouvelle intrusion xhosa. Une trentaine de fortins sont effectivement construits depuis le Drakensberg jusqu'à l'Océan. Le plus septentrional de ces ouvrages est édifié sur l'emplacement même d'une ferme appartenant à un Boer et il deviendra une ville, l'actuelle Cradock. Le plus méridional donnera naissance à l'actuelle Grahamstown.

Ndlambe et tous les Xhosa du Zuurveld expulsés, la paix règne dans la région durant quelques années. Désormais, la frontière est bien matérialisée et surtout elle est fermée.

La cinquième guerre de frontière (1818-1819) a pour origine non plus les empiètements xhosa, mais l'opposition de Ndlambe et de Ngqika devenus voisins depuis le rapatriement des Xhosa du Zuurveld. L'évolution de cette guerre est différente de celles qui l'ont précédée dans la mesure où les Britanniques prennent résolument le parti d'un clan xhosa contre un autre. En effet, les Xhosa méridionaux sont partagés en deux factions, l'une commandée par Ndlambe et l'autre par Ngqika, allié des Anglais et qui sollicite leur intervention.

Depuis le mois de juin 1818, la situation de Ngqika est en effet tragique car il a été battu par Ndlambe qui le poursuit, l'obligeant à se réfugier en zone blanche. Comme il a toujours été un homme

loyal, les autorités de la colonie lui accordent l'asile et se préparent à intervenir contre son rival et oncle.

Une force britannique franchit la rivière Fish, razzie 2 300 têtes de bétail aux partisans de Ndlambe et restaure le pouvoir de Ngqika qui se venge dans le sang. Cette victoire ne marque pas la fin des hostilités car un sorcier, mi-devin, mi prophète, Makama le Gaucher, prend la tête du parti de Ndlambe et attaque Grahamstown, le poste le plus méridional de la ligne de fortification édifiée à partir de 1812. Ce sont 10 000 guerriers qui se ruent à l'assaut du poste, mais ils sont repoussés par 323 hommes commandés par le capitaine Charles Trapper.

Une contre-attaque est lancée et Ndlambe prend la fuite. En remerciement, Ngqika cède à la Grande-Bretagne toute la zone comprise entre les rivières Fish et Keiskamma. Cette fois-ci, c'est le front pionnier xhosa qui recule et le territoire de ces derniers qui est entamé. Les Britanniques expulsent les Xhosa de cette région afin de constituer un territoire tampon, matérialisé par les rivières Fish et Keiskamma. Ils espèrent qu'ainsi les Boers et les Xhosa ne pourront plus se rencontrer, donc se heurter.

Cette décision est bien éphémère, car les Xhosa refusent de l'appliquer. Le gouverneur britannique l'annule d'ailleurs bientôt en les autorisant à franchir la Keiskamma pour venir faire paître leurs bovins dans le territoire neutre. Les vols de bétail reprennent aussitôt, les cavaliers boers se forment en kommando et s'enfoncent en zone xhosa afin d'y récupérer leur bien.

En 1820, 5 000 colons britanniques — des officiers en retraite, des soldats vétérans de toutes les campagnes, mais aussi des chômeurs — sont installés dans le Zuurveld rebaptisé Albany. Chaque nouveau venu y reçoit un lot de 100 ares de terre à défricher. Désormais, la région n'est plus sous-peuplée par les Blancs et les Xhosa auront du mal à y pénétrer. Le mouvement migratoire xhosa vers le sud paraît cette fois-ci définitivement bloqué.

En 1824, les Britanniques permettent à Ngqika de s'installer entre les rivières Buffalo et Keiskamma. En 1825, des victimes de l'expansion zulu, les Ngwane, attaquent les Tembu[1], puis ils

1. Un clan xhosa.

menacent Ngqika et tentent de pénétrer dans la zone qu'il contrôle, mais ce dernier parvient à les repousser. En 1827, le mouvement s'amplifie et c'est tout le territoire xhosa qui est attaqué par d'autres Noirs, au nord et nord-est. Les Britanniques interviennent pour stopper cette invasion, mais les événements ont des répercussions sur la frontière entre le territoire des Blancs et celui des Xhosa. Les escarmouches ne cessent plus, les contre-razzias succèdent aux razzias. La sixième « guerre cafre » (terme désuet pour désigner les guerres de frontière) éclate ainsi en 1834, mais la présence de milliers de colons anglais dans la zone menacée contraint les autorités à intervenir aux côtés des Boers. L'issue des combats demeure un moment incertaine, 12 000 Xhosa, courageux et bien entraînés, ayant choisi l'offensive. Du côté blanc les pertes sont lourdes, mais les unités anglaises, les kommandos boers et les supplétifs griqua (des Khoi-Khoi) parviennent à stopper la ruée des Noirs. Dans une seconde phase, les guerriers sont refoulés au nord de la rivière Kei ; au XVIIIe siècle, cette dernière marquait d'ailleurs comme nous l'avons vu la limite sud des territoires peuplés par les bantuphones.

Cette sixième « guerre cafre » a des conséquences politiques immédiates car les Britanniques décident d'en finir une fois pour toutes avec les Xhosa. Ils annexent la partie de leur territoire comprise entre les rivières Keiskamma et Kei qui devient la « Province de la reine Adélaïde ». Pour y maintenir la paix, ils y édifient des forts, et les groupes xhosa qui n'ont pas passé la rivière Kei sont cantonnés à l'intérieur de territoires bien délimités. Le début de la politique des zones tribales (bantustan) est donc dû aux Britanniques et non aux Boers.

Les Boers de la frontière pouvaient être satisfaits. Pour la première fois, les Anglais avaient, selon eux, fait preuve de fermeté dans la conduite de la politique indigène. Les Boers étaient donc les grands vainqueurs de cette guerre, mais ils n'eurent pas à se réjouir longtemps car la London Missionary Society (LMS), par la plume et par la voix du docteur Philip[1], déclencha en Grande-

1. Ross (A.), *John Philip (1775-1851) : Missions, Race and politics in South Africa*. Aberdeen, 1986.

Bretagne même une vigoureuse campagne d'opinion contre la décision d'annexion d'une partie du territoire xhosa. En décembre 1835, Lord Glenelg, secrétaire d'Etat aux Colonies, ordonnait au gouverneur britannique du Cap d'avoir à restituer aux Xhosa la « Queen Adelaïde Province ». En 1836, Sir Benjamin d'Urban, en exécution des ordres reçus, replia ses troupes, détruisit les forts et signa des traités avec les Xhosa. La situation d'avant 1834 était rétablie sur la frontière.

La sixième « guerre cafre » et l'annexion territoriale provisoire qui la suivit avait un instant rapproché Boers et Anglais. L'obligation de restitution faite par Londres au gouverneur d'Urban ne put que provoquer la colère des Boers. Désormais, il était clair pour eux que la politique anglaise dans la région n'avait qu'un seul but : favoriser les Xhosa aux dépens des Blancs. Après la rétrocession du « Kaffirland », la rupture est consommée entre les Anglais et les Boers.

Ces derniers sont furieux car leurs fermes vont une fois de plus se trouver en première ligne face aux maraudeurs. Leur opposition à la Grande-Bretagne en est confortée. Les plus intransigeants y trouvent la confirmation de leur décision de quitter la colonie du Cap et de mettre un maximum de distance entre les Anglais et eux. D'une certaine manière, le « Grand Trek » fut encouragé par l'absence de politique britannique cohérente vis-à-vis des indigènes. (Voir chapitre 12, p. 215.) Ceux qui décidèrent de rester levèrent des kommandos destinés à empêcher les Xhosa d'attenter à leurs biens. Au lieu de régler les problèmes, la sixième guerre ne faisait donc que les amplifier. La rétrocession décidée dans un but de paix n'avait fait qu'envenimer les rapports entre Boers et Xhosa. Comme ils étaient naturellement tendus, un prétexte suffirait pour qu'une nouvelle guerre ensanglante la frontière.

Pour les éleveurs des deux races, il était nécessaire qu'une frontière naturelle constituant un véritable obstacle séparât les pâturages.

D'autres guerres suivront, mais les Xhosa cessèrent la lutte en 1853, après la huitième « guerre cafre » à la suite de laquelle ceux du sud furent placés sous la tutelle de conseillers anglais chargés d'assister leurs chefs. Il en résulta une crise psychologique grave car, de guerre en guerre, les Xhosa avaient fini par perdre une partie de leurs terrains de parcours. Ces pasteurs allaient-ils devoir se transformer en agriculteurs puisque, désormais, leurs méthodes traditionnelles d'élevage transhumant n'étaient plus possibles ?

Le « suicide national » de 1857 est la conséquence directe de cette crise existentielle débouchant sur une réaction messianique aux suites dramatiques. En 1856, une jeune fille annonça qu'elle avait eu une vision : la puissance xhosa serait restaurée, les Blancs partiraient, le bétail serait multiplié et les morts ressusciteraient si l'on suivait à la lettre la prophétie qu'elle transmettait. Il fallait, pour que le ciel s'ouvre et que deux soleils apparaissent, tuer tout le bétail, empêcher les récoltes et détruire les réserves alimentaires. Au mois d'août suivant, tout ce qui aurait été détruit serait remplacé et multiplié par les dieux. Alors, les pasteurs qui chérissaient tant leur bétail l'égorgèrent ; des centaines de milliers de charognes se décomposèrent. Les vautours et autres charognards n'étaient pas assez nombreux pour nettoyer les carcasses pourries. Les récoltes encore sur pied furent saccagées et les réserves de grains brûlées ou noyées. Le jour fixé pour la prophétie fut bien entendu un jour comme les autres, même s'il fut étrangement silencieux. Quand la nuit tomba, les Xhosa du sud comprirent qu'ils allaient désormais subir une terrible famine. Les morts se comptèrent par dizaines de milliers et les survivants vinrent implorer des secours à l'intérieur du territoire de la colonie du Cap. Les Xhosa ne constitueraient plus un danger pour les établissements européens. La longue série des « guerres cafres » s'achevait, faute de combattants.

Les Britanniques en profitèrent pour installer 6 000 colons — dont de nombreux Allemands — dans l'arrière-pays du port d'East London fondé en 1848. Le pays xhosa, en partie vidé de ses habitants, fut englobé dans la British Kaffraria, laquelle fut cédée à la colonie du Cap en 1866.

Ces longs développements sur les Xhosa et les guerres de frontière ont permis de situer exactement l'antériorité des Blancs ou des Noirs dans la région. La frontière a certes bougé dans les deux sens, mais nous savons où la rencontre s'est faite entre ces deux peuples étrangers à la région que sont les Xhosa et les Boers. Les médias continueront pourtant à parler de l'antériorité des Noirs dans toute l'Afrique australe.

Dans le centre de l'Afrique du Sud, les Blancs possèdent également l'antériorité de la présence sur de vastes territoires. Le phénomène est plus difficile à analyser que sur la façade de l'océan Indien, les limites territoriales étant plus imprécises et susceptibles d'évoluer avec le progrès de la recherche. Les lignes qui suivent constituent donc l'état actuel de la question, en 1989.

Au XIXe siècle, entre le Limpopo et les régions situées au nord du fleuve Orange, vivaient des populations différentes des Nguni. Il s'agissait des Sotho, divisés en trois grands groupes, les Pedi ou Sotho du Nord, les Sotho du Sud et les Tswana.

Les plus méridionaux de tous les Sotho, c'est-à-dire ceux qui entrèrent les premiers en contact avec les Blancs, étaient les Rolong, qui vivaient au sud du fleuve Molopo, les Fokeng, les Tlhaping et les Taung. Leurs zones de sédentarisation sont indiquées sur la carte de la page 112. Au sud de cette zone, l'on ne trouvait que des chasseurs-cueilleurs-récolteurs ou éleveurs, les Khoisan qui, nous l'avons déjà dit, ne sont pas des Noirs.

Comme tous les autres Noirs, les Sotho sont des envahisseurs en Afrique australe. Comme tous les autres bantuphones, ils n'ont atteint ce terme ultime de leurs migrations qu'après des siècles de marche vers le sud.

Les traditions orales propres aux peuples sotho méridionaux indiquent qu'en 1900, les Rolong et les Tlhaping occupaient leurs homelands depuis 21 générations, et les Hurutshe depuis 17, soit environ les XIII-XIVe siècles, ce qui correspondrait au 2e âge du fer.

Au sud du fleuve Caledon, au Lesotho, leur installation remonte à environ 1700. Quant à la partie orientale de leur actuelle zone d'habitat, les traditions orales permettent d'y dater leur arrivée vers 1600. Plus au nord, ils sont plus anciens, et les traditions de la région de Phalaborwa indiquent des dates plus hautes que les XIV-XVe siècles. Mais nous arrivons là aux limites extrêmes de fiabilité des sources orales et nous devons nous appuyer sur d'autres éléments d'approche historique, comme l'archéologie qui permet de dater leur installation dans cette partie septentrionale de l'Afrique du Sud entre les Xe et XIe siècles, c'est-à-dire en liaison avec l'introduction du deuxième âge du fer.

VII

QUAND DES NOIRS VENDAIENT D'AUTRES NOIRS

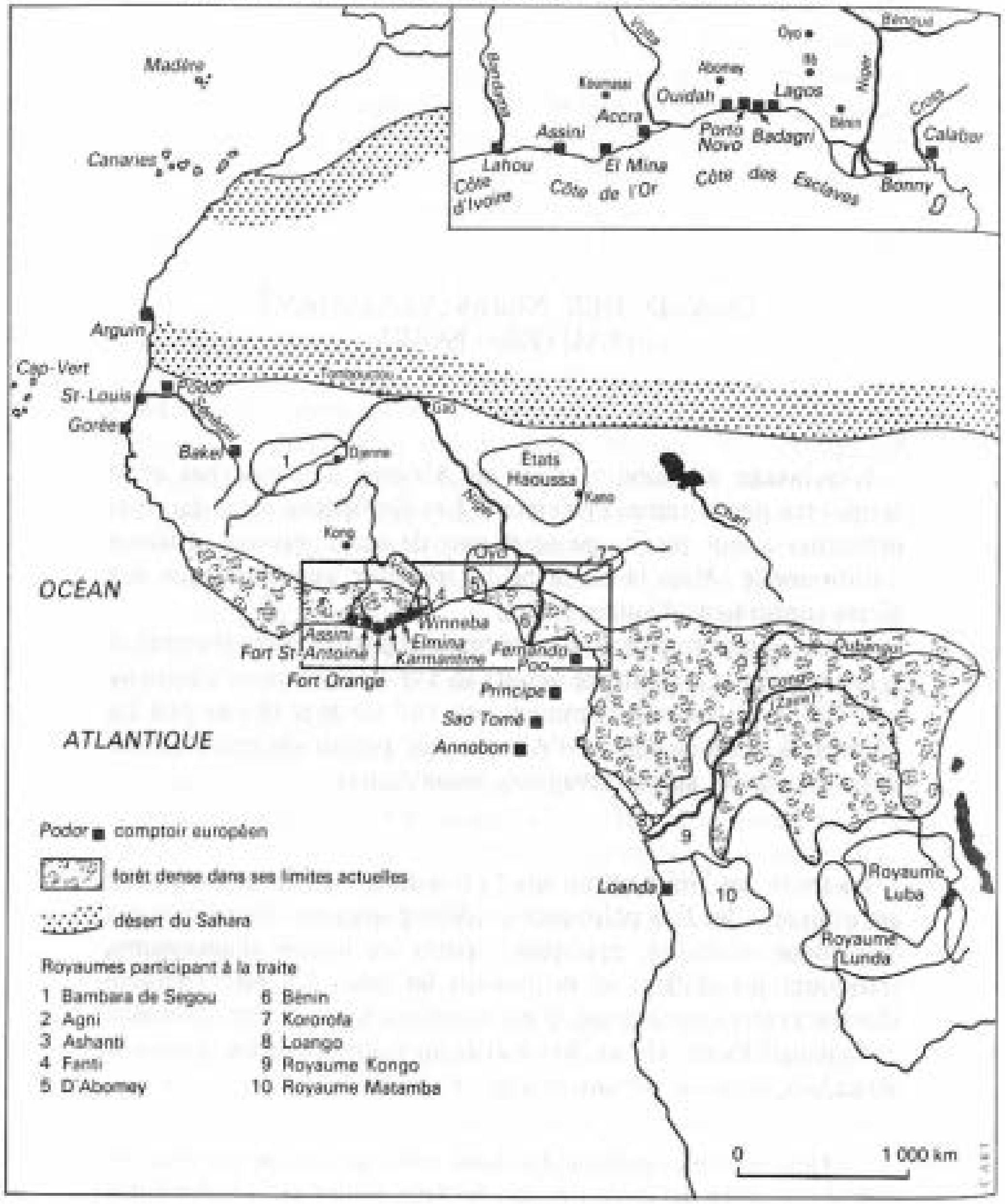
L'esclavage a toujours existé en Afrique. Les marchés et le commerce des hommes également. Les Européens n'ont fait que détourner à leur profit une large part de cette pratique africaine traditionnelle. Mais la traite ne fut possible que parce que des Noirs capturaient d'autres Noirs.

Deux traites ont existé, se surimposant parfois, l'européenne et la musulmane. La première débuta au XVIe siècle et elle s'acheva au XIXe siècle. La seconde commença au VIIIe siècle et elle ne prit fin qu'avec la colonisation de l'Afrique qui permit de contrôler les territoires livrés aux esclavagistes musulmans.

La traite des Noirs est un sujet passionnel ; le plus souvent, elle est utilisée à des fins politiques et idéologiques par les médias qui déforment sa réalité, pratiquent toutes les formes d'amalgame, trafiquent les chiffres et maquillent les faits. Un seul exemple illustrera cette constatation. Il est fourni par le quotidien *Libération* dans lequel Pierre Haski, journaliste spécialisé dans les questions africaines, écrit en parlant de l'île de Gorée :

> « Quinze à vingt millions d'esclaves noirs ont transité par cette île située au large de Dakar, durant les trois siècles de la " traite des Noirs " qui prit fin avec l'abolition de l'esclavage par la France en 1848. Six millions d'entre eux ont succombé aux privations et aux mauvais traitements. Inévitable rapprochement, une affiche en anglais

LA TRAITE DES NOIRS PAR LES EUROPÉENS



était là pour ceux qui n'y auraient pas pensé : " Esclavage et apartheid, deux institutions qui ont le même objet : l'exploitation d'une race par une autre. "[1] »

Par-delà les controverses sur les chiffres, nous savons que le volume de la traite atlantique, c'est-à-dire européenne, a porté sur un total de 8 à 12 millions de Noirs. Dans ces conditions, comment admettre les chiffres de Pierre Haski ? Le décalage est colossal entre ses affirmations et la réalité scientifique[2].

Depuis 1966 et la publication de *An introduction to the History of West africa* par J. D. Fage, les chiffres qui étaient jusque-là demeurés fantaisistes ont commencé à reposer sur des données vérifiables. Fage évaluait la traite à destination de l'Amérique entre 15 et 20 millions de Noirs, soit 900 000 pour le XVIᵉ siècle, 2 750 000 pour le XVIIᵉ, 7 millions pour le XVIIIᵉ et 4 millions pour le XIXᵉ.

En 1969, Ph. Curtin publia une autre fourchette, inférieure celle-là à 12 millions, divisée en quatre périodes. De 1450 à 1600, moins de 200 000 Noirs ; de 1600 à 1700, 2 millions ; de 1700 à 1810, 7 millions et de 1810 à 1870, 2 millions.

Pour en finir une fois pour toutes avec les évaluations fantaisistes, maximalistes ou minimalistes, Curtin est parti d'un chiffre réel, le seul indiscutable, c'est-à-dire celui des esclaves débarqués en Amérique. Les chiffres qu'il avance constituent donc la première estimation sérieuse de la traite, même si une pondération est nécessaire à la lumière de monographies de ports négriers, pondération à la hausse pour la période 1700 à 1810[3].

Les estimations de Curtin doivent également être augmentées des pertes survenues durant la traversée. Jusqu'au début du XVIIIᵉ siècle, elles sont évaluées à un peu moins de 20 % ; à la fin du siècle à environ 10 %, pour tomber à 5 % au XIXᵉ siècle. A ce propos, l'on doit noter que les pertes paraissent plus élevées parmi les équipages que parmi les captifs :

1. *Libération*, 13 juillet 1987.

2. Pierre Haski fut correspondant de presse en Afrique du Sud en 1985, au moment des émeutes des années 1985-1986 ; espérons qu'il a alors davantage contrôlé ses sources que lorsqu'il parle de la traite des Noirs.

3. Les estimations globales de Curtin ont été précisées à la hausse par Lovejoy (1983). Richardson (1989) considère que les chiffres de Lovejoy doivent être augmentés de 8 % pour la période 1700-1810.

« La traite demande et consomme des marins et des capitaines — et ici le verbe consommer prend toute sa force : beaucoup meurent à la traite, en moyenne 20 % de l'effectif d'un équipage, statistiquement davantage que la cargaison noire. A bord des négriers, les marins ne sont pas que des navigateurs. Ils doivent assumer de redoutables fonctions de surveillance, de police et de répression des cargaisons humaines. S'il suffit de 8 hommes pour naviguer 200 tonneaux de Sète à Smyrne, il en faut 40, et plutôt 60 ou 80, pour naviguer un négrier de la côte d'Afrique aux Amériques[1]. »

Qui capturait ces esclaves ? Comment étaient-ils conduits jusqu'à la côte où les Européens les achetaient ? Pour Surret-Canale, la réponse est claire : « La Traite africaine n'a pas été l'aboutissement d'un processus de développement interne, mais elle a résulté d'une sollicitation, d'une intervention extérieure[2]. »

Ainsi, la vente des hommes serait une introduction européenne en Afrique occidentale. L'idée date des années 1960 et de l'émergence du courant historique militant de la phase post-coloniale. Bien que totalement désuète, elle continue à être affirmée. Elle mérite d'être discutée, dans la mesure où elle constitue un des soubassements de l'idéologie tiers-mondiste.

Première erreur : « La traite africaine a résulté d'une sollicitation extérieure. » Cette affirmation revient à prétendre que ce sont les Blancs qui ont introduit les ventes d'esclaves en Afrique ; l'exemple des Etats du golfe de Guinée contredit ce postulat ; ainsi le Dahomey, étudié par B. I. Obichere et où existaient traditionnellement des marchés sur lesquels étaient vendus des captifs :

« Depuis ses origines, le royaume de Dahomey fut un état prédateur. Il conquit et annexa plusieurs petits états. Dans ses guerres d'expansion, le Dahomey se heurta aux peuples qui vivaient sur ses frontières septentrionales et orientales, respectivement les Yoruba et

1. Renault (F.), Daget (S.), *Les Traites négrières en Afrique*, Paris, 1985, p. 87.
2. Surret-Canale (J.), « Contexte et conséquences sociales de la traite africaine. » *Présence Africaine* n° 50, 1964, pp. 142-143.

les Mahi. Les habitants de ces régions étaient capturés comme prisonniers de guerre et conduits à Abomey, la capitale[1]. »

Obichere distingue plusieurs catégories de captifs et il décrit les services qu'ils devaient accomplir. Ces esclaves étaient vendus sur les nombreux marchés du centre ou de la périphérie du royaume. Sur chaque marché, un emplacement était réservé à ce commerce. Les principaux marchés qu'il cite étaient Abomey, Bohicon, Savalou, Dasso, Oueme, Cana, Agouna, Lagozohe, Allada et Djija.

Dans le Mono, les six principaux marchés étaient Bopa, Lobogo, Come, Azoue, Dogbo et Agoue. Dans le Bariba et l'Atacora, Parakou, Bimbereke, Karimana, Nikki, Djougou, Natitingou et Tanguieta. Sur le littoral et ailleurs dans le royaume, on en comptait une vingtaine. Ce total est considérable par rapport à la superficie relativement réduite du Dahomey. Tous étaient quotidiens et ils existaient déjà quand les Blancs reconnurent le pays.

Nous disposons d'une excellente monographie réalisée par un historien beninois, Félix Iroko, sur un autre de ces marchés, celui d'Hêvié. Ici, la traite européenne apparaît bien comme le prolongement de pratiques africaines traditionnelles. Ce n'est pas une innovation, mais plutôt une évolution du système. Le marché étudié fut créé à l'initiative d'un chef local vers la fin du XVIIe ou le début du XVIIIe siècle et il dura une soixantaine d'années.

Les captifs étaient drogués, ligotés et bâillonnés, cette dernière précaution ayant pour but de les empêcher de proférer des malédictions contre ceux qui les avaient vendus. Ils étaient liés par des cordes à des pieux enfoncés dans le sol.

Leur prix était variable en fonction des saisons ; des contingences politiques favorables — les guerres tribales — ou non ; de leur origine ethnique ; de leur sexe ou encore de leur âge. Ils étaient échangés contre la monnaie de coquillages, les cauris, qui parvenaient sur le port de Ouidah où ils étaient déchargés des navires européens. L'unité de prix était le sac de raphia contenant environ 20 000 coquillages. En moyenne, il fallait donner 4 sacs

1. Obichere (B. I.), « Women and slavery in the kingdom of Dahomey », *R.F.H.O.M.*, 1978, LXV, n° 238, p. 7.

pour acheter un homme adulte et vigoureux et 6 pour une jeune fille.

Sur ce marché, l'on vendait surtout des femmes pour alimenter une demande locale. L'explication de ce commerce est claire : le prix d'achat d'une captive sur le marché était inférieur aux prestations matrimoniales qu'un homme désirant se marier devait acquitter aux parents de sa future épouse pour obtenir d'eux le droit de l'épouser. De plus, explique l'auteur de l'article, ces femmes étaient particulièrement soumises puisqu'elles n'appartenaient pas au groupe ethnique de leur mari et qu'ainsi elles avaient perdu leurs solidarités familiales protectrices.

Le marché était quotidien, et toute la journée, à même le sol, l'on comptait les coquillages. Quel fut le total des hommes, mais surtout des femmes, qui furent exposés et vendus sur ce seul marché d'Hèvié ? Le chiffre est énorme, car les ventes portaient sur environ 50 individus par jour ce qui, multiplié par soixante années, donne un résultat d'au moins un million de captifs et de captives.

Ces femmes étaient achetées par des Africains du voisinage ou par d'autres qui venaient parfois de plus loin. Une fois vendus, les captifs prenaient deux directions. Ou bien ils étaient destinés à la « consommation locale » ou bien ils étaient revendus aux Européens, mais ces derniers sont totalement absents durant la première phase. Catherine Coquery-Vidrovitch [1] a remarqué que dans cette région du golfe de Guinée comme à l'intérieur du continent noir, les Européens « se contentaient d'attendre dans quelque rade bien abritée les chargements d'esclaves qui leur étaient livrés par des caravanes descendues de l'intérieur, par les " traitants " professionnels africains spécialisés dans ce trafic de courtage ».

Seconde erreur, celle qui consiste à prétendre que les activités de traite introduites par les Européens ont eu un autre effet néfaste sur les sociétés africaines, dans la mesure où celles qui se consacrèrent à la capture des esclaves abandonnèrent leurs activités économiques traditionnelles au profit de la recherche de captifs. Il

1. Coquery-Vidrovitch (C.), « Le pillage de l'Afrique équatoriale », *L'Histoire*, n° 3, juillet-août 1978.

faudrait chercher dans cette seconde raison une cause aggravante du sous-développement de l'Afrique. Là encore, nous disposons d'exemples qui viennent infirmer cette hypothèse. Celui qui est cité par Renault et Daget et qui traite du royaume de Loango et de l'ethnie vili en est une bonne illustration :

> « (...) la vente pour l'exportation ne détériore pas l'institution interne car les captifs vendus aux Occidentaux ne sont jamais capturés à l'intérieur du royaume : ils proviennent de l'extérieur à la suite d'une quête longue, peut-être jusqu'aux grands royaumes Luba et Lunda qui frôlent les grands lacs. Ainsi, la population vili qui n'est pas impliquée dans la traite continue ses activités traditionnelles, agricoles et halieutiques [1]. »

Autre idée reçue, celle des profits tirés de la traite. René Dumont prétend que :

> « C'est le captif, le paysan vaincu par des tribus plus guerrières et mieux organisées, qui a été vendu comme esclave et qui a fait la fortune des Amériques. Les profits de cette traite sanglante ont facilité la révolution industrielle ; et c'est ainsi que les inégalités entre ceux qui ont ainsi accédé au " développement " et les autres, les " laissés-pour-compte " d'une économie dominante, n'ont cessé de s'approfondir [2]. »

Deux éléments sont à mettre en évidence dans cette phrase de Dumont. L'auteur connaît bien l'Afrique et il sait que ce sont des Noirs qui ont vendu d'autres Noirs. Mais comme le postulat tiers-mondiste est que les Blancs sont dans tous les cas responsables de tous les malheurs de l'Afrique, c'est donc grâce aux profits réalisés sur ce commerce que la révolution industrielle s'est effectuée. Ainsi, la substance volée aux uns a, par un système de vases communicants, permis l'enrichissement des autres. Cette affirmation, car il ne s'agit que d'une affirmation, a été renvoyée dans le râtelier des armes du tiers-mondisme « de papa » par les nombreuses publications qui se sont intéres-

1. Renault-Daget, *op. cit.*, p. 108.
2. Dumont (R.), *Pour l'Afrique, j'accuse*. Paris, 1986, p. 38.

sées à la question. Quelques remarques supplémentaires permettront d'en prendre toute la mesure.

La traite a été pour une bonne part l'œuvre des Portugais [1], or le Portugal, dans la logique de Dumont, est parmi les nations européennes celle qui aurait dû avoir le développement industriel le plus remarquable. Proposition évidemment absurde lorsque l'on sait que ce pays était encore il y a une décennie une quasi-enclave du tiers monde dans l'Europe industrielle. En France, les deux principaux ports négriers furent Nantes et Bordeaux, or, la révolution industrielle s'est faite dans l'est de la France... Quant aux Etats esclavagistes d'Amérique du Nord, ils sont demeurés essentiellement agricoles et c'est précisément parce qu'ils n'avaient pas fait leur révolution industrielle qu'ils ont été battus sur le plan des techniques par le Nord abolitionniste et industrialisé.

Catherine Coquery-Vidrovitch défend la même idée que René Dumont, mais d'une manière plus scientifique. Dans son livre *Afrique Noire. Permanences et ruptures* [2], elle affirme que si l'Afrique ne s'est pas développée d'une manière normale, c'est en raison de l'intervention « de facteurs exogènes susceptibles d'avoir périodiquement opéré des coupes sombres dans les démographies africaines (traite négrière ; coercition coloniale) ».

Elle prend en compte, même si elle affecte de les critiquer en partie, des estimations fantaisistes fixant la population de l'Afrique noire à 100 millions d'habitants en 1650. Elle l'abaisse à 95 millions un siècle plus tard, en 1750. Ainsi peut-elle parler de stagnation, à laquelle elle oppose le doublement de la population chinoise et l'augmentation d'1/3 de celle du sous-continent indien. Si stagnation il y a, ce ne peut être qu'en raison de la traite venue perturber et briser une croissance naturelle. En

1. Curtin a démontré que, durant la période 1701-1810, 40 % de la traite atlantique venait de l'Afrique bantuphone, c'est-à-dire du Cameroun à l'Angola. Sur ce total, 68 % étaient contrôlés par le Portugal. A l'exception de l'Espagne, toutes les puissances maritimes ont participé à la traite. Toujours selon Curtin, de 1701 à 1800, il y eut 6 132 900 Noirs transplantés d'Afrique aux Amériques. Sur ce total la part de chaque puissance est la suivante : Angleterre : 2 532 300 ; Portugal : 1 796 300 ; France : 1 180 300 ; Hollande : 350 900 ; colonies anglaises d'Amérique puis USA : 194 200 ; Danemark : 73 900 ; Suédois et Allemands de la Baltique : 5 000.

2. *Afrique Noire. Permanences et ruptures*. Paris, 1985.

même temps, le rôle de la traite musulmane est volontairement minoré, car il faut que l'Europe apparaisse comme la seule coupable :

> « Les méfaits parfois soulignés de la Traite arabo-zanzibarite ont sans doute été indûment grossis (...) les historiens ont tendance à prêter des dimensions extravagantes aux " barbaries " et aux massacres perpétrés par les " indigènes " ; l'absence de travail critique sur la transcription des légendes et des mythes a fait le reste [1]. »

Ces postulats et réflexions personnels marquent un recul de plusieurs années par rapport à l'état actuel des connaissances que les spécialistes ont de la question ; ils occultent sans pudeur plusieurs dizaines de thèses ou d'articles absents de la bibliographie du livre ; ils seront néanmoins étudiés dans les lycées et les universités où il constitue déjà un ouvrage de référence. Ainsi se fabrique le credo tiers-mondiste, cette culture obligatoire des citoyens-robots de notre siècle finissant.

Et pourtant, ces seules estimations chiffrées portent en elles-mêmes leur propre contradiction.

A supposer que Catherine Coquery-Vidrovitch ait raison de citer ces chiffres et que, en 1650, la population africaine noire ait été de 100 millions d'âmes [2]. Mettons en rapport ce chiffre avec l'évaluation la plus maximaliste de la traite, à savoir 15 millions y compris les pertes en cours de capture ou de transport, et avec la durée de quatre siècles (1450-1850). Divisons 15 millions par 400 années, cela nous donne 37 500 victimes par an, soit 0,037 % de la population totale de l'Afrique noire, c'est-à-dire dans l'absolu et en quatre siècles, une perte humaine de 14,8 %. Beaucoup moins que les pertes européennes lors des grandes épidémies de peste.

Ces chiffres n'ont de valeur qu'absolue, car l'intensité de la traite a varié avec les périodes. Ainsi :

1450-1700 : ± 2 000 000 soit annuellement : 40 000 : 0,04 %
XVIIIe s. : ± 7 000 000 soit annuellement : 70 000 : 0,07 %
XIXe s. : ± 2 000 000 soit annuellement : 40 000 : 0,04 %

1. *Ibid.*, p. 47.

2. D'autres estimations, minimalistes celles-là, donnent 40 à 50 millions pour toute l'Afrique noire dont 20 à 25 pour les zones touchées par la traite. Pour fonder leurs hypothèses avec plus de cohérence, les tiers-mondistes auraient avantage à prendre en compte ces dernières théories.

A supposer que la population noire ait stagné, et toujours en nous fondant sur les chiffres de Catherine Coquery-Vidrovitch, l'Afrique aurait en définitive subi les pertes humaines suivantes :

– 6 % en 250 ans, de 1450 à 1700
– 7 % au XVIII[e] siècle
– 2 % entre 1800 et 1860, soit un total de 15 % en 400 ans.

Nous sommes donc loin des évaluations catastrophiques présentées par les tiers-mondistes.

Yves Person, titulaire de la chaire d'histoire de l'Afrique à la Sorbonne, écrivait même quelques mois avant sa mort que, localement, au lieu de vider des régions de leur population, la traite aurait plutôt épongé l'excédent d'une population en croissance[1]. Cette croissance pourrait s'expliquer par l'introduction des plantes américaines par les Portugais, plantes ayant véritablement révolutionné l'existence des Africains.

La vision d'une Afrique dépeuplée par les esclavagistes européens constitue donc une amplification idéologique, une idée reçue acceptée et véhiculée avec complaisance. Ce, d'autant plus que les prélèvements humains ne sont pas toujours opérés partout ni au même moment[2].

Ainsi, la Sénégambie et les régions de Haute-Guinée, importantes aux XVI[e] et XVII[e] siècles, déclinèrent dès la fin du XVII[e] siècle. Au XVIII[e] siècle, la traite non portugaise s'effectua dans la zone des actuels Etats du Ghana, du Dahomey, du Togo et du Cameroun, c'est-à-dire la Gold Coast et la Côte des Esclaves, englobant tout le delta du Niger. Aujourd'hui, ces régions sont parmi les plus densément peuplées de l'Afrique littorale, il s'agit des terres ibo, yoruba, akan et ewe. En logique tiers-mondiste, nous devrions nous trouver face à des déserts humains, or la situation est à l'opposé de cette affirmation.

Peut-on réellement mesurer l'impact et les effets de la traite sur les sociétés africaines concernées ? Albert Van Dantzig s'y est

1. Person (Y.), « La population de l'Afrique noire durant les XVIII[e] et XIX[e] siècles. » *Culture et Société*, III, 1980, pp. 26-49.
2. Richardson (D.), *op. cit.*, p. 17.

essayé et il a mis en évidence trois types de sociétés[1] : les victimes, qui vivent généralement dans l'arrière-pays ; les pourvoyeurs de marchés ou razzieurs ; les intermédiaires, qui sont en contact avec les Européens. Mais cette distinction n'est pas figée, les rôles peuvent changer et les spécificités se recouper.

Parallèlement, les conséquences de cette triple distinction sont démographiques — nous les avons évoquées —, économiques et socio-politiques. Dans la zone qui fut la plus affectée par la traite, des Etats apparurent ou se renforcèrent là où n'existait le plus souvent que l'atomisation de chefferies villageoises.

Les quatre grands Etats côtiers que furent le Bénin, le Dahomey, l'Ashanti et l'Oyo durent leur fortune à la traite, car leur développement fut étroitement lié au commerce des esclaves. Leur histoire a été écrite à mainte reprise et il n'est pas question d'y revenir ici. L'exemple le moins connu du grand public, celui de l'Oyo, est pourtant révélateur de ce que fut la réalité de la traite. Elle apparaît une fois encore bien différente des fantasmes tiers-mondistes.

Au nord de la forêt, le royaume d'Oyo développa un remarquable impérialisme militaire dès la fin du XVII[e] siècle, cherchant à atteindre l'Océan afin d'établir des contacts directs avec les Blancs. Jusque-là, la force guerrière d'Oyo, et surtout sa cavalerie, permettait une abondante moisson de captifs qu'elle razziait au sud, chez les Yoruba, et au nord chez les Bariba ou les Nupé.

Traditionnellement, les nombreux captifs de guerre devenaient esclaves au sein de la société des vainqueurs. Avec l'apparition de la traite européenne, une partie — mais une partie seulement — fut acheminée vers le littoral. C'est d'ailleurs à partir du moment où Oyo comprend que les intermédiaires côtiers réalisent des bénéfices colossaux en vendant aux Européens les esclaves qu'eux-mêmes leur fournissent qu'ils décident de s'ouvrir un débouché sur l'Océan.

Désormais, Oyo va chercher à contrôler les routes du sud, celles qui conduisent aux navires des Blancs. Mais il le fera avec méthode, et progressivement. Dans les années 1650-1670, les

1. Van Dantzig (A.), « Effects of the Atlantic Slave Trade on some West African Societies », *R.F.H.O.M.*, 1976, pp. 252-269.

petites principautés littorales de l'actuel Dahomey, c'est-à-dire Allada, Jaquin et Porto-Novo, deviennent des dépendances commerciales d'Oyo qui les fournit en esclaves qu'elles vendent aux Européens. Quelques décennies plus tard, la situation évolue lorsqu'une nouvelle puissance apparaît dans la région, le royaume d'Abomey. Ce dernier veut priver Oyo de son débouché maritime en coupant les routes commerciales menant vers l'intérieur. Les petites principautés côtières, partenaires d'Oyo, ne sont pas en mesure de garantir la sécurité de leur interland. De plus, elles sont conquises les unes après les autres par les armées d'Abomey.

Le royaume d'Oyo comprend qu'il est vital pour lui d'éliminer son rival et, dans les années 1725, il entre en guerre contre Abomey. Ni les uns ni les autres n'en tirent de réels avantages militaires. La paix est signée grâce à un compromis : Abomey versera un tribut à Oyo. Mais ce compromis ne sera guère suivi d'effets car le royaume d'Abomey ne cessera de développer sa puissance. Plutôt que de se lancer dans de nouvelles et hypothétiques campagnes, Oyo préfère renforcer ses liens avec Porto-Novo en contrôlant directement la route menant à ce port.

Dans la seconde partie du XVIIIe siècle, le royaume d'Oyo se désagrège petit à petit : les provinces périphériques veulent profiter davantage des retombées économiques de la traite.

Au XIXe siècle, le rôle de Porto-Novo diminue, les deux grands ports négriers de la région sont désormais Badagri et Lagos.

Les faits sont donc têtus, même s'ils contredisent l'idéologie dominante : des Noirs ont toujours vendu d'autres Noirs ; les Européens n'ont introduit ni l'esclavage ni le commerce des esclaves en Afrique, car ces deux institutions ont toujours fait partie de la vie quotidienne des Africains.

Les Portugais, les Anglais et les Français se livrèrent plus tard à cette activité lucrative. Du XVIe siècle au début du XIXe, durant un peu plus de trois cents ans, les navires négriers transplantèrent en Amérique environ 10 millions d'hommes[1].

La traite atlantique ne fut jamais un monopole européen.

1. Pour Daget et Renault, *op. cit.* 12-14 millions.

François Renault et Serge Daget écrivent qu'un puissant intérêt liait des « partenaires blancs et noirs engagés dans une opération économique créatrice de profits ». Les Européens ne capturent pas les esclaves. C'est la tâche des Africains qui sont « les producteurs directs ».

Car, à l'exception des pombeiros portugais d'Angola :

> « (...) la pénétration des Occidentaux à l'intérieur du continent noir leur est interdite jusqu'en 1795. Ainsi, les Européens ne disposent donc pas de la possibilité d'être les producteurs directs de captifs destinés à l'exportation. Cette spécialité appartient aux Africains eux-mêmes, une offre intérieure répondant à la demande extérieure[1]. »

D'ailleurs, comme l'expliquent ces deux chercheurs, les Blancs sont à peine tolérés en Afrique. Le long du littoral, ils vivent retranchés dans des forts côtiers ; leur nombre ? à peine 40 du Sénégal à l'Angola :

> « Ces implantations n'ont d'autorité sérieuse que sur leurs ressortissants, entre deux cents et trois cents personnes pour un très grand établissement, y compris ses esclaves : sur toute la côte africaine, moins l'Angola, les Occidentaux sont-ils, au total, trois mille ? Sauf Saint-Louis du Sénégal et Gorée, Cachéo et Bissao, la côte de l'Or et l'ouest de la côte des Esclaves, sauf l'Angola, 3 000 kilomètres de littoral africain sont absolument vides d'implantations européennes fixes. Le pouvoir réel est africain, sait se faire sentir au besoin, sait éliminer par la force les influences douteuses ou exigeantes : des forts seront brûlés au Loango et à Accra. Le royaume de Bénin, par exemple, refuse le contact avec les Européens et ne commerce que par l'intermédiaire du royaume Itsekeri, état-tampon spécialement constitué pour cela[2]. »

Ces Etats esclavagistes n'ignorent pas la loi du marché. Ils savent raréfier ou réguler le « produit » en fonction de la demande. De l'intérieur du continent jusqu'au littoral, les réseaux de distribution, les péages, les versements de taxes, les marchés continentaux font qu'une partie de l'Afrique s'enrichit en en vendant une autre.

1. *Ibid.*, p. 95.
2. *Ibid.*, p. 116.

Non, le retard de l'Afrique n'est pas dû à la traite. On pourrait même dire que cette pratique a permis l'émergence ou le renforcement d'Etats là où n'existait que l'émiettement en chefferies villageoises.

A la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, l'abolition ruina les Etats structurés de l'Ouest africain. La décision fut extérieure à l'Afrique ; elle fut unilatérale : à aucun moment les Africains ne furent consultés. Ils perdirent subitement leur unique source de « revenus ». La fin de la traite provoqua même leur effondrement !

VIII

L'AFRIQUE NOIRE, VIVIER HUMAIN DES MUSULMANS

Du XVIe au XIXe siècle, les Européens transplantèrent donc de 8 à 12 millions de Noirs aux Amériques. Du VIIe au XXe siècle, les musulmans en exportèrent de 10 à 12 millions vers l'Arabie, le Moyen-Orient ou l'Afrique du Nord. Dans les médias, le commerce des esclaves est pourtant toujours associé aux Européens.

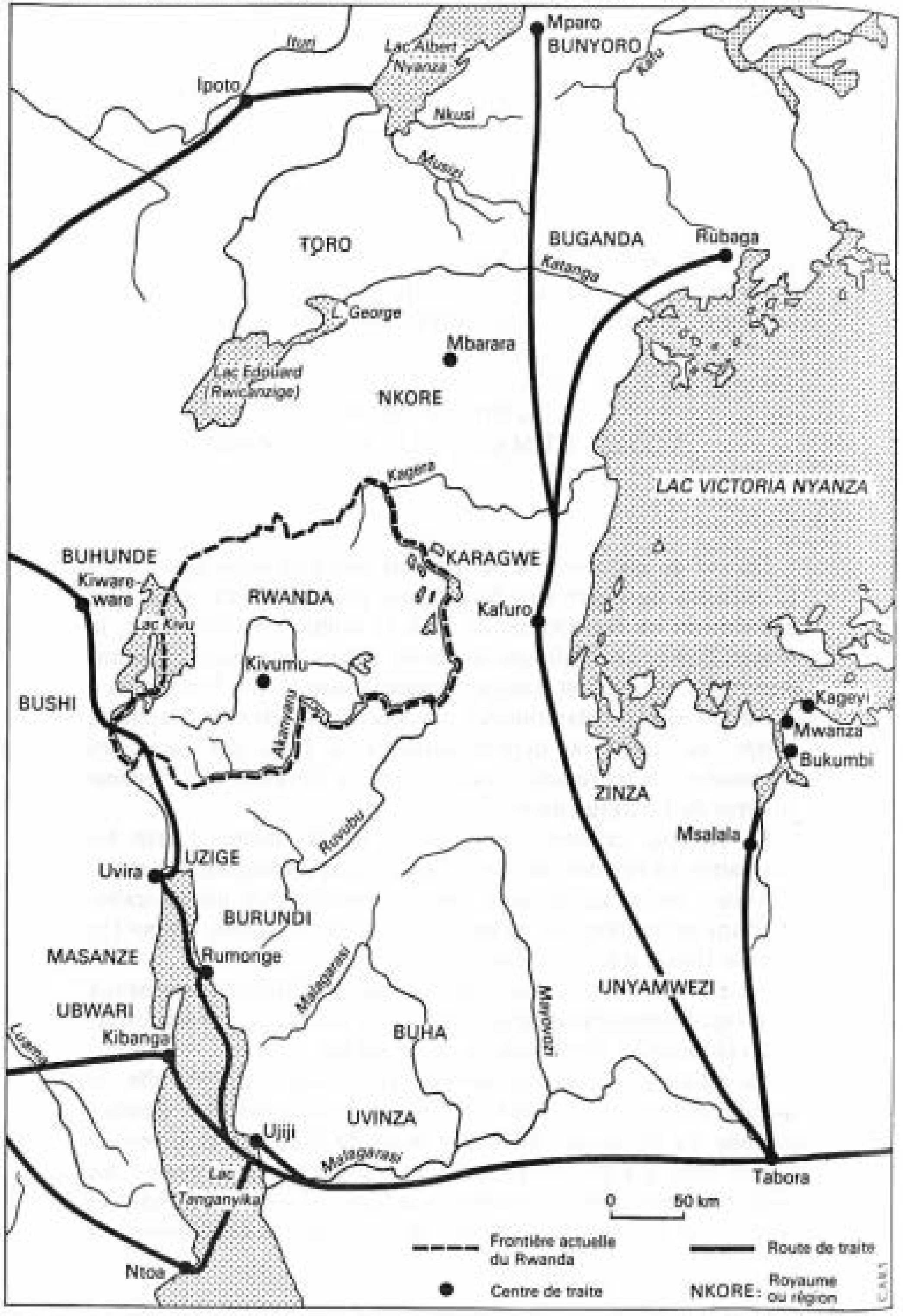
Au XIXe siècle, l'abolition n'a pas concerné les Arabes. Depuis la Libye, au nord, ou depuis Zanzibar, à l'est, des caravanes organisées militairement continuèrent à dévaster des régions entières de l'Afrique noire.

En Afrique orientale, les Yao ou les Nyamwezi furent les auxiliaires locaux des traitants. Le royaume du Buganda (l'actuel Uganda) les accueillit avec empressement. Des métis arabo-africains se taillèrent de vastes empires, tel le célèbre Tippo-Tip dans le bassin du fleuve Congo.

Au XIXe siècle, au centre comme à l'est de l'Afrique, les réseaux esclavagistes musulmans étaient en pleine extension. L'administration coloniale les démantela au siècle suivant.

La religion musulmane favorise ce commerce. Pour elle, le monde est divisé en deux camps irréconciliables. Le premier englobe les terres où s'accomplit la loi du Prophète et le second tout le reste. La guerre sainte fut donc la grande pourvoyeuse des nombreux marchés du monde musulman. Toute ville d'importance avait le sien. Les captifs, désignés par le nom donné au

LA POUSSÉE ARABE DANS LA RÉGION INTERLACUSTRE.



bétail, y étaient exposés et vendus. Les plus recherchés étaient les femmes et les jeunes garçons. Ces derniers étaient émasculés pour fournir les eunuques gardiens des harems. L'Afrique noire était un vivier humain dans lequel les musulmans puisaient. Pour le célèbre historien et homme de lettres musulman Ibn Khaldun (1332-1406), « les seuls peuples à accepter l'esclavage sont les nègres en raison d'un degré inférieur d'humanité, leur place étant plus proche du stade animal[1] ».

Ce mépris des Arabes pour les Noirs se retrouve chez bien d'autres auteurs. Gordon[2] en donne une illustration en rapportant notamment une phrase de l'écrivain égyptien al-Abshihi (1388-1446) qui posait la question suivante, suivie d'une affirmation :

« Y a-t-il rien de plus vil que les esclaves noirs, de moins bon et de plus mauvais ? Quant aux mulâtres, soyez bon avec eux chaque jour de votre vie et de toutes les façons possibles, ils ne vous en auront pas la moindre reconnaissance : ce sera comme si vous n'aviez rien fait pour eux. Mieux vous les traiterez, plus ils se montreront insolents ; mais ils témoigneront d'autant plus d'humilité et de soumission que vous les maltraiterez. »

Iyad al-Sabti (1083-1149) écrit que les Noirs :

« (...) sont de tous les hommes les plus corrompus et les plus adonnés à la procréation. (...) Leur vie est comme celle des bêtes. Ils ne prêtent attention à rien des affaires de ce monde, si ce n'est au manger et aux femmes. En dehors de cela, rien ne mérite leur attention. »

Ibn Khaldun n'est pas en reste. Pour lui, le

« (...) comportement des Sudan[3] est généralement caractérisé par la légèreté, l'inconstance et l'exubérance. Ils sont portés à la danse dès qu'ils entendent de la musique et aux excentricités, en tous pays (...)

« Plus au sud, il n'y a plus de civilisation digne d'intérêt. On n'y trouve que des hommes plus proches des bêtes que d'un être

1. Cité par Gordon (M.), *L'Esclavage dans le monde arabe du VIIe au XXe siècle*. Paris, 1987, p. 105.
2. *Ibid.*, p. 106.
3. C'est-à-dire les Noirs.

intelligent. Ces gens-là vivent dans les lieux sauvages et les grottes ; ils mangent de l'herbe, des graines crues. Quelquefois, ils se mangent entre eux. On ne peut les compter au nombre des humains. »

Dans son guide de l'esclavage, Ibn Butlan considérait les Noirs comme des demi-singes, comme des objets. A propos des femmes noires il écrivait :

« Elles ont instinctivement le sens du rythme et de la danse, ce qui compense la grossièreté de leur langage. Elles supportent les travaux les plus durs... mais on ne peut trouver aucun plaisir avec elles à cause de l'odeur de leurs aisselles et de la rudesse de leur corps[1]. »

Cette phrase est étonnante lorsque l'on constate l'importance du commerce des femmes noires dans le monde musulman. Tous les auteurs ne sont d'ailleurs pas aussi racistes qu'Ibn Butlan ; ainsi al-Idrisi (1100-1166) parle avec lyrisme des femmes nuba qui :

« (...) sont d'une très grande beauté. Elles sont excisées. Elles sont d'une origine noble qui n'a rien à voir avec l'origine des Sudan ; sur tout le territoire des Nuba, les femmes se distinguent par la beauté et la perfection de leurs traits : lèvres fines, bouche petite, dents blanches, cheveux lisses. Nulle part, parmi les Sudan qu'ils soient des Makzara, de Ghana, de Kamem, des Bedja, des Habasha ou des Zandji [n'existe] chez leurs femmes, une sorte de chevelure qui soit lisse et flottante (mursala) comme celle des femmes des Nuba. Il n'y en a pas non plus, pour le mariage de plus belles. Une esclave de chez elles coûte 300 dinars à peu près. Aussi pour toutes ces qualités sont-elles recherchées par les rois de l'Egypte, qui surenchérissent sur les prix de vente. »

Al-Sharishi, qui vivait au début du XIIe siècle, a lui aussi une bonne opinion des femmes esclaves noires :

« Dieu les a douées de remarquables qualités physiques et morales au-delà de tout souhait : douceur du buste, éclat du noir, beauté des yeux, régularité du nez, blancheur des dents, agrément de l'odeur. »

1. *Ibid.*, p. 106.

Les sources arabes[1] mentionnent la traite dès le IXe siècle, qu'elle soit le résultat de razzias arabes ou de ventes pratiquées par des tribus noires vendant d'autres Noirs aux acheteurs venus d'Afrique du Nord[2].

En 982, Hudûd al-Alam écrit que dans le pays des Noirs, le Bilad al-Sudan :

« Les marchands (en) volent les enfants et les emmènent avec eux. Ils les castrent et les importent en Egypte, où ils les vendent. Il y a parmi les (Sudan) des gens qui volent les enfants les uns des autres pour les vendre aux marchands quand ceux-ci y viennent. »

Pour Iyad al-Sabti, ce sont les Noirs qui réduisent leurs frères de race en esclavage :

« Ils enlèvent ces enfants de nuit, les emmènent dans leur pays, les tiennent cachés un temps, puis les vendent à vil prix aux marchands qui viennent chez eux. Ceux-ci les expédient vers le Maghrib al-Aksa. Chaque année c'est un nombre incalculable d'individus qui sont ainsi vendus. Ce procédé, que nous venons de rapporter, de voler des enfants est d'un usage courant et accepté dans le pays des Sudan. On n'y voit même aucun mal. »

Une bonne part des captifs était destinée à devenir des eunuques, comme l'explique al-Mukaddasi (946-988) :

« Les eunuques que l'on voit sont de trois sortes : il y a la race de ceux qu'on exporte vers l'Egypte et qui sont de la meilleure race ; il y a la race qu'on exporte à Aden, ce sont les Barbarins[3], la pire race d'eunuques ; il y a la troisième race qui ressemble aux habash. »

La traite musulmane était codifiée, l'institution fonctionnait parfaitement jusque dans ses moindres détails. Al-Maghili, né à Tlemcen au XVe siècle composa un traité destiné au souverain de Gao, l'askia Mohamed, dans lequel il exposait les principes de

1. Cuoq (J.M., R.P.), *Recueil des sources arabes concernant l'Afrique occidentale du VIIIe au XVIe siècle (Bilâd al-Sûdân)*. Paris, 1975.
2. *Ibid.*, pp. 45 et 49.
3. Originaires de l'actuelle Somalie.

gouvernement et d'action permettant à un souverain de se conformer à la loi du prophète De longs développements y sont consacrés à l'esclavage des Noirs, et notamment des femmes. Rien n'est négligé par le juriste arabe qui explique qu'une esclave doit être confiée « (...) à un homme sûr (amin) jusqu'à ce que cette femme ait ses règles. Toute esclave est vendue, en effet, au début de ses règles (ou au cours de ses règles). »

La traite européenne portait surtout sur des hommes en état de travailler sur les plantations ; la traite musulmane d'abord sur les jeunes filles (60 %), puis sur les jeunes enfants (10 %). Elle apparaît donc comme gravement traumatisante pour la démographie des peuples victimes. La mortalité caractérisant cette traite était forte, car elle s'accompagnait souvent de razzias dévastatrices. Il est cependant impossible de chiffrer les pertes que ces razzias occasionnaient. L'évaluation du nombre de garçonnets mourant des suites de l'émasculation qu'ils subissaient est elle aussi problématique. Gordon[1] pense qu'un seul enfant mutilé sur 200 survivait, tant les infections se mettaient dans les plaies quand ce n'était pas une hémorragie qui vidait la victime de son sang.

La traite musulmane a concerné trois vastes régions de l'Afrique noire qui étaient autant de pôles d'expansion commerciale.

La première région touchée fut l'Afrique de l'Ouest sahélienne. Ici, le commerce des esclaves était une composante des échanges transsahariens qui mettaient en relation l'Afrique du Nord et l'Afrique noire au sud du Sahara. Rien ne permet de distinguer le commerce des esclaves de celui des caravanes car l'organisation, le financement, les relais étaient identiques. Du Nord, les Arabes transportaient des marchandises non périssables, de faible volume et de forte valeur marchande, comme des bijoux, des étoffes, des armes, mais également des plaques de sel. En échange, les marchands musulmans rapportaient vers le nord de l'ivoire, de l'or, des peaux de félins, des plumes et de plus en plus d'esclaves.

Cette traite est ancienne. Elle date de l'ouverture des pistes transsahariennes par les musulmans et, comme nous l'avons vu, les

1. Gordon (M.), *op. cit.*

sources arabes mentionnent très tôt le phénomène. En général, ici, les Arabes ne capturaient pas directement les esclaves ; des groupes de Noirs armés le faisaient à leur place. Peu à peu, des Etats organisés, appuyés sur des ethnies spécialisées, organisèrent les razzias.

L'exemple le plus récent d'une entreprise négrière menée sur une vaste échelle est fourni par Samory (1837-1900), devenu un héros pour les tiers-mondistes après avoir été le grand pourvoyeur d'esclaves de l'Afrique de l'Ouest. Les peuples qui furent ses victimes se souviennent des drames vécus par leurs ancêtres. Certaines ethnies n'ont survécu que parce que la colonisation sépara victimes et razzieurs et les frontières coloniales permirent parfois de matérialiser cette bénéfique séparation.

Le XIXe siècle nous a laissé de nombreux témoignages se rapportant à ce commerce et aux razzias qui l'alimentaient.

Les Ecossais Mungo Park (1771-1806) et Hugh Clapperton (1799-1838) ou encore l'Allemand Gustav Nachtigal (1834-1885) ont décrit les dévastations opérées par les esclavagistes.

En général, les hommes étaient décapités, les femmes et les enfants emmenés en esclavage à travers les pistes sahariennes. La mortalité était effrayante. En 1822, Clapperton et Denham suivent durant cinq jours des esclavagistes ramenant vers le nord leur butin humain ; la marche de la caravane est jalonnée de dizaine de cadavres enchaînés.

Cette pratique dura jusqu'au début du XXe siècle. En 1895, les Foulbé, Peuls islamisés, dévastent tout l'est du Tchad actuel et s'emparent de milliers de captifs. Dans cette partie de l'Afrique sahélienne, la paix ne reviendra qu'avec la mort du chef esclavagiste Snoussou, tué dans un combat contre les troupes françaises en 1911. La présence militaire coloniale a évité le dépeuplement total de cette région de l'Afrique. Dès que les troupes européennes se furent installées, les Noirs réapprirent à vivre sans craindre à tout moment un raid de cavaliers venus du nord.

Toute l'Afrique du Nord était alimentée par la traite soudanienne. A travers le Sahara, trois axes étaient empruntés par les caravanes, avec une intensité variable suivant les époques. Les itinéraires de l'ouest aboutissaient au Maghreb. L'un d'entre eux reliait les régions de l'actuel Sénégal au Sud marocain. D'autres,

la boucle du Niger au Tafilalet marocain, aux cités commerçantes d'Algérie ou à Tunis, et même dans une moindre mesure Tripoli.

L'itinéraire central permettait de relier les régions comprises entre le fleuve Niger et le lac Tchad à la Tunisie, mais surtout à Tripoli, port d'embarcation des esclaves pour le Levant. Les itinéraires orientaux persistèrent jusqu'à la conquête de la région tchadienne par la France. Ils permettaient d'acheminer vers Tripoli les nombreux captifs razziés dans le sud de l'actuel Tchad et dans l'est de l'actuelle République centrafricaine transformés en véritable désert humain par les traitants.

Cette traite saharienne dura plus de mille ans. Quelle fut son ampleur réelle ? La réponse est impossible à donner d'une manière sérieuse car les musulmans n'ont pas laissé d'archives à l'image de celles des ports négriers ou des compagnies coloniales.

Durant la première moitié du XIXe siècle, l'Egypte développa une politique impérialiste en mer Rouge et en Nubie ; la ville de Khartoum fut fondée en 1830 et des comptoirs créés vers le sud. L'ivoire et les esclaves constituaient la base du commerce, dont l'axe était le Nil. Dans les principales villes d'Egypte se tenaient des foires où des marchands spécialisés proposaient des Noirs aux acheteurs venus de tout le Moyen-Orient. En 1890, 78 marchands d'esclaves exerçaient encore officiellement leur commerce au Caire, et 73 à Alexandrie.

La principale zone de « chasse » des esclavagistes fut le Bahr-el-Ghazal, c'est-à-dire la région de Fachoda, et celle de l'Equatoria, c'est-à-dire le nord du lac Albert. Les dévastations débutèrent dans cette partie de l'Afrique vers les années 1839-1841, quand les Egyptiens eurent découvert le Gondokoro, région peuplée de tribus noires n'ayant encore jamais subi la traite musulmane.

Les témoignages laissés par les voyageurs européens sont terrifiants. L'Allemand Georg Schweinfurth (1836-1925) qui parcourut ces régions de 1868 à 1871 décrit les villages incendiés, les cadavres d'hommes en décomposition, seuls les garçons et les filles avaient été capturés par les Arabes.

L'Europe se mobilisa contre ces pratiques et, cédant devant la poussée internationale, le khédive Ismaël (1830-1895), pour montrer sa bonne foi, nomma des gouverneurs européens au Sudan. Le plus célèbre d'entre eux, Charles Gordon (1833-1885), nommé gouverneur de Khartoum, échoua dans ses tentatives de mettre un terme à la traite puisqu'il évaluait à 80 % le volume du trafic échappant à son contrôle.

Vers le sud, dans l'Equatoria, nous disposons du témoignage de Samuel Baker (1821-1893) sur les razzias arabes dépeuplant la région. Le khédive Ismaël lui confia le commandement d'une expédition destinée à y supprimer la traite et Samuel Baker conquit d'immenses territoires autour du lac Albert. Il baptisa la région Ismaïlia ; plus tard, elle reçut le nom d'Equatoria.

En mer Rouge, le commerce des esclaves était également florissant. Périodiquement, les Arabes y organisaient des razzias. L'installation de la Grande-Bretagne à Aden en 1839, celle de la France à Obock en 1862 puis à Djibouti en 1884 contribuèrent à freiner la traite. Dans l'intérieur, les razzias se poursuivirent néanmoins puisque, en 1888, sur le seul marché de Médine, en Arabie, 5 000 esclaves noirs étaient vendus par an. Ces captifs venaient en partie des régions périphériques de l'Ethiopie, et notamment du sud de l'empire où la traite était encore importante à la veille du premier conflit mondial.

La traite orientale est plus récente que la traite saharienne ; elle est également mieux connue, mais elle est surtout plus dévastatrice. Au début du XIXe siècle, le sultan de Mascate fit introduire la culture du giroflier à Zanzibar et dans ses autres possessions insulaires en Afrique de l'Est. Cette culture nécessitait une importante main-d'œuvre, et l'importation d'esclaves noirs depuis le continent augmenta à cette époque. En 1840, la capitale du sultanat de Mascate fut transférée sur l'île de Zanzibar. Le sultan, Seyid Saïd, y résida désormais.

Depuis des siècles, les Arabes possèdent des comptoirs sur le littoral et dans les îles de l'océan Indien[1]. Ils s'y cantonnent, attendant que leurs courtiers noirs leur livrent ivoire et esclaves. Jusqu'aux années 1830-1850, les Arabes n'ont pas l'initiative des

1. Verin (P.), *Les Echelles anciennes du commerce sur les côtes Nord de Madagascar*. Thèse de doctorat d'Etat, 2 t., Paris I, 1975.

contacts et ils n'exercent aucun contrôle sur les voies de communication de l'intérieur. Ce sont les Yao du Mozambique septentrional, les Kamba de l'actuel Kenya et surtout les Nyamwezi vivant au sud du lac Victoria qui détiennent le monopole commercial. Durant la première moitié du XIXe siècle, les Arabes « remontent » les trois pistes qui conduisent vers l'intérieur. Elles seront les pénétrantes de leur impérialisme.

Recherche de l'ivoire et esclavage sont à la base des initiatives arabes. En 1830, Tabora est fondée sur un point de passage obligé vers le lac Victoria, puis le Buganda — ce dernier royaume atteint en 1844 —, et vers le lac Tanganyika où le comptoir d'Ujiji est fondé en 1840.

Une fois le lac Tanganyika traversé, les esclavagistes s'enfoncent à l'intérieur de l'actuel Zaïre : ils atteignent la rivière Loualaba puis le fleuve Congo où ils fondent le comptoir de Nyangwé, point extrême de leur avance vers l'ouest. Dans cette région, le célèbre chef esclavagiste Tippo Tip[1] se taille un empire.

Au nord du lac Tanganyika, un autre musulman, Rumaliza[2], exerce son pouvoir. Chaque chef esclavagiste exige que les tribus courtières ou « protégées » fournissent des esclaves et de l'ivoire. La traite va désormais ravager toute cette partie de l'Afrique depuis le sud-Sudan au nord jusqu'au Mozambique au sud, et de l'océan Indien à l'est au fleuve Congo à l'ouest. Cette traite est connue grâce aux nombreux témoignages laissés par des voyageurs européens. Les plus détaillés sont ceux de Richard Burton (1821-1890) qui parcourut la région du lac Tanganyika de 1857 à 1859 ; de David Livingstone (1813-1873) qui fit deux voyages en Afrique centrale, le premier de 1858 à 1864 et le second de 1866 à 1873 ; de Verney Cameron (1844-1894) qui traversa ces régions du 1873 à 1876.

Les Arabes avaient deux moyens pour se procurer des esclaves.

1. Bontinck (F.), « L'autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Murjebi Tippo-Tip (ca. 1840-1905) », A.R.S.O.M., Bruxelles, 1974 ; Renault (F.), *Lavigerie, l'Esclavage africain et l'Europe*. Toulouse, 1971, 2 tomes.

2. Marissal (J.), *L'Islam et les royaumes interlacustres de l'Afrique de l'Est au XIXe siècle*. Thèse de doctorat d'histoire. Paris I. Centre de Recherches africaines 1976, 2 tomes ; *ibid.*, Université-Ecole normale supérieure du Burundi, Bujumbura, 1977 ; « Le commerce zanzibarite dans l'Afrique des grands lacs au XIXe siècle », R.F.H.O.M. LXV, 1978, n° 239, pp. 212-235.

Le premier consistait à racheter aux peuples noirs les individus dont ces derniers désiraient se débarrasser : criminels, sorciers malheureux, enfants ayant percé les dents du haut avant celles du bas...[1]

L'autre moyen était violent, qu'il s'agisse des rapts d'enfants, de razzias de villages, de guerres inter-tribales avec ou sans participation arabe. Il permettait une abondante moisson de captifs. Les tribus esclavagistes telles les Nyamwezi ou les Yao étaient spécialisées dans ces pratiques. Quant aux pasteurs barori qui vivaient au sud du pays des Nyamwezi, ils razziaient régulièrement leurs voisins sédentaires, les Babena, Bahéhé, Bakimbu, Bakonongo ou Bunyangoura qu'ils vendaient aux caravanes traversant leur territoire[2].

Une fois capturés et vendus aux Arabes, les malheureux étaient divisés en deux lots : quelques-uns demeuraient dans l'intérieur du continent comme esclaves dans les comptoirs arabes, tandis que la grande majorité prenait le chemin de l'océan Indien. Dans les caravanes, les captifs étaient liés entre eux, les femmes et les enfants à l'aide de simples cordages, les hommes enchaînés par groupes de 10 à 20.

Durant la marche vers l'Océan, tous ceux qui ne pouvaient pas suivre étaient abattus. Burton fut le témoin d'une scène terrible[3] :

> « Notre chef de caravane reste en arrière, parce qu'une jeune fille, l'un de ses derniers achats, ne peut continuer la route en raison d'une plaie à la jambe. Voyant que le mal est sans remède, il coupe la tête à la pauvre enfant. »

Le voyage durait de deux à trois mois et durant cet interminable trajet, les pertes étaient énormes. La description des souffrances des captifs est parfois à peine croyable :

> « (...) quand j'ai rendu compte de la traite de l'homme dans l'Est de l'Afrique, je me suis tenu très loin de la vérité, ce qui était nécessaire pour ne pas être taxé d'exagération. Mais à parler en toute franchise le

1. Burton (R.) *The Lake region of Central Africa*. Traduit par H. Loreau. Paris, 1862.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

sujet ne permet pas qu'on exagère. Amplifier les maux de l'affreux commerce est tout simplement impossible. Le spectacle que j'ai eu sous les yeux, incidents communs de ce trafic, est d'une telle horreur que je m'efforce sans cesse de le chasser de ma mémoire sans y arriver[1]. »

Durant des semaines, Livingstone croisa en effet les caravanes venant d'Afrique centrale. En 1869, ce sont celles du Maniéma qu'il rencontra, avec leurs centaines de captifs enchaînés portant des défenses d'éléphant.

A l'arrière, les femmes et les enfants suivaient. A intervalles plus ou moins réguliers, les fouets claquaient, déchirant les dos nus : « Le sang coule en horribles flots ! je suis accablé, écœuré par tout ce sang humain... » écrit Livingstone.

Collister[2] rapporte une discussion entre un chef de caravane et un voyageur européen :

« Tous ces esclaves vont-ils à Zanzibar ? — La plupart d'entre eux. Avez-vous perdu de nombreux esclaves en cours de route ? — Oui, plusieurs sont morts de faim ! » — Y a-t-il eu des fuyards ? — Non, ils sont trop bien gardés. Seuls, ceux qui sont possédés du diable essayent de s'évader. Ils ne pourraient aller nulle part s'ils s'enfuyaient. — Que faites-vous quand ils sont trop malades pour marcher ? — Ils sont abattus, car si nous n'agissons pas de cette façon, les autres se prétendraient également malades pour n'avoir pas à porter leurs charges. Non, nous ne laissons jamais un esclave vivant le long de la route. Ils savent tous que c'est la règle. — Je vois des femmes porter non seulement un enfant dans le dos, mais en plus une pointe d'ivoire ou un autre fardeau sur la tête. Que faites-vous quand elles sont trop faibles pour porter à la fois enfant et ivoire ? — Qui porte l'ivoire ? La femme ! Nous ne pouvons abandonner le précieux ivoire sur la route. Nous tuons l'enfant d'un coup d'épée, ce qui fait que leur charge est allégée. La règle : l'ivoire d'abord l'enfant ensuite. »

Le 13 juillet 1841, le consul britannique à Zanzibar, Hamerton, écrivait à son supérieur basé à Bombay :

1. Livingstone (D.), *Le Dernier Journal de David Livingston relatant ses explorations et découvertes de 1866 à 1873*, traduit de l'anglais par H. Loreau. Paris, Hachette, 1876, p. 18.
2. Collister (P.), *The last days of Slavery*, Nairobi. 1961, p. 110.

« En aucune partie au monde, rien ne dépasse la misère et la souffrance endurées par ces misérables esclaves lors du voyage qui les amène de l'intérieur de l'Afrique et pendant leur séjour dans l'île en attendant qu'ils soient vendus. Les privations et la maladie les avaient réduits à un tel état que, parfois on estimait qu'ils ne valaient pas la peine d'être débarqués et pour économiser le dollar qu'il fallait payer au maître des douanes pour tout esclave importé à Zanzibar, on préférait les laisser mourir à bord des vaisseaux[1]. »

Les Noirs étaient « exportés » depuis de nombreux ports du littoral de l'Afrique orientale. Le plus connu, mais aussi le plus important, était celui de Zanzibar pour lequel nous disposons d'archives et de témoignages.

Du continent, les captifs étaient transportés sur des boutres pouvant contenir de 150 à 200 hommes accroupis, pour un voyage qui durait de 24 heures à 3 jours. Pour chaque esclave débarqué, le capitaine du boutre devait acquitter un droit de douane, c'est pourquoi les malades ou les mourants étaient précipités à l'eau. En 1859, Burton[2] constata que ce droit d'entrée était variable selon l'ethnie de l'esclave, de un à trois dollars par individu.

Avant de passer par l'étape obligée du marché de Zanzibar, les esclaves devaient récupérer les forces perdues depuis leur capture. Ils étaient engraissés et lavés puis, lorsqu'ils étaient jugés « présentables », ils étaient conduits sur le marché.

Le marché de Zanzibar, qui était quotidien, se tenait à partir de 16 heures. La vente se faisait en procession. En tête marchait le vendeur avec ses crieurs vantant la qualité des hommes, des femmes et des enfants présentés. Lorsqu'un spectateur était attiré par l'un d'entre eux, la procession s'arrêtait et celui qui avait suscité l'intérêt de l'éventuel acheteur était examiné en détail, surtout les esclaves du sexe féminin.

En 1866, Livingstone décrivait ainsi le marché :

« Trois cents individus, à peu près, se trouvaient en vente. Excepté les enfants, tous semblaient honteux de leur position. Les dents sont

1. Cité par Marissal (J.), « La traite orientale à Zanzibar », C.R.A. Paris-Sorbonne, 1970.
2. Burton (R.), *op. cit.*

regardées, la jupe relevée pour examiner les jambes, puis on jette un bâton pour que, en le rapportant, l'esclave montre ses allures. Quelques-uns sont traînés au milieu de la foule, et leurs prix criés sans cesse. La plupart des acheteurs étaient des Arabes du nord et des Persans. »

Une partie des esclaves était achetée pour le travail des plantations à Zanzibar même, où ils constituaient la majorité de la population. Burton les tenait en piètre estime, les considérant comme paresseux, sales, voleurs... Selon lui, l'esclave :
a.50

« ... est toujours à peu près nu, car il met ses habits en gage ou bien va les vendre. Il dérobe, escroque et pille pour satisfaire ses passions impérieuses. La captivité semble développer son aptitude à la débauche... quand, par le clair de lune, le grondement du tam-tam répond aux cris aigus du fifre, il devient impossible de garder à la maison un seul esclave mâle ou femelle. Tous se précipitent vers la place et, chacun s'enivrant jusqu'au délire de ses cris et de sa danse, la soirée se termine par une scène d'un singulier désordre. Ces bacchanales, appelées Ngoma, ont été défendues à Zanzibar par le Seyyid Said, ancien Imam de Mascate[1]. »

Les profits de la traite étaient importants. Entre la zone de sa capture et sa vente à Zanzibar, la valeur d'un esclave était multipliée par 5 ou 6. Burton indique qu'en 1859, un esclave acheté de 2 à 6 dollars à Tabora, donc à mi-distance entre sa zone de capture et l'Océan, était revendu entre 13 et 20 dollars à Zanzibar.

Les chiffres des recettes des douanes de Zanzibar[2] indiquent que de 1830 à 1875, 743 000 esclaves furent vendus sur ce seul marché. Mais ces chiffres ne valent que pour le commerce officiel de Zanzibar et ils ne tiennent évidemment pas compte de la contrebande. Ils ne concernent pas les activités des nombreux ports du littoral qui commerçaient directement avec le monde musulman.

Marissal considère que pour un esclave vendu sur le marché de

1. *Ibid.*, p. 670.
2. Marissal (J.), « La traite orientale à Zanzibar », *op. cit.*

Zanzibar, quatre ou cinq ont péri en route ou lors de leur capture. La mortalité provoquée par ce seul circuit commercial aurait donc pu s'élever à plus de 3 millions de morts en quarante-cinq ans, chiffres qui ne portent que sur Zanzibar. La dépopulation de l'arrière-pays de Kiloa ou de la cuvette du Congo fut le résultat de ces pratiques.

Les estimations de l'exportation annuelle de toute l'Afrique orientale, y compris Zanzibar, à destination du golfe Persique, de Mascate, de Karachi ou encore des Comores, sont chiffrées de 15 à 20 000 esclaves. Un esclave vendu 20 dollars à Zanzibar en valait 60 à Mascate.

Les bénéfices réalisés par les marchands d'ivoire et d'esclaves expliquent l'importance de la traite, ainsi que la résistance des esclavagistes. Il faudra en effet que les puissances coloniales concernées mettent sur pied de véritables expéditions militaires pour venir à bout des traitants. Sur le lac Victoria, les Allemands durent livrer de véritables batailles navales et, au Congo, les Belges furent contraints d'organiser des campagnes militaires contre les trafiquants, car la traite ne prit pas fin par enchantement. Sans la conquête coloniale, des millions de Noirs auraient continué à prendre le chemin des marchés d'esclaves de Zanzibar puis de ceux du Caire, d'Alexandrie, de Mascate ou d'ailleurs.

Il n'était pas naturel que les Européens vinssent y mettre un terme. Aucune dette morale n'obligeait les missionnaires à affronter les innombrables périls du « continent mystérieux ».

En 1822, les Britanniques imposent au sultan de Zanzibar, Seyid Saïd, la limitation du commerce au littoral de l'Afrique orientale, au golfe Persique et à l'Arabie. Réalistes, les Britanniques comprennent qu'ils n'ont pas les moyens de mettre un terme à la traite sans une installation, une occupation territoriale effective. Durant plus de soixante années ils hésitent à franchir le pas, freinant, ralentissant, tentant de contrôler puis de contenir la traite sans jamais avoir la possibilité de l'interrompre.

Ils procédèrent par étapes. Ainsi, le 2 octobre 1845, le traité Hamerton, signé par Seyid Saïd, interdisait l'exportation d'esclaves hors des possessions africaines du sultan. Une tolérance était prévue pour la main-d'œuvre des plantations de girofliers.

Mais la marine britannique n'avait guère les moyens de contrôler l'application du traité par les Zanzibarites. Renault[1] précise d'ailleurs que de 1867 à 1869, sur 37 000 esclaves exportés au mépris du traité Hamerton, seuls 2 600 furent interceptés et libérés par les Britanniques, ce qui donne une indication du volume réel de la traite. Dans les années 1870, la chasse à l'esclave se développa dans la région du lac Nyassa qui devint la principale pourvoyeuse du marché de Zanzibar. En 1871, le gouvernement de Londres décida de réagir et il ordonna à la marine britannique d'instaurer un blocus provisoire de l'île de Zanzibar.

En 1873, Sir Bartle Frère et le consul John Kirk imposent à Seyid Bargash, sultan depuis 1870, la fermeture du marché de Zanzibar, l'abandon de la traite et la confiscation de tout navire négrier. En moins de 24 heures, le marché est supprimé, mais la traite se poursuit à l'intérieur du continent.

Elle ne reculera que sous les assauts inlassables menés par les missions religieuses. Ce sera l'œuvre des protestants de la Church Missionary Society qui fondent leur première mission en 1844, à Mombassa. En 1862 et en 1873, les pères du Saint-Esprit s'installent à Zanzibar même et à Bagamoyo ; mais le mouvement missionnaire prendra toute son ampleur avec les Pères Blancs du cardinal Lavigerie qui découvrent le champ de leur apostolat en 1878[2].

Les esclavagistes sont également traqués par les associations privées, dont l'Association internationale pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique Centrale qui met sur pied des expéditions destinées à bâtir des postes aux carrefours des pistes empruntées par les caravanes. C'est ainsi que Karema et Mpala sont fondés sur le lac Tanganyika[3]. C'est encore elle qui envoie Stanley (1841-1904) créer des stations sur le fleuve Congo.

La colonisation effective amplifiera la lutte et permettra de triompher de la traite, mais l'abolition de l'esclavage ne fut pas acceptée par les musulmans car le Coran considérait cette pratique

1. Renault (F.), *Lavigerie, l'Esclavage africain et l'Europe*, Toulouse, 2 tomes, 1971.
2. Greindel (L., R.P.), « Notes sur les sources des missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) pour l'Est du Zaïre », *Etudes d'Histoire africaine*, VII, 1975, pp. 175-202.
3. Heremans (R.), « Les établissements de l'Association internationale africaine au lac Tanganyika et les Pères Blancs. Mpala et Karema 1877-1885 », *M.R.A.C.*, Tervuren, 1966.

comme une institution sociale. Aux yeux des Arabes, qui se référaient à la Sharia, c'est-à-dire à la loi musulmane, un esclave demeurait un esclave.

La dernière caravane d'esclaves est signalée en Libye en 1929. En 1960, les ventes étaient toujours courantes à La Mecque. En 1964, on vendait encore des Noirs au Yémen. L'esclavage fut officiellement aboli en 1962 en Arabie Saoudite, et en Mauritanie il le fut 4 fois en quinze ans.

En Mauritanie, les Noirs sont au nombre de 500 000, soit 25 à 30 % de la population. Ils sont généralement écartés des postes de responsabilité et considérés comme des citoyens de seconde zone. Des milliers d'entre eux sont toujours esclaves, mais il est impossible de connaître leur nombre : 200 000, 300 000 ? En Mauritanie, on enlève encore des enfants pour en faire des esclaves, leur prix est de 30 000 à 40 000 francs CFA[1]. Ici, les Noirs sont en situation de dépendance au sein des familles maures. La colonisation les avait théoriquement libérés. L'indépendance a permis de revenir aux pratiques traditionnelles.

Au Sudan, la traite se déroule sous nos yeux ; cent ans après les expéditions de Samuel Baker en Equatoria, le Bahr-el-Ghazal est encore la victime des esclavagistes musulmans. Avant la colonisation, les Arabes vendaient les Noirs du Sudan ; la colonisation mit un terme à ces pratiques. L'indépendance venue, les anciennes coutumes s'imposent avec force et, après une parenthèse de soixante-dix ans, les Dinka redeviennent la proie des marchands d'esclaves.

Que la traite se fasse sous le couvert de la guerre civile entre arabisés et Noirs, musulmans et chrétiens ou païens ne change rien au fait incontestable que les Arabes ont recommencé à vendre des Noirs. Contre les Dinka qui refusent de se laisser convertir à l'Islam, le gouvernement de Khartoum a lancé toutes les tribus musulmanes : Bagara, Mundari[2]... Les tribus arabes venues du

1. *Résistances*, « L'héritage de l'esclavage », Antenne 2, octobre 1988.
2. *Id.*

Darfour razzient le pays dinka comme au « bon vieux temps » de la conquête égyptienne au XIXe siècle. Les hommes sont abattus, les femmes violées et les enfants enlevés. Des milliers deviennent esclaves.

La mise en parallèle des dépêches de l'AFP ou des articles des correspondants de presse avec les livres de Samuel Baker[1] ou de Gaetano Casati[2] illustre bien la dramatique permanence de ces pratiques.

1. Baker (S. W.), *Le lac Albert. Nouveau voyage aux sources du Nil*. Paris, 1879.
2. Casati (G.), *Dix années en Equatoria*. Paris, 1892.

IX

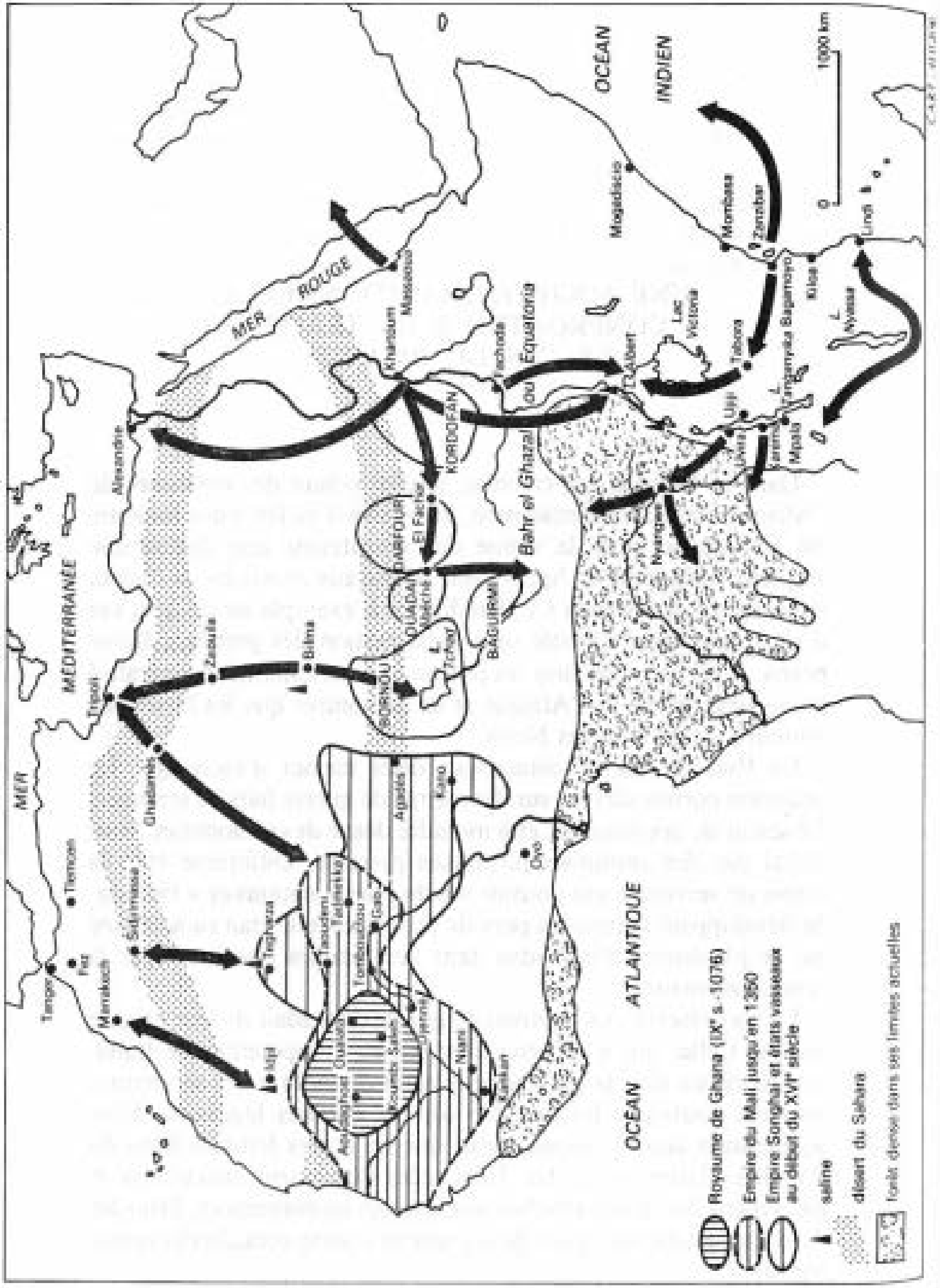
UNE SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE CONFRONTÉE A LA TRAITE, LE CAS DU RWANDA

Dans le Rwanda pré-colonial, le plus connu des royaumes de l'Afrique orientale interlacustre, les ventes d'esclaves ont toujours été pratiquées, mais la venue des musulmans leur donna une ampleur considérable. Après avoir résisté aux pressions de l'Islam esclavagiste, le Rwanda s'y abandonna. L'exemple est unique, car il s'est quasiment déroulé sous l'observation des premiers Européens. Il permet d'éclairer un processus antérieurement généralisé à une large partie de l'Afrique et de démontrer que les Noirs ont toujours vendu d'autres Noirs.

Le Rwanda ancien connaissait deux formes d'esclavage. La première portait surtout sur des captifs de guerre faits à l'étranger. Le statut de ces femmes, et à moindre degré de ces hommes, était défini par des coutumes juridiques précises. Différente était la forme de servitude qui pouvait toucher des « nationaux » rwanda. Se développant surtout en période de famine, elle était caractérisée par le placement d'individus dans des familles épargnées par la crise alimentaire.

Le sort réservé aux captives de guerre dépendait de leur origine raciale. Celles qui n'appartenaient pas au groupe ethnique hima-tutsi (pris au sens le plus large) étaient données à des serviteurs, lesquels pouvaient les prendre comme épouses légitimes. Elles acquéraient ainsi le même statut que les autres femmes hutu du Rwanda. Attribuées à des Tutsi, elles devenaient concubines et jouissaient des droits attachés aux épouses momentanées. Dans les deux cas, les enfants issus de ces unions étaient considérés comme légitimes.

LA TRAITE DES NOIRS PAR LES ARABES (IXe - XIXe SIÈCLES)



Si les prisonnières razziées en territoire ennemi étaient de « belle race » tutsi, elles pouvaient être épousées par des Rwanda de même ethnie.

A la fin du XIXe siècle, des éléments nouveaux contribuent à transformer les caractéristiques de l'esclavage traditionnel :

— Les expéditions du roi Rwabugili (1850-1895) augmentent le nombre des prisonniers de guerre.

— La révolte des Batetela (1897 à octobre 1898) entretient dans l'Ouest kivu un climat d'anarchie propice à l'exportation d'esclaves. Ce phénomène intervient en relais ou en prolongement des activités guerrières de Rwabugili, maintenant ainsi une possibilité d'approvisionnement en captifs extérieurs au Rwanda.

Mais ces deux éléments n'ont entraîné un changement que parce que la condition même de la traite apparaît à la même époque, à savoir la pression musulmane sur les frontières orientales du Rwanda[1]. Contenus physiquement à la périphérie du royaume, les traitants parviennent à éveiller chez les Rwanda le goût des articles nouveaux, et en particulier celui des étoffes qu'ils ne peuvent se procurer qu'en échange d'hommes.

Toutes les conditions étaient réunies qui permettraient aux musulmans d'exploiter le « vivier » humain de ce pays dès que l'autorisation d'y entrer leur serait donnée.

C'est sous le règne de Kigeli IV Rwabugili que les traitants musulmans nouent des relations commerciales avec le Rwanda, à partir de leurs comptoirs situés au Karagwe et au sud kivu. Dans les dernières années du XIXe siècle, les sources missionnaires catholiques décrivent, de l'extérieur du Rwanda, un trafic d'esclaves en provenance de ce royaume.

A la différence de plusieurs Etats de la zone Nord interlacustre[2]

---

1. Sur le sujet, l'on pourra consulter Marissal, *L'Islam et les royaumes interlacustres...*, *op. cit.*, 1976. Et Lugan (B.), « Echanges et routes commerciales au Rwanda 1880-1914. » *Africa-Tervuren*, XXII, 1976, pp. 33-39 ; *L'Economie d'échange au Rwanda de 1850 à 1914*. Thèse de doctorat de 3e cycle Université de Provence, 1976.

2. La première caravane zanzibarite arrive à la cour du Buganda en 1844.

et du Buha, le Burundi[1] et le Rwanda semblent s'être longtemps opposés à la libre circulation des traitants[2].

Dans le dernier quart du XIXe siècle, les commerçants zanzibarites du Karagwe et les potentats swahili installés sur les rives du lac Tanganyika tentent d'achever leur prise de contrôle de la zone interlacustre en y intégrant le Rwanda. Cette volonté apparaît au moment où ce royaume est au sommet de sa puissance politique et militaire sous la ferme direction de Kigeli IV Rwabugili.

Ce monarque expansionniste repousse les limites du Rwanda vers le nord et vers l'ouest. A l'intérieur, il achève la centralisation politique du royaume, même si cette entreprise n'apparaît que superficielle et éphémère dans plusieurs provinces septentrionales et même méridionales.

C'est avec ce royaume puissant, militarisé, redouté de ses voisins, que les musulmans tentent de nouer des liens commerciaux résultant de contacts tour à tour pacifiques et violents, mais tous leurs efforts se soldent par des échecs.

Stanley relate certains de ces désastres. Le célèbre explorateur fit deux séjours au Karagwe, l'un en 1876 et l'autre en 1889, et il demeura plusieurs jours à Kafuro, principal centre de traite zanzibarite dans cette région.

Lors de son premier voyage, il tenta, sans succès, de prendre pied sur la rive rwanda de la Kagéra. Arrêté dans son entreprise par l'attitude hostile des populations, les seuls renseignements qu'il réussit à obtenir sont ceux que lui donna Hamed, membre influent de la colonie de Kafuro dont il rapporte les dires :

« Hamed a cherché plusieurs fois à nouer des relations commerciales avec l'Impératrice du Ruanda ; mais il a échoué. Quelques-uns de ses esclaves sont arrivés jusqu'à la cour et ont été empoisonnés ; (...) Ah ! Les Vouanya-rouanda sont un grand peuple ; mais des hommes cupides, malfaisants, fourbes et traitres. Ils n'ont jamais permis à un Arabe de trafiquer dans leur pays, ce qui prouve que ce sont de mauvaises gens. L'ivoire abonde chez eux ; pendant les huit dernières

1. Tout au moins le Burundi non riverain du lac Tanganyika (Marissal, *L'Islam et les royaumes interlacustres...*, *op. cit.* ; « Le commerce zanzibarite... », *op. cit.*
2. Pour l'étude du commerce arabe en Afrique orientale et interlacustre, nous renvoyons à Renault, *op. cit.*, et à Marissal, « Le commerce zanzibarite... », *op. cit.*

années, Khamis-ben Abdallah, Tippou-Tip, Saïd-ben Habib et moi avons souvent essayé d'entrer là, sans jamais y réussir. Les gens de Roumanika eux-mêmes, qui ouvrent leur pays à tout le monde, ne peuvent pas y pénétrer au-delà de certaines limites, voisines de la frontière[1]. »

En 1876, année du premier voyage de Stanley, ni les Arabes de Kafuro, centre de la traite situé à quelques dizaines de kilomètres de la frontière, ni ceux du Tanganyika comme le fameux Tippo-Tip, ne semblaient donc, d'après Hamed, avoir réussi à pénétrer au Rwanda.

Treize années plus tard, en 1889, la situation n'a guère changé et dans les *Ténèbres de l'Afrique*, Stanley écrit :

« Un proverbe arabe dit qu'il est plus facile d'entrer dans le Rouanda que d'en sortir. Une caravane de traitants d'ivoire qui essaya de le traverser il y a dix-huit ans n'est jamais revenue ; Mohamed, le frère de Tippou-Tip, a tenté d'y pénétrer, et ses 600 fusils ne lui ont servi de rien[2]. »

Les sources missionnaires, essentiellement composées des rapports des postes du Tanganyika, ne font état — et encore indirectement — que de la situation sur la frontière sud-ouest du Rwanda. Ici, comme sur la Kagéra, il semblerait que les tentatives musulmanes visant à pénétrer au Kinyaga — province méridionale du Rwanda — aient été nombreuses, mais se soient toutes traduites par des échecs. Cependant, à la différence de ce qui se passait sur la frontière ouest, au Gisaka ou au Mubali, les expéditions arabo-swahili vers le sud du Rwanda ont souvent pris l'allure de véritables entreprises militaires.

Le Journal des Pères Blancs du poste de Kibanga contient entre 1884 et 1890 plusieurs références au sujet. Ainsi :

— 12 novembre 1884 : « L'Arabe Mohamed ben Kalfan — dit Rumaliza — vient nous faire visite (...) il cherche à s'ouvrir une

1. Stanley (H. M.), *A travers le continent mystérieux*. Paris, 1879 t. 1 p. 436.
2. *Id.*, *Dans les Ténèbres de l'Afrique*. Paris, 1890, pp. 328-329.

route au nord du lac vers le pays encore inexploré de Rouanda[1]. »

— 13 août 1886 : « Visite de Rumaliza (...) il se considère comme le grand chef de tous les pays situés au nord et au nord-ouest du Tanganyika (...) Lui-même va maintenant à l'Ouvira et à Rouanda, près du lac Kivu (...)[2]. »

— 26 février 1890 : « On nous dit que Rumaliza veut aller tenter fortune dans le Rouanda où il a déjà été battu deux fois (...)[3]. »

Les sources missionnaires font également référence à d'autres expéditions organisées plus tard par Rumaliza, en 1891 et 1892. Quant à Mgr Hirth, l'initiateur de la présence missionnaire au Rwanda, il écrit en 1900 :

> « Il nous tardait depuis longtemps de pénétrer enfin dans l'extrême ouest du Vicariat ; il y a là un royaume jusqu'à ce jour complètement isolé et fermé à tous les étrangers. Les musulmans même à la recherche de l'ivoire et des esclaves n'ont jamais pu y entrer : c'est le pays du Ruanda. »

D'après ces textes, et en dépit de ce que l'on pourrait considérer provisoirement comme une vantardise de Rumaliza concernant ses voyages au Rwanda (texte du 13 août 1886), la situation sur la frontière du Kinyaga — sud du Rwanda — était en 1890 semblable à celle qui régnait sur la frontière orientale : le royaume du Rwanda avait à cette date réussi à préserver son intégrité face à l'Islam.

L'explorateur allemand von Goetzen[4] rapporte les dires de son interprète, Tofik, qui accompagna Rumaliza lors de sa remontée de la plaine de la Ruzizi vers le Rwanda. Il écrit que le célèbre traitant avait réussi à s'attirer les bonnes grâces de Rwabugili à l'aide de cadeaux judicieusement choisis. Mais il se brouilla avec lui, ce qui provoqua des combats dans lesquels les musulmans

1. Chronique trimestrielle de la Société des missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (CTSMNDA), poste de Kibanga, 2ᵉ trimestre 1885.
2. CTSMNDA, Kibanga, 2ᵉ trimestre 1887.
3. CTSMNDA, Kibanga, 1890.
4. Goetzen (G. A. von), *Durch Afrika von Ost nach West. Resultate einer Reise von der Deutsch. Ostafrikanishen Küste bis zum Kongomündung in der Jahren 1893-1894*. Berlin, 1895.

furent vaincus, et Rumaliza dut renoncer à ses visées sur le Rwanda. C'est à l'un de ces combats que fait probablement allusion Kagame lorsqu'il relate l'affrontement victorieux pour les milices du Rwanda qui aurait eu lieu au Kinyaya. Un poème exalte même la déroute de chasseurs d'esclaves vêtus d'étoffes et armés de fusils, et qui sont décrits comme « ceux qui combattent avec des manches de houe dégageant de la fumée[1] ».

Le retour à quelques dates permettra de cerner davantage la période de pression musulmane sur les frontières du Rwanda.

— 1889 : Stanley ne signale aucun commerce entre les Arabes du Karagwe et le Rwanda et ce, malgré de nombreuses tentatives d'Hamed et de ses coreligionnaires[2].

— 1892 : Le Diaire de la mission de Kibanga mentionne les tentatives de Rumaliza vers le Kinyaga.

— 1895 : Le Diaire de la mission d'Ushirambo signale que :

> « (...) de nombreux Basumbwe sont de retour du Ruanda où ils sont allés acheter de l'ivoire. La guerre les a fait sortir plus tôt qu'ils n'auraient voulu. En effet, Rwabugili a réuni toutes ses armes pour se jeter sur le Nkole (...). »

— 1898 : Sous la plume du R. P. Brard, nous pouvons lire que le Diaire de N.-D. de Lourdes rapporte que « (...) chaque semaine il arrive du Ruanda une ou plusieurs caravanes d'esclaves ou de chèvres ».

Le Rwanda s'est-il ouvert de lui-même aux musulmans, ou bien ces derniers ont-ils profité de la pénétration allemande à partir de 1896 pour entrer dans un royaume qui leur était jusque-là resté fermé ? Le pasteur Johanssen — un Allemand — a sur ce point un avis précis :

> « Le Swahili de la côte et le commerçant hindou, l'Askari du Soudan et l'Arabe qui enseigne le Coran suivent partout les fonctionnaires de la

1. Kagame (Abbé A.), « Premiers contacts du Ruanda et de l'Occident. » *Grands Lacs*, n° spécial 66ᵉ année, 1950, pp. 7-9.
2. Stanley (H. M.), *Dans les Ténèbres de l'Afrique*, *op. cit.*

puissance coloniale, et c'est ainsi que les postes du gouvernement deviennent des bastions de l'Islam. Aucune communauté musulmane n'exista au Ruanda avant la domination allemande. Sous l'étendard allemand, l'Islam gagne tous les jours du terrain[1]. »

Peut-être, mais le Rwanda n'est que nominativement allemand à partir de 1896. En 1900, lors de la venue des premiers missionnaires, il n'y a encore aucun Allemand résidant en permanence au Rwanda. Ce n'est qu'à partir de 1905-1909 que l'Allemagne entreprend une implantation administrative.

Les sources missionnaires paraissent indiquer que le commerce des esclaves vers Tabora et l'océan Indien, et donc l'établissement de liens concrets entre les Arabes (ou leurs agents noirs islamisés) et des correspondants au Rwanda, serait apparu dans la dernière décennie du XIXe siècle : c'est du moins ce qu'écrit Mgr Hirth à sa mère et à sa tante le 2 janvier 1901 :

« (...) Les marchands d'esclaves ont trouvé il y a quelques années le chemin de ce pays, et ceux qui gouvernent sont assez dépravés de leur côté pour vendre pour quelques brasses d'étoffes les jeunes enfants, les filles surtout. »

Dans les années 1860-1880, le Rwanda ferma ses frontières orientales et sud-occidentales, là où la pression musulmane se faisait sentir. Auparavant, il entretenait des rapports politiques et commerciaux avec les Etats d'outre-Kagéra, et surtout avec le Karagwe. Les liens avec ce dernier royaume remontent au XVIe siècle. Les excellents rapports entretenus par les deux royaumes débouchèrent sur des accords selon lesquels aucun monarque rwanda ne ferait jamais la guerre au Karagwe dont le souverain devenait, de plus, le conseiller extraordinaire du souverain du Rwanda.

Dans ces conditions, il est tout à fait normal que le Karagwe, voie de passage des articles de traite, puis des Zanzibarites en route vers le Buganda, ait cherché à faire bénéficier son puissant ami des

1. Johanssen (E.), *Ruanda : kleine Anfänge-Grosse Aufgaben der evangelischen Mission im Zwischenseengebiet Deutsch-Ostafrikas*. Bielefeld, 1915, p. 203 (notre traduction).

produits étrangers qu'il se procurait contre de l'ivoire. En d'autres termes, l'on peut penser que le Rwanda entretenait des rapports avec les royaumes de l'Est. De ces rapports fondés sur des liens dynastiques ou sur de simples relations de bon voisinage résultaient des échanges de cadeaux. A partir du règne de Rwabugili, les commerçants arabes installés sur la rive orientale de la Kagera, désireux de commercer dans le Rwanda, multiplient les présents destinés à influencer le souverain dans le sens de l'ouverture de la frontière.

Au XIXe siècle, les relations commerciales entre le Rwanda et l'extérieur étaient surtout orientées vers le nord et vers l'ouest. De Katwe était importé du sel ; du Bushi, des houes et des bracelets, toutes ces marchandises étant troquées contre le bétail abondant au Rwanda. A l'est, le royaume s'était récemment fermé aux échanges, ce qui interdisait tout raccordement avec le monde commercial est-africain, donc musulman. Il commença à entrebâiller sa frontière orientale vers 1890 ; les raisons en sont inconnues, mais nous pouvons supposer que l'attirance pour les produits étrangers en fut la cause principale.

Le Rwanda des années 1895-1908 apparut aux missionnaires comme un terrain de chasse à l'esclave parcouru par les mahométans. Le R.P. Pagès[1] y dénombrait cinq emplacements de vente des esclaves, et un vieillard de la région de Save nous a déclaré en 1972 :

« J'ai toujours entendu parler du marché qui existait à Rwanza. Exactement là où se trouve le marché actuel. On y vendait des esclaves achetés au Bushi. Les gens partaient donc d'ici, allaient au Bushi, achetaient des esclaves et venaient les vendre. Un enfant coûtait deux houes du Bushi, moins qu'une vache. Je le sais très bien car le premier mari de ma mère s'était acheté une esclave à deux houes. Il l'éleva et la garda. Elle est morte il n'y a pas longtemps et elle parlait toujours la langue des Bushi. »

1. Pagès (A., R.P.), « Au Ruanda, sur les bords du lac Kivu. Un royaume hamite au centre de l'Afrique. » I.R.C.B., Bruxelles, 1933.

Dans les sources religieuses, nous trouvons indistinctement les mots « marché » ou « centre » pour Kivumu qui semble avoir été un réel lieu de traite. La colline Kivumu est située au nord du Nduga, à quelques kilomètres de l'actuelle préfecture de Gitarama, dans une région où la concentration des marchés pré-coloniaux était forte. D'après nos informateurs, les premières ventes d'hommes auraient débuté à Kivumu vers 1895, c'est-à-dire dès l'ouverture du Rwanda aux musulmans.

C'est au sein de l'économie d'échange du Rwanda ancien que des familles traditionnellement habituées au commerce diversifièrent leurs activités par l'introduction des ventes humaines.

Le Diaire de la mission de Kabgayi donne le 21 mai 1906 une liste des commerçants d'esclaves de Kivumu.

Avec l'arrivée des musulmans, les femmes et les filles sont de plus en plus recherchées, et les missionnaires insistent sur ce point :

> « Ce sont les filles Watutsi, renommées pour leur grande beauté, qui sont recherchées par ces marchands de chair humaine. Les rares débris qui échappent à l'effrayante mortalité causée par le changement de climat, prennent le chemin de la côte par des routes détournées et quittent même l'Afrique pour aller peupler les " Harems " de l'Orient (Arabie, Perse, Turquie) (...)[1]. »

Mgr Hirth confirme le jugement du père Van der Burgt :

> « Ce serait le moment ici à la capitale de faire des rachats d'enfants, garçons et filles surtout, il paraît que ces batutsi en vendent selon leur fantaisie. Ce sont toujours les enfants de bahutu qui sont victimes. Les Batutsi ne sont là que pour exploiter le pays. On s'étonne que le pays ne soit pas épuisé encore. Toutes les filles dont le père meurt assez jeune, reviennent au chef du district ou du village. C'est à peu près l'unique moyen qu'a celui-ci de se procurer des étoffes, et celles-ci ne sont plus si rares parmi la noblesse, le roi seul n'en porte pas[2]. »

1. Burgt (R.P. Van der), *Notices ethnographiques sur l'Urundi et les Warundi*. Bois-le-Duc, 1903, p. 42.

2. Lettre de Mgr Hirth à son frère, janvier-février 1900. Cité dans Lugan (B.), « Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda. » *Etudes rwandaises*, XIV, octobre 1980, n° spécial, pp. 60-101.

A Kivumu il n'y avait ni exposition ni défilé, la vente se faisait par discret contact au domicile des individus connus pour détenir des esclaves. Les famines[1] constituaient des accidents venant perturber l'économie d'autosubsistance en fragile équilibre. Ne pouvant plus nourrir leurs nombreux enfants, certains parents les placent en les vendant. Dans les dernières années du XIX[e] siècle, les familles d'accueil les revendent aux esclavagistes.

Dans la société traditionnelle, ceux qui pratiquaient ce type de commerce lié aux famines étaient avant tout les commerçants itinérants, colporteurs ou grossistes. Ce commerce ne peut donc être étudié que parallèlement aux circuits d'échange traditionnels. En période de famine, la vente des jeunes gens vient dans une certaine mesure en relais des circuits commerciaux de compensation défaillants. Cette pratique était semble-t-il courante.

Le 27 mai 1906, le rédacteur du Diaire de Rwaza note que :

> « (...) les malins profitent de la famine, recueillent des pauvres diables, les nourrissent, puis, dès qu'ils sont un peu remis, les vont vendre. Les jeunes filles surtout font monter les cours. Tandis qu'une femme ne fait que dans les quatre ou six chèvres une jeune fille monte jusqu'à quinze. »

Dans le nord du Rwanda, le 28 janvier 1906, le Diaire de la mission de Rwaza note que :

> « Presque continuellement les Balera amènent femmes et enfants au-delà de la Nyavarongo, pour les vendre. C'est la famine, disent-ils, qui les pousse. A Kivumu ils les échangent contre chèvres et taureaux. Pour sept ou huit chèvres ils se débarrassent d'une femme. »

Soulignons une fois encore l'étroite dépendance qui exista à partir de 1895 entre le commerce des esclaves et les pratiques commerciales traditionnelles. Les chefs qui appartenaient à la fraction dirigeante de l'aristocratie tutsi cherchaient avant tout à se

1. Les ventes en période de famine sont bien décrites par les missionnaires. Par exemple : Mgr Hirth à son frère, 1900 ; *Chronique* n° 130, sept. 1906, Rwaza, pp. 559-560 ; *Rapports annuels*, n° 1, 1905-6, Léon Classe, p. 187 ; Diaire de Rwaza, 28 janvier 1906 ; *id.* 27 mai 1906, etc.

procurer des étoffes au moyen de ce commerce, et les sources missionnaires le précisent nettement ; par exemple en 1900, quand Mgr Hirth écrit à son frère :

> « Depuis des années c'est d'ici surtout (Gisaka) et de tout le Rwanda que sortent les esclaves ; on veut avoir des étoffes surtout, et les chefs de village vendent dit-on, les enfants, les filles surtout. »

Dans le sud-est du Rwanda, le Diaire de la mission de Zaza note en avril 1903 :

> « L'esclavage n'est pas encore complètement aboli au Kissaka. Bien souvent des Bajinja viennent avec des étoffes qu'ils donnent aux chefs à la condition que ceux-ci leur cèdent des femmes, des jeunes filles et des garçons qu'ils emmènent en esclavage. »

Les commerçants, qui appartenaient très généralement à l'ethnie hutu, voyaient dans ces pratiques le moyen d'obtenir des bovins. En échange de leur marchandise humaine, ils se procuraient des étoffes chez les musulmans. Ils en gardaient une petite partie et troquaient le restant contre chèvres et vaches. Les bovins ainsi obtenus n'étaient pas grevés de droits « féodaux », à la différence de ceux qui étaient confiés selon les « contrats de servage pastoral ». Les chèvres étaient réintroduites dans les circuits traditionnels pour être échangées contre des houes, du tabac, des bracelets en fibres végétales ou des vivres.

Une évaluation sérieuse de ce commerce est impossible à faire. Si l'on s'en tient à la lecture des sources missionnaires, la situation paraît apocalyptique ; les rapports allemands minimisent quant à eux les effets de la traite.

Pour ce qui est des sources religieuses, deux périodes sont à distinguer. La première précède l'entrée des Pères Blancs au Rwanda et les descriptions sont faites depuis les pays voisins. Ainsi celle du R.P. Brard, qui évalue en 1899 le nombre des esclaves transitant par le Rwanda et en sortant à plusieurs milliers chaque année.

Dans un deuxième temps, les R.P. sont installés au Rwanda

même. Leurs évaluations paraissent cependant toujours aussi imprécises et peut-être exagérées :

> « Je pourrais ajouter bien des détails surtout sur l'esclavage qui se pratique en ces pays. Combien de milliers de pauvres enfants, de pauvres filles surtout sont toujours vendues et exportées bien loin... »

écrit Mgr Hirth à sa tante le 10 février 1900.

Alertées par les missionnaires, et en particulier par Mgr Hirth et le R.P. Van der Burgt, les autorités impériales mènent une enquête et réduisent considérablement les chiffres avancés par les religieux. La controverse devient vive en 1902. Le capitaine von Beringe accuse même Mgr Hirth — un Alsacien — de diffamer les autorités allemandes.

Intervenant dans la querelle, le docteur Kandt[1] (le célèbre explorateur du Rwanda) précise que les ventes ne se font qu'exceptionnellement au Rwanda, en cas de grande famine, mais que, en raison de la grave disette frappant l'ouest kivu, 3 000 esclaves en provenance de cette région sont entrés au Rwanda en 1902. Le futur résident impérial à Kigali reproche aux missionnaires d'accepter sans les critiquer « les bavardages des Noirs » et le capitaine Hermann écrit que les Pères croient « à tous les commérages des nègres ». L'opinion des deux fonctionnaires allemands est qu'il y a là volonté de la part des missionnaires d'exploiter tous les arguments pouvant sensibiliser les âmes pieuses d'Europe à leur apostolat afin d'en obtenir des subsides.

Mgr Hirth maintient néanmoins ses accusations, même s'il les nuance.

En 1907, les missions signalent encore des pratiques de traite :

> « Léon qui est allé passer quelques jours dans sa famille, nous apprend que du côté de chez lui, on ne parle que de commerce d'esclaves. Tout homme qui a deux chèvres s'en va au Mulera acheter un individu qu'il vendra pour un bœuf dans les parages du Mutara, Buganza, Kissaka. »

1. Richard Kandt : 1867-1918.

L'on peut cependant, sans entrer plus avant dans la polémique entre les missions et les autorités allemandes, noter des contradictions parfois flagrantes. Nous en présentons une qui est significative et illustre bien la difficulté du travail de l'historien :

Pour la même région du Rwanda septentrional et plus exactement pour la zone de la mission de Nyundo au Bugoyi, la situation décrite par la mission et les fonctionnaires allemands varie du tout au tout :

— Lettre de Mgr Hirth à sa tante, 22 septembre 1902 :

« Depuis Pâques 1901 une station a été commencée (à Nyundo) dans ce même Ruanda, mais dans une contrée menacée d'être dépeuplée par l'esclavage, c'est le Bugoyi... »

— Rapport du capitaine von Beringe, 1903 :

« Pour le moment, il y a à Nyundo les pères Barthélemy, Classe et Weckerlé (...) Ils m'ont expliqué (...) qu'au Bugoyi il n'y a pas de trafic d'esclaves. »

En 1905, le R.P. Pouget écrivait à Mgr Livinhac que ne pouvant matériellement, vu leur peu de moyens, s'opposer à l'ensemble de la traite, les autorités allemandes toléraient la vente d'individus déjà esclaves et ne s'opposaient qu'aux captures et aux expéditions hors du Rwanda.

Quoi qu'il en soit, la réalité de cette traite apparaît bien dans les sources missionnaires :

« Les esclaves du commerce sortent toutes du Rwanda. Les femmes seules sont l'objet de ce honteux trafic. On les rencontre par troupeaux de dix, vingt et plus en vente sur les marchés. » (Diaire de N.D. de Lourdes 1er mars 1899.)

« A mesure que nous nous éloignions du centre du Ruanda, nous nous rapprochions aussi des régions ravagées par la famine. Nous passions trop vite pour faire connaissance avec les pauvres gens, sinon nous aurions fait plusieurs rachats ; nous ramenâmes cependant un jeune garçon qu'on nous offrit pour dix brasses de cotonnade et cinq femmes et filles qu'on nous céda pour environ huit brasses chacune avec quelques perles. Malheureusement, quantité de marchands pénètrent dans ce pays depuis quelques années, et il en est fort peu qui n'exportent pour aller les revendre plus loin, quelques-uns de ces pauvres enfants du Ruanda. » (Mgr Hirth à sa tante, 10 février 1900.)

« Des chrétiens (...) ont rencontré à la Kagéra des esclaves. Ils ont pu en délivrer sept qu'ils nous ont amenés et que nous ferons rentrer dans leur pays d'origine qui est le Bugoyi. » (*id.*, lettre à son frère, 1er octobre 1902.)

« Un homme est enlevé à Save pour être vendu au Buganza. Deux chefs de Migongo ont vendu des filles originaires du Bugoyi à des Bajinja. » (*id.*, octobre 1903.)

« En dix jours, trois femmes, trois filles et un garçon sont délivrés. Des Balera les avaient capturés pour les vendre à des gens de Rukira au Nduga. » (Diaire de Mibizizi, octobre 1905.)

« Huit filles esclaves sont délivrées. Elles sont originaires du Mulera où elles ont été enlevées. » (Diaire de Zaza, 13 février 1906.)

« Par ordre de M. von Grawert cinq femmes du Mulera délivrées par lui au Kisaka où elles avaient été amenées comme esclaves nous sont remises. C'est toujours le même mal qu'il est difficile d'arrêter, car les chefs sont de connivence dans ce commerce, ils en tirent leur profit... » (Diaire de Rwaza, 27 mai 1906.)

« La Sainte Vierge en son beau jour de la Purification nous amène un petit enfant de dix ou douze ans délivré de la main des esclavagistes. Son oncle un jour l'avait pris avec lui en lui disant qu'il l'emmenait voir des amis de la famille.

« ... Il n'y a pas à compter pour nous aider sur les chefs du pays qui sans doute seraient bien contrariés si on arrêtait ce marché : je connais tel petit chef qui jadis vendait sa petite cousine : il me donnait pour excuse qu'il voulait des étoffes pour s'habiller et qu'il avait trouvé ce moyen très commode pour s'en procurer. » (Diaire de Kabgayi, 1er février 1907.)

Les sources missionnaires donnent donc de nombreux détails se rapportant à la traite. Les sources orales ne sont pas moins détaillées. Plusieurs vieillards interrogés au Rwanda en 1972-1973 nous ont décrit la réalité de cette pratique :

« On achetait des femmes du Bushi (rive occidentale zaïroise du lac Kivu). On leur attachait des clochettes sur les pieds pour les empêcher de se sauver : en effet, quand l'une d'elles tentait de s'échapper les clochettes tintaient et sonnaient l'alarme, même de nuit.

« Les acheteurs et les vendeurs usaient d'un stratagème : les Rwandais donnaient aux Bashi des chèvres, de la viande, pour attirer leurs compatriotes ; les filles et les femmes Bashi aimaient beaucoup la viande, aussi, quand les Bashi brandissaient la viande les filles accouraient et aussitôt étaient précipitées dans le lac d'où elles étaient tirées par les Rwandais qui les attendaient. Les Rwandais les ramenaient chez eux et les jours suivants, ils les emmenaient au Bujinja en traversant le Buganza et le Gigaka. Au Bujinja, ils recevaient en échange des perles, de l'étoffe et des bracelets en cuivre. Une fois de retour et arrivés au Buganza, ils donnaient cette étoffe et ces perles contre des chèvres et des vaches. Revenus chez eux, ils y laissaient une partie de leurs vaches et chèvres, et gardaient l'autre ainsi que le reste de l'étoffe et des perles pour le prochain achat d'esclave, lequel achat ne tardait pas à s'effectuer d'ailleurs. Souvent, aussi, ils achetaient de l'ivoire. »

Pour un autre informateur, l'esclavage était également une réalité :

« Je connaissais un type du nom de Rugenzi. Il volait les filles plutôt que de les acheter. Il a même été voler une fille de notre voisin du nom de Ntashavu : il était venu de nuit avec ses copains. Et comme à cette époque il était facile de pénétrer dans la maison rwandaise, ils se sont emparés de la jeune fille et sont partis en hurlant comme des hyènes pour donner le change. Evidemment on sut qui avait fait le coup, mais on l'a su trop tard, après que la fille fut transférée et vendue au Bujinja.

Q. Quels étaient les autres vendeurs d'esclaves de la région ?

R. En tout, il y en avait trois : Mubatagazi, Ntashavu et Rugenzi.

Q. Tous les trois emmenaient-ils des esclaves au Bujinja ?

R. Non. C'était une sorte de filière. Quand Ntashavu avait kidnappé quelqu'un, il l'emmenait de nuit à Mubatagazi. Celui-ci le faisait conduire de nuit par ses gens chez Rugenzi, lequel alors lui faisait passer la rivière, il n'y avait plus pour l'esclave espoir de recouvrer sa liberté. C'était bien fini, il ne pouvait plus être délivré.

Q. Que recevaient ces gens-là en échange de leurs esclaves ?

R. Des étoffes. N'importe qui leur tombait sous la main était vendu.

Q. Même un homme ?

R. Non. Non. Même une femme non. Ils n'attrapaient que les enfants.

Q. Des jeunes filles ou des garçons ?

R. Des jeunes gens, qu'ils fussent filles ou garçons. »

Le commerce des esclaves au Rwanda a donc toujours existé et il doit être envisagé parallèlement aux activités commerciales traditionnelles dont le pivot était constitué par les marchés d'une part et le colportage d'autre part. Les personnels et les réseaux sont identiques, la nouveauté essentielle réside dans le raccordement avec les circuits est-africains inaugurés par les musulmans.

Vers 1895, la présence musulmane entraîne le changement de nature d'une institution anciennement connue. Désormais, apparaît l'exportation d'esclaves à destination de l'Afrique orientale. Elle est dénoncée par les missionnaires, qui ne pénètrent au Rwanda qu'à partir de 1900. Les Pères Blancs reprochent leur laxisme aux autorités allemandes, même si l'importance de la traite paraît parfois exagérée dans les récits missionnaires. Les sources religieuses doivent en effet être rigoureusement critiquées et replacées dans le contexte idéologique de la croisade anti-esclavagiste.

Après la mise en place d'une administration coloniale au Rwanda, l'on assiste à partir de 1907-1908 à la fin des activités de traite. Il faut y voir la marque directe de l'intervention allemande. En Afrique orientale, il faudra un demi-siècle d'efforts aux Pères du Saint-Esprit, aux Pères Blancs, aux pasteurs de la Church Missionary Society pour combattre les esclavagistes sur leur propre terrain. Leurs efforts seraient cependant demeurés vains sans l'implantation coloniale de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France, du Portugal et de la Belgique.

X

LES APARTHEIDS NOIRS

L'Afrique est une mosaïque de peuples et de langues ; les seules langues bantu sont au nombre d'environ 450, et l'une des principales caractéristiques de l'Afrique pré-coloniale était son émiettement culturel et politique.

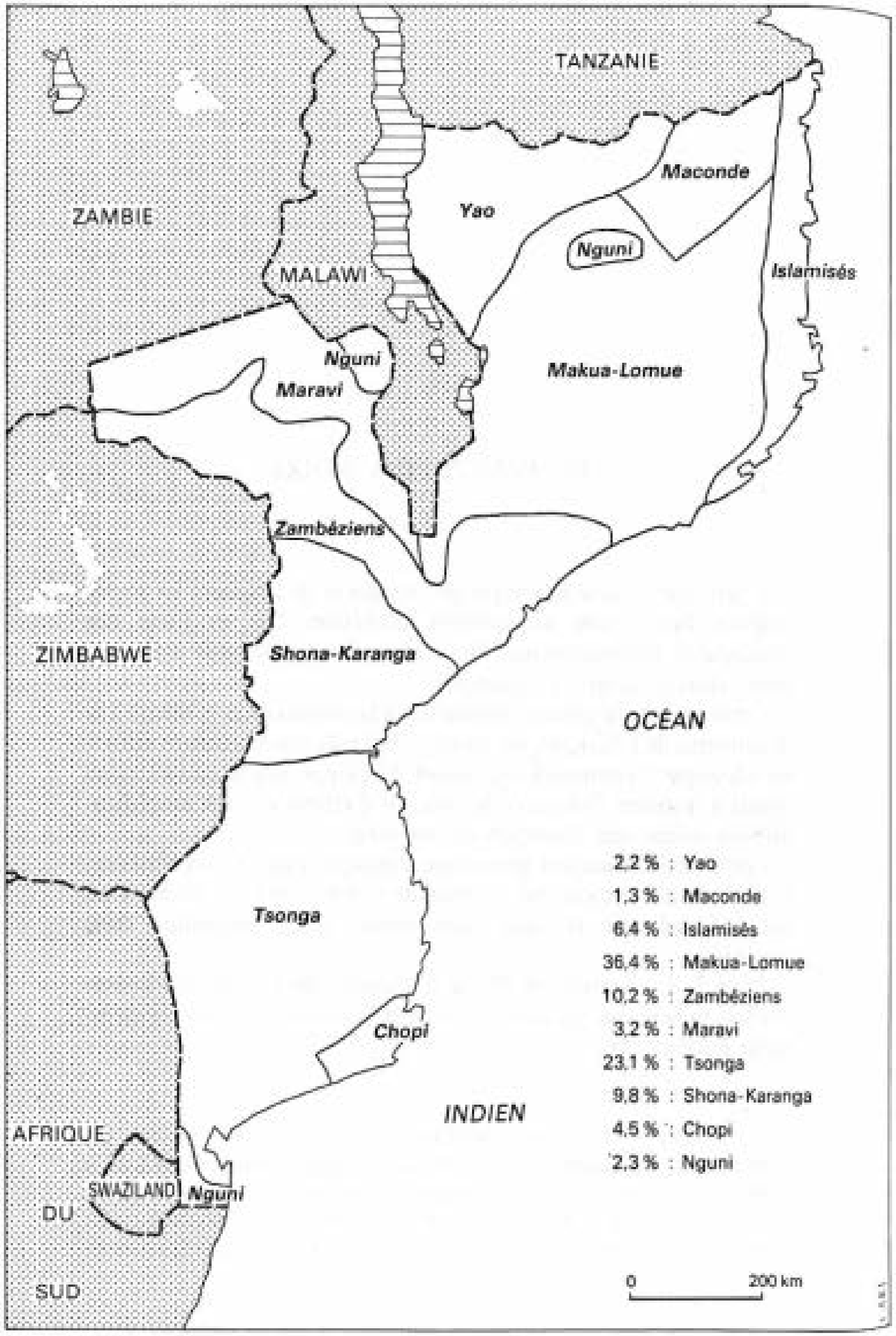
Cette réalité, largement antérieure à la colonisation et même à la découverte de l'Afrique, est aujourd'hui niée par le courant ethno-sociologique tiers-mondiste, lequel développe une argumentation visant à imposer l'idée que le concept d'ethnie est une amplification ou même une invention européenne.

Cette désinformation historique s'attaque aussi au vocabulaire. Son objectif : associer les notions de « tribu » ou d'« ethnie » au fait colonial afin de leur faire perdre toute crédibilité dans l'opinion.

Pour J. L. Amselle et Elikia M'Bokolo, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, le but des colonisateurs était évidemment pervers car :

> « Assimiler les sociétés africaines à des tribus ne revient pas seulement à proclamer leur " différence " irréductible à l'égard de la société blanche — société de classe et Etat national — c'est aussi les abaisser au rang le plus bas dans la hiérarchie des sociétés humaines ; mais les ériger en sociétés tribales, c'est aussi affirmer qu'elles sont en

LA MOSAÏQUE ETHNIQUE DU MOZAMBIQUE.



conflits permanents entre elles et légitimer une politique systématique de division[1]. »

Dans le même ouvrage, J.-P. Chrétien, du CNRS, écrit que :

« L'ethnicité se réfère moins à des traditions locales qu'à des fantasmes plaqués par l'ethnographie occidentale sur le monde dit coutumier[2]. »

Quant à Catherine Coquery-Vidrovitch[3], elle ne craint pas d'affirmer que c'est durant la période coloniale que « l'ethnie fut largement fabriquée à des fins de contrôle non seulement administratif et politique, mais aussi religieux » ; et de citer l'exemple du Zaïre — cette mosaïque humaine — où, selon elle, la revendication ethnique « s'explique par l'histoire coloniale davantage que par un héritage pré-colonial de morcellement ».

J. L. Amselle et Elikia M'Bokolo pensent qu'en définitive l'ethnologie et le colonialisme, méconnaissant et niant l'histoire africaine, pressés de classer et de nommer, ont fixé les étiquettes ethniques. Sous la plume d'africanistes avertis, ces paradoxes, ces affirmations visent à créer une nouvelle vérité historique établie sur l'axiome bien connu selon lequel les divisions de l'Afrique et tous ses problèmes sont l'héritage de la colonisation.

Catherine Coquery-Vidrovitch, professeur à l'université de Paris VII, ne dit pas autre chose quand elle écrit :

« L'administration coloniale s'est empressée d'utiliser la vague néo-traditionaliste à des fins de conservatisme politique et culturel, en entretenant les chefferies ethniques localisées et parcellisées, voire en les dressant les unes contre les autres par le jeu des rivalités, des cadeaux et des ristournes d'impôt. L'administration française fut coutumière du fait, en s'efforçant de figer sur le terrain la mosaïque des peuplements[4]. »

---

1. Amselle (J. L.). M'Bokolo (E.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et États en Afrique*. Paris, 1985, p. 9.
2. Chrétien (J.-P.) in *ibid.* p. 129-165. « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi. »
3. Coquery-Vidrovitch (C.), *Afrique noire...*, *op. cit.*
4. *Ibid.*, p. 129.

Et c'est pourquoi, selon le même auteur, l'Afrique souffre du tribalisme qui est « manipulation du sentiment ethnique déjà renforcé et déformé par un demi-siècle de colonisation[1]. »

J.-P. Chrétien va encore plus loin quand il affirme que :

> « La conscience néo-ethnique, forgée à l'ombre des bons pères et des agents territoriaux, n'est pas éloignée de la politique bantoue développée dans le contexte sud-africain de l'apartheid[2]. »

Ce maître de recherches au CNRS ne craint pas de dénoncer la mystification « historique des aspects mythiques ou racistes de l'ethnologie coloniale, caution fréquente des débordements tribalistes[3] ».

Ainsi, le rideau de fumée se met-il lentement mais sûrement en place. Il vise à masquer cette grande réalité africaine qui est l'ethnisme. Désormais, toutes les erreurs de l'Afrique pourront être attribuées à des facteurs exogènes, et d'abord au colonialisme. Chrétien va jusqu'à avancer l'exemple de l'Uganda d'Amin Dada. Sous sa plume, le tyran fut d'abord une victime du

> « (...) discours ethnique pris à la lettre : Amin ne devait-il pas au début restaurer la position des Baganda face aux autres groupes de langue bantu et à ceux de langue nilotique ? Ensuite, par éliminations successives au sein de l'administration et surtout de l'armée, il se retrouva entouré seulement de gens de sa petite ethnie des Kakwa et, en guise de compensations, de militaires étrangers (anciens rebelles du Soudan du Sud et Palestiniens). Le cercle vicieux des règlements de comptes ethniques ne faisait que baliser la trajectoire d'une tyrannie très moderne, non celle d'un " chef traditionnel " (malgré les délires de certains auteurs), mais celle d'un ancien sous-officier de troupes coloniales[4] ».

1. *Ibid.*, p. 131.
2. Chrétien (J.-P.), « L'alibi ethnique dans la politique africaine. » *Esprit*, 7-8 juillet-août 1981, p. 111.
3. *Ibid.*, p. 115.
4. *Ibid.*, p.113.

Suivons bien le raisonnement de J.-P. Chrétien : deux personnalités cohabitaient dans l'énorme carcasse d'amin Dada, l'africaine, naturellement innocente, et l'européenne, évidemment perverse et malfaisante. Les nombreux excès du dictateur ne sont dus qu'à sa seconde personnalité, l'ancien sergent des King's African Rifles ayant été dressé à faire le mal par ses instructeurs britanniques qui se servaient de ce régiment pour asseoir le pouvoir colonial générateur de misères et de malheurs. En définitive, le vrai responsable des massacres perpétrés par Amin Dada est bien le système colonial ! C.Q.F.D !

L'historien militant ou le militant historien qu'est J.-P. Chrétien élargit même cette idée au domaine américain en évoquant :

> « (...) l'historien Walter Rodney, assassiné lui aussi, pour avoir voulu réaliser en Guyana une entente entre Noirs et Indiens soigneusement dressés les uns contre les autres par les intérêts nord-américains. Les liens entre tribalisme et impérialisme seraient à méditer[1]. »

Quel est l'enjeu ? les africanistes de terrain savent bien que les vrais problèmes de l'Afrique sont avant tout ethniques. L'école tiers-mondiste les a longtemps niés. Elle ne le peut plus. Elle a donc entrepris de les attribuer à l'Europe car, selon elle, la colonisation systématisa les ethnies, voyant dans de simples spécialisations économiques, donc mouvantes, des faits raciaux, donc innés. Ainsi, quand à leur tour les médias découvriront le fait ethnique — car il faudra bien un jour qu'ils acceptent de remonter aux origines des maux de l'Afrique —, le coupable sera une fois de plus désigné : la colonisation.

Les tiers-mondistes intelligents — Catherine Coquery-Vidrovitch et J.-P. Chrétien font partie de ce groupe — n'ignorent pas que l'Afrique est minée par ses déterminismes ethniques, que l'ethnisme y interdit jadis la constitution d'Etats, que les problèmes actuels que connaît le continent noir sont d'abord ethniques. On est amahra ou oromo avant d'être éthiopien, shona ou ndebele, et non zimbabwéen, herero ou ovambo avant de se dire namibien. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, les tensions africaines

1. *Ibid.*, p. 115.

sont à base ethnique. Les exemples du Nigeria, du Tchad, de la Somalie, de l'Ethiopie, du Soudan, du Cameroun, du Zaïre, de l'Uganda, du Kenya, du Rwanda, du Burundi, du Zimbabwe, de la Zambie , du Mozambique, de Madagascar, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de la Mauritanie, du Sénégal... sont là pour l'attester.

Si les millions de morts résultant de ces conflits, passés, actuels ou à venir pouvaient être attribués à la colonisation, les tiers-mondistes disposeraient d'une arme formidable de désinformation !

L'essentiel n'est d'ailleurs pas que cela soit vrai, car les médias d'Europe se chargeront d'amplifier le schéma culpabilisateur. Une fois encore, les Blancs seront présentés comme les auteurs de tous les maux d'une Afrique qui vivait dans la paix, l'harmonie, la fraternité avant que leur venue n'y introduisit les ferments de la division et des discordes tribales.

Exagération, fantasme ? Certes non, et les exemples caricaturaux du Rwanda et du Burundi sont là pour nous faire prendre conscience de la manipulation historique qui est en cours de réalisation. Pour J.-P. Chrétien, qui a pourtant passé de nombreuses années au Burundi, les différences morphologiques et culturelles propres aux Tutsi et aux Hutu sont essentiellement le résultat d'une spécialisation économique, et non d'une origine « raciale » différente. C. Coquery-Vidrovitch, qui démarque les idées de J.-P. Chrétien, écrit qu'au Rwanda et au Burundi « la responsabilité de la colonisation belge fut considérable, qui a accentué en les dénaturant les clivages coutumiers naguère moins évidents entre les Tutsi et les Hutu ». L'affirmation de telles contre-vérités laisse pantois. Elles sont calculées : l'ouvrage de C. Coquery-Vidrovitch est largement diffusé en Afrique où les livres sont rares. Des générations de jeunes Africains vont ainsi, à travers lui, apprendre l'histoire telle que la coterie tiers-mondiste qui contrôle les études africaines en France l'a rêvée. Pour les élites africaines, se dire Bambara ou Massaï signifiera que l'on n'est pas encore décolonisé mentalement puisque l'on se définit en fonction des critères de classification imposés par les anciens maîtres blancs. Dès lors, le seul moyen de marquer une véritable rupture avec les temps coloniaux sera l'affirmation du panafricanisme qui ne pourra qu'être socialiste.

A l'ouest du continent noir, la Guinée de Sekou Touré, indépendante depuis 1958, inaugura la série des massacres ethniques puis politiques de l'Afrique décolonisée. Ici, ce furent d'abord les Peuls, ethnie pastorale, qui subirent des persécutions. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés furent accueillis dans les pays voisins, dont le Sénégal.

Indépendante dix ans plus tard, en 1968, la république de Guinée-Equatoriale, ancienne Guinée espagnole, a vécu selon les fantasmes de son président-sorcier, Francesco Macias Nguema, surnommé le Tigre. Sur un peu plus de 320 000 habitants, au moins 50 000 furent massacrés et le nombre des réfugiés dépassa 100 000.

La Guinée-Equatoriale est composée d'une île, Fernando Po, homeland de l'ethnie bubi, et d'une parcelle continentale, le Rio-Muni, peuplée de Fang. Macias Nguema, un Fang, déclara l'animisme religion d'Etat et fit édifier un « Grand temple national » consacré aux esprits qui réclamaient périodiquement des sacrifices humains.

Dans un premier temps, les Bubi furent pourchassés. Ils constituaient l'élite hispanisée et ils étaient catholiques, cause aggravante aux yeux du dictateur qui, en 1973, imposa un servage généralisé à toute la population. En 1979, il fut renversé par un de ses neveux.

Le Nigeria, géant démographique africain, est indépendant depuis 1960. Son histoire est jalonnée de massacres entre les ethnies du Nord, essentiellement les Haoussa, et celles du Sud, principalement les Ibos.

En 1966, le général Ironsi, un Ibo, prit le pouvoir après que les notables haoussa du gouvernement renversé eurent été massacrés. Les Haoussa musulmans crurent que les Ibos chrétiens, plus instruits, plus dynamiques qu'eux allaient les dominer. Ils réagirent en assassinant plusieurs dizaines de milliers de ces derniers

qui vivaient dans le Nord. En juillet 1966, le général Gowon, un nordiste non haoussa mais chrétien, s'empara du pouvoir. Il réorganisa les structures administratives du Nigeria qui fut divisé en douze Etats. Les Ibos perdaient leur accès à l'Océan avec tous leurs puits de pétrole.

Ils réagirent à leur tour en proclamant l'indépendance du Biafra le 30 mai 1967. Il s'ensuivit une guerre acharnée et une terrible famine qui fit plus d'un million de morts chez les Ibos. L'Europe contemporaine découvrit à cette occasion la première grande famine africaine, avec ses images pathétiques d'enfants-squelettes. En 1969, l'armée biafraise commandée par le colonel Ojukwu fut écrasée. Le 12 janvier 1970, la sécession biafraise était terminée.

Depuis quelques années, la crise économique s'amplifie au Nigeria, attisée par les fondamentalistes musulmans. En 1980, un début de guerre religieuse éclata même dans le Nord.

En 1983, le gouvernement décida l'expulsion de tous les immigrés clandestins, soit 3 millions de personnes. Les tiers-mondistes subirent de plein fouet le spectacle d'une nation noire indépendante jetant sur les routes un flot de misérables « frères de couleur » entassés sur des camions brinquebalants, poussant des chariots ou des vélos surchargés.

Mais le Nigeria n'en a pas fini avec ses troubles ethniques. A l'antagonisme Haoussa-Ibos s'ajoute par exemple celui opposant les Haoussa aux Bachama dans l'Etat de Gongola, à l'est du pays. Désormais, il ne se passe pas de mois sans que les Bachama, majoritaires, se heurtent aux Haoussa accusés de s'emparer de leurs terres.

En Afrique centrale, le Congo belge devenu Zaïre a connu de terribles guerres à base tribale dès son indépendance, octroyée en 1960. Les récits des rescapés européens et africains de Stanleyville (Kisangani) ou de Paulis sont hallucinants.

En 1964, durant des semaines, ils furent soumis au bon vouloir de hordes emplumées sorties de la nuit des temps. Simba (Lions) ou Mulelistes, bandes de Gaston Soumialot ou simples pillards, ils tuèrent, torturèrent, violèrent, se livrèrent à des actes de cannibalisme qui ne prirent fin qu'avec le largage de parachutistes belges

et l'audacieuse percée de la 5e colonne mécanisée du colonel Vandewalle[1].

Les problèmes du Congo étaient avant tout ethniques. Le pouvoir central était dominé par des Bakongo, ce que les grandes ethnies du Sud (Luba et Lunda) ne pouvaient accepter. Moïse Tschombé proclama alors la sécession du Katanga, peuplé en grande majorité de Lunda. A ses côtés se tenait Godefroi Munongo, le descendant du grand chef Msiri.

Les Lunda ayant choisi la sécession, les Luba se rangèrent automatiquement dans le camp du pouvoir central, à l'exception des Luba du Kassaï qui suivirent le « roi » Albert Kalondji, allié de Moïse Tschombé. Entre Luba (Baluba) et Lunda, les règlements de comptes furent atroces. Les milices de la Balubakat firent régner la terreur dans le nord du Katanga, mais la sécession réussit à se maintenir car elle reposait sur un territoire ethniquement homogène. Elle ne fut vaincue qu'à la suite de l'intervention massive du corps expéditionnaire de l'ONU.

En Uganda, qui fut la « perle » de l'Afrique orientale britannique, vivent plusieurs ethnies. Au sud, les Ganda (pluriel de Baganda) avaient fondé le royaume du Buganda. Visité par les Arabes au XIXe siècle, ce royaume devint esclavagiste et il lança des raids contre les ethnies vivant au nord.

Au moment de l'indépendance, les Ganda — 30 % de la population — étaient les plus instruits, car les missions catholiques et protestantes avaient particulièrement bien quadrillé le territoire de l'ancien royaume du Buganda. L'armée était en grande partie composée de Nilotiques qu'ils méprisaient. Entre les Nilotiques et les Ganda, un point commun, le racisme anti-indien découlant du rôle économique de cette population récemment immigrée depuis le sous-continent et qui fut victime de pogroms déjà avant l'indépendance.

En 1971, Amin Dada prit le pouvoir. C'était un Nilotique. Avec lui, les ethnies du Nord qui dominaient l'armée se vengèrent des

1. Sur le sujet, on lira : Vandewalle (J. L., colonel e.r.), *l'Ommegang. Odyssée et reconquête de Stanleyville, 1964*. 1970 ; Schramme (J., colonel), *Le bataillon léopard. Souvenirs d'un Africain blanc*. 1969.

Baganda. Entre 1971 et 1979, au moins 500000 Baganda périrent dans un véritable ethnocide perpétré contre eux. En 1979, l'armée tanzanienne qui avait envahi l'Uganda chassa Amin Dada. Les Baganda prirent leur revanche et les Nilotiques subirent à leur tour un ethnocide ; bilan actuel, 500000 morts de plus. Au total, en seize années de guerres civiles et de massacres, l'Uganda a perdu au moins un million d'hommes.

Si le Rwanda et le Burundi forment un tout géographique, l'histoire les différencie nettement. Ces deux vieilles nations ont débuté leur mouvement d'unification au XVe siècle et leurs frontières actuelles sont à peu de choses près leurs limites traditionnelles. La profondeur historique du Rwanda et du Burundi est donc exceptionnelle en Afrique noire. Anciens protectorats allemands conquis par les troupes belges en 1916 et devenus mandats confiés à la Belgique par la SDN, ils ont accédé à l'indépendance en 1962.

Depuis les origines, ils vivent un psychodrame ethnique permanent. Leur population est composée d'environ 65 % de Hutu « purs », 15 % de Tutsi « purs », 1 % de Pygmées et environ 20 % d'individus métissés se disant Hutu ou Tutsi au gré des circonstances.

Au moment de la décolonisation, les « grands » Tutsi subirent la jacquerie hutu. On leur scia les jambes pour les ramener à une taille plus « normale », on viola leurs femmes et les Hutu se hissèrent au pouvoir ; mais 50000 Tutsi avaient été massacrés.

En 1973, le Rwanda connut une nouvelle chasse aux Tutsi. En une nuit, j'étais alors professeur à l'Université du Rwanda — nous avons perdu la moitié de nos étudiants molestés et chassés de l'université. La coopération française qui venait à grands frais de mettre sur pied une licence de lettres dut en suspendre la réalisation faute d'inscrits.

Au Burundi, et à la différence du Rwanda, les Tutsi se sont maintenus au pouvoir, mais en pratiquant à l'égard des Hutu une véritable politique de mise en tutelle. Après avoir aboli la monarchie, les féodaux s'engagèrent dans le camp des pays de l'Est. Ils savaient qu'étant minoritaires et terriblement menacés, ils ne pouvaient espérer survivre qu'en trouvant des alliés peu regardants sur le respect des droits de l'homme. Toute l'intelligence des divers gouvernements tutsi du Burundi fut de comprendre qu'ils avaient plus à gagner en étant les adversaires de l'Occident que ses alliés. Les Soviétiques n'abandonnent pas leurs amis, et l'Occident finit toujours par accorder des crédits...

En 1972, des milliers de Hutu réfugiés en Tanzanie et encadrés par les survivants des bandes mulélistes du Zaïre oriental envahirent le sud du Burundi. Dans la région de Nyanza-Lac, ils massacrèrent 15 à 20000 Tutsi. La répression militaire fut impitoyable : 150000 à 200000 Hutu furent tués ; tout Hutu sachant lire et écrire fut abattu, car il s'agissait d'éliminer les éventuels cadres d'une insurrection.

Après avoir évincé le colonel Micombero, le colonel Bagaza développa ses relations avec la Libye, et il entreprit une politique de persécutions religieuses contre l'Eglise catholique accusée de préparer le soulèvement des Hutu. En septembre 1987, un autre officier tutsi, le major Buyoya, le renversa...

En août 1988, dans les provinces septentrionales de Kirundo et de Ngozi, des commandos surgis de la brousse ont systématiquement massacré les habitants tutsi de la région. Froidement, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été découpés à la machette, égorgés, brûlés vifs.

C'est tout le maillage tutsi d'une zone à forte majorité hutu qui a été détruit. Les représailles de l'armée tutsi sont venues amplifier le massacre. Le bilan de cette nouvelle guerre tribale entre Tutsi et Hutu aurait été de 15000 à 30000 morts.

Ces événements tragiques dérangent la bonne conscience des tiers-mondistes dans la mesure où ils viennent infirmer leurs postulats. L'exemple du Burundi et du Rwanda est en effet un « cas d'école » : deux vieux pays, avec une langue nationale, une culture nationale, une philosophie nationale... et pourtant, depuis qu'ils existent, Tutsi et Hutu s'entretuent... Comme cette réalité perturbe les intellectuels, ils la nient.

Ainsi, Hamza Kaïdi[1] sous le titre « Pour en finir avec les clichés racistes. Une seule ethnie : les Burundais » :

1. *Jeune Afrique*, 9 novembre 1988.

« De grâce, ne parlons plus de cette tragédie. J'aurais peut-être compris la chose si des paysans pauvres étaient descendus de leurs collines pour se révolter contre la bureaucratie ou les dirigeants politiques du Bujumbura qui, à leurs yeux, pouvaient apparaître comme des parasites vivant à leurs crochets. Ce ne fut pas le cas. Des paysans ont massacré d'autres paysans, parfois plus pauvres qu'eux. Sur quels critères ont-ils choisi leurs cibles en cette nuit fatidique du 14 au 15 août ?... »

La réponse coule de source : sur des critères raciaux. Mais le journaliste de *Jeune Afrique* refuse ne fût-ce que d'envisager cette hypothèse. C'est pourquoi il écrit :

« Mais laissons plutôt le soin de trouver le terme adéquat à tous ceux qui ont véhiculé tant de clichés stéréotypés dans des buts inavouables (...) »

Dire qu'un Tutsi n'est pas un Hutu est donc un « but inavouable » aux yeux d'Hamza Kaïdi !

Jean-Pierre Chrétien et les historiens officiels du Burundi partagent cette idée ; ils l'ont même inventée. Pour eux, les oppositions ethniques sont une nouveauté car, à l'époque précoloniale, le royaume était un creuset, un melting pot permanent et national organisé autour d'une monarchie qui ne reconnaissait ni Twa, ni Tutsi, ni Hutu mais des sujets rundi. Hélas, cette belle harmonie sociale dans une société sans castes n'allait pas survivre à la colonisation. Le colonisateur transcrivit au Burundi (et au Rwanda) des schémas féodaux européens ; il observa à travers un regard faussé par la lumière d'Afrique des différences physiques et politiques là où n'existaient que paix et concorde entre sujets égaux et frères, qu'une monarchie unificatrice des énergies nationales.

C'est ainsi que les concepts Hutu-Tutsi qui ne recouvraient qu'une spécialisation économique momentanée et variable entre agriculteurs et éleveurs furent figés — Chrétien écrit « gelés » — et maintenus sur des bases incomprises — pour Chrétien « consolidés artificiellement » par les missionnaires et les administrateurs. Ces derniers en firent des castes (fermées) fondées sur des différences raciales ; ainsi, grâce à la dissociation ethnico-raciale du Burundi, ils purent imposer et maintenir leur présence, ce qui aurait

demandé plus d'efforts dans le cas d'une résistance nationale. L'on en arrive ainsi à des aberrations historiques, par exemple à cette phrase d'un historien burundais :

« Il paraît impossible de retrouver sur le domaine de Mbuye la division coloniale entre Tutsi, groupe dominant, et Hutu, groupe dominé [1]. »

La colonisation aurait-elle donc créé les Tutsi et les Hutu ? A lire certains auteurs tiers-mondistes, on en serait presque persuadé, puisque Chrétien parle des « ethnies forgées par l'anthropologie coloniale [2] !

Lorsque, entre 1896 et 1900, les premiers Blancs arrivent dans ces pays, la société est dirigée par un groupe pastoral minoritaire composé des Tutsi dominant un groupe agricole très largement majoritaire, exclusivement composé des Hutu.

Entre ces deux groupes, les différences étaient très souvent physiques, toujours économiques et éthiques. Elles se retrouvaient dans le mode de vie et dans les habitudes alimentaires et elles étaient assez nettes pour que, durant 60 ou 70 ans, les missionnaires, administrateurs, chercheurs... aient pu distinguer des hommes de la houe et des hommes de la vache. L'appartenance à ces groupes était héréditaire et irréversible. Elle était déterminée comme le sexe d'un enfant, car elle était ethnico-raciale avant d'être sociale.

Il existait même un modèle physique auquel il était de bon ton de pouvoir ressembler, à tel point que la fraction dirigeante de l'aristocratie dominante avait recours à une véritable sélection raciale pour y parvenir. Pour que les enfants puissent approcher des canons esthétiques tutsi, les grand-mères et les mères agissaient sur leur physique : élongation de la colonne vertébrale, application de cordelettes et de compresses d'herbes chaudes destinées à produire un crâne à la « belle » dolicocéphalie et au front bombé.

1. Nsanze (A.), *Un domaine royal au Burundi : Mbuye (env. 1850-1945)*. Paris, 1980, p. 36.
2. Chrétien (J.-P.), « L'Alibi ethnique... », *op. cit.*, p. 118.

Peut-on sérieusement prétendre que cette recherche d'un morphotype idéal serait une conséquence artificielle résultant de la présence coloniale, et non un idéal traditionnel ? Evidemment non.

La littérature coloniale, les archives missionnaires allemandes et belges contiennent des centaines de rapports indiquant l'étonnement des premiers Européens devant les différences raciales et culturelles, ces véritables barrières séparant Tutsi et Hutu.

Tous insistent sur la taille élevée des Tutsi — l'exemple du roi du Rwanda et de son oncle dépassant les 2,10 m est souvent cité —, « leur port altier, leur arrogance, leurs traits non négroïdes, souvent sémites, la finesse de leurs membres ». Le « paraître » tutsi impressionna à ce point les voyageurs qu'il leur sembla naturel de voir cette « race » commander à la masse de la population qui était selon eux d'une autre origine. Cette idée fut clairement exprimée par Ryckmans lorsqu'il écrivit :

> « Les Batutsi étaient destinés à régner. Leur seule prestance leur assure déjà, sur les races inférieures qui les entourent, un prestige considérable ; leurs qualités — et même leurs défauts — les rehaussent encore. Ils sont d'une extrême finesse, jugent les hommes avec une infaillible sûreté, se meuvent dans l'intrigue comme dans leur élément naturel. Fiers avec cela, distants, maîtres d'eux-mêmes, se laissant rarement aveugler par la colère, écartant toute familiarité, insensibles à la pitié, et d'une conscience que les scrupules ne tourmentent jamais, rien d'étonnant que les braves Bahutu moins malins, plus simples, se soient laissé asservir sans esquisser jamais un geste de révolte[1]. »

Les traditions tutsi insistent d'ailleurs sur leur absolue différence d'avec les Hutu, véhiculant une idéologie qui se manifeste avant tout par un orgueil racial et une revendication de supériorité.

A la fin du XVIIe siècle et au début du XVIIIe, les Tutsi ont éprouvé le besoin de limiter l'essor démographique des Hutu. Il devint urgent de « sauvegarder les droits de la vache contre la rapacité de la houe[2] ». Pour garantir leur mode de vie pastoral, ils

1. Ryckmans (P.), *Dominer pour servir*. Bruxelles, 1931, p. 26.
2. Lugan (B.), *Entre les servitudes de la houe et les sortilèges de la vache. Le monde rural dans l'ancien Rwanda*. Thèse de doctorat d'Etat, 6 vol., Université de Provence, 1983.

instaurèrent alors des droits exclusifs de pacage en réservant de vastes étendues aux seules activités pastorales.

Le Rwanda et le Burundi classiques sont probablement les produits de ces mutations antérieures de plusieurs siècles à la colonisation et fondées sur des différences raciales qui ne doivent évidemment rien aux Européens.

Dans une société dominée par les éleveurs et dans laquelle la possession des bovins réglait l'existence des hommes, la disposition des pâturages revêtait une importance primordiale. L'utilisation des étendues herbeuses a connu deux phases. Dans la première, le nomadisme ou le semi-nomadisme autorisé par une faible densité démographique était pratiqué sur de vastes terrains de parcours, et il n'était point nécessaire de réglementer ni de partager les pacages. La transhumance se faisait dans la plus totale liberté dans la mesure où elle respectait celle des autres groupes pastoraux. Cette situation dura jusqu'à la généralisation de l'agriculture. Avec le développement de la population agricole, les étendues herbeuses diminuèrent. Peu à peu, une rivalité entre deux populations ayant chacune un mode de vie particulier apparut.

L'opposition classique entre des agriculteurs qui par leur seule présence limitent les possibilités de pâturage du bétail et des éleveurs habitués à se déplacer sans entraves dans la savane se traduisit en région d'élevage par l'apparition du droit foncier défini par les pasteurs au profit du bétail. Ce mouvement fut sensible dans toute la région dès le XVIIe siècle.

L'espace rural fut alors divisé en deux zones, l'une, l'*ibuhutu*, vouée à l'agriculture et l'autre, l'*ibututsi*, réservée aux activités pastorales. La démarcation entre les deux zones s'est établie d'une manière progressive, avec un juridisme de plus en plus rigoureux à mesure que la mise en place des populations transformait les paysages.

Le Rwanda fut divisé en districts à la tête desquels furent placés des agents royaux tutsi chargés d'y lever l'impôt. Ces districts étaient subdivisés en sous-unités d'étendues variables dont la plus petite division était la « tenure » pastorale. Ainsi appuyé sur les pasteurs tutsi, le roi tutsi administrait le Rwanda et ses sujets tutsi et hutu.

La philosophie du système reposait sur l'affirmation de la supériorité du bétail sur l'homme, sur la priorité des droits de la

vache par rapport à ceux des individus. Le souverain eut désormais une possibilité de contrôler les éleveurs, et il renforça son autorité. Nous sommes à l'origine de la création — ou du développement — des Etats pastoraux d'Afrique orientale. Peu à peu, l'institution du don des vaches en échange de services prit une forme de plus en plus inégalitaire, enserrant le bénéficiaire dans une chaîne d'obligations qui ne lui laissait plus aucune liberté.

Les Hutu, à la fois exploités et protégés, n'avaient pas de véritables liens de réciprocité économique avec les Tutsi. Les agriculteurs étaient les clients des pasteurs, puisque la terre appartenait aux vachers et que les possesseurs des vaches, les Tutsi, en attribuaient une partie à leurs clients hutu.

Peut-on sérieusement soutenir que cette opposition pasteurs tutsi-agriculteurs hutu est une amplification ou même une création coloniale ? La supériorité des Tutsi s'affirmait par un orgueil racial, par la recherche du morphotype idéal, par le courage, l'impassibilité, la réputation d'invincibilité guerrière. Elle n'est pas non plus une importation coloniale.

Cette notion de supériorité et la revendication de la différence raciale tutsi est clairement exprimée dans un document datant de 1958 et dans lequel les 12 détenteurs du code ésotérique de la monarchie tutsi s'étonnent de ce que les Hutu puissent revendiquer un patrimoine commun à eux et aux Tutsi. Nous sommes dans le contexte des événements qui vont préluder à l'indépendance et dans lequel les Hutu, soutenus par l'Eglise catholique et par la Belgique, réclament que la loi du nombre soit appliquée au Rwanda.

> « Ceux qui réclament le partage du patrimoine commun sont ceux qui ont entre eux des liens de fraternité. Or, les relations entre nous (Batutsi) et eux (Bahutu) ont été de tous temps jusqu'à présent basées sur le servage ; il n'y a donc entre eux et nous aucun fondement de fraternité (...)
>
> L'histoire dit que Ruganzu[1] a tué beaucoup de " Bahinza " (roitelets hutu). Lui et les autres de nos rois ont tué des Bahinza et ont ainsi conquis les pays des Bahutu dont ces Bahinza étaient rois. Puisque donc nos rois ont conquis les pays des Bahutu en tuant leurs roitelets et ont ainsi asservi les Bahutu, comment maintenant ceux-ci peuvent-ils prétendre être nos frères[1] ? »

1. Le héros fondateur du Rwanda.

L'idéologie et l'orgueil tutsi se trouvent contenus dans ce document par lequel les dépositaires des traditions assument fièrement un passé historique condamné au nom du modernisme. Ils affirment la différenciation fondamentale qui les distingue des Hutu. Elle est liée à la race et aux mythes fondateurs du Rwanda. Ces derniers datent probablement des XIIIe-XIVe siècles. La colonisation n'y est pour rien.

Le Sudan est aujourd'hui plongé dans la même situation qu'il y a un siècle. Il suffit de relire Casati[2] et Baker[3] pour constater que la parenthèse coloniale étant refermée, les esclavagistes musulmans venus du nord puisent à nouveau dans le vivier humain des tribus noires du sud.

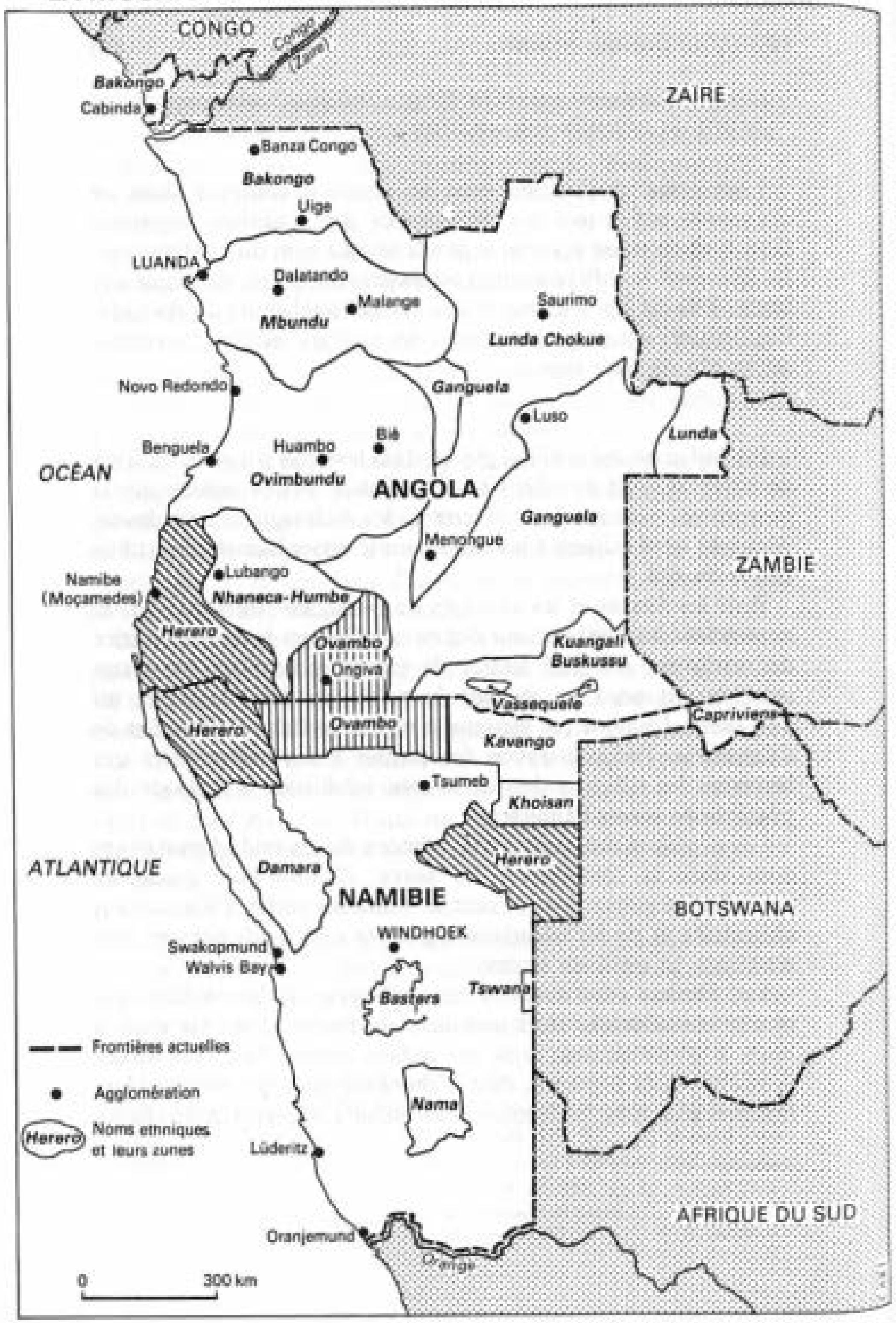
Pour les Arabes et les islamisés du Nord, les Noirs du Sud, et notamment les Dinkas, sont des êtres inférieurs juste bons à faire des esclaves. Au XIXe siècle, ils étaient acheminés jusqu'aux marchés du nord en suivant la vallée du Nil. Lorsque, au XIXe siècle, l'Egypte eut conquis la région du Bahr el Ghazal et de l'Equatoria, l'administration fut confiée à des esclavagistes qui lancèrent les tribus arabes de la zone sahélienne à l'attaque des populations noires animistes.

Ces dernières ont conservé la mémoire de ces raids dévastateurs dont seule la colonisation les sauva. Aujourd'hui, quand ils entendent le gouvernement central soudanais parler d'islamisation obligatoire et de loi islamique appliquée à tous, ils pensent être retournés un siècle en arrière.

Les Dinkas constituent la base ethnique de la rébellion qui touche actuellement trois provinces du Sudan. Pour en venir à bout, le gouvernement arme des milices arabes. Aux yeux de ces dernières, faire la guerre, c'est d'abord capturer des esclaves. Les hommes sont tués, les femmes et les enfants enlevés. On leur lie les

1. C.R.I.S.P., 18 mai 1958, pp. 35-36.
2. Casati (G.), *Dix années en Equatoria*, *op. cit.*
3. Baker (S. W.), *Le Lac Albert...*, *op. cit.*

LA MOSAÏQUE ETHNIQUE DE L'ANGOLA ET DE LA NAMIBIE.



pieds et ils suivent les chevaux des razzieurs. Puis ils sont partagés. Pour échapper aux massacres et à la capture, des Dinkas viennent se réfugier à Khartoum où ils campent à plusieurs centaines de milliers sur les décharges publiques.

La première phase de la guerre du Sud contre le Nord fut la guérilla des Anyanya de 1955 à 1972.

Les populations du sud-Sudan sont elles-mêmes divisées en de multiples ethnies : Fours, Nuers, Baggaras, Fertit, Mundari, qui toutes détestent les Dinkas. Elles sont entrées en guerre aux côtés des Arabes afin de régler avec les Dinkas des comptes ethniques qui remontent à la nuit des temps. Depuis qu'elle a éclaté, la « guerre oubliée » du sud-Sudan a fait au moins deux millions de victimes.

Au Tchad également, les causes des derniers combats étaient avant tout ethniques. La Libye du colonel Khadafi ne les a pas inventées. Elle se contenta de les utiliser.

Au Tchad, tout est division. La première, la plus évidente, est la coupure entre les populations « blanches » islamisées du Nord et les Noirs animistes du Sud. Ces derniers, méprisés par les nordistes, sont divisés en plusieurs groupes. Le plus connu est celui des Sara. Tous ont été l'objet de raids esclavagistes dont la colonisation les délivra dans les années précédant la Première Guerre mondiale.

Au nord, les populations musulmanes sont divisées en Toubous du Tibesti, largement métissés de Noirs, en Peuls, en « Arabes », en Haoussa... A l'intérieur de chaque population, des oppositions familiales viennent renforcer les différences ethniques. Ce sont ces divisions qui entretiennent la guerre civile.

Comme le reste de l'Afrique noire, l'Afrique australe est un monde ethniquement désuni. Cette réalité explique en grande partie la situation politique et militaire qui prévaut dans des pays comme l'Angola, le Mozambique ou la Namibie.

La Namibie, Sud-Ouest africain, ancienne colonie allemande sous administration sud-africaine, est une immensité désertique de 842 269 km². Coincé entre le désert littoral de Namib — long de 1 300 km et large de 100 km en moyenne — et celui du Kalahari, le

plateau central, dont l'altitude est comprise entre 1 000 et 2 000 m, est la seule zone habitable du pays. Cinquante-huit pour cent de la population y sont d'ailleurs concentrés dans le Nord, où la relative fertilité résulte d'une pluviométrie généralement supérieure à 300 m en moyenne.

Sur ces étendues steppiques vivent un million d'habitants divisés en onze groupes humains parlant douze langues et vingt-cinq dialectes principaux. Les plus anciens occupants appartiennent à la famille khoisan. Ils totalisent près de 160 000 individus répartis en 3 ethnies distinctes : les San au nombre de 30 000 ; les Damara qui sont 77 000 et les Nama qui avec 49 000 individus constituent la branche namibienne des Khoi.

LA POPULATION DE NAMIBIE EN 1982

Nom de l'ethnie	Nombre	Nom du territoire ethnique
Ovambo	516 385	Ovamboland
Kavango	97 808	Okavangoland
Herero	77 826 dont 7 000	Hereroland Kaokoland
Damara	76 774	Damaraland
Capriviens (Mafwe et Subia)	39 965	Eastern Caprivi
Nama	49 430	Namaland
San	29 448	Boesmanland
Bastards	69 413	Rehoboth Gebiet
Tswana	6 310	Tswanaland
Blancs	75 722	
Autres	11 569	
TOTAL	1 050 650	

Le second grand groupe est celui des bantuphones, divisés en 5 ethnies, elles-mêmes morcelées en tribus. Les plus nombreux sont les 500 000 Ovambo, répartis en 7 tribus ayant chacune sa langue. Parmi ces 7 tribus, 2 fournissent la quasi-totalité des militants de la SWAPO (South West Africa People Organisation) : il s'agit des Kwanyama et des Ndonga. Les Ovambo sont agriculteurs et ils vivent au nord, dans la zone la plus fertile de la Namibie. En 1926, à la suite d'un accord entre le Portugal et l'Afrique du Sud, l'ethnie ovambo a vu son territoire coupé en deux par la frontière entre l'Angola et le Sud-Ouest africain. Cette situation a favorisé les activités de guérilla de la SWAPO, mouvement essentiellement ovambo reconnu par les instances internationales comme l'émanation de l'ensemble du peuple namibien.

Il y a une dizaine d'années, cette réalité inquiéta les autres ethnies qui redoutaient une indépendance aboutissant à une domination mathématique des Ovambo. C'est pourquoi la constitution « autour du noyau blanc d'alliances multiraciales réunissant tous les adversaires des Ovambo[1] » a été tentée, avec un éphémère succès local à défaut d'une reconnaissance internationale.

Voisins orientaux des Ovambo et agriculteurs comme eux, les 95 000 Kavango sont divisés en 5 tribus parlant 3 langues différentes.

Au sud du Kavangoland s'étend le territoire des Herero, peuple guerrier nomade pratiquant l'élevage. Installés dans la région au XVIIIᵉ siècle et décimés à la suite de leur résistance à l'emprise allemande, les Herero qui sont aujourd'hui 77 000 constituent les adversaires les plus déterminés de l'éventuelle mainmise ovambo — et donc SWAPO — sur la Namibie.

Ayant quitté les plateaux du Transvaal à la suite des dévastations qui y étaient opérées par les Ndebele au début du XIXᵉ siècle, les Capriviens, au nombre de 39 000, sont sédentarisés dans une étroite bande de terre reliant la Namibie au fleuve Zambèze et à laquelle le chancelier von Caprivi, successeur de Bismarck, attacha son nom.

Les 7 000 Tswana installés en Namibie complètent les caractéristiques humaines hétérogènes de ce territoire.

Quant aux Blancs, 70 000 environ, ils constituent le troisième groupe après les Ovambo et les Kavango.

Les métis, qui sont au moins 60 000, appartiennent à deux catégories bien distinctes. Vingt-cinq mille d'entre eux, parlant l'afrikaans, sont issus du croisement entre des pionniers hollandais et des femmes khoisan.

1. Cros (G.), *La Namibie*. Paris, « Que sais-je ? », 1983.

Ils sont divisés en deux groupes, les « Oorlam » et les « Bastards ». Les Oorlam ou « intelligents » sont essentiellement des Khoi dans les veines desquels coule une faible quantité de « sang » hollandais. Organisés militairement, ils quittèrent la province du Cap vers 1815 et vinrent s'installer au Sud-Ouest africain. Les Bastards sont davantage métissés que les Oorlam et ils se fixèrent au nord du fleuve Orange à partir de 1870.

Ensemble, ils conquirent un territoire sur les Herero en s'alliant avec les Nama. Au sud de Windhoek, ils ont conservé une partie de leur homeland, lequel a pour nom le « Rehoboth Gebiet ».

Les 36000 métis autres que les Bastards ou les Oorlam constituent le seul groupe n'ayant pas de territoire ethnique car leur venue en Namibie est récente, liée au développement minier du Sud-Ouest africain durant la seconde partie du XXe siècle.

Avant la colonisation allemande, le territoire fut le théâtre de luttes ethniques continuelles opposant les pasteurs nomades aux agriculteurs, et ces derniers aux Khoisan. Ces conflits, qui constituent la base de nombreuses traditions orales, ne sont pas oubliés et l'antagonisme ethnique, toujours présent, pourrait déboucher sur une guerre civile en cas de décolonisation ratée. Seuls des échos lointains des plus anciens de ces conflits nous sont parvenus, mais ceux qui se déroulèrent durant le XIXe siècle sont en revanche bien connus.

En 1829, une terrible sécheresse obligea les Herero à reprendre leurs migrations interrompues depuis quelques dizaines d'années à peine. Poussant leur bétail devant eux, les pasteurs à la haute taille se dirigèrent vers le sud en refoulant les Nama. Refusant leur défaite, ces derniers s'allièrent aux Oorlam dirigés par un redoutable chef de guerre, Jonker Afrikaander, et en 1835 ils réussirent à repousser les Herero. Cette victoire ne profita pas aux Nama puisque leurs alliés d'hier, occupant leur territoire, y fixèrent leur capitale sur le site de l'actuelle ville de Windhoek.

Jonker Afrikaander attaqua ensuite les Herero et le 23 août 1850, à Okahandja, il en massacra un grand nombre dans des conditions horribles. A partir de 1852, les Nama tentèrent en vain de refouler les Oorlam et en 1855 la paix fut signée entre les trois tribus. Entre 1857 et 1860 les Herero, les Nama et les Oorlam désormais alliés attaquèrent les Ovambo.

La triple alliance ne survécut pas à la mort de Jonker Afrikaander et les hostilités reprirent entre les Oorlam unis aux Nama et les Herero. Ces derniers l'emportèrent sur leurs adversaires et, sous la pression des missionnaires, ils scellèrent une nouvelle réconciliation.

En 1880, les Herero repartent en guerre ; dans un premier temps, ils triomphent facilement de leurs ennemis puis, craignant un revers militaire, ils se placent sous la protection allemande.

A cette date, l'installation des premiers Européens a une ancienneté de soixante-dix ans puisque les premières fondations de la London Missionary Society remontent à 1806. A partir de 1814, deux importantes sociétés missionnaires protestantes s'implantent tour à tour au nord du fleuve Orange. Il s'agit de la Wesleyan Methodist Missionary Society et de la Rhenish Missionary Society qui multiplient les fondations, créent les premières infrastructures routières et tentent de pacifier les tribus[1].

Elles y parvinrent en partie, puis la colonisation allemande imposa la paix. Aujourd'hui, toutes les minorités redoutent l'arrivée au pouvoir des Ovambo.

L'Angola est divisé en trois grandes ethnies possédant chacune sa base territoriale et son propre parti politique. La nation angolaise n'existe pas plus que les nations namibienne, tchadienne ou sudanaise.

Les trois quarts de la population angolaise se retrouvent dans les trois principales ethnies : les Bakongo 14 %, les Ovimbundu 38 %, les Mbundu 23 %. Chaque grande ethnie est elle-même divisée en une multitude de tribus, et chaque tribu en clans. A l'exception des Bakongo, aucune des autres ethnies angolaises n'avait réussi à unifier les tribus les composant. Au sein de ces trois grands ensembles se créèrent trois grands mouvements destinés à lutter contre la présence portugaise.

Le premier mouvement nationaliste fut le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), fondé en 1956 par des intellectuels et des métis, souvent marxistes. Les premiers maquis se créèrent en zone mbundu, dans l'arrière-pays de Luanda.

1. Aicardi de Saint-Paul (M.), *Namibie. Un siècle d'histoire*. Paris, 1984, pp. 26-27.

En mars 1961, un soulèvement en zone bakongo aboutit à un massacre de fermiers portugais. A l'origine, des militants bakongo voulaient recréer l'ancien Etat du Kongo. Les autorités portugaises rétablirent l'ordre et 400 000 Bakongo se réfugièrent au Zaïre, où en 1962 le FNLA (Front National de Libération de l'Angola) fut fondé. Il se dota d'un gouvernement en exil qui fut reconnu par l'OUA ; la force de ce mouvement résidait dans l'appui officiel que lui donnait le Zaïre.

Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement en exil, Jonas Savimbi, un Ovimbundu, démissionna de son poste, reprochant aux Bakongo leur tribalisme. Il décida de fonder un mouvement à base ethnique ovimbundu puisque cette ethnie, pourtant la plus nombreuse d'Angola, n'était représentée ni au MPLA, ni au FNLA. L'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola) fut créée en 1966 dans l'est du pays.

La carte politique actuelle de l'Angola était donc déjà presque dessinée, chacun des trois mouvements étant largement replié sur sa base ethnique et accusant les deux autres d'ethnisme.

Après l'indépendance, ces trois mouvements entrèrent en lutte les uns contre les autres. Les combats débutèrent en mars 1975. Le FNLA disposait de la plus faible assise ethnique (Bakongo 14 %), mais de la plus forte armée. Il attaqua le MPLA qui recruta des milliers de Mbundu qu'il fit encadrer par des conseillers cubains.

La nouvelle guerre d'Angola venait de débuter, elle opposait les trois principales ethnies angolaises.

Depuis les indépendances, l'Afrique fournit périodiquement la tragique confirmation de la permanence de ses déterminismes ethniques. Cette réalité, qui est une des clefs de l'histoire africaine et de son devenir, est pourtant niée par les tiers-mondistes. Ils refusent d'admettre que l'identité noire africaine n'existe pas ; que la population de ce continent est divisée en de nombreuses ethnies plus différentes les unes des autres que ne le sont les Slaves, les Latins et les Germains.

Les Tutsi et les Hutu s'entretuent au Rwanda et au Burundi, les Xhosa et les Zulu en Afrique du Sud, les Shona et les Ndebele-Matabele au Zimbabwe... Dresser la liste des affrontements

ethniques que connaît l'Afrique prendrait plusieurs pages. Sur ce continent, la cohabitation ethnique est toujours conflictuelle. Quand elle ne l'est pas officiellement, c'est que les ethnies minoritaires sont en totalité ou en grande partie écartées du pouvoir et qu'elles subissent l'apartheid noir.

XI

ÉTHIOPIE, LA FAMINE POLITIQUE

L'Ethiopie des cartes postales : le lac Tana, le Nil bleu et les églises sculptées dans le roc. L'Ethiopie des légendes au royaume de la reine de Saba et du prêtre Jean. Et puis, contraste saisissant, l'Ethiopie sinistrée et la dramatique réalité introduite dans nos foyers prospères par les images télévisées : enfants morts, enfants mourants, le ventre ballonné, le visage émacié, les membres squelettiques. Visions qui font surgir dans notre société de nantis des images d'un autre temps, et que l'on croyait enfouies dans la nuit de notre inconscient collectif.

Après le Biafra il y a vingt ans, le nord de l'Uganda ces dernières années, l'Ethiopie est aujourd'hui devenue synonyme de famine. Comment et pourquoi cet Etat plus que deux fois millénaire, jamais vraiment colonisé, bénéficiant de conditions naturelles — pluviométriques et pédologiques — exceptionnelles en Afrique, est-il ainsi devenu le pays de la faim ?

L'Ethiopie s'est formée sur deux plateaux fertiles encadrés de montagnes dominant les basses terres du Kenya, du Sudan et de la Somalie. L'altitude et les abondantes précipitations qui en résultent font que la région a toujours été favorable à la vie des hommes en société.

Très tôt, des civilisations brillantes s'y développèrent à l'abri de la citadelle naturelle constituée par les massifs montagneux. Partenaire de Rome avec Aksoum comme capitale, christianisée

dès le IVe siècle, alliée de Constantinople contre les tribus d'Arabie elles-mêmes associées aux Perses, en butte durant plus de mille ans aux attaques incessantes des musulmans, l'Ethiopie réussit, en dépit de tous les périls et de toutes les menaces, à sauvegarder sa personnalité religieuse, politique, linguistique et culturelle.

Sous le règne du négus Ménélik II (1865-1913), l'Ethiopie déborde de son berceau et ses armées, déferlant depuis les hautes terres, conquièrent l'Ogaden et réussissent à décourager les ambitions égyptiennes sur l'Erythrée, deux régions aujourd'hui fortement troublées par des rébellions séparatistes.

L'empereur Hailé Sélassié Ier (1892-1975) est couronné en 1930. Avec lui l'Ethiopie prend la forme d'une monarchie absolue et la noblesse voit ses privilèges peu à peu réduits.

Jusque-là féodal, l'Etat devient hyper-centralisé et cette politique se fait au profit de l'ethnie amhara — 1/4 de la population totale —, celle qui a toujours constitué le cœur de l'Empire. Les autres peuples, à savoir les Galla, les Tigréens, les Nilotiques et les Somali subissent son hégémonie. Elle est effective d'un triple point de vue : politique d'abord, puisque le personnel administratif et les gradés de l'armée sont des Amhara ; religieux ensuite, puisque, à partir de 1931, le christianisme orthodoxe devient religion d'Etat bien que les musulmans soient à l'époque un peu plus de 45 % ; linguistique enfin car l'amharique devient langue officielle en 1955.

En 1960, l'empereur déjoue un coup d'Etat militaire organisé par des officiers progressistes. Puis, de 1971 à 1973, la province du Wallo, dans le nord de l'Empire, est touchée par une terrible famine. Déjà. Des troubles en résultent.

En 1974, une forte agitation estudiantine pousse l'armée à prendre le pouvoir. Puis, après la mort du général Teferi Bente survenue lors d'une fusillade entre participants à une réunion officielle, le colonel Mengistu Hailé Mariam apparaît comme le véritable homme fort. Assisté d'une équipe de militaires, pas toujours marxistes à l'époque, il noie dans le sang les oppositions successives au régime qu'il met sur pied. La menace la plus sérieuse qu'il eut à écarter vint du courant marxiste-léniniste ou gauchiste qui déclencha en 1976 une véritable guérilla urbaine destinée à renverser l'équipe dirigeante et son communisme militaire. Il faudra deux ans de féroce répression et plusieurs milliers de morts pour que disparaisse cette contestation armée.

Outre ces graves déchirements résultant de la lutte pour le pouvoir, l'Ethiopie du colonel Mengistu dut faire face dès 1974 à la sécession de deux provinces : l'Erythrée et l'Ogaden. L'Ethiopie du Négus était un empire centralisateur. L'Ethiopie marxiste du colonel Mengistu a conservé cette caractéristique. Aujourd'hui comme hier, la constante est la même : afin d'éviter l'éclatement, l'Ethiopie doit contrôler fermement ses provinces périphériques, voilà pourquoi ce pays entretient la plus nombreuse des armées africaines.

Peuplée d'un peu moins de 3 millions de pasteurs afars musulmans, l'Erythrée, région bordière de la mer Rouge, n'a jamais fait culturellement et politiquement partie de l'Ethiopie, à l'exception des zones du piémont éthiopien où vivent des agriculteurs chrétiens.

De 1889 à la Seconde Guerre mondiale, l'Italie occupa l'Erythrée et, quand vint le temps du partage des dépouilles coloniales, l'empereur Hailé Selassié les revendiqua. En 1950, la région qui fut confiée à l'Ethiopie par l'ONU et peu après, appliquant une rigoureuse politique de centralisation administrative, Addis Abeba entreprit d'en faire une simple province de l'Empire.

En 1974, après une laborieuse unification, les divers mouvements de guérilla lancent une offensive de grand style soutenue par les Soviétiques et par le monde arabe. Jusqu'en 1978, les séparatistes ont l'avantage, réussissant même à isoler l'armée éthiopienne dans Asmara et déclarant libéré le reste du pays.

Depuis, l'aide soviétique et cubaine s'exerçant au profit du régime éthiopien, les forces du colonel Mengistu ont pu reconquérir les positions perdues, dégager les garnisons assiégées et repousser les maquis dans la brousse aride.

La question de l'Ogaden repose elle aussi sur une base ethnique. Jamais la Somalie, indépendante depuis 1960, ne voulut admettre que cette région peuplée de Somali demeure englobée dans l'Ethiopie des conquêtes, dénoncée comme un véritable Etat colonial africain.

En 1977, aidée par l'URSS, la Somalie profita des crises internes

que traversait l'Ethiopie pour envahir l'Ogaden où son armée remporta de nets succès. La situation demeura à l'avantage de Mogadiscio, jusqu'au moment où, désespérant de recevoir une aide américaine pour faire face aux divers périls menaçant de la désagréger, l'Ethiopie se tourna vers Moscou.

Voyant dans cette vieille nation peuplée de 40 millions d'habitants un partenaire plus crédible et plus sérieux que la Somalie, l'URSS abandonna promptement la seconde, au plus grand profit de la première. Les conséquences de ce retournement allaient être considérables. Le pouvoir central éthiopien pouvait enfin se lancer dans de vastes opérations de reconquête en Erythrée et en Ogaden et les mouvements irrédentistes jusque-là soutenus par le bloc de l'Est allaient désormais solliciter l'appui de l'Occident.

La soviétisation du pays s'accompagnant de la collectivisation des terres, deux nouvelles provinces se rebellèrent, le Wollo et le Tigré, là où, précisément, la famine exerça ses plus forts ravages.

La carte de la famine recoupant celle des combats, doit-on lui attribuer une cause humaine ? La réponse ne peut qu'être nuancée.

Ne perdons pas de vue que seule une petite partie de l'Ethiopie fut touchée par la famine. Les images-catastrophe de la télévision ne concernaient pas les verdoyantes régions du plateau central, mais uniquement les franges les plus septentrionales des provinces du Tigré et du Wollo. Au total, moins de 10 % du territoire éthiopien et une proportion identique de la population du pays se trouvent frappés par le fléau.

Les zones politiquement contrôlées par le régime eurent des récoltes normales et le drame fut limité à des zones écologiques intermédiaires en fragile équilibre naturel, peuplées par des populations hostiles au gouvernement au pouvoir à Addis Abeba.

Au départ, une région connaît une double pression démographique et pastorale épuisant les sols et le couvert végétal. Cause aggravante, le déboisement entraîne peu à peu l'abaissement de la nappe phréatique et le dessèchement des sols. Quand les pluies arrivent, elles lessivent des pentes sur lesquelles la terre n'est plus retenue, et où elles mettent la roche à nu.

Le phénomène n'est pas nouveau et il n'est pas limité à l'Ethiopie. Il traduit dans tous les cas une évolution qui suit un

cours immuable. Cependant, jusque-là, en raison de densités humaines « supportables » par le milieu, l'évolution négative, quasi imperceptible, était simplement marquée dans les traditions orales par la répétition de crises alimentaires ou même de famines cycliques toujours attribuées à des épisodes climatiques secs ou à des dérèglements dans le régime des pluies. Là encore, ce n'est ni une nouveauté ni un phénomène particulier à l'Ethiopie.

Ici, l'ampleur de la catastrophe écologique due aux hommes se mesure en quelques chiffres : au début du siècle, 40 % du territoire éthiopien avait un couvert arbustif. Aujourd'hui, environ 10 %. Sur les hauts plateaux centraux, l'érosion détruit et emporte chaque année 2 000 tonnes de terre par kilomètre carré. Ce sont des dizaines de milliers d'hectares qui sont ainsi définitivement stérilisés.

La médecine coloniale, durant les quelques années de souveraineté italienne, a réussi à stopper certaines endémies et la mortalité a baissé, mais les ressources alimentaires n'ont pas augmenté. Les cultures n'ont pas été étendues. Il y a davantage de bouches à nourrir, et elles ont à leur disposition le même volume de production qu'avant l'essor démographique !

Dès lors, tout s'enchaîne. Les marigots s'évaporent et le bétail est regroupé soit autour des forages profonds quand ils existent, soit autour des étendues d'eau les plus importantes. Dans les deux cas, le surpâturage détruit le couvert végétal de la zone environnante et le piétinement des bovins stérilise le sol en le transformant en un véritable ciment. Les traditions pastorales sont d'ailleurs totalement inadaptées et le refus de vendre ou de consommer du bétail fait qu'en cas de sécheresse prolongée les troupeaux constituent pour les pasteurs un handicap supplémentaire.

En Ethiopie, la sécheresse persistante a compromis des productions agricoles déjà faibles car nous sommes en présence d'une agriculture largement archaïque. Ici, la dominante est l'autosubsistance avec de faibles surplus permettant de résister à une, voire à deux mauvaises récoltes. De plus, les exploitations sont minuscules et, à l'exception de la houe, les paysans ne disposent d'aucun outillage.

Mais une fois encore, il est utile de préciser que cette réalité n'est pas propre à l'Ethiopie. Une grande majorité des pays d'Afrique connaît les mêmes problèmes, et pourtant les nombreuses et

continuelles disettes ne s'y transforment pas encore en famines. De tout temps, l'Ethiopie a connu des crises alimentaires, mais il était exceptionnel que les disettes locales et périodiques prissent de l'ampleur au point de s'amplifier sous forme de famines. Les raisons en sont simples : ce pays aux régions profondément individualisées au point de vue climatique ne pouvait pas voir toutes ses provinces touchées en même temps par le phénomène.

Au moment où le Wollo, par exemple, subissait une disette, le Choa ou le Godjam produisaient des excédents. La complémentarité des productions, leur alternance et la succession des cycles agricoles faisaient que les disettes pouvaient prendre fin grâce aux surplus que les régions voisines ne manquaient pas d'y écouler.

En 1984, l'accident ponctuel, limité pourtant à une partie du Tigré et du Wollo, est devenu catastrophique. Au départ, il y a bien une calamité naturelle : la sécheresse, mais la famine apparaît en raison de responsabilités humaines. Peut-on les déterminer ?

La première responsabilité réside dans la collectivisation des terres résultant de la véritable surenchère marxiste à laquelle se livrèrent les cadres de l'Ethiopie révolutionnaire. Ce mouvement n'a guère incité les paysans à cultiver, et n'ont été mis en culture que des lopins permettant de faire vivre les familles. La production réduite au strict minimum de la consommation familiale, les conditions étaient remplies pour que le moindre accident climatique prît l'ampleur d'un drame. Que dire quand l'accident est lui-même catastrophique comme le fut la sécheresse des dernières années ?

Depuis le début du processus de collectivisation des terres, la production agricole éthiopienne a considérablement chuté. Cette baisse de la productivité, antérieure à la sécheresse, ne peut en aucun cas être attribuée à un facteur naturel. La responsabilité revient aux idéologues. Elle est totalement humaine.

Au même moment, l'Etat, ne tenant pas compte des lamentables expériences de socialisme agraire tentées en Tanzanie notamment, déversait 90 % des crédits consacrés à l'agriculture dans des coopératives ou des exploitations d'Etat dont les rendements étaient inversement proportionnels aux sommes qu'elles engloutissaient pour fonctionner.

Nous avons donc vu que, dans deux régions, la sécheresse détruisit les récoltes alors que le contexte général était à la baisse de

productivité agricole. Les surplus qui auraient pu permettre d'enrayer la disette et d'attendre les récoltes à venir étaient inexistants. Comme ces régions étaient, de plus, en rébellion contre le pouvoir central, les autorités d'Addis Abeba n'avaient pas intérêt à intervenir pour stopper un processus qui leur était bénéfique puisqu'il contribuait à affaiblir les guérillas qui lui étaient opposées.

Durant des mois, le monde ignora le drame qui se déroulait dans le nord de l'Ethiopie, dans ces zones de combats d'où les journalistes occidentaux étaient soigneusement tenus à l'écart. Et puis un jour, le gouvernement éthiopien autorisa une équipe de la BBC à filmer et à transmettre de terribles images, bientôt relayées dans le monde entier : celles d'un peuple agonisant. Une « ruée » de la presse mondiale en fut la conséquence :

> « Tout le monde, jusqu'au dernier hebdomadaire régional finlandais, eut à cœur de venir voir. Chargés dans des Toyota châssis long, les chroniqueurs de l'enfer étaient promenés dans le camp par un délégué suisse soucieux de tenir la cadence. Après une visite d'ensemble en voiture, le parcours comportait un arrêt dans cette partie du camp où les tentes n'avaient pas été dressées. Les enfants s'y blottissaient entre leurs mères dans des sortes de trous boueux creusés dans le sol et recouverts de méchantes bâches. Bardés de caméras, les visiteurs commençaient à mitrailler tandis que l'attaché de presse, en habitué, soulevait les haillons et signalait en hurlant les bons sujets : ceux que les photographes avaient des chances, dans un essaim de mouches, de voir mourir [1]. »

Le chantage à la charité s'exerça alors. Il atteignit vite des proportions considérables, les nations du monde libre se précipitant pour réparer de leurs deniers les erreurs du marxisme et les hasards du climat. Bientôt, la charité engendra ses propres circuits économiques. Elle fonctionna pour elle-même, l'affaire étant devenue rentable en raison de son énorme couverture publicitaire.

1. Rufin (J.-C.), *Le piège. Quand l'aide humanitaire remplace la guerre.* Paris, 1986, p. 292.

Les profits furent importants en Europe et en Amérique pour ceux qui la « sponsorisaient », et en Ethiopie pour le régime qui reçut ainsi une rente tombée du ciel, une sorte de plan Marshall qui lui fournit un véritable ballon d'oxygène.

Claude Collin-Delavaud, professeur de géographie tropicale, considère que :

> « Le cas de l'Ethiopie fera figure de morceau d'anthologie. Relativement apte à nourrir sa population, cette nation eut d'abord un Etat autocratique dénué d'efficacité et de préoccupation socio-humanitaire. Mais les militaires qui renversèrent le Négus et mirent à sa place le dictateur Mengistu firent connaître au pays l'horreur des prisons et des camps et l'incapacité de leur style collectiviste. Acharnés à réduire un mouvement nationaliste vrai en Erythrée, repoussant un mouvement nationaliste vrai aidé par les Somaliens en Ogaden, les Ethiopiens ont militarisé leur nation et appelé à l'aide les soldats cubains et les techniciens allemands de l'Est. La sécheresse des années 1982-1984 s'abattit sur le pays, d'une manière moins systématique que dans le Sahel occidental, à cause du relief et des zones tropicales méridionales. Il y eut famine, occultée pendant dix-huit mois. On ne consacra les maigres ressources fournies et l'énergie de l'Etat qu'à faire la guerre. Dix-huit mois que l'on ne rattrapa pas, quand, débordé par les cris d'alarme qui filtraient des ambassades, on fit appel à la charité occidentale. Le relais géopolitique est pris par la désinformation. Comme on ne mange bien qu'en Occident, on doit avoir mauvaise conscience de trop manger. Les écologistes géopoliticiens laissent entendre que cette sécheresse vient des surexploitations des sols qui mettent en cause le profit capitaliste, seul à pouvoir le faire[1]. »

Pendant que les bombardements du Tigré se poursuivaient, les malheureux sous-alimentés achevaient de mourir. Du moins avaient-ils la « consolation » d'expirer en direct, sous l'objectif des caméras. Comment cet état de fait aurait-il pu cesser quand seule une infime partie de l'aide internationale parvenait aux sinistrés, l'essentiel étant attribué aux soldats gouvernementaux qui, au même moment, s'employaient à écraser les rébellions de l'Ogaden, de l'Erythrée et du Tigré ? Plus incroyable encore, une partie de vivres collectés en Europe ou en Amérique ne faisait que transiter

1. Collin-Delavaud (Cl.), *Territoires à prendre*. Paris, 1988, p. 216.

par les ports éthiopiens. Déchargés des navires venus d'Occident, ils étaient aussitôt rechargés sur des navires des pays de l'Est. Ainsi le gouvernement marxiste d'Addis Abeba payait-il la dette contractée auprès de ses alliés cubains et soviétiques...

Tandis qu'un véritable chantage à la charité s'exerçait sur les opinions publiques occidentales par le biais des reportages télévisés, le gouvernement éthiopien rançonnait les organismes caritatifs ou dilapidait l'aide internationale. Quelques exemples permettront d'illustrer l'étendue du scandale :

— Pour célébrer dignement l'anniversaire de la révolution marxiste, le gouvernement éthiopien engloutit 250 millions de dollars US, soit 2,3 milliards de francs, somme qui aurait suffi à enrayer la famine.

— Pour lutter contre le marché noir du whisky, l'Ethiopie acheta 500 000 bouteilles, mais elle se dispensa de commandes alimentaires puisque les pays nantis lui fournissaient des vivres.

— Ces vivres qui, par milliers de tonnes, arrivaient dans les ports éthiopiens, restaient dans les cales des navires car toutes les installations portuaires étaient à ce moment-là réquisitionnées pour le déchargement des matériaux destinés à la construction du siège de la Communauté économique africaine.

— Le racket gouvernemental porta sur l'aide elle-même. C'est ainsi que, par tonne alimentaire, le gouvernement perçut jusqu'à 12,5 dollars. Par tonne alimentaire, le syndicat unique éthiopien perçut 165 dollars pour frais de déchargement et de transport. Non content de donner, l'Occident dut en plus payer une rançon pour que les secours fussent simplement débarqués et acheminés...

— Un mouvement religieux de bienfaisance qui n'avait pas les moyens d'acquitter ces taxes liées à l'utilisation des camions du gouvernement proposa d'utiliser ses propres véhicules, des camions Mercedes neufs. Le gouvernement éthiopien lui accorda l'autorisation, à la condition qu'au bout de deux années les véhicules devinssent sa propriété !

La vérité sur la famine d'Ethiopie est qu'elle fut utilisée par le gouvernement. Elle frappait des provinces en rébellion contre l'autorité centrale et la mainmise soviétique sur le pays. Plus la famine tuait de « rebelles » et moins les autorités éthiopiennes

avaient d'adversaires à combattre. Cette terrible réalité, nous ne fûmes qu'une infime minorité à la dénoncer. Que valait notre parole face à la dictature intellectuelle et morale des tiers-mondistes ?

Et puis, un jour, les médias découvrirent ce que nous ne cessions de dire ; les articles et les livres se succédèrent, ceux qui avaient ignoré ou voulu ignorer furent les premiers à critiquer leur comportement passé. Ils comprirent que l'aide à l'Ethiopie avait servi à financer l'emprise marxiste sur le pays ; la famine subventionnée par l'Occident était devenue l'auxiliaire de la collectivisation. Le tiers-mondisme, se demandèrent les intellectuels « engagés », avait-il favorisé la violation des « droits de l'homme » ? Du docteur Jean-Christophe Rufin, membre de l'Association internationale contre la faim et auteur d'un ouvrage intitulé *Le piège* sous-titré : « Quand l'aide humanitaire remplace la guerre » (1986) à André Glucksman et Thierry Wolton, qui publièrent *Silence, on tue* (1986), tous constatèrent que l'Ethiopie avait été « armée par l'Est et nourrie par l'Ouest » ; que l'Occident y avait financé une famine provoquée.

Ultime tabou, le principe même de l'automaticité de l'aide, admis jusque-là comme un dogme, s'effondra. D'autant plus qu'il a pu apparaître comme injuste et pervers. Les Ethiopiens, remarqua le docteur Rufin, « prirent avec leur aisance de marathoniens la tête des pays victimes de la sécheresse au Sahel. Les autres, comme le Niger, étaient plus défavorisés, parce qu'ayant réagi mieux et plus tôt, ils avaient moins de morts à montrer. »

Dès mars 1985, les pluies étaient revenues en Ethiopie ; elles furent tellement abondantes que le pays fut transformé en un gigantesque bourbier. Dans les médias occidentaux, on continua cependant à parler de sécheresse ; l'aide pour l'aide s'amplifia. De Coluche au CCFD, de « Band AID » de l'Américain Bob Geldof à la CIMADE, la charité devint un vrai « business », selon l'expression du docteur Bernard Kouchner, animateur de « Médecins du monde », venu contrôler les distributions en Ethiopie à la fin de 1985.

Le docteur Rufin a pu constater à quoi elles se réduisaient :

> « Des voitures de secours, à grand renfort de gasoil, atteignaient les villages reculés et cuisaient péniblement une marmite de porridge pour les enfants. Les villageois, ravis, les regardaient faire en préparant un agneau à la broche pour faire déjeuner l'équipe européenne[1]... »

Les souffrances des malheureuses populations se prolongeraient encore longtemps, car le régime d'Addis Abeba, voulant en finir avec la résistance érythréenne et la rébellion tigréenne, entreprit alors de vider le nord de l'Ethiopie de ses habitants.

Pour ces derniers, le choix fut clair : ou bien ils acceptaient d'être regroupés dans des centres de transit où ils recevraient un peu de nourriture, mais d'où ils seraient embarqués sur des camions à destination du sud ; ou bien ils devraient fuir au Sudan où ils grossiraient la masse des 400 000 réfugiés nourris et vêtus par l'ONU.

Depuis 1984, le gouvernement éthiopien s'emploie à déporter les populations des provinces du Tigré et du Wollo et ce, afin de priver les mouvements de guérilla de tout soutien civil. Selon l'organisation humanitaire « Médecins sans frontières », entre les mois d'octobre 1984 et d'août 1985, 500 000 personnes auraient ainsi été déportées et 100 000 auraient trouvé la mort lors du voyage en raison des terribles conditions du transport. Pour le docteur Rony Braumann :

> « Les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de *resettlement* ne sont même pas dignes d'un transport de bétail. En 1985, 100 000 personnes sont mortes sur les routes. Les plus faibles meurent les premiers et, en Ethiopie comme dans tous les pays en proie à la famine, les plus faibles sont les enfants. »

Les autorités éthiopiennes justifient cet exode forcé en affirmant que les terres des régions touchées par la famine sont à ce point épuisées qu'elles ne pourront plus nourrir une population importante et ce, même en cas de retour à une pluviométrie normale. Selon Addis Abeba, la seule solution est donc de transférer les populations concernées vers des terres fertiles et non occupées situées dans le sud du pays. Là, aidées par le gouvernement, elles pourront coloniser des espaces vierges et assurer leur subsistance.

Cette présentation des faits fut largement critiquée dans un

1. Rufin (J.-C.), *Le piège...*, *op. cit.*

document émanant de « Médecins sans frontières » publié dans le *Figaro-Magazine* du 21 décembre 1985. L'organisation humanitaire y affirmait que les raisons réelles et non avouées du gouvernement éthiopien étaient bien militaires et politiques et que ses préoccupations essentielles visaient à vaincre la guérilla :

> « Cette famine va lui permettre de déplacer des centaines de milliers de paysans des zones où le soutien à la guérilla gêne considérablement les expéditions militaires répétées de la junte depuis dix ans ; de les envoyer dans des sites de peuplement où ils sont affectés à des fermes collectives et seront entièrement dépendants pendant longtemps des autorités, ne serait-ce que sur le plan essentiel de la subsistance alimentaire ; enfin, d'opérer une colonisation très importante des basses terres habitées aujourd'hui par les Oromos, extrêmement méfiants vis-à-vis du pouvoir central. »

XII

AFRIQUE DU SUD, LES GUERRES CIVILES NOIRES 1800-1985

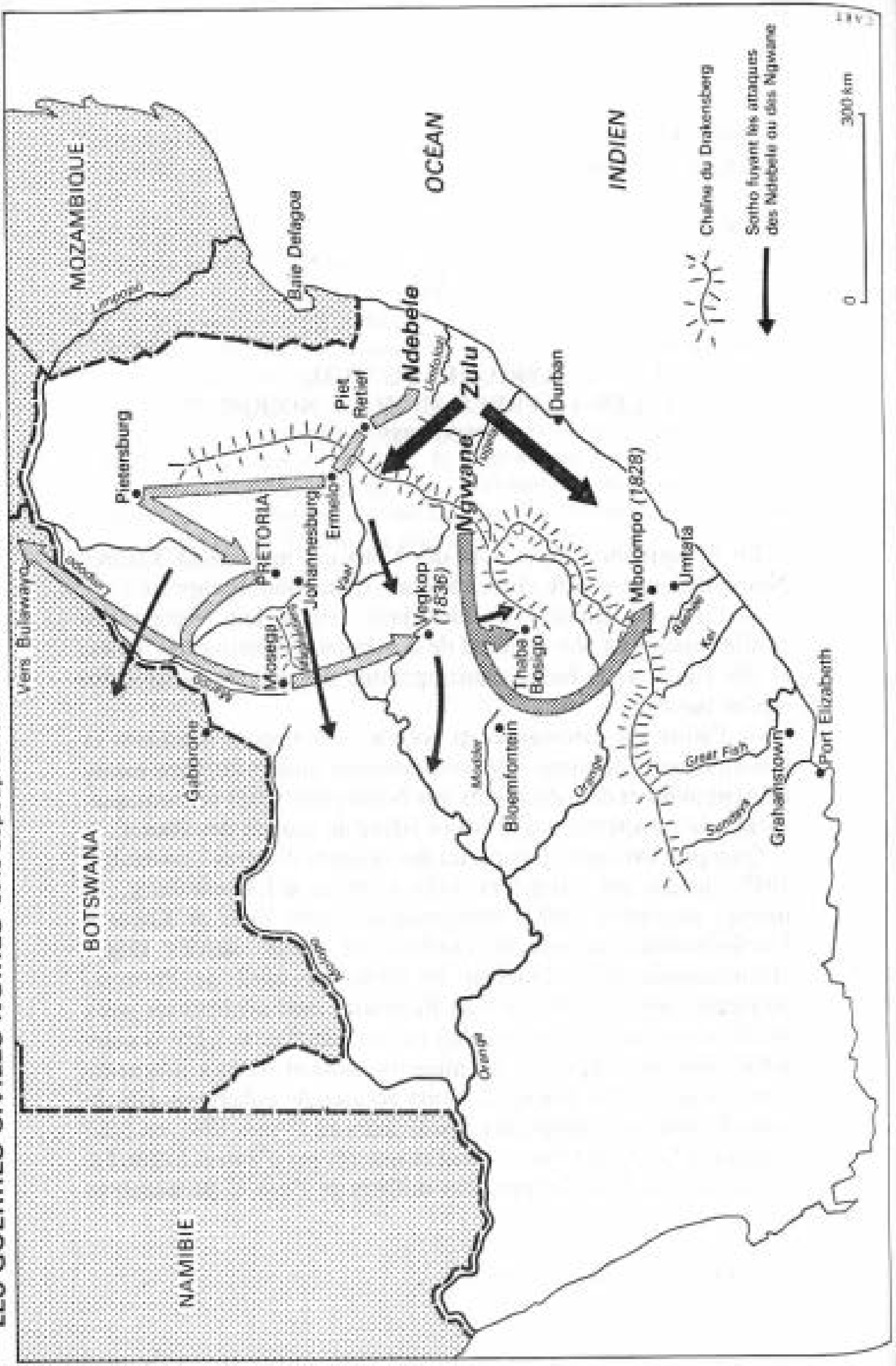
En Afrique du Sud, ce sont des Noirs qui massacrent d'autres Noirs dans une guerre civile résultant d'une double rupture :

— l'une est ethnique et historique ; elle a fait resurgir des conflits ancrés au plus profond de la mémoire collective des Noirs, et elle constitue la forme contemporaine des guerres tribales des siècles passés ;

— l'autre est idéologique et sociale ; elle oppose marxistes et « compagnons de route » des communistes manipulant une masse de désœuvrés et de mécontents aux Noirs participant économiquement à la prospérité sud-africaine (donc au monde des Blancs).

Quelques exemples pris parmi des dizaines d'autres : novembre 1985 : heurts entre mineurs sotho et xhosa à Johannesburg, 10 morts ; décembre 1985 : affrontements entre Zulu et Xhosa à Umbogintwini, au sud de Durban, 60 morts ; janvier 1986 : affrontements entre Ndebélé et Sotho au nord de Pretoria, 40 morts ; février 1986 : à Port Elizabeth, cinq adolescents noirs brûlés vifs et deux autres lynchés par un commando UDF[1] ; mars 1986 : nouveaux heurts entre mineurs xhosa et sotho à Johannesburg, 6 morts. En outre, 12 Noirs accusés de collaborer avec le pouvoir blanc sont assassinés. Du 1er mars au 1er juin 1986, en zone urbaine, plus de 300 Noirs furent massacrés par d'autres Noirs. Le 7 juin, au nord de Durban, des milliers de Zulu et de membres

1. UDF : United Democratic Front.



LES GUERRES CIVILES NOIRES et le dépeuplement du Transvaal et de l'Orange avant l'arrivée des Voortrekkers

d'ethnies différentes s'affrontent à mort lors d'une réunion syndicale.

A Crossroads, un bidonville de la région du Cap, le bilan des combats, pour le seul mois de mai 1986, s'éleva à une centaine de morts, des milliers d'habitations détruites, et des dizaines de milliers de sans-abri.

Mais, une fois pour toutes, les médias d'Europe et d'Amérique ont décidé qu'il s'agissait d'une lutte des Noirs, unanimement dressés contre le pouvoir blanc et sa doctrine d'apartheid. Pourtant, la seule réalité est que les Noirs d'Afrique du Sud sont divisés. Comme l'écrit la revue *Géopolitique africaine* :

« Ils sont aussi différents que peut l'être un Espagnol d'un Suédois. (...) ils n'ont en commun, en règle générale, ni le sang, ni le caractère, ni la religion, ni la langue, ni les mœurs, ni la civilisation, ni le niveau de développement. De surcroît, il existe entre eux des disproportions numériques très importantes. Enfin, ces peuples, comme tous ceux qui vivent de par le monde, ne veulent pas voir disparaître leurs traits distinctifs. Les antagonismes qui les opposent sont puissants. (...) Ces sentiments sont immuables et constituent des données lourdes, dont seuls les utopistes et les dogmatiques peuvent avec légèreté s'affranchir[1]. »

Les Noirs d'Afrique du Sud sont divisés en huit ethnies principales, elles-mêmes subdivisées en une multitude de sous-groupes. Ce sont :

— les Zulu : 7 millions
— les Xhosa : 6 millions, dont 2 500 000 vivent au Transkei et 800 000 au Ciskei
— les Sotho du nord et du sud : 5 millions
— les Tswana : 3 millions dont 1 500 000 vivent au Bophuthatswana
— les Shangaan : 1 000 000
— les Swazi : 900 000
— les Ndebele du nord et du sud : 700 000
— les Venda : 500 000, dont 300 000 vivent au Venda.

1. Mars 1986, p. 92.

Le groupe linguistique nguni, dont le territoire d'origine est la bande côtière fertile et arrosée s'étendant du Swaziland au nord à la rivière Fish au sud, rassemble 55 % des Noirs de la RSA. Il est fractionné en Zulu, Ndebele, Xhosa et Swazi. Au début du XIX[e] siècle, la constitution de la nation zulu a provoqué un gigantesque bouleversement politique et ethnique dont les conséquences se font sentir aujourd'hui encore.

A la fin du XVIII[e] siècle, les Zulu, petite tribu au sein du vaste ensemble linguistique nguni politiquement et culturellement dissocié, ont pour chef Senzangakona qui règne sur un territoire de faibles dimensions adossé à la rivière Umfolozi ; son peuple dépasse à peine un millier d'âmes.

En 1787, il chasse une épouse qui vient de lui donner un fils illégitime, Shaka, lequel est recueilli par les Mtetwa. Dans cette puissante tribu nguniphone commandée par Dingiswayo, l'enfant reçoit une éducation guerrière et, se distinguant au combat, devient un des chefs de l'armée. En 1816, il profite de son prestige militaire pour s'emparer de la succession de son père à la tête des Zulu après avoir fait assassiner l'héritier légitime. En 1818, lorsque Dingiswayo meurt, l'empire qu'il laisse s'étend du nord au sud des rivières Umfolozi à Tugela et sur 100 à 130 kilomètres de profondeur vers l'intérieur. Tout naturellement, Shaka prend le commandement de l'armée, ce qui lui permet de développer une politique de conquêtes qui bouleversera toute l'Afrique australe et qui est connue sous le nom de Mfecane (broyage, bouleversement).

Pour cela, il transforme en une redoutable force offensive l'outil légué par Dingiswayo. Des régiments, les *impi*, sont constitués par classe d'âge, et leur mobilisation est effective une partie de l'année ; les guerriers ne reçoivent du roi l'autorisation de se marier qu'après quinze années de service. Durant deux à trois années, les futurs soldats apprennent à se soumettre à une discipline implacable ; puis l'entraînement forme les corps et les âmes à l'offensive, la seule manœuvre utilisée. Les recrues se familiarisent avec la formation en croissant ou en « corne » qui permet d'encercler l'ennemi puis de l'écraser par des assauts au corps à corps.

Lors de chaque bataille, déployée en quasi-demi-cercle, l'armée se divise en quatre groupes : le centre, chargé de fixer l'adversaire ; en avant, les éclaireurs répartis sur deux lignes dont la plus avancée composée de conscrits ; les ailes, formées des combattants les plus rapides à la course, ont pour tâche d'envelopper les défenses adverses ; à l'arrière enfin, les vétérans, tournant le dos aux combats, constituent la réserve. Des unités d'égorgeurs achèvent les blessés ennemis, car le but de la guerre n'est plus comme au temps de Dingiswayo de mettre l'adversaire en fuite, mais de le massacrer jusqu'au dernier.

L'armement individuel est d'ailleurs adapté à ce but exterminateur. Le javelot, peu meurtrier et dont le lancer laissait le guerrier désarmé, est abandonné. Le combattant zulu est désormais doté d'un glaive à manche court et à la lourde lame, pratique pour le corps à corps ; comme protection, il dispose d'un bouclier tressé lui couvrant le buste et les cuisses.

Chaque régiment, fort d'environ un millier de combattants, se distingue sur le champ de bataille par les couleurs de sa coiffure ou de ses boucliers. Tous ont le même uniforme : un bandeau à plumes ceignant le chef, des peaux de singe ou de petits félins autour de la taille, des bracelets aux bras et aux jambes, etc.

Les déplacements de l'armée zulu sont rapides. Elle est capable de faire des étapes quotidiennes de plus de 60 kilomètres, précédée d'un service de renseignement particulièrement efficace. Quant au ravitaillement, il est assuré par des adolescents à raison d'un pour trois hommes. A la fin de son règne, Shaka dispose d'une force de 30 000 combattants, sans rivale parmi les peuples de l'Afrique australe.

Les débuts de l'expansion zulu furent pourtant modestes. Cinq à six cents guerriers attaquent leurs voisins et ils les massacrent. Les rescapés, paniqués, se précipitent sur les territoires limitrophes et, devenus eux-mêmes des envahisseurs, ils répandent la terreur de proche en proche et dépossèdent de leurs terres les populations qu'ils rencontrent.

Ce rapide mouvement est favorisé par la dissociation politique et le tribalisme qui ne permettent pas d'offrir une résistance massive à la tourmente et bientôt, à chaque menace zulu, les villages sont abandonnés.

La panique s'explique facilement : les Zulu massacrent toujours les hommes, n'épargnant que les jeunes garçons qui sont enrôlés comme supplétifs. Les femmes et les troupeaux sont partagés entre les vainqueurs. Les régiments de Shaka cherchent surtout à détruire physiquement les clans ou les groupements qui n'accep-

tent pas de se mettre au service de la nation zulu en cours de formation.

Offrant à ses guerriers des victoires successives et une abondante moisson de captives et de bétail, Shaka jouit d'un prestige immense et son pouvoir est sans limite. Ceux qui lui font ombrage ou sont susceptibles de le menacer sont éliminés, tels les sorciers, guérisseurs ou devins dont le prestige peut porter atteinte au sien. Sa paranoïa est telle qu'il en arrive à craindre que ses enfants ne l'assassinent ; c'est pourquoi il fait mettre à mort toute femme enceinte de lui ou, du moins, il donne l'ordre de tuer tout enfant dont il serait le père.

Génial politique et fou sanguinaire, Shaka fit un jour éventrer une centaine de femmes se trouvant aux divers stades de la grossesse, afin de se livrer à un examen des fœtus qu'elles portaient... Dans la capitale royale, les condamnés à mort pouvaient être exécutés par strangulation, lapidation, noyade, empalement, éviscération, etc. Ceux qui avaient le malheur d'être désignés par le souverain pouvaient être jetés en pâture aux crocodiles ou enfermés en compagnie de fauves affamés.

Du vivant de Shaka, certains chefs de clans et d'armées décidèrent de rompre avec lui, tels Zwangendaba, Soshangane et Mzilikazi. Ils tracèrent des sillons sanglants à travers toute l'Afrique australe, contribuant ainsi à élargir le champ géographique des dévastations qui furent sensibles jusque dans les régions des lacs Victoria et Tanganyika, à plusieurs milliers de kilomètres du foyer initial du petit clan zulu.

Mzilikazi (1770-1868), le chef ndebele (matabele), réussit à fonder un royaume dans le sud de l'actuel Zimbabwe en utilisant l'élimination physique systématique des membres des groupements territoriaux étrangers à son clan. La méthode zulu est donc suivie, même par les dissidents, mais Mzilikazi la « perfectionne » dans la mesure où il ajoute aux massacres la politique de la « terre brûlée » qui permet de réduire à la famine, donc d'éliminer indirectement, les survivants des tueries.

Le phénomène débuta en 1821, quand Mzilikazi, suivi de 300 guerriers, entra en rébellion contre Shaka. A ce noyau allaient bientôt s'agréger plusieurs milliers d'individus qui constitueraient la nation ndebele organisée sur le modèle zulu. Un peuple se forme donc dans l'action, par l'apport successif d'éléments hétérogènes fusionnant au long de la marche conquérante.

Peu à peu, s'étant constitué une armée, Mzilikazi, connu également sous le nom de Moselekatse dans l'ancienne littérature coloniale, débouche sur les plateaux d'entre Limpopo et Vaal, après avoir franchi le Drakensberg. Durant l'année 1824, il nomadise dans l'actuelle région de Pietersburg, puis de 1825 à 1832 dans celle de Pretoria et enfin dans la vallée du fleuve Marico de 1833 à 1837.

Vers 1832, son autorité s'étend sur 800 000 km² et il dispose de 20 000 guerriers pour la faire respecter. Ses principales victimes sont les Sotho qu'il disperse puis, durant une dizaine d'années, il se heurte aux Griqua. Ces événements se déroulent en dehors de toute présence blanche. Il s'agit d'affrontements qui précèdent l'entrée en scène des Trekkers boers.

Quand vinrent les temps de panser les blessures, rares étaient les peuples noirs vivant encore sur les territoires qui avaient été les leurs avant 1800.

Les dégâts causés par cet immense bouleversement sont incalculables. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants y trouvèrent la mort. Certains auteurs parlent de un, voire de deux millions de victimes, mais il est scientifiquement impossible de proposer une évaluation précise et sérieuse. Une réalité est en revanche « incontournable » : du massif du Drakensberg jusqu'au lac Tanganyika, de nombreux groupements, peuples ou villages furent rayés de la carte par un processus qui, de proche en proche, engloba l'Afrique australe et centrale dans un immense mouvement centrifuge broyant les plus faibles.

Quand Shaka lança les Zulu à l'assaut des Ngwane, il ébranla la mosaïque ethnique de cette partie du continent. Partout, des réfugiés sans ressources amplifièrent le phénomène, se formant en bandes pillant tout sur leur passage.

Tout le plateau central sud-africain fut peu à peu vidé de sa population qui abandonna villages, récoltes et réserves alimentaires. La famine qui en résulta fut terrible. C'est ainsi, a écrit Videcoq que les

« (...) tribus tswana et sotho qui, vers 1820, occupaient l'ensemble du sud du Transvaal, avaient été chassées, anéanties ou éparpillées à partir de 1830 par l'invasion matabele. Après la défaite et la fuite des Matabele, ces régions pouvaient être considérées comme un désert humain[1]. »

A la fin du XVIII[e] siècle, les Sotho vivent dans une partie du Transvaal et de l'Orange, à l'ouest de la chaîne du Drakensberg. Les traditions orales y font remonter leur installation au début du XVI[e] siècle. Deux siècles plus tard, à la veille de leur exode, Marianne Cornevin[2] les imagine occupant un immense territoire s'étendant vers le nord-est jusqu'au Limpopo, vers le nord jusque dans les environs de l'actuelle ville de Gaberone au Bostwana ; vers l'ouest jusqu'au territoire qui deviendra le Bechuanaland britannique et vers le sud dans tout l'Etat libre d'Orange, à l'exception du tiers occidental.

La seule certitude est que l'actuelle mise en place des Sotho est une conséquence de l'impérialisme zulu, dans la mesure où certains clans sont contraints d'abandonner les territoires sur lesquels ils pratiquaient essentiellement un élevage transhumant afin de trouver refuge dans les régions montagneuses ou dans les zones arides du nord où ils seront forcés de se sédentariser.

Tous les Sotho ne furent cependant pas atteints à un même degré par les bouleversements résultant de l'expansion zulu, et surtout des attaques de Mzilikazi. C'est ainsi qu'une partie des Pedi, qui constituent la branche septentrionale de ce groupe linguistique, et des Tswana, lesquels en sont les représentants occidentaux, ne furent que peu affectés.

Les Ndebele battus et franchissant le Zambèze, les plateaux centraux retrouvèrent la paix. Quand il eut défait Dingane[3] à Blood River, le 16 décembre 1838, Pretorius[4] mit un point final à l'expansion zulu et l'onde de panique disparut rapidement avec la

1. Videcoq (P.), « Aspects de la politique indigène des Boers du nord du Vaal (Transvaal, République sud-africaine) de 1838 à 1877 : sécurité des Blancs et utilisation de populations locales », *R.F.H.O.M.*, LXV, n° 239, 1978, p. 187.

2. Cornevin (M.), *L'Apartheid : pouvoir et falsification historique*. Paris, 1979, p. 88.

3. Dingane : roi zulu (1795-1840). Demi-frère du roi Shaka (1787-1828), le fondateur de l'empire zulu, qu'il assassina le 28 septembre 1828.

4. Andries Pretorius (1798-1853) : chef du grand trek et fondateur de la nation afrikaner. C'est lui qui remporta sur les Zulu la grande bataille de la Blood River, le 16 décembre 1838.

fin des destructions. La paix revenue, les survivants voulurent regagner leurs régions d'origine. Habitués à y pousser leurs troupeaux sur des espaces vierges, ils constatèrent que les Boers, éleveurs comme eux, s'étaient installés sur des pâturages qu'ils avaient eux-mêmes abandonnés, parfois depuis une décennie, fuyant la guerre civile noire, laquelle n'est donc pas une nouveauté en Afrique du Sud.

Cette réalité historique contredit les hypothèses tiers-mondistes, car le Mfecane est une excellente illustration de l'ethnisme et de ces guerres inter-noires qui n'ont rien à voir avec la colonisation.

Aussi ont-ils entrepris de la combattre, en refusant d'abord le terme et la notion de Mfecane, considéré — en partie avec justesse — comme un néologisme. L'important est pour eux de nier l'idée de la guerre Noirs contre Noirs, et Marianne Cornevin s'y est attelée[1] en prônant l'abandon du terme et du concept.

Cobbing[2] s'attaque avec méthode à l'idée de ces affrontements ethniques. Son idée est claire : l'affirmation de la responsabilité des Zulu dans le dépeuplement du Transvaal et de l'Orange, les futures zones dans lesquelles s'installeront les Blancs, est une erreur : primo, les Zulu n'y ont jamais pénétré, secundo, la première expédition des Ndebele de Mzilikazi au sud du Vaal ne date que de 1829.

Mais comment expliquer le dépeuplement de ces régions dans lesquelles les Blancs ne pénétreront que plus tard et qu'ils trouveront vidées de leurs habitants, des Sotho ? Cobbing ne nie pas le rôle et la responsabilité des Ndebele pour le Transvaal, mais il les excuse en les mettant sur le compte de réactions indirectes à la présence des esclavagistes portugais installés dans la baie Delagoa — l'actuelle baie de Maputo au Mozambique. Ainsi toute l'histoire de l'expansionnisme zulu est-elle gommée. Comme est évacuée de l'histoire la trahison de Shaka par Mzilikazi, laquelle est pourtant à l'origine de la fuite de ce dernier.

1. Cornevin (M.), « Populations noires d'Afrique du Sud », *Afrique contemporaine*, n° 141, janvier-février-mars 1987.

2. Cobbing (J.), « The Mfecane as alibi : thoughts on Dithakong and Mbolompo », *J.A.H.*, 29, 1988.

Revenons en 1821. Mzilikazi, un des hommes de confiance de Shaka, est nommé chef d'une expédition lancée contre les Sotho. Le succès est total et le butin en bétail énorme. Au lieu de le donner à Shaka comme le veut la coutume — et la simple prudence —, Mzilikazi le fait conduire dans son propre kraal. Shaka ne veut pas croire à la trahison d'un de ses meilleurs chefs de guerre et il lui envoie des messagers que Mzilikazi humilie, humiliant ainsi le roi : il fait couper les plumes de leurs coiffes guerrières ! Dès lors, il s'est mis hors la loi ; c'est un rebelle qui sait qu'il va être attaqué par Shaka.

Dans un premier temps, il se retranche sur une colline où il résiste à une attaque des régiments de Shaka. Peut-être pense-t-il alors pouvoir renverser Shaka, mais ce dernier lance une seconde attaque. Trahi par un membre de son propre clan, Mzilikazi voit sa position enlevée et il ne parvient à s'échapper qu'avec 300 guerriers. Tous ceux qui n'ont pas réussi à suivre leur chef sont massacrés. En juillet-août 1821, Mzilikazi est sauvé puisqu'il se trouve loin du Zululand, dans les environs des actuelles villes de Piet Retief et d'Ermelo.

La présence portugaise à Delagoa n'est donc pour rien dans le départ de Mzilikazi et dans la genèse de son impérialisme, lequel va aboutir au dépeuplement d'une large superficie du Transvaal.

En 1828, afin de résister aux attaques des Ndebele de Mzilikazi, Moletsane, le chef des Taung — un groupe sotho — s'allie aux Koranas, qui sont des Hottentots (Khoi-Khoi). Ensemble, ils lancent un raid afin de vider le Transvaal des envahisseurs. Mzilikazi réagit et les assaillants sont mis en déroute, abandonnant une partie de leurs armes à feu.

En 1829, Mzilikazi veut leur faire payer cette attaque et il franchit la rivière Modder. Il sait déjà que des Blancs vivent au sud de ses territoires et il entre en contact avec un chasseur, Robert Scoon, auquel il demande de lui fournir des fusils. La même année, Mzilikazi rencontre le missionnaire Robert Moffat (1795-1883). A cette époque, le principal campement (kraal) de Mzilikazi se situe dans le Magaliesberg, à Unkungweni.

A la fin de 1829 ou au début de 1830, Mzilikazi attaque les tribus sotho qui vivent à l'ouest de ses territoires, où il envisage de s'installer. Les Ngwaketse sont mis en déroute et se réfugient dans les régions désertiques du nord. Au début de 1831, les Ndebele franchissent le Vaal et ils attaquent les Tlokwa du chef Sekonyela, puis les Sotho de Moshwesh retranchés dans la citadelle naturelle de Thaba Bosigo.

A la fin de 1831, Mzilikazi lance un raid au nord du Limpopo, contre les Shona vivant dans le sud de l'actuel Zimbabwe. Une coalition de Griqua, de Korana et de Tswana en profite pour pénétrer dans le sud-ouest de son territoire. En dépit de leurs armes à feu, ils sont mis en déroute lors de la bataille de Moordkop. Mzilikazi en profite pour poursuivre la destruction systématique des Tswana-Sotho lesquels sont sauvés in extremis par l'arrivée de trois missionnaires français, les pasteurs Jean-Louis Prosper Lemue, Jean Pierre Pellissier et Samuel Rolland qui fondent une mission à Mosega. En 1832, Pellissier est cordialement reçu par Mzilikazi qui le persuade d'évacuer la région en lui annonçant qu'il va attaquer les Sotho Hurutsé. A la fin de l'année 1832, Mzilikazi s'installe dans la vallée du fleuve Marico après avoir battu et chassé les Rolong, les Kwena et les Ngwaketse. Désormais, les Sotho du Transvaal sont dispersés et la frontière ouest du royaume ndebele est le Vaal que nul n'a le droit de franchir.

A la fin de l'année 1836, des chasseurs boers qui sont en quelque sorte l'avant-garde du Grand Trek traversent le Vaal sans en demander la permission à Mzilikazi. En août, celui-ci les attaque et capture leur camp. Plusieurs sont tués et les autres doivent s'enfuir. Comprenant qu'il lui faut profiter de la surprise pour écarter une menace autrement plus sérieuse, celle qui est représentée par les trekkers commandés par Potgieter, il lance une attaque au sud du Vaal contre les pionniers blancs.

Potgieter s'est retranché près de l'actuelle ville d'Heilbron, sur une colline, et il attend l'assaut. La bataille a lieu le 16 octobre 1836. Elle est acharnée et les Ndebele perdent des centaines de guerriers avant de se replier. Les Boers conservent leurs positions de Vegkop (la colline du combat) et ils poursuivent les assaillants avant de razzier leur kraal de Mosega.

Au même moment, une colonne zulu pénètre à l'est des territoires de Mzilikazi. Les combats, incertains, se déroulent à l'est du fleuve Marico. A la fin du mois d'octobre 1837, Potgieter et Uys décident d'en finir avec Mzilikazi. Renseignés et aidés par des Sotho, ils attaquent le cœur de la zone contrôlée par Mzilikazi.

La cavalerie boer — quelques dizaines d'hommes — défait les milliers de guerriers ndebele qui sont poursuivis plusieurs jours durant. L'armée de Mzilikazi est scindée en deux par les Boers. Un groupe s'enfuit en direction du lac Ngami et des marais de l'Okavango, au nord de l'actuel Botswana ; l'autre pénètre dans le sud de l'actuel Zimbabwe où est fondé un Etat ndebele dans la région de l'actuelle ville de Bulawayo.

Reste à discuter la seconde affirmation de Cobbing selon laquelle, les Ndebele ne sont pas pour grand-chose dans l'exode et l'extermination des Sotho au sud du Vaal. Quelle est son hypothèse ? L'Orange, et plus généralement la région située au sud du Vaal, a été dépeuplée par les Griqua, les Koranna et les Bergenaars, des Khoisan dont certains étaient plus ou moins métissés de Blancs. Leur but, en pénétrant au nord du fleuve Orange, était de s'emparer d'esclaves afin de fournir de la main-d'œuvre aux Boers.

Cette idée ouvre une intéressante direction de recherche dans la mesure où, à la suite de Richard Elphick[1], le rôle des Khoi-Khoi dans l'historiographie sud-africaine paraît devoir enfin sortir d'un relatif oubli. Mais, ce faisant, les uns et les autres ne vont-ils pas trop loin ? Ne gâchent-ils pas une bonne intuition en tirant argument de quelques faits isolés, et peut-être sans grands rapports, pour en faire un système ?

Primo, on comprend mal que les Griqua et les autres groupes qui auraient razzié les Sotho pour les vendre comme esclaves aient été sollicités par les mêmes Sotho de pénétrer sur leur propre territoire avant de se joindre à eux pour aller, plus au nord, attaquer Mzilikazi et ses Ndebele.

Secundo, même si les Griqua et les autres Khoi-Khoi avaient capturé des esclaves sotho, étant donné la faible demande boer, cette raison n'expliquerait pas le dépeuplement des vastes régions concernées ; à moins que le peuplement sotho n'ait été très peu important numériquement.

Tertio, il a été démontré que l'esclavage n'était pas essentiel à la

1. Elphick (R.), *Kraal an Castle...*, *op. cit.* ; *Khoikhoi and the Founding of white South Africa*, *op. cit.*

société boer. Son interdiction n'eut pas de conséquences graves, à la différence de celle du travail forcé qui intervint en 1809 et qui est connue sous le nom de « Grande Charte des Hottentots »[1].

D'ailleurs, dans les républiques boers issues du Grand Trek, l'esclavage ne fut pas rétabli.

L'idée de Cobbing n'est pas à rejeter en totalité ; elle présente l'avantage, en limitant géographiquement l'aire des dévastations opérées par Mzilikazi, de faire surgir d'autres acteurs dont la participation au Mfecane fut décisive, même si elle est moins connue que celle des Ndebele ou des Zulu. Mais, selon nous, le rôle des Griqua ne doit pas être exagéré.

La responsabilité des Ndebele de Mzilikazi ramenée à une plus juste limite, et c'est le grand apport de Cobbing, comment expliquer le dépeuplement des territoires sotho orientaux ? L'hypothèse ngwane semble la seule possibilité historique, et Cobbing ne fait pourtant que l'effleurer.

Les Ngwane du chef Matiwane (1790 ?-1829) sont des Zulu non incorporés au royaume de Dingiswayo. Redoutable chef de guerre, Matiwane se posera même en rival de Shaka.

En 1818, les Ngwane sont en guerre contre les Zulu et leur territoire, qui borde la rivière White Umfolozi, près de l'actuelle ville de Wakkerstroom, est attaqué par Shaka. Une seconde offensive est lancée contre eux par Zwide, le chef des Ndwandwe dont la fille, Nompethu, est la mère de Mzilikazi. Les Ngwane sont vaincus et contraints de prendre la fuite. Ils deviennent guerriers errants et attaquent pour les razzier tous les peuples qu'ils rencontrent durant leur marche. De 1818 à 1828, les Sotho seront leurs principales victimes.

Le déferlement et les bouleversements territoriaux qui suivirent débutent par l'attaque des Hlubi, qui sont dispersés. Matiwane pénètre ensuite dans l'actuel Lesotho, puis il écrase les Bhele dans l'actuel Natal et occupe leur territoire, au pied du Drakensberg.

En 1820, Shaka et ses Zulu attaquent la région, et les Ngwane préfèrent s'enfuir. Ils traversent le Drakensberg et fondent sur les

1. Thion (S.), *Le Pouvoir pâle : essai sur le système sud-africain*. Paris, 1969, p. 39.

Tlokwa du chef Sekonyela, peuple d'environ 30 000 à 40 000 âmes installé dans la région depuis quatre générations. Après les avoir écrasés, ils attaquent les autres peuples sotho. En 1825, ils rattrapent les Hlubi fugitifs, tuent leur chef Mpangazitha et massacrent la tribu. Les Ngwane s'installent alors dans la région située entre le fleuve Caledon et la ville actuelle de Bethleem vidée de ses habitants, les Sotho Tlou et Tswaneng. Ils tentent ensuite d'écraser le chef Moshwesh du Lesotho, mais son réduit montagneux de Thaba Bosigo est imprenable.

En 1826, un raid zulu franchit le Caledon à Maseru, sur le site de l'actuelle capitale du royaume du Lesotho, afin de razzier du bétail. Les Ngwane sont battus lors d'un combat qui se déroule à proximité de l'actuelle ville de Ladybrand. Ils se replient après avoir perdu presque tout leur bétail.

Afin de reconstituer ses troupeaux, Matiwane décide d'attaquer les plus proches des Xhosa qui sont les Tembu. Pour ce faire, il franchit l'Orange près d'Aliwal-North, écrase le 17 août 1827 les Tembu du clan Bawana et se dirige vers Umtata, la capitale de Ngubenkuka, le chef suprême des Tembu. Ce dernier, inquiet, demande l'aide des Britanniques avec lesquels il est en bons termes. Nous avons dit que les Xhosa du nord n'ont jamais posé de problèmes aux Blancs (voir chapitre IX).

Le major W. B. Dundee arrive en renfort avec un commando boer de 43 hommes ; le 25 juillet 1828, il bat les Ngwane et leur reprend 25 000 têtes de bétail qui avaient été razziées aux Xhosa. Un mois plus tard, le colonel Somerset défait définitivement les Ngwane à Mbolompo, près d'Umtata. Les survivants s'enfuient au Natal, mais Matiwane est capturé par les Zulu. Conduit à la cour de Dingane, le successeur de Shaka, il y est torturé et mis à mort.

L'actuelle occupation de l'espace par les populations noires d'Afrique du Sud résulte donc bien des dévastations provoquées dans toute la partie australe du continent antérieurement à l'arrivée des Blancs, qu'elles l'aient été par les Ndebele, les Tlokwa-Mantatees, les Griqua ou les Ngwane. Les faits sont têtus !

Une véritable guerre civile se déroule aujourd'hui dans plusieurs cités noires d'Afrique du Sud. Elle oppose des organisations politiques et ethniques rivales.

Comme tous les pays du tiers-monde, l'Afrique du Sud a connu une révolution urbaine. Elle s'est opérée en deux étapes, touchant d'abord les Blancs et ensuite seulement les Noirs. Au début du siècle, les Afrikaners étaient encore essentiellement ruraux. La guerre des Boers et ses destructions, le « boom » économique des années 1920, les sécheresses et les crises, ont poussé cette population enracinée dans ses traditions et ses certitudes vers les zones industrielles urbaines, où elle s'est établie. Aujourd'hui, elle y est plus nombreuse que les Blancs anglophones.

Ce phénomène explique largement l'évolution politique de l'Afrique du Sud depuis soixante ans : un prolétariat blanc essentiellement afrikaner permit la victoire électorale du Parti national et la revanche politique et culturelle du peuple afrikaner, venu dans les villes, bastions anglophones, ravir le pouvoir aux libéraux de tradition anglaise.

En 1921, il n'y avait que 590 000 Noirs urbanisés en Afrique du Sud. Aujourd'hui, ils sont sept millions, soit un Noir sur trois. En l'an 2000, ils seront vingt millions, et le mouvement ne fera que s'amplifier, car les zones rurales noires constituent un immense réservoir se déversant sans résistance possible vers les villes.

Ces nouveaux citadins vivent dans des « townships », ou « blacktowns », c'est-à-dire des cités noires. Il ne s'agit pas de ghettos, mais de villes dotées d'un centre économique et administratif, aux larges rues généralement bordées de maisons individuelles bâties sur le même modèle, avec murs de brique et toits en dur.

Aujourd'hui, trente-deux villes ont un statut de « townships » et sont auto-administrées. On les trouve sur toute l'étendue de la République mais, d'une région à une autre, leur image est bien différente. Certaines sont à composition mono-ethnique, comme celles du Natal où les Zulu constituent 90 % de la population des résidents, ou celles de la région du Cap et de Port-Elizabeth, où les Xhosa représentent respectivement 96 et 97 % de la population.

Ailleurs, leur population est ethniquement mélangée, comme à Soweto, où les Zulu totalisent 20 % de la population, les trois groupes sotho additionnés 44 %, les Xhosa 13 %, les Ndebélé, les

Venda et les Noirs venus de l'étranger constituant le reste. Une nouvelle population noire sud-africaine est donc apparue ; certains vont même jusqu'à parler d'une dixième ethnie noire : celle des « urbanisés ».

Au nord comme au sud du Limpopo, l'Afrique de demain est bien en gestation dans ces villes monstrueuses, poussées sur tout le continent. La République sud-africaine avait autrefois contenu ce mouvement ; l'abolition des entraves à la libre circulation des Noirs ne le permet plus.

D'une manière générale, les révolutionnaires sud-africains, tenus en échec dans les zones rurales, où l'encadrement et les traditions ethniques et coutumières sont fortes, tentent régulièrement de mettre en mouvement les masses citadines déracinées. Là est l'origine des terribles affrontements qui se déroulent dans ces cités.

Dans un premier temps, l'ANC (African National Congress) et l'UDF ont tenté d'éliminer physiquement les élus municipaux noirs, afin de rendre les « townships » ingouvernables, et d'en faire autant de zones « libérées du pouvoir des Blancs ». Ce fut l'époque des lynchages, des « colliers de feu », ces pneus arrosés d'essence et emplis de poix, qui étaient placés, enflammés, autour du cou de ceux qui étaient désignés comme des collaborateurs du pouvoir.

La première famille politique noire rassemble l'African National Congress (ANC), l'United Democratic Front (UDF) et le South African Communist Party (SACP).

Clandestin et violent, l'ANC d'Oliver Tambo, principal mouvement de lutte contre le régime sud-africain, prône la déstabilisation du pouvoir blanc. L'ANC s'efforce d'exploiter toutes les raisons du mécontentement des habitants des cités noires, et il s'emploie à canaliser l'ardeur contestataire de la fraction la plus jeune de la population afin de provoquer des émeutes et de développer l'anarchie, phase ultime avant la lutte armée et la guerre civile.

Pour Oliver Tambo, président de l'ANC, il y a longtemps que « la guerre civile est déclarée » dans les townships. Guerre civile, cela signifie lutte sociale (extermination des Noirs partageant les fruits de la prospérité économique générale ou exerçant des responsabilités municipales), mais aussi luttes ethniques.

Les médias accordent à l'ANC une représentativité qu'il n'a pas.

Les sondages qui sont le plus favorables à la coalition ANC-UDF indiquent que 30 % des Noirs urbanisés sont réceptifs à ses mots d'ordre. Traduits en chiffres, ces pourcentages donnent 3 à 4 millions de Noirs sur les 22 millions que compte l'Afrique du Sud. L'ANC n'est plus ce mouvement chrétien et non-violent qui, dans les années 1950 et sous la direction d'Albert Luthuli, s'opposait à l'entrisme des communistes : aujourd'hui, il est devenu la principale courroie de transmission du PC sud-africain.

En parfaits marxistes-léninistes d'obédience soviétique, les communistes sud-africains — Blancs, métis, Asiatiques et Noirs — ont entrepris de mener la guerre révolutionnaire en évitant de se présenter sous leurs propres couleurs afin de ne pas effaroucher les libéraux. Leur stratégie a consisté à noyauter puis à prendre le contrôle de l'ANC. Ils y sont parvenus. Comme ils savent que leur seule chance d'accéder au pouvoir consisterait à briser l'unité des Blancs et à attirer à eux une fraction des Asiatiques, ils ont lancé une campagne destinée à séduire certains d'entre eux.

L'ANC n'est pas un mouvement anti-apartheid, mais une organisation terroriste, contrôlée par le parti communiste sud-africain (clandestin) : sur les trente membres de son comité directeur, vingt-trois sont inscrits au PCSA. Le chef militaire de l'ANC fut longtemps Joe Slovo, un Blanc (lituanien) ayant le grade de colonel dans l'Armée Rouge. Aujourd'hui réfugié en Zambie, il fait partie du directoire de neuf membres qui compose le gouvernement de l'ANC. En 1986, un autre communiste blanc est entré au conseil exécutif de l'ANC, Ronnie Kadrils, organisateur des réseaux terroristes blancs.

Reconnu par l'Organisation des Nations-Unies comme mouvement représentatif des Noirs d'Afrique du Sud, l'ANC se pose comme seule éventualité possible au pouvoir blanc.

Or, pour parvenir à ce but, il lui est nécessaire de couper les Blancs des Noirs. Surtout, il lui faut tenter d'unifier par la terreur les neuf ethnies noires, que tout oppose. L'ANC a échoué dans sa tentative de déstabilisation du pouvoir. Dans les mégalopoles noires qu'il voulait transformer en « zones libérées », ces réseaux ont été démantelés.

Les deux grandes faiblesses de ce mouvement terroriste tiennent à ses contradictions internes. L'ANC est avant tout l'émana-

tion de l'ethnie xhosa, une des neuf composant la population noire sud-africaine.

Sur 24 millions de Noirs, 6 millions sont des Xhosa. Pourtant, presque tous les dirigeants de l'ANC appartiennent à cette ethnie, qu'il s'agisse de Nelson Mandela, emprisonné depuis 1964, d'Oliver Tambo, de Walter Sisulu. Sur les trente membres de la direction de l'ANC, on ne compte qu'un seul Zulu, un seul Sotho, un seul Indien.

En règle générale, les Xhosa constituent d'ailleurs l'encadrement de tous les mouvements nationalistes noirs, qu'il s'agisse de Robert Sobukwe, de Steve Biko, ou de Mgr Desmond Tutu. L'ethnisme, le tribalisme de l'ANC sont régulièrement dénoncés par les autres groupes noirs d'Afrique du Sud. S'ajoute à ces divisions une grave crise interne, opposant deux grands courants : les nationalistes reprochent aux communistes d'être trop voyants et de nuire à l'image qu'ils voudraient présenter de leur mouvement. Les premiers désirent que le mouvement soit légalisé ; ils savent que le gouvernement ne pourra l'envisager que si les communistes en sont écartés.

L'United Democratic Front (UDF) est à la fois la courroie de transmission de l'ANC, son relais et son amplificateur, mais également la façade officielle de la lutte armée.

L'UDF fut constitué en août 1983 par le rassemblement de plusieurs centaines de mouvements, organisations, associations, amicales ou syndicats hostiles à la Constitution en cours d'élaboration. L'UDF, qui se veut multiraciale, bénéficie d'une énorme audience internationale en raison de la personnalité de ses porte-parole : Mgr Desmond Tutu ou le pasteur Allan Boesak.

Si l'ANC se réserve l'action armée, l'UDF met les masses en mouvement et surtout entretient la campagne internationale anti-sud-africaine en dénonçant « l'immoralité » des investisseurs étrangers qui confortent le régime d'apartheid. En 1985, l'UDF a présenté un programme modéré dont le but est de le faire reconnaître comme un interlocuteur rassurant par les instances internationales. Il y réaffirme la composante multiraciale de l'Afrique du Sud, insiste sur l'égalité des droits de toutes ses populations, se prononce pour la réintégration des Bantustan au sein d'un Etat unitaire, se déclare en faveur d'un dialogue avec le gouvernement dès lors que la bonne volonté de ce dernier serait établie ; libération de Nelson Mandela et légalisation des mouvements politiques interdits, y compris le parti communiste. En satisfaisant ces exigences de l'UDF, le pouvoir apporterait la preuve de son réel désir de dialogue.

S'opposant à la coalition ANC-UDF-SACP, les partisans du pouvoir noir affirment que l'Afrique appartient aux seuls Africains.

Un premier groupe se retrouve dans le National Forum Commitee (NFC). Il s'agit de l'AZAPO (Azanian People's Organization) et de ses sections de jeunes ou d'étudiants. Les noms de toutes ces associations sont constitués à partir du vocable Azania, nom que les adhérents de l'AZAPO voudraient donner à l'Afrique du Sud débarrassée des Blancs. Ce mouvement, créé en 1978, est l'héritier des groupes de la « conscience noire ». Il est ouvertement raciste, car il considère l'ensemble des Noirs comme exploités par l'ensemble des Blancs. Adaptant le schéma marxiste de la lutte des classes, l'AZAPO fait des Noirs des prolétaires et des Blancs des capitalistes. Ainsi, les Noirs n'ont qu'une seule issue pour se libérer, celle consistant à expulser tous les Blancs. L'AZAPO est donc encore plus radicale que l'ANC et elle n'hésite pas à l'affronter pour le contrôle des townships.

Le PAC (Pan Africanist Congress) est l'allié de l'AZAPO, mais il perd de son influence au profit de cette dernière organisation. Soutenu par la Chine dans les années 1962-65 en raison de son hostilité à l'ANC, trop ouvertement encadré par le Parti communiste sud-africain de tendance prosoviétique, le PAC connaît des scissions depuis la mort de son « chef historique », Robert Sobukwe.

Le mouvement zulu Inkhata, ennemi mortel de l'ANC-UDF, compte un million de membres officiellement enregistrés. Si un mouvement peut légitimement revendiquer le rang de première organisation noire de RSA, c'est bien lui, et non l'ANC.

Sa fondation remonte aux années 1920, et à l'origine son but était la sauvegarde de la culture zulu. Vers 1950, militant dans les rangs de l'ANC, le chef Buthelezi du Zululand réactiva ce mouvement afin de mobiliser les Zulu contre le régime d'apar-

theid. Puis, il se sépara de l'ANC en raison de la violence de ses options, mais aussi parce que ce parti à large dominante xhosa était jugé par lui comme trop inféodé aux communistes d'Afrique du Sud.

Puissant et structuré, l'Inkatha recrute ses adhérents tant au Kwazulu que dans les villes du Natal et dans les banlieues noires du Rand, notamment à Soweto. En milieu urbain, l'Inkatha se heurte aux organisations prônant la lutte armée. Il estime en effet que le fossé ne doit pas se creuser davantage entre Blancs et Noirs et surtout, que les campagnes de l'ANC-UDF-AZAPO provoquent le désinvestissement des multinationales, ce qui est catastrophique pour l'économie de l'Afrique du Sud, et d'abord pour les Noirs.

Le fossé séparant les Noirs d'Afrique du Sud est également social : les notables urbains, les commerçants, ou même les simples employés, sont régulièrement les victimes de commandos extrémistes. Tous les Noirs, associés directement ou non au monde des Blancs et à ses richesses, sont considérés comme des « collaborateurs ». Il importe de les éliminer.

Mais tout se mélange. Un exemple éloquent est fourni par les affrontements ethniques sotho-ndebélé ayant opposé des ressortissants des Bantoustan du Lebowa et du Kwandebélé. Dans un premier temps, une guerre tribale éclate et elle se solde par plusieurs dizaines de morts. Puis, le problème sotho réglé, les Ndebélé s'affrontent dans une guerre civile opposant la bourgeoisie commerçante à tout ce que le territoire compte de laissés-pour-compte et qui, travaillés par la propagande, constituent des milices de « Camarades », véritables bandes de pillards rançonnant, violant, tuant. Les victimes se regroupent et se forment alors en groupes d'autodéfense, les « Vigilants ». Résultat : plusieurs dizaines, voir plusieurs centaines de morts supplémentaires.

En milieu urbain, l'opposition se fait de plus en plus entre les Noirs ayant quelque chose à défendre et ceux qui n'ont rien à perdre. Entre eux, la lutte est sans merci. Son illustration la plus tragique a été donnée en mai et juin 1986 lors des batailles rangées de Crossroads.

La tentative de prise de contrôle des Noirs urbanisés va de pair avec un conflit de générations (impensable en milieu traditionnel) entretenu par ceux qui voient dans la jeunesse des « townships » la masse de manœuvre dont la Révolution a besoin.

Le quotidien *Libération* parle à son tour de :

> « (...) véritable guerre civile entre Noirs qui embrase les townships de Pietermaritzburg depuis plus d'un an, faisant près de 300 morts.
>
> « (...) c'est entre Noirs rivaux, et non avec les forces de l'ordre, que l'engrenage de la violence ne semble pas pouvoir prendre fin à Pietermaritzburg, en dépit d'appels répétés au cessez-le-feu.
>
> « Partisans de l'Inkatha, l'organisation conservatrice du chef zoulou, Gatsha Buthelezi, et leurs ennemis mortels de l'UDF font régner la terreur dans les ghettos, dans leur lutte acharnée pour le contrôle politique du terrain et de ses habitants.
>
> « Chacun se terre dès la tombée de la nuit, dans ce que l'on commence à comparer à un mini-Beyrouth[1]. »

Sous le titre « Les règlements de comptes intertribaux prennent une tournure de plus en plus dramatique », *Jeune Afrique* décrit cette guerre tribale qui oppose les Noirs :

> « Une bonne quarantaine de morts depuis le 1er janvier 1988, près de 300 en 1987 ; environ 1 500 victimes entre le début des affrontements en septembre 1984 et la fin de 1986... Près de 1 900 tués en trois ans ! Les conflits sanglants au sein de la communauté noire éclipsent, en morts, la non moins sanglante répression des Forces de sécurité de Pretoria. »
>
> « (...) Le plus grand nombre de victimes tombe au cours de véritables batailles rangées entre groupements ethniques rivaux : Zulu contre Xhosa, Ndebélé contre Sotho, etc. Généralement armés de courtes épées, de machettes, de couteaux, de gourdins et parfois de revolvers, les combattants s'affrontent dans des corps à corps qui font des dizaines de morts et de blessés. Ils font aussi la joie de certains, tel cet extrémiste sud-africain qui a déclaré : " Ce n'est que le prélude de ce que sera le pays le jour où ces sauvages prendront la direction des affaires. "

1. *Libération*, 12 janvier 1988.

« Partout où les Noirs sont rassemblés (townships, universités, syndicats), les hommes de Buthelezi et les jeunes radicaux de l'UDF et de l'ANC en viennent aux mains. Ni les uns ni les autres ne tiennent à abandonner, sur le terrain, l'initiative politique aux adversaires[1]. »

1. *Jeune Afrique*, n° 1412, 27 janvier 1988.

XIII

BILAN DE TRENTE ANS D'INDÉPENDANCE

De l'Afrique en perdition à l'Afrique sous perfusion et de l'Afrique en voie d'autodestruction à l'Afrique en danger de mort, les titres de la grande presse traduisent en raccourci et popularisent une terrible réalité : l'Afrique ne parvient plus à nourrir sa population.

Alors qu'au moment des indépendances de la décennie 1960, le continent était autosuffisant alimentairement, en 1989, 1/3 de sa population, soit 150 millions d'habitants, ne survit que grâce à l'aide étrangère. Le mouvement semble d'ailleurs s'accélérer puisque de 1981 à 1984, et en dépit d'aides de plus en plus importantes, les revenus africains *per capita* ont baissé de 11 %.

Les experts sont d'accord sur un point au moins : surpâturage + surculture + déboisement = érosion accentuée et lessivage des bonnes terres au profit des sols morts.

En Ethiopie, le couvert forestier a reculé de 60 % depuis 1900 ; dans dix ans, la forêt aura disparu au Liberia. En trente ans, les rendements agricoles de la Tanzanie ont baissé de 27 %, ceux du Soudan de 18 % et ceux de la Zambie de 16 %. Ce phénomène ne cesse de s'amplifier, avec une croissance moyenne annuelle de la population de 3 % dont des pointes à 4 % au Kenya ou au Zimbabwe. Comment espérer seulement le ralentir tant que les femmes africaines continueront à donner naissance à 6,9 enfants en moyenne et que les propositions de limitation des naissances faites par les puissances coopérantes sont encore trop souvent comprises

DETTE DES PAYS D'AFRIQUE AUTRES QUE LES 22 PAYS EN DÉTRESSE
(toutes valeurs en millions de dollars)

Pays	Total de la dette extérieure et % de la dette publique fin 1986	Service annuel de la dette publique en 1987	Ratio du service de la dette* publique 1986
Algérie	17 299 (82,5)	5 321	51,5 %
Botswana	358 (99,0)	58	4,5 %
Burkina-Faso	665 (93,0)	48	14,8 %
Burundi	550 (95,8)	41	19,0 %
Cameroun	3 533 (78,5)	353	11,2 %
Cap-Vert	113 (94,9)	10	?
Rép. Centrafr.	453 (87,3)	33	9,4 %
Tchad	192 (92,0)	7	?
Congo	3 534 (80,9)	634	43,5 %
Côte-d'Ivoire	10 865 (69,0)	968	21,2 %
Djibouti	125 (95,2)	12	?
Egypte	28 555 (79,9)	3 340	21,3 %
Ethiopie	2 138 (93,0)	215	21,5 %
Gabon	1 568 (70,7)	320	17,2 %
Guinée	1 515 (94,1)	162	?
Kenya	4 503 (76,4)	469	23,2 %
Lesotho	186 (98,0)	13	4,2 %
Malawi	1 137 (79,7)	91	40,0 %
Maroc	?	2 317	40,8 %
Nigeria	21 876 (?)	1 876	23,0 %
Rwanda	439 (94,0)	23	7,6 %
Seychelles	106 (63,0)	10	6,9 %
Swaziland	232 (90,0)	27	7,1 %
Tunisie	5 987 (83,5)	930	29,0 %
Zimbabwe	2 480 (69,0)	403	19,9 %

* Ratio du service annuel de la dette à la valeur des exportations de biens et de services de l'année.

Source : Banque Mondiale.
(*Marchés tropicaux*, 29-01-88).

DETTE DES 22 PAYS D'AFRIQUE EN SITUATION DE DÉTRESSE DU FAIT DE LA DETTE

	PIB/h [1]	Dette/h [1]	Dette publique à long terme [2] (fin 1986)	Service annuel de la dette à long terme [3] 1986	1987	Total de la dette extérieure (fin 1986) [3]
Bénin	280	212	781 (55,3)	58	116	890
Comores	320	322	156 (99,9)	2	9	161
Guinée Eq.	?	379	141 (91,6)	5	18	152
Gambie	230	341	228 (88,1)	11	15	273
Ghana	390	182	1 413 (81,1)	89	106	2 385
Guinée-Bissau	170	341	294 (71,9)	9	28	307
Liberia	450	567	1 002 (81,8)	28	115	1 303
Madagascar	230	276	2 635 (86,2)	113	357	2 899
Mali	170	223	1 566 (96,5)	135	64	1 716
Mauritanie	420	1 036	1 637 (90,8)	77	195	1 761
Mozambique	210	?	?		?	
Niger	260	221	1 026 (80,3)	133	166	1 459
Sao Tome	340	752	74 (99,2)	2	9	75
Sénégal	420	440	2 456 (88,4)	212	271	2 990
Sierra Leone	310	159	459 (64,3)	15	29	590
Somalie	280	287	1 415 (95,2)	72	199	1 580
Soudan	320	366	7 057 (87,0)	55	669	8 722
Tanzanie	220	172	3 650 (89,4)	69	275	3 953
Togo	240	339	882 (90,5)	128	145	1 050
Uganda	?	78	929 (92,6)	29	114	1 193
Zaïre	160	?	5 430 (86,5)	370	788	6 000
Zambie	300	768	3 575 (83,7)	124	520	5 300
Tous 22 pays			36 804 (87,0)	1 634	4 207	44 760

1. En dollars. 2. En millions de dollars et % dû à des créanciers publics.
3. En millions de dollars.

Source : Banque Mondiale, Tables de la dette mondiale, vol 1.
(*Marchés tropicaux*, 29-01-88.)

comme des complots impérialistes visant à limiter le nombre des Noirs ?

Les équipes médicales mises en place par la colonisation, ainsi que les campagnes menées contre les grandes endémies, ont permis cet essor démographique considérable. C'est pourquoi, aujourd'hui, les bouches à nourrir sont de plus en plus nombreuses et la natalité plus rapide que le développement.

Rony Braumann, président de l'organisation « Médecins sans frontières », a bien posé le problème de l'aide médicale :

> « Nous leur avons donné — ce n'était pas une mauvaise intention — des vaccins et des techniques antimortelles qui ont réduit particulièrement la mort des jeunes. Leur mortalité infantile qui était environ de 25 % est tombée à 10 ou 12 %, parfois plus bas encore. Il en a résulté le phénomène appelé " l'explosion démographique ", la population augmente dans des proportions considérables, inédites : 3 % par an. Il en résulte automatiquement un problème de subsistance[1]. »

Ces résultats ont été obtenus à la suite des efforts et parfois du sacrifice de plusieurs générations de médecins coloniaux. Pour ce qui fut le domaine impérial français, les noms de Yersin, de Simond, ceux de Girard et Robic ne sont pas encore totalement oubliés.

Georges Girard et Jean Robic, médecins militaires, furent formés à l'école de Santé navale de Bordeaux puis au Pharo, à Marseille, et enfin à l'institut Pasteur de Paris. Quand ils furent nommés à Madagascar, la peste exerçait des ravages sous une forme foudroyante. Girard et Robic inventèrent un vaccin et ils se l'injectèrent, servant ainsi de cobayes humains. En quelques années, la maladie fut stoppée. Le résultat de leurs efforts est que, au rytme actuel, la population de tout le continent africain sera de 900 millions en l'an 2000 ; les experts estiment que le tiers en sera, dans le meilleur des cas, sous-alimenté. Quel est l'avenir de ces pays qui ne pourront plus nourrir 300 millions de leurs ressortissants ?

Cette surpopulation a deux conséquences immédiates : la première est la stérilisation du continent qui perd sa forêt d'année en

1. Braumann (R.), *Le Tiers-Mondisme en question*. Paris, 1986, p. 159.

année, non en raison de la sécheresse, mais du fait des hommes qui ont besoin de bois pour cuire leurs aliments. La seconde est l'apparition depuis vingt ans d'un dramatique problème urbain.

Les villes africaines ont en effet quadruplé depuis les années 1960 et leur croissance actuelle est de 6 à 7 % par an. Le pire est à venir, car l'Afrique de l'an 2000 est en gestation dans ces agglomérations, têtes énormes poussées sur des corps rachitiques.

Chaque jour, le continent s'enfonce davantage dans la dépendance alimentaire en laissant ses paysans partir vers les mégalopoles où ils gonflent une population de redistributeurs et de consommateurs non producteurs de biens. Ces concentrations urbaines monstrueuses pompent la substance et les forces vives des campagnes environnantes aux dépens desquelles elles vivent ; « cancers » ou « chancres » au flanc de l'Afrique, ces bidonvilles sont de plus en plus coupés de la brousse.

Improductives, vivant de la redistribution de produits importés, ces agglomérations artificielles ont échappé jusqu'à présent aux crises alimentaires graves car les autorités politiques sont condamnées à y empêcher les famines pour en écarter le risque d'émeutes. L'aide internationale y est prioritairement déversée, alors que les seuls producteurs africains sont les paysans.

La croissance incontrôlée — et peut-être incontrôlable — du secteur urbain n'a guère eu d'impact stimulant sur les économies nationales, la dépendance envers l'étranger augmente sans cesse. L'activité économique y est tournée vers l'importation des marques extérieures de la réussite sociale : la possession d'un réfrigérateur, d'un téléviseur ou d'une voiture est trop souvent la preuve visible par tous de l'appartenance à un monde nouveau, distinct de celui de la brousse rurale considérée comme un milieu désuet et archaïque. Dans tous les cas, la rupture des équilibres est telle que les agriculteurs ne sont plus en mesure de satisfaire la demande des populations urbaines qui ne cessent de se multiplier.

Eux-mêmes n'ont qu'une hâte : quitter « leurs terres de soleil et de sommeil » pour venir s'entasser dans les périphéries de Dakar (1,5 million d'habitants), Abidjan (2 millions) ou Lagos (6 millions).

Entre la « favélisation » du continent et le retour à la terre qui ne pourrait se faire qu'autoritairement — l'exemple du Cambodge de Pol Pot est là pour rendre prudents les planificateurs —, y a-t-il

une solution ? La définition d'une politique d'urbanisation doit-elle passer par la création de centres secondaires destinés à décongestionner les mégalopoles côtières ou fluviales ? Avec Alphonse Allais, doit-on mettre les villes à la campagne ? Des tentatives ont été faites au Nigeria et en Tanzanie. Elles ont échoué. A la racine du problème, cette constatation : il est quasiment impossible d'intégrer des villes artificielles à des nations qui le sont souvent elles-mêmes.

Dans les années 1950, l'Afrique sub-saharienne était la partie du monde la plus paisible : ni guerre, ni coups d'Etat, ni massacres ethniques, ni réfugiés faméliques entassés dans des camps insalubres. Le continent ignorait alors les famines. A cette époque, l'Europe avait pris l'Afrique en charge et chaque nation coloniale s'était créé des « contraintes de souveraineté » sur le continent noir.

Les métropoles se faisaient un point d'honneur de transformer leurs colonies en miroir de leur propre génie. Elles y réussissaient avec plus ou moins de bonheur, souvent avec des maladresses, parfois au prix d'injustices, mais pour la première fois de son histoire, l'Afrique noire connaissait la paix.

Dix ans plus tard, l'indépendance étant intervenue, la catastrophe fut immédiate. C'est à ce moment-là que René Dumont écrivit que *L'Afrique noire [était] mal partie*[1]. Il avait raison : en l'espace de quelques années, parfois même de quelques mois, l'Afrique retourna à ses déterminismes ancrés dans la nuit des temps. Les horreurs que les télévisions montrèrent laissèrent abasourdies des opinions européennes pour lesquelles l'indépendance devait être la voie royale vers des matins qui chanteraient. Mais dans la brousse africaine, les seuls à chanter étaient les vautours se repaissant de cadavres. L'Europe et l'Amérique demeurèrent sans voix, comme s'il s'agissait d'une nouveauté.

Et pourtant le fait nouveau n'était pas ces massacres, mais l'ère de paix liée à la présence coloniale. L'administrateur, ses gendarmes ou ses askari partis, les guerres tribales qui avaient toujours

1. Dumont (R.), *L'Afrique noire est mal partie*. Paris, 1966.

ensanglanté l'Afrique avaient repris. La preuve de l'échec colonial était faite : la mémoire ethnique africaine était plus forte que les habitudes ou les réflexes inculqués par les Blancs.

En Afrique, la production alimentaire a diminué d'environ 20 % depuis la décolonisation.

Avant 1960, l'Afrique exportait de l'huile de palme ; aujourd'hui, elle en importe. Avant 1960, l'Afrique détenait 73 % du commerce mondial des oléagineux ; en 1985, sa part est tombée à 27 %. La production bananière elle-même a été touchée puisque l'Afrique est aujourd'hui quasiment éliminée du marché mondial.

Dans chacun de ces exemples, le tournant paraît s'amorcer à partir de 1962-1964. En 1984, l'aide alimentaire fournie à l'Afrique a totalisé 3,6 millions de tonnes de céréales ! L'Afrique est la seule partie du monde où la production alimentaire croît plus lentement que la population. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'en 1986, sur les trente-six pays les plus pauvres du monde, vingt-neuf aient été africains ?

Dans les années cinquante, on pouvait comparer le niveau de développement du Congo belge (aujourd'hui Zaïre) avec celui des régions les plus pauvres de l'Italie méridionale, et celui du Sénégal avec celui de la Corée du Sud. Actuellement, de telles comparaisons n'ont plus de sens. L'Asie a laissé l'Afrique loin derrière elle, et l'Amérique latine elle-même, en dépit de ses énormes problèmes, est plus développée que le continent noir. La revue *Marchés Tropicaux* remarquait dans son numéro du 29 janvier 1988 que :

« Les revenus, la consommation et les investissements des pays en voie de développement ont diminué. Les uns et les autres sont tombés au niveau des années 70, et, dans le cas des pays les plus pauvres et les plus endettés d'Afrique au niveau de ce qu'ils étaient dans les années 60.

« Il y a cinq ans, on espérait que les ajustements structurels effectués dans les économies des pays emprunteurs, combinés à la progression des économies des pays industrialisés et aux rééchelonnements consentis, diminueraient progressivement le poids de la dette. En fait, aucun des pays dont la dette a été rééchelonnée n'a vu réduire ses ratios

d'endettement. Au contraire, les ratios ont augmenté en 1986 et en 1987. Le cas de l'Afrique est particulièrement tragique. »

Quel est l'avenir de ces Etats incapables d'équilibrer leurs budgets et dont certains ne sont même plus en mesure d'entretenir leurs voies de communication, ne peuvent plus fournir de carburant à leurs personnels de santé ou d'agriculture ?

Le gouverneur de la Banque centrale du Kenya estime que certains d'entre eux sont en voie de « désagrégation totale ». Dans ces conditions, pouvons-nous continuer encore longtemps à accuser la fatalité climatique ou le prétendu pillage du tiers monde ? N'est-il pas temps, trente ans après les indépendances, d'avoir enfin une approche adulte de la réalité africaine ? Allons-nous éternellement considérer les Africains comme victimes permanentes de fatalités géographiques ou politiques expliquant et excusant par avance toutes les catastrophes susceptibles de s'abattre sur leur continent ?

N'est-il pas temps de demander pourquoi les 3,5 milliards d'Asiatiques cultivant 2,7 milliards d'hectares de terre réussissent à échapper à la disette et ce, en dépit des moussons décalées ou des ouragans, alors que les 3 milliards d'hectares cultivés en Afrique ne parviennent pas à produire assez de nourriture pour 450 millions d'habitants ? En Afrique, les greniers et les estomacs sont vides. Pourquoi l'Algérie, qui exportait des productions agricoles en 1962, en doit-elle aujourd'hui importer 1/3 de sa consommation ? Le Sahara ne s'est pourtant pas avancé jusqu'à la plaine de la Mitidja. Pourquoi au Zimbabwe, ou même en Zambie, sont-ce les derniers fermiers blancs qui permettent à ces pays de ne pas connaître une situation de famine ?

Pierre Gourou a superbement démontré que le monde tropical pourrait être le grenier du monde ; d'où le beau titre, *Terre de Bonne-Espérance* donné à son livre[1]. Alors, pourquoi tous ces échecs ?

1. Gourou (P.), *Terre de Bonne Espérance : le monde tropical*. Paris, 1983.

Selon les tiers-mondistes, les blocages de l'Afrique seraient le produit de la colonisation pour trois raisons principales :

— les cultures d'exportation destinées aux besoins des métropoles se firent aux dépens des cultures vivrières locales.

— la dégradation des termes de l'échange se fit au profit des puissances coloniales qui pillèrent leurs colonies.

— le capitalisme industriel écrasa les économies traditionnelles.

Pour les tiers-mondistes, non seulement l'Europe a brisé l'évolution naturelle, la tendance au développement de l'Afrique, mais encore elle aurait mis en place après les indépendances les conditions de la permanence du sous-développement par l'inégalité des échanges et l'apparition d'économies dominées. En conséquence, le Nord qui doit payer pour racheter ses fautes ou ses « crimes » passés doit accepter un nouvel ordre économique mondial s'accompagnant de transferts de technologie et ce, afin, d'éviter leur répétition.

Des organisations chrétiennes, catholiques comme le CCFD ou protestantes comme la CIMADE, véhiculent largement ces idées. Elles ont même contribué à créer une doctrine tiers-mondiste chrétienne démarquée du marxisme des années 1950 auquel elles ont ajouté leur empreinte moralisatrice. Dans tous les cas, d'un marxisme authentique à un culpabilisme niais, la gauche intellectuelle et religieuse a transposé le mythe du « bon sauvage » en plein XXᵉ siècle. Ayant fondé un royaume d'Absurdie dans lequel les leçons de l'Histoire sont bannies, elle peut fantasmer sur un tiers monde idéal et rêver à sa réalisation.

Cette « incantation permanente à l'héritage », comme l'écrit joliment Jacques Marseille, s'est forgée dès les années 1950. C'est en effet à cette époque qu'Alfred Sauvy « inventa » la notion de tiers monde ; vers 1960, dans l'euphorie de la décolonisation, elle acquit une auréole romantique. A cette époque, l'idée dominante était que les nations industrialisées s'étaient enrichies en « pompant » la substance même des colonies. Sa cristallisation se fit autour de l'ouvrage du marxiste antillais Frantz Fanon[1], elle fut

1. Fanon (F.), *Les Damnés de la terre*. Paris, 1961.

résumée en une phrase destinée à frapper les imaginations : « La vache du riche mange le grain du pauvre. »

Deux écoles se distinguèrent rapidement, chacune privilégiant un thème de cet acte de mise en accusation de l'Occident qui constitue l'essentiel de la doctrine tiers-mondiste. Les organisations religieuses se réservèrent le « dolorisme » (l'insolent étalage de l'opulence des nantis du Nord, leur égoïsme ne pourront être combattus que par l'affirmation de leurs torts). Les slogans culpabilisateurs apparurent. Les chrétiens apprirent à avoir honte de vivre, alors que des millions d'hommes mouraient de faim. De leur côté, les marxistes exploitèrent le filon de l'« anti-impérialisme » en affirmant que ce n'était que sa situation de dépendance et de pillé économique qui empêchait le tiers monde de se développer. Il était donc prioritaire de soutenir les mouvements révolutionnaires. Dans les années 1970-1975, les deux courants fusionnèrent dans la « théologie de la libération », et souvent le premier devint la façade, la vitrine respectable, du second.

René Dumont se situe à la confluence de ces deux courants[1]. Pour lui, aucun doute, nos sociétés industrialisées ont contribué à enliser dans une situation dramatique les pays du Sud. Il ne craint pas d'écrire :

> « Notre prospérité est construite sur de monstrueuses pyramides de cadavres d'enfants rappelant les illustrations de nos livres d'histoire élémentaire : le passage des Huns, des Mongols et autres Barbares... (de très modestes Barbares, en vérité, auprès de nous)[2]. »

Ces accusations prennent toute leur valeur lorsqu'il affirme :

> « Restent, pour sauver l'honneur du christianisme, Mgr Tutu en Afrique du Sud, (...) et tous ceux qui se battent pour les pauvres, leur pain et leur dignité[3]... »

René Dumont prêche la nécessité de la rupture : il faut déconnecter l'Afrique des circuits économiques mondiaux, il faut

1. Thierry Sabine, l'inventeur du rallye Paris-Dakar, disait que René Dumont en était resté à la lecture de *Tintin au Congo*.
2. Dumont (R.), *Pour l'Afrique, j'accuse*, *op. cit.*
3. *Ibid.*, p. 166.

la mettre sous cloche, afin de la préserver. L'homme africain a été pollué par les Blancs, et tous les malheurs de l'Afrique viennent de là. Dans son livre[1] fourmillant d'exemples confirmés par le dernier rapport de la FAO, il explique que le Sénégal ne produit que 31 % de ses besoins céréaliers, que sans l'aide extérieure Dakar ne pourrait se nourrir, qu'au Niger, quand cent arbres sont coupés, un seul est replanté, qu'en Ethiopie, les forêts qui représentaient 40 % du territoire national en 1900 sont passées à 4 % en 1984. Pour toute l'Afrique, 3,6 millions d'hectares de forêt sont détruits chaque année. Le surpâturage et les feux de brousse achèvent de stériliser des sols épuisés et les déserts progressent de 50 000 kilomètres carrés par an. Dumont dit clairement que les pays du Sahel sont incapables d'équilibrer leurs budgets, leurs balances des comptes, qu'ils ne survivent que grâce à l'aide internationale. Constat terrible pour un homme qui annonçait des lendemains enchanteurs dans une Afrique « délivrée du colonialisme ».

Qui est responsable d'un tel échec ? « Notre civilisation militaro-productiviste », répond-il sans hésiter, désignant les coupables de la crise actuelle : les gouvernements français, les dirigeants africains, la Coopération française, la Banque Mondiale, le FMI, les bureaux d'étude internationaux, les projets industriels, les projets ruraux inadaptés. Plus un mot sur les catastrophes économiques des pays marxistes comme l'Ethiopie, l'Angola, le Mozambique, etc. Plus rien sur la gabegie bureaucratique, le tribalisme et l'Islam, pourtant mis en cause dans son état des lieux. L'agronome s'est effacé derrière l'idéologue qui propose de créer de « nouveaux tribunaux de Nuremberg » pour juger les dirigeants du FMI et de la Banque Mondiale. Car :

> « Il faudra bien leur retirer le droit qu'ils se sont arrogé de condamner à mort une part de la population des pays pauvres[2]. »

L'Occident est bien au banc des accusés.

Alors que faire ? Déconnecter l'Afrique des circuits économi-

1. Dumont (R.), *op. cit.*
2. *Ibid.*

ques mondiaux, traumatisants pour elle, afin de revaloriser l'agriculture vivrière, affirme Dumont.

Encore faut-il rappeler que cette revalorisation ne se décrète pas comme une loi martiale, que les blocages de l'Afrique sont moins économiques que culturels et ethniques. Pourquoi le continent noir a-t-il si longtemps ignoré la poulie, la roue, la traction animale, etc. ? Pourquoi la notion d'intérêt général y est-elle inconnue ? Ce sont là des questions que peu osent encore poser sur la place publique. René Dumont s'y refuse.

Autre solution préconisée par Dumont : faire de l'Afrique une vaste réserve ; l'idée est de préserver les Africains des influences extérieures. Les paysans recevraient une éducation au rabais afin de ne pas être coupés de leur milieu et de ne pas être tentés par le mirage des villes.

René Dumont voudrait-il recréer les villages jésuites du Paraguay, les concentrations rurales des Pères Blancs en Afrique orientale ? Voudrait-il restaurer le « pass » afin d'interdire l'exode rural comme l'a fait jadis l'Afrique du Sud de l'apartheid, seul pays d'Afrique ignorant les crises alimentaires ?

La solution d'avenir paraît résider dans la construction d'un paysage agricole, rappelant les bocages européens aux parcelles entourées de haies vives, et dont l'équivalent serait le brise-vent arbustif, rêve René Dumont... C'est oublier que le bocage européen est le produit d'un milieu restreint et d'une histoire millénaire. Imposer le cloisonnement de l'espace aux hommes du Sahel dont la civilisation est celle de l'immensité, des espaces infinis, produirait un traumatisme culturel irrémédiable.

Dans ce « romantisme de la rupture » — les villes à la campagne, l'Afrique coupée du monde industriel —, René Dumont redécouvre en fait un mythe qui avait soutenu les premières grandes découvertes occidentales, celui du « bon sauvage ». L'homme blanc est incorrigible !

René Dumont rêve. Catherine Coquery-Vidrovitch, quant à elle, veut démontrer que tout ce qu'a produit la colonisation est mauvais. Médecins, missionnaires, infirmiers ont-ils, au prix de leur vie, inlassablement lutté contre les endémies qui ravageaient l'Afrique ? Ont-ils réussi à éradiquer certaines d'entre elles ? Peut-être, mais :

« En revanche, la colonisation n'entreprit jamais rien contre certaines affections, comme la grippe (au moins 100 000 morts en 1918-1919) ou les maladies infantiles : rougeole et oreillons coûtèrent probablement davantage au pays, en morbidité et en mortalité, que toutes les autres grandes épidémies réunies [1]. »

La colonisation, par le résultat de ses services sanitaires, par la paix qu'elle apporta, par la fin des famines, par le point final mis à l'esclavagisme musulman, a permis le doublement puis le triplement de la population de l'Afrique. Catherine Coquery-Vidrovitch le conteste :

« L'analyse attentive des quelques chiffres disponibles — qui précèdent la Première Guerre mondiale, et des premiers dénombrements administratifs moins précaires qui la suivent permet, là encore, de suggérer un recul net de la population ; au moins localement (aux confins du Gabon, du Congo et de la Centrafrique), on aurait assisté, en quelques années, à une chute de la population de près du tiers — 800 000 environ avant-guerre à seulement 587 000 en 1921 [2]. »

La raison tient à l'enchaînement des perversités coloniales et à l'acharnement de l'homme blanc contre les Noirs :

« (...) L'accélération des migrations de travail — qui concernait surtout les hommes — laissa retomber sur les femmes le gros des travaux agricoles ; or, l'effort fourni (pour la préparation des champs et les semailles) au début de la saison des pluies, coïncidait à l'époque de la " soudure " où les vivres étaient devenus rares ; celle-ci eut donc tendance à devenir de plus en plus précoce et de plus en plus longue. L'effort physique exigé était hors de proportion avec l'état physiologique de travailleuses sous-alimentées ; la morbidité et la mortalité s'en trouvèrent accrues d'autant ; de même, le moment correspond à la pointe annuelle de mortalité infantile (des nourrissons) et des jeunes enfants : c'est que le pouvoir nutritif faible de l'alimentation autochtone exigeait de suppléer à ses carences par la

1. Coquery-Vidrovitch (C.), *Afrique noire...*, *op. cit.*, p. 58. Pour un lecteur formé à la critique, cette phrase n'apporte au plus qu'une direction de recherche. Les médias et les idéologues en feront une certitude.

2. *Ibid.*, p. 56.

fréquence des repas, mais la période de soudure était précisément celle où les femmes avaient le moins de temps de cuisiner pour leur progéniture[1]... »

Ainsi l'idéologie s'autonourrit-elle : l'Occident porte l'entière responsabilité de la situation économique et politique de l'Afrique. La dépendance de l'Afrique et son pillage humain et économique sont les principaux obstacles à son développement. Comme l'on peut lire sur la plaquette de présentation du CCFD :

« Il faut prendre conscience que la richesse des pays riches se fonde, se maintient, se développe sur la pauvreté, voire sur l'appauvrissement continu du tiers monde. »

Le tiers-mondisme part donc du postulat que le monde industrialisé capitaliste exploite le Sud et que le blocage économique et social de celui-ci en découle. Pour y mettre un terme, il est alors nécessaire de supprimer les moyens d'exploitation que sont le commerce international des matières premières ou les cultures d'exportation. En somme, remettre l'Afrique dans la situation d'avant le XVe siècle, quand les Portugais commencèrent à en explorer le littoral...

Mais l'utopie tiers-mondiste ne se contente pas de nier l'histoire, elle refuse également le progrès et l'économie moderne. Elle repose surtout sur une obligation morale et un classement manichéen : on est ami ou ennemi du tiers monde[2].

Nous avons vu que, pour les tiers-mondistes, le sous-développement a pour origine l'impérialisme des pays du Nord dont la richesse découle du pillage du Sud. La solution consiste donc à provoquer la rupture avec les pays économiquement dominants. C'est-à-dire avec le capitalisme.

Afin de se libérer de l'exploitation, le tiers monde doit refuser de jouer le jeu économique mondial et choisir le développement autocentré. De Jean-Pierre Cot à René Dumont et de

1. *Ibid.*, p. 157.
2. Nezeys (B.), *L'Autopsie du tiers-mondisme*, Paris, 1988.

Mgr Gaillot à Edgard Pisani, l'idée est toujours la même. Confrontée au réel, elle a partout échoué.

Les économistes tiers-mondistes n'ont d'ailleurs pas dépassé le stade de l'économie de ponction ; pour eux, l'échange commercial est condamnable en lui-même, car il est prédation et se fait par postulat au détriment des pays du Sud. Il faut donc déconnecter le tiers monde des circuits économiques capitalistes qui les traumatisent car la monnaie est pour eux une agression sociale. Elle introduit la violence au sein de sociétés par définition en équilibre. Rousseau est encore et toujours présent !

Le tiers-mondisme est également une tentative de bloquer l'histoire ; comme si la révolution industrielle n'avait pas eu lieu ou comme s'il s'était agi d'un « mauvais rêve », écrit Nezeys[1].

Dès lors, tout s'explique. Hier au Cambodge, les Khmers rouges ont provoqué un million de morts uniquement pour construire la société rurale idéale sortie de leurs rêves fous. Aujourd'hui, au Pérou, les terroristes du Sentier lumineux tuent au nom du retour au XVIe siècle, avant la conquête espagnole. Eux aussi veulent recréer une économie agricole traditionnelle refusant les techniques modernes, car aliénantes.

L'idée qui sous-tend le renouveau agricole vu par tous les tiers-mondistes est l'autarcie alimentaire.

L'échec chinois des années 1965-1978 est oublié, nié même. Dans les années 1970, en pleine période de mobilisation des masses, la production céréalière par individu s'élevait à 300 kilos. Aujourd'hui, alors que les surfaces céréalières ont diminué au profit des cultures industrielles, la production est passée à 375 kilos. Dans le même temps, toutes les productions agricoles ont augmenté de 1 à 3 et l'élevage a doublé. La recette ? La Chine a tourné le dos aux postulats tiers-mondistes, elle a décollectivisé et mis en place un système de quasi-fermage[2].

Devant ces résultats, les maîtres à penser sont sceptiques. René Dumont le premier. Le tiers monde ne doit pas cesser d'être ce

1. *Op. cit.*
2. L'actuelle répression politique ne semble pas vouloir remettre en cause cette orientation.

terrain rêvé sur lequel les idéologues, déçus par les leçons de l'histoire récente ont reporté tous leurs espoirs. Pour eux, le tiers monde mythique est le dernier lieu de tous les possibles. Voilà pourquoi le tiers-mondisme méprise la mémoire, donc la connaissance, le savoir acquis dans les livres ; c'est la raison pour laquelle il refuse la compétence, la spécialisation. Il leur oppose la « créativité des masses ».

En définitive, comme le note Nezeys, la société rêvée par les tiers-mondistes est une dictature pédagogique visant à fabriquer l'homme collectif idéal, cet enfant « attendant de ses éducateurs qu'ils lui indiquent ce qu'il doit penser, dire et faire, ainsi que leur approbation valorisante[1] »

La culpabilité de l'Europe est renforcée au moyen d'études traitant de faits d'exception, comme la mise en coupe réglée d'une partie de l'Afrique équatoriale par les compagnies concessionnaires[2] Désormais, dans l'inconscient collectif, le mythe du pillage de l'Afrique par la colonisation s'est imposé.

La force du tiers-mondisme tient au fait qu'il est construit sur l'irrationnel, sur les bons sentiments, sur des évidences qui constituent autant d'erreurs scientifiques. En un mot, c'est une mode. Une mode ne se combat pas par la raison. Et pourtant, le simple bon sens, l'élémentaire culture historique permettent d'affirmer que ce n'est pas sur les richesses du futur tiers monde que s'est faite la révolution industrielle européenne, mais sur son savoir-faire humain, son fer et son charbon. Plus tard, les pays coloniaux importèrent des produits miniers en provenance de leurs colonies, mais ce ne fut pas un vol. En échange, les métropoles construisirent des hôpitaux, des ports, des routes, des villes...

Durant une vingtaine d'années, les postulats véhiculés par cette idéologie acquirent force de loi, tant ses adversaires étaient désarmés par l'arme absolue de la culpabilisation.

1. Nezeys (B.), *op. cit.*
2. Coquery-Vidrovitch (C.), *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930*. Paris, 1972.

La première contre-attaque bénéficiant d'un support médiatique fut lancée en 1983 par Pascal Bruckner quand il publia *Le sanglot de l'homme blanc*. Auparavant, les critiques, pourtant nombreuses et argumentées, ne sortaient pas du cadre de la confidentialité. Comment l'auraient-elles pu, d'ailleurs, puisqu'elles venaient de la droite !

Il faudra qu'elles soient reprises par des hommes issus le plus souvent de la gauche, pour voir s'abattre le mur du silence. Avec ces derniers, pas d'arrière-pensée, mais une « révélation », à l'issue de leur mouvement « naturel » de « générosité », qui les fit s'interroger, à l'instar de Rony Braumann, auteur du *Tiers-mondisme en question*[1], sur « la frivolité et la complaisance des mouvements tiers-mondistes ». En deux ou trois ans, l'idéologie s'effilocha.

Dans le procès de l'Occident, l'on trouve presque toujours la critique des cultures d'exportation, accusées de prendre la place des cultures alimentaires. Selon le credo tiers-mondiste, ces cultures ont enrichi les métropoles tout en ruinant les paysans africains. Elles seraient donc largement responsables des famines africaines.

Jacques Giri, consultant de la Banque Mondiale et de l'OCDE pour le Club du Sahel, fit voler en éclats ce dogme associant cultures d'exportation à destination du Nord et famine au Sud par la baisse des productions vivrières, car, démontra-t-il, à l'exception du Sénégal, « les pays sahéliens ne consacrent qu'une part très modeste de leurs terres à des cultures d'exportation », ainsi au Burkina Faso où pas plus de 3 % des terres cultivées le sont en coton. Dans ces conditions :

> « Imputer aux cultures d'exportation la responsabilité de la famine ne correspond donc pas à la réalité, d'autant plus que les provinces cotonnières sont souvent celles où les rendements des cultures de céréales sont les plus élevés[2] ».

Quant à Rony Braumann, sa réponse relève du simple bon sens :

1. *Op. cit.*
2. Giri (J.), *Le Sahel demain, catastrophe ou renaissance ?* Paris, 1986.

« Les cultures vivrières et les cultures d'exportation n'ont souvent pas besoin des mêmes terres. Par conséquent, il serait ridicule de faire pousser des cultures vivrières à la place de plantations de cacao là où il est beaucoup plus rentable de produire du cacao qui rentrera des devises[1]. »

Autre reproche permanent fait à l'Europe, celui des frontières héritées des colonisateurs. Longtemps cette idée fut acceptée sans discussion, puis les historiens relativisèrent les découpages frontaliers africains en expliquant que toute l'histoire du monde est ainsi faite, et que le cas du continent noir ne représente pas un acharnement quelconque contre ses populations.

La colonisation créa des Etats à l'abri des frontières coloniales. Certes, ces dernières sont imparfaites, mais du moins ont-elles l'avantage de constituer l'embryon de futures nations. La critique de ces frontières constitue un des « points forts » du tiers-mondisme, Claude Malhuret s'insurge contre cette idée :

« (...) des frontières fixées par les colonisateurs d'une façon stupide. Mais enfin, quelle frontière au monde a été fixée autrement? Les frontières de l'Europe, de l'Autriche-Hongrie après la guerre de 14, les frontières de l'Europe en 45, après Yalta, l'Europe de l'Est... toutes, elles ont été fixées d'une manière " débile " à la suite d'une guerre ou d'un rapport de forces. C'est l'histoire du monde. Quelqu'un peut-il me dire ce que sont les bonnes frontières pour l'Afrique? On me dit : " Tel pays n'a pas de stabilité, parce qu'on a partagé les tribus en deux. " Si on avait divisé autrement, que se serait-il passé? L'Ethiopie qui n'a pratiquement pas été colonisée se trouve maintenant aux prises avec la révolte de la province de l'Erythrée qui veut être indépendante! Comme par hasard, en Afrique, les frontières sont mauvaises parce qu'elles ont été fixées par les colonisateurs! Partout dans le monde se pose le même problème. La frontière entre les Etats-Unis et le Mexique suit un moment le Rio Grande, et puis ensuite, elle est toute droite parce qu'elle a été établie en suivant la parallèle. Avec le Canada, c'est pareil. Personne ne conteste cet état de fait[2]. »

1. Braumann (R.), entretien à *Paris-Match*, 22 février 1985.
2. Claude Malhuret à *Paris-Match*, 22 février 1985.

De leur côté, les économistes n'eurent aucun mal à démontrer la fausseté de la thèse selon laquelle l'enrichissement des uns se fait par l'appauvrissement des autres. Ils rappelèrent également que les pays les plus riches, à savoir les Etats-Unis, le Japon, ou encore la Suisse, n'étaient pas d'anciennes puissances coloniales, et qu'en Afrique, la nation la plus pauvre, l'Ethiopie, n'avait jamais été réellement colonisée. Quant aux ethnologues, ils n'eurent plus honte d'écrire que le tiers monde n'existait pas, puisque les peuples censés le composer, au nombre de plusieurs centaines, étaient séparés par l'Histoire, les langues, les couleurs de la peau, l'allure morphologique, la spécialisation économique, les religions, les coutumes, etc.

Les idoles sacrées furent ensuite renversées les unes après les autres. Celle qui fit le plus de bruit en s'écrasant au sol fut la Tanzanie socialiste et Julius Nyerere, son président, tant montré en exemple de la voie africaine « humaniste et chrétienne » menant au socialisme. Inondée de subventions, elle s'était lancée dans une irréaliste politique d'autosuffisance alimentaire fondée sur le développement autocentré cher à René Dumont, Edgard Pisani et J. P. Cot. L'échec fut dramatique. Le pays est aujourd'hui ruiné, ainsi que l'explique Rony Braumann :

« Pour tous les tiers-mondistes, la Tanzanie a été le phare : un dirigeant socialiste jouissant d'une bonne image, un développement autocentré, un programme de petites communautés de base villageoises et un objectif : une autosuffisance alimentaire. Il y a vingt ans que cela a commencé et dix ans que c'est un échec complet. Echec économique, mais, en outre, des populations ont été déportées pour constituer ces communautés villageoises.

P M. L'autosuffisance alimentaire a-t-elle été au moins réalisée?

R B. Non! C'est une catastrophe. Depuis quelques années, la Tanzanie ne vit que grâce à l'aide alimentaire. Il y a six mois, le président Nyerere lui-même a avoué : " Notre expérience économique est un échec complet. " Il y a en France des gens qui ne le savent pas encore et qui continuent de citer la Tanzanie en exemple. C'est dire si ce genre de fantasme peut se perpétuer[1]. »

1. Entretien cité à *Paris-Match*.

Venu du marxisme, Jacques Marseille, professeur à l'université Paris-VII, démontra dans son livre *Empire colonial et capitalisme français*[1] que le capitalisme français ne s'est pas construit sur les colonies ; à lire sa thèse, les colonies françaises apparaissent même comme un véritable « tonneau des Danaïdes ».

Pour l'auteur, l'Empire entravait plus qu'il ne stimulait la croissance économique de la France et c'est pourquoi la décolonisation fut un délestage voulu par une certaine fraction du patronat français afin de stimuler l'essor des activités économiques. Pourquoi un tel délestage ? Pour faire bénéficier l'industrie française de capitaux investis, jusque-là soit en pure perte, soit sans réelle contrepartie économique, dans des territoires où nous nous étions volontairement créé des obligations morales, de véritables « contraintes de souveraineté ». Ces dernières engendrant des dépenses militaires, scolaires, sanitaires, administratives ainsi que de coûteux investissements dans le domaine des transports : ponts, voies ferrées, routes, etc. Dès 1956, cette réalité faisait écrire à Raymond Cartier que la situation de la Hollande serait économiquement moins brillante « si au lieu d'assécher son Zuyderzee et de moderniser ses usines, elle avait dû construire des chemins de fer à Java, couvrir Sumatra de barrages, subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo ».

Quant à Jacques Marseille, il distingue dans l'économie française deux secteurs principaux. Le premier, hautement compétitif, rassemblait les industries « motrices » de la croissance (métallurgie, sidérurgie). Orientées vers les exportations hors du cadre impérial, celles-ci ne trouvaient que peu d'intérêt à l'étroit débouché colonial. Il n'en fut pas de même pour les secteurs économiques en déclin ou en crise (huileries, industries sucrières ou textiles) survivant à l'abri du protectionnisme colonial et des subventions de l'Etat : « à industrie déclinante, écrit Marseille, débouché colonial privilégié ». En freinant le déclin de certains secteurs industriels, on peut se demander, ajoute-t-il, si l'Empire

1. Marseille (J.), *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*. Paris, 1984.

n'a pas, du fait même, contribué à ralentir la reconversion de la structure des exportations françaises par rapport à celle des autres pays européens.

L'existence du débouché colonial, protégé, a pu ainsi achever d'interdire toute évolution vers la compétitivité aux secteurs industriels français en crise. En 1914, 46 sociétés coloniales avaient réalisé 116,8 millions de francs (1914) de bénéfices. En 1958, elles furent 132 à réaliser seulement 105,3 millions de francs (constants 1914). Cela s'explique : les produits importés de l'Empire n'étaient pas rares (à l'exception des phosphates du Maroc) et ils étaient payés largement au-dessus des cours mondiaux. Jacques Marseille le démontre :

— En 1958, 22 % de toutes les importations coloniales en métropole étaient constituées par le vin algérien dont le litre était payé 35 francs alors que, à qualité égale, le vin grec, espagnol, ou portugais ne valait que 19 ou 20 francs.

— Quand le caoutchouc indochinois était payé 5 francs le kilo, le cours mondial était de 2 francs 50.

— Le cacao de Côte-d'Ivoire était payé 220 francs les 100 kilos quand le cours mondial était de 180 francs.

— Le sucre des Antilles était payé 2 francs 20 le kilo alors que le cours mondial était de 50 centimes. Pour les arachides du Sénégal, les agrumes, les bananes, le prix colonial était de 15 à 20 % supérieur aux cours mondiaux.

Le coût des colonies était énorme et la France s'appauvrissait pour y subventionner des productions souvent médiocres :

« Un rapport du sous-comité du Marché commun, qui avait fonctionné dans le cadre du Comité d'études de l'intégration économique de la métropole et des pays d'outre-mer entre 1954 et 1956, chiffrait à plus de 50 milliards la surcharge de prix imposée à la métropole sur un volume d'importations totales de 360 milliards[1]. »

Mais il y a plus important. Non seulement les productions coloniales coûtent excessivement cher à l'économie française

1. Marseille (J.), « L'héritage colonial français : au-delà des légendes. » In *Le Tiers-mondisme en question*. Sous la direction de Rony Braumann. Paris, 1986, p. 68.

puisqu'elles sont achetées largement au-dessus de leurs cours mondial, mais encore, en entrant en concurrence directe avec des productions métropolitaines, elles contribuent à ruiner des secteurs entiers de l'économie française. Ainsi, dès 1933, l'Institut colonial de Marseille cite-t-il les exemples du vin, des céréales, des primeurs d'AFN, du riz d'Indochine, du sucre et de l'alcool des Antilles...

Jacques Marseille écrit que :

> « Jusqu'à la fin de la période coloniale les importations de matières premières en provenance de l'empire seront toujours négociées à des prix supérieurs aux cours mondiaux. On peut donc dire que, dans le cas des pays colonisés par la France, la dégradation des termes de l'échange n'est pas un héritage de la colonisation [1]. »

Puis il pose une question : la logique coloniale commandait-elle de

> « ... contraindre l'huilerie marseillaise à acheter au Sénégal des arachides plus chères et de moins bonne qualité que celles fournies par l'Inde et le Nigeria [2] » ?

Les contraintes de souveraineté résultant de la présence de la France en Afrique pouvaient-elles longtemps se traduire par le gouffre financier des cultures subventionnées ? La France des années 1950-1960 n'avait pas les moyens de sa politique. Il fallait moderniser la métropole et pour cela mettre un terme aux dépenses inutiles, dont celles des matières premières textiles pour lesquelles

> « (...) trente années d'efforts pour les produire dans l'empire n'avaient abouti pratiquement à aucun résultat. Malgré toutes les déclarations selon lesquelles la France allait et devait rapidement produire dans ses possessions tout le coton qui lui était nécessaire, les colonies ne fournissaient en moyenne que 12 000 tonnes par an alors que l'industrie française en absorbait 400 000 tonnes. Et pour parvenir à ce résultat, il avait fallu soutenir les prix [3]. »

1. *Ibid.*, p. 26.
2. Marseille (J.), *Empire colonial et capitalisme français...*, *op. cit.*, p. 233.
3. *Ibid.*, p. 232.

Dans ces conditions, quoi d'étonnant à ce que le patronat et les milieux financiers aient considéré que le marché colonial était un boulet inutile et encombrant ?

Après la décolonisation, dégagée des subventions indirectes et allégée des secteurs moribonds, l'économie française a pu se lancer dans la bataille de la compétitivité. Enfin, les transfusions de capitaux publics ont pu bénéficier à quelques grands programmes nationaux (nucléaires, autoroutes, etc.).

Nous voilà bien loin du pillage du tiers monde. L'analyse tiers-mondiste est tronquée, périmée, davantage fondée sur l'angélisme culpabilisateur que sur les faits objectifs. Jacques Marseille, dans une publication de la Fondation Liberté sans Frontières, lui porte l'estocade :

> « On connait tous les fameux calculs de Josué de Castro qui écrivait en 1967 : " en 1954, on achetait une jeep avec quatorze sacs de café, en 1962, il en fallait trente-neuf ", tendant à démontrer par cette redoutable arithmétique la fantastique paupérisation du producteur de café au Brésil [1]. »

Certes, mais en 1954, les cours du café étaient à un pic historique atteignant 3 à 4 fois la moyenne des années 1825 à 1950 ! Cela fait dire à Jacques Marseille que « si Josué de Castro avait pris une autre année de base, 1938 ou 1948, il aurait été contraint de mesurer avec effroi le pillage des pays nantis » !

Alors, pillage colonial ou ruine des nations coloniales ? De 1949 aux indépendances, les territoires français d'outre-mer ont toujours eu une balance des paiements avec l'étranger déficitaire et c'est la France qui l'a sans cesse équilibrée en puisant dans ses propres réserves de devises !

En 1956, François Bloch-Lainé, cité par Marseille, constatait que :

> « Le système du " pacte colonial " s'est presque renversé au bénéfice des pays d'outre-mer. Désormais, ceux-ci importent beaucoup plus en provenance de la métropole qu'ils n'exportent vers elle. Tout se passe comme si la métropole fournissait les francs métropoli-

1. Marseille (J.), « L'héritage colonial français... », *op. cit.*, p. 352-353.

tains qui permettent à ses correspondants d'avoir une balance profondément déséquilibrée ; ainsi s'opère, aux frais de la métropole, le développement économique de tous les pays d'outre-mer, sans exception. »

Dans *Terre de bonne espérance, le monde tropical*, Pierre Gourou, professeur de géographie tropicale au Collège de France, affirme qu'aucun déterminisme géographique ne condamnait les milieux tropicaux au sous-développement. La Suisse et le Japon sont moins favorisés que de nombreux pays d'Afrique ; l'enclavement de l'une, l'insularité de l'autre, et le manque de ressources minières chez les deux, ne leur ont pas interdit de se développer. S'ils le purent, ils le doivent à leurs vertus humaines.

En Asie, les hommes ont relevé les défis lancés par la climatologie et par la surpopulation. Yves Lacoste remarque que la population de l'Afrique tropicale est de :

« 380 millions d'hommes pour 45 Etats, soit une moyenne de 8,5 millions d'hommes par Etat. En Asie tropicale, pour une superficie équivalente, environ 1 800 millions d'hommes (dont 600 millions pour la Chine du Sud et 700 millions en Union Indienne) pour seulement 16 Etats, soit une moyenne de 115 millions d'hommes par Etat[1]. »

A la différence des Africains, les Asiatiques ont cessé d'être des assistés ; c'est pourquoi le spectre des famines du sous-continent indien s'est aujourd'hui éloigné, nous apprend le dossier *Economica*[2].

Dans les années soixante, lorsqu'on pensait aux famines, ce n'était jamais l'Afrique qui était citée, mais le Bengale, le Pakistan, ou toute autre région de l'Asie des moussons. On ne parle plus aujourd'hui que de l'Ethiopie ou des pays du Sahel. Et pourtant, aucune bonne fée géographique ne s'est penchée sur le continent asiatique : inondations, ouragans et calamités diverses continuent à le désoler régulièrement. La différence avec l'Afrique est qu'ici,

1. Lacoste (Y.), « Un exemple des difficultés du développement en Afrique tropicale : les problèmes de mise en valeur de la vallée de la Volta blanche au Burkina Faso. » In *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*. Dossier *Economica*, 1986, p. 113.
2. Voir note 1.

les populations ont réagi. Elles n'ont pas cédé au fatalisme en attendant les avions-cargos.

En Asie, le poids de la démographie a toujours fait que les peuples se sont trouvés contraints de gérer l'espace et de le mettre en valeur. Est-ce pour cette raison qu'y apparurent des Etats ? L'Afrique n'a pas connu la même évolution, la caractéristique essentielle y étant l'émiettement ethnique. Pierre Gourou constate :

« Elle n'a pas aménagé de barrages, de systèmes d'irrigation et de drainage. Elle n'a pas de norias, ni de dalous ni même de chadoufs ; rien qui tourne, pas plus de moulins à vent que de moulins à eau ; pas même d'écopes. Le résultat est que la seule technique hydraulique pratiquée dans les régions humides de l'Afrique noire est la culture de décrue[1]. »

La raison de ces blocages proviendrait-elle de l'absence

« ... de conditions culturelles et politiques qui auraient permis la constitution de grands appareils d'Etat comparables à ceux d'Asie tropicale ? Nous débouchons ainsi sur une des grandes énigmes de la géo-histoire[2]. »

Enigme de la géo-histoire ou tabou historique ? N'approcherions-nous pas enfin du moment où nous pourrions poser la question des insuffisances, des lacunes, non pas tant de l'Afrique, mais des Africains ? Serait-ce parce que, à la différence des Asiatiques qui très tôt se sont trouvés dans l'obligation d'inventer pour survivre, les Africains étaient les enfants gâtés d'une nature généreuse ? Les Africains occupent en effet des milieux plus favorables qu'une large partie de l'Europe, de l'Asie ou de l'Amérique. Ni froid paralysant les activités humaines, ni cataclysmes : moussons, ouragans, tremblements de terre... venant périodiquement détruire ce que l'homme a patiemment bâti.

Même dans ses catastrophes, l'Afrique est bonne fille. La sécheresse n'arrive pas en une nuit comme un typhon. Des signes

1. Gourou (P.), *Terre de Bonne-Espérance...*, *op. cit.*, p. 15.
2. Lacoste (Y. , « Un exemple des difficultés... », *op. cit.*, p. 115.

avant-coureurs existent. Ils préviennent l'homme qu'il doit agir afin de survivre. Il a des semaines de répit pour s'organiser. La seule calamité imprévisible et contre laquelle la société africaine traditionnelle se trouvait désarmée était l'invasion de sauterelles. Pour le reste, en région sahélienne, l'espace infini permettait à l'homme de chercher plus loin ce qu'il ne trouvait pas sur place. Ailleurs, plus au sud, les famines étaient exceptionnelles.

La sécheresse est bien une réalité dans les pays du Sahel, mais est-ce pour autant une nouveauté ? Le dessèchement doit en effet être considéré avec un minimum de recul, car il a débuté il y a 10 000 ans. La région a depuis toujours connu des mouvements climatiques en « dents de scie[1] », des épisodes relativement humides ayant toujours succédé à des phases plus sèches. Les traditions orales conservent d'ailleurs la mémoire des épisodes secs et pourtant, les habitants se comportent comme s'ils étaient à chaque fois pris au dépourvu. Perpétuant leurs techniques de gaspillage, *les Sahéliens tirent le désert derrière eux*, et rien ne semble pouvoir les en empêcher.

Les problèmes actuels ne viendraient-ils pas de l'immobilisme[2] des hommes, de leur incapacité à concevoir l'innovation ? L'exemple de la culture attelée est significatif. Depuis qu'ils connaissent l'agriculture, les Noirs d'Afrique cultivent à la main. Ils n'ont jamais eu l'idée de recourir à la charrue qui permet de meilleurs rendements. De quelle ténacité les administrateurs coloniaux n'ont-ils pas fait preuve pour tenter d'introduire cette nouveauté ? En vain ; aujourd'hui, dans les pays du Sahel, le pourcentage des céréales cultivées à la charrue est de l'ordre de 4 à 6 %...

Incapacitante, la tradition est de plus stérilisante car elle perpétue des techniques qui correspondaient à de faibles densités de population vivant sur d'immenses espaces. L'agriculture africaine fut d'abord itinérante et sur brûlis. Un coin de terre était défriché par le feu, il était cultivé un an ou deux puis une jachère de dix ou vingt ans permettait au sol de se reconstituer. En

1. Retaille (D.), « La sécheresse et les sécheresses au Sahel. » *L'Information géographique* vol. 48 n° 4, 1984.

2. Pourquoi ne pas continuer à semer à la nouvelle lune de mai ainsi qu'on l'a toujours fait, même si le calendrier lunaire est parfois en décalage de plusieurs semaines avec le mouvement des pluies ?

définitive, les Africains ont gaspillé la nature au moment où les Asiatiques l'aménageaient minutieusement. Ils l'ont fait en changeant des terres de culture en espaces stériles ou en les laissant se transformer en sable, en poussière. Ils n'y peuvent rien car ils ont toujours procédé ainsi et les pères de leurs pères avant eux.

La colonisation fut probablement une chance historique pour l'Afrique noire qui n'a pas su la saisir.

Dans un premier temps, les Européens firent connaître à l'Afrique les plantes américaines, ce qui provoqua une véritable révolution alimentaire. Au XIXe siècle, l'alimentation de base des Africains était constituée de maïs, de haricots, de patates douces, de manioc... toutes plantes apportées par les Européens. Avant l'introduction de ces dernières, les Africains connaissaient bien sûr la culture céréalière : essentiellement les diverses variétés d'éleusine et de mil. De même cultivaient-ils la colocase et plusieurs variétés de courges, mais tous ces végétaux ont une faible valeur alimentaire et une faible production. C'est d'ailleurs aux XVIIe-XVIIIe siècles que la population africaine connut un essor démographique considérable, comme si de nouvelles conditions d'existence lui avaient subitement permis de croître.

En plus des plantes nouvelles venues d'Amérique, les Européens fournissent à l'Afrique des outils qui permettent aux populations de s'attaquer à de nouveaux milieux, de les défricher, de triompher des fauves qui terrorisaient les villageois. Les haches, couteaux, serpes de bonne qualité sont supérieurs à ceux qui étaient forgés localement. S'ils ne l'avaient pas été, comment expliquer l'énorme appétit en outils de fer manifesté par les populations de toute l'Afrique ? Ces ustensiles, plus les armes à feu, circulent grâce au commerce de proche en proche, puis au commerce à longue distance. Tous veulent se procurer ces objets extraordinaires et, pour les obtenir, ils fournissent de l'ivoire ou des esclaves, souvent les deux à la fois.

La présence européenne a permis aux populations du littoral de sortir de leur isolement. Comme elles furent les premières à entrer en contact avec les nouveaux venus, elles furent également-

ment les premières à bénéficier de leurs apports, ce qui explique pourquoi des Etats apparurent ou se renforcèrent dans le golfe de Guinée à la suite de l'implantation européenne.

Puis, après le congrès de Berlin, l'Afrique fut partagée et peu à peu occupée. Les résultats furent immédiats : dans la zone dévastée par les esclavagistes musulmans, missionnaires et administrateurs mirent un terme à la traite, souvent après de sévères luttes menées contre des potentats esclavagistes dont certains, à l'image du célèbre Tippo Tip, s'étaient taillé de véritables empires en Afrique centrale. La présence européenne apporta également la paix en mettant un terme aux guerres tribales. En quelques décennies, les famines disparurent grâce à l'action de l'administration coloniale.

Sans la colonisation qui vint à bout de la trypanosomiase — la maladie du sommeil —, il serait impossible aujourd'hui de mettre en culture les vallées, même si l'onchocerose y exerce encore des ravages.

Sans la colonisation qui ouvrit de nouveaux espaces à la culture, par la création de voies de communication, par des programmes de défrichement ou d'irrigation, l'Apocalypse serait pour aujourd'hui.

CONCLUSION

PERSPECTIVES D'AVENIR

Marxistes ou capitalistes, tous les projets de développement ont échoué en Afrique. Pour le Nord, la question est désormais la suivante : que faire pour tenter de sauver l'Afrique malgré elle et tout en évitant de continuer à dilapider une aide dont les effets à long terme sont dévastateurs ?

Il n'y a pas de solution miracle, car le diagnostic est bien posé : la situation de l'Afrique est catastrophique ; demain, ce sera probablement pire.

Comment faire pour que l'aide dispensée depuis des décennies cesse d'être le moyen inespéré permettant aux Etats africains de vivre au-dessus de leurs moyens ? Face à la crise alimentaire que subit l'Afrique, va-t-on encore longtemps fournir une aide ponctuelle sans effets réels, mais qui transforme les populations et leurs dirigeants en éternels assistés ?

Sommes-nous cohérents lorsque nous expliquons aux Africains que la surpopulation va tuer l'Afrique, alors que cette surpopulation est le résultat de décennies de présence coloniale et d'une politique médicale qui se prolonge aujourd'hui ?

Mais surtout, continuerons-nous à refuser de ne pas avoir de mémoire ? Feindrons-nous encore longtemps de croire que ce qui arrive à l'Afrique est une nouveauté, comme si, soudain, une malédiction s'était abattue sur le continent ? A la veille d'être colonisée, l'Afrique était déjà en danger de mort ; la colonisation l'a provisoirement sauvée en prenant en charge son destin.

Contre le fatalisme ambiant, les administrateurs coloniaux ont

cherché à faire comprendre aux populations que le mil et le sorgho pouvaient être plus utiles dans des élevages de volaille ou de porc qu'à la fabrication de boissons alcoolisées. Ils avaient recommandé de lutter contre les feux de brousse détruisant chaque année deux tiers des réserves fourragères de saison sèche. Ils ne cessaient de mettre la population en garde contre l'abattage systématique des arbres. Les projets visant à combattre l'avancée du désert par l'établissement de coupe-vent n'ont pas été concrétisés car les populations s'y refusèrent superbement. Alors, quelles nouvelles solutions peut-on proposer ?

L'aide à grand spectacle, l'aide automatique ne contribueront pas à guérir l'Afrique. Sylvie Brunel explique pourquoi :

« En faisant sauter les régulations économiques, l'aide permet à des gouvernements incompétents de se maintenir au pouvoir.

« Plus l'Ethiopie maintient des orientations économiques erronées et désastreuses et plus elle pourra continuer à demander (et à recevoir) l'aide internationale. La catastrophe est utile parce qu'elle permet de s'enfoncer dans l'erreur et d'en recueillir d'autant plus de bénéfice. Un mode de relation perverse s'installe entre aide humanitaire et économie : la faillite de celle-ci appelant les bienfaits de celle-là (...). A l'extrême c'est toute la politique de l'Etat qui bénéficie des effets de la catastrophe. Libéré du devoir et de la charge de soutenir son économie et d'améliorer les structures sociales, soulagé du fardeau de la catastrophe, l'Etat peut concentrer ses dépenses sur des actions de prestige et de puissance[1]. »

Le principe même de l'aide, son automaticité et sa finalité devront être repensés autour de quatre idées principales.

1) Comme l'écrit Michel Guillou[2], la coopération n'est aucunement l'action de « pénitence des nations du Nord » car ce n'est pas au pillage du Sud que nous devons notre prospérité, mais à notre travail, à notre esprit d'invention, à notre génie culturel. Nous devons admettre une fois pour toutes que

1. Brunel (S.), « La colonisation responsable du sous-développement ? », in *Tiers Monde, L.S.F*, 1987, p. 36-64.
2. Guillou (M.), *Pour un nouveau dialogue Nord-Sud*. Paris, 1986.

nous ne sommes pas responsables du sous-développement de l'Afrique et que nous n'avons aucune raison de nous sentir coupables : nous avons donné à nos colonies bien plus qu'elles ne nous ont rapporté.

Là est probablement l'essentiel ; la spirale négative de l'aide obligatoire doit être brisée afin que les Africains comprennent, trente ans après les indépendances, que le temps est venu pour eux de cesser de vivre sur le chantage à la charité.

2) L'assistance pure et simple devra être peu à peu abandonnée car elle soulage un mal immédiat tout en favorisant les conditions de sa répétition et de son aggravation par le changement des habitudes alimentaires, par la prime indirecte donnée à l'exode rural et par le renforcement d'une bureaucratie paralysante. Cette aide automatique est stérilisante, elle décourage les paysans de produire puisque leurs prix seront toujours supérieurs à ceux des céréales offertes par les pays nantis.

De plus, l'aide pour l'aide ayant tendance à fonctionner même après la crise alimentaire, elle se substitue peu à peu à l'agriculture locale. Enfin, si elle soulage à peu de frais la conscience des âmes charitables des pays riches et permet de superbes opérations médiatico-publicitaires, elle repousse ou même nie des problèmes qui iront en augmentant.

3) Pour partager une richesse, encore faut-il qu'elle existe. Ce n'est pas en prônant le développement « endogène autocentré », c'est-à-dire l'autarcie, qu'il sera possible de la créer. Ce n'est pas en maintenant les populations dans un système de non-enrichissement, ce n'est pas, comme le proposent René Dumont et les christiano-marxistes, en les déconnectant des circuits mondiaux, c'est-à-dire en mettant l'Afrique sous cloche, que l'on aidera à son développement.

Le seul problème économique des paysans africains est qu'ils sont étrangers aux circuits monétaires. Or, le développement des campagnes ne peut se faire que si les productions vivrières de la brousse alimentent les villes. Pour cela, nul besoin d'idéologie, nul besoin de grands travaux qui conduisent souvent à des catastrophes écologiques, mais une évidence : les populations des villes doivent payer le juste prix des productions du secteur primaire ;

mais encore faut-il que l'aide alimentaire gratuite ne concurrence pas les productions agricoles locales.

Depuis l'essor urbain, le paysan est méprisé. Or c'est à une véritable résurrection de la condition paysanne africaine qu'il faudrait croire. A la différence de l'exode rural européen, qui fut provoqué par l'appel industriel, en Afrique il y a rejet de la vie rurale qui constitue une péjoration de condition.

4) L'aide devrait être en priorité dirigée vers les secteurs susceptibles de créer des richesses, en effet le développement de l'Afrique ne pourra se faire que par les PME/PMI.

Ces idées risquent de demeurer sans suite car elles doivent prendre en compte les pesanteurs et les déterminismes qui sont à l'origine des grands maux de l'Afrique : ethnisme, absence de profondeur historique des Etats, ignorance de la notion d'intérêt général, fatalisme, etc.

Mais avant tout, déculpabilisons-nous afin que nos rapports avec les Africains puissent être assainis. Les arrière-pensées et les remords empêchent la lucidité et la franchise. Le franc-parler, voilà ce qu'attendent de nous nos amis africains, et non plus nos bavardages freudiens venant mettre du baume sur leurs blessures d'amour-propre. Les onguents calment les brûlures superficielles, ils n'ont jamais guéri les septicémies. Mais pour en arriver là, il faudra commencer par libérer l'histoire africaine de l'oppressante colonisation tiers-mondiste. Puisse ce livre être une brèche ouverte dans le système.

ABRÉVIATIONS ET LEXIQUE

A.M.R.A.C. : Annales du Musée royal de l'Afrique centrale (Tervuren).
A.R.S.C. : Académie royale des sciences coloniales (Bruxelles).
A.R.S.O.M. : Académie royale des sciences d'outre-mer (Bruxelles).
B.S.P.F. : Bulletin de la Société préhistorique française (Paris).
J.A.H. : *Journal of African History* (Londres).
M.R.A.C. : Musée royal de l'Afrique centrale (Tervuren).
R.F.H.O.M. : *Revue française d'histoire d'outre-mer* (Paris).
S.F.H.O.M. : Société française d'histoire d'outre-mer (Paris).

Holocène : Période la plus récente de l'ère quaternaire débutant il y a 10 000 ans.

Miocène : L'ère tertiaire s'étend de – 65 millions à – 2 millions d'années. Le Miocène a vu l'apparition des mammifères évolués vers – 15 millions d'années.

Pleistocène : Le quaternaire s'étend de – 2 millions d'années à – 10 000 ans. Il est divisé en Pleistocène inférieur ou ancien (– 2 millions d'années à – 700 000 ans); en Pleistocène moyen (– 700 000 à – 100 000); en Pleistocène supérieur ou récent (– 100 000 à – 10 000).

Région interlacustre : Vaste région de l'Afrique orientale comprise entre le lac Victoria à l'est et les lacs Albert, Edouard, Kivu, et le nord du lac Tanganyika à l'ouest. Elle englobe l'Uganda, le Rwanda, le Burundi et une partie de la Tanzanie.

Villafranchien : Correspond au Pleistocène inférieur ou ancien.

BIBLIOGRAPHIE

AICARDI DE SAINT-PAUL (M.), *Namibie. Un siècle d'histoire*. Paris, 1984.

AMSELLE (J. L.), M'BOKOLO (E.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etats en Afrique*. Paris, 1985.

AUMASSIP (G.), *Le Bas-Sahara dans la préhistoire*. Paris, 1986.

BAKER (S. W.), *Le Lac Albert. Nouveau voyage aux sources du Nil*, Paris, 1879.

BASTIN (Y.), COUPEZ (A.), HALLEUX (B. de), « Classification lexicostatistique des langues bantoues (214 relevés) », *Bull. de l'ARSOM*, 1981.

BONTINCK (F.), « L'autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Murjebi Tippo-Tip (ca. 1840-1905) », *ARSOM*. Bruxelles, 1974.

BRAUMANN (R.), « Le tiers-mondisme contre le tiers monde », *Géopolitique africaine*, juin 1986.

BRAUMANN (R.), « Ethiopie : jusqu'où ira l'aveuglement des donateurs ? », *Géopolitique africaine*, octobre 1986.

BRAUMANN (R.), *Le Tiers-Mondisme en question*, Paris, 1986.

BROTHWELL (D. R.), SHAW (T.), « A late Upper pleistocene proto-west Africans from Nigeria », *Man*, VI, 1971, p. 221-227.

BRUNEL (S.), *La vache du riche mange le grain... du riche*, Fondation Liberté sans frontières, 1985.

BRUNEL (S.), *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*. Paris, 1986.

BRUNEL (S.), « La colonisation responsable du sous-développement ? », in *Tiers Mondes, LSF*, 1987.

BURGT (R. P. Van der), *Notices ethnographiques sur l'Urundi et les Warundi*. Bois-le-Duc, 1903

BURTON (R.), *The lake regions of central Africa*, traduit par H. Loreau. Paris. 1862

CABLE (C.), *Economy and Technology in the Late Stone Age of Southern Natal*, Durban, 1984.
CAHEN (C.), « L'or du Soudan avant les Almoravides : mythe ou réalité ? », *RFHOM*, n° 242-243, 1979, pp. 169-175.
CAMPS (G.), « Origine de la domestication en Afrique du Nord et au Sahara », *RFHOM*, LXV, (1978), 240, pp. 363-376.
CAMPS (G.), *La Préhistoire*, Paris, 1982.
« Capitales de la Couleur », dossier publié par *Autrement*, Paris, 1984.
CASATI (G.), *Dix années en Equatoria*, Paris, 1892.
CEULEMANS (R. P.), « La question arabe et le Congo, 1883-1892 », ARSC, t. XXII, Bruxelles, 1959.
CHALIAND (G.), *Les Faubourgs de l'histoire. Tiers-mondismes et tiers mondes*. Paris, 1984.
CHARLESWORTH (M. P.), *Trades Routes and Commerce of the Roman Empire*, Cambridge, 1924.
CHRÉTIEN (J. P.), « Les deux visages de Cham. Points de vue français du XIXe siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale », in GUIRAL (P.), TEMINE (E.), *l'Idée de race dans la pensée politique française du XIXe siècle*. Paris, 1977, pp. 171-199.
CHRÉTIEN (J. P.), « L'alibi ethnique dans la politique africaine », *Esprit*, 7-8, juillet-août 1981, pp. 109-115.
CHRÉTIEN (J. P.), Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », in AMSELLE (J. L.) et M'BOKOLO (E.), *Au cœur de l'ethnie*, 1985, pp. 129-165.
CLARK (J. D.), *The Prehistory of Southern Africa*, 1959.
CLARK (J. D.), « Prehistoric Populations and Pressures Favoring Plant Domestication in Africa », in HARLAN (R.) et al. : *Origins of African Plant Domestication*. 1976, pp. 67-105.
CLARK (J. D.), « The Problems of Neolithic Culture in Sub-Saharan Africa », in BISHOP (W. W.) et CLARK (J. D.) *Backgroud to Evolution in Africa*. Chicago, 1976, pp. 601-624.
CLUB DE L'HORLOGE, *Le Socialisme contre le tiers monde*, 1983.
COBBING (J.), « The Mfecane as alibi; thoughts on Dithakong and Mbolompo », *JAH*, 29, 1988, pp. 487-519.
COLLIN DELAVAUD (C.), *Territoires à prendre*. Paris, 1988.
COLLISTER (P.), *The Last Days of Slavery*, Nairobi, 1961.
COOK (G. C.), « Lactose deficiency : a probable ethnological marker in East Africa », *Man*, 4, (1969), 2, pp. 265-267.
COOK (G. C.); KAJUBI (S.), « Tribal incidence on lactose deficiency in Uganda », *Lancet*, 1, 1966, pp. 725-730.
COPPENS (Y.), *Le Singe, l'Afrique et l'Homme*. Paris, 1983.
COPPENS (Y.), *Pré-ambules : les premiers pas de l'Homme*. Paris, 1988

COQUERY-VIDROVITCH (C.), *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930*. Paris, 1972.
COQUERY-VIDROVITCH (C.), « Le pillage de l'Afrique équatoriale », *L'Histoire* n° 3, juillet-août 1978.
COQUERY-VIDROVITCH (C.), *Afrique Noire. Permanences et ruptures*, Paris, 1985.
CORNEVIN (M.), *L'Afrique du Sud en sursis*, Paris, 1977.
CORNEVIN (M.), L'Apartheid : pouvoir et falsification historique, Paris, 1979.
CORNEVIN (M.), « Les Néolithiques du Sahara central et l'histoire générale de l'Afrique », in *BSPF*, 1982. t. 79, pp. 439-450.
CORNEVIN (M.), « Populations noires d'Afrique du Sud », *Afrique contemporaine*, n° 141, janvier-février-mars 1987.
COUPEZ (A.), « Magie et idéologie face à l'histoire du Rwanda », *Culture et Développement*, 1974, pp. 135-147.
COUPEZ (A.), « L'œuvre de H. Johnston et la linguistique moderne », *ARSOM*, n° 3, pp. 224-239.
COUPEZ (A.), « Aspects de la phonologie historique Rwanda », *Annales Aequatoria*, 1980, pp. 575-590.
COX (J. A.), ELLIOT (F. G.), « Primary adult lactose intolerance in the Kivu Lake area : Rwanda and the Bushi », *The American Journal of Digestive Diseases*, XIX, 1974, 8, pp. 714-724.
CRISP, *18 mai 1958*, 1958.
CROS (G.), *La Namibie*, « Que sais-je ? » Paris, 1983.
CUOQ (J. M., R. P.), *Recueil des sources arabes concernant l'Afrique occidentale du VIIIe au XVIe siècle (Bilâd al-Sûdân)*. Paris, 1975.
CURTIN (P.), « Field Techniques for collecting and Processing oral data », *JAH*, IX, 1968, 3, pp. 367-385.
CURTIN (P.), *The Atlantic Slave Trade. A census*, 1969.
DELERIS (F.), *Ratsiraka : Socialisme et misère à Madagascar*, Paris, 1986.
DELPORTE (H.), « Les premières industries humaines en Auvergne », in *La Préhistoire française*, CNRS, 1976, t. 1, pp. 801-803.
DE MARET (P.), « Bribes, débris et bricolage », In *L'Expansion bantoue*, actes du colloque de Viviers, C.N.R.S., Paris, 1977.
DE MARET (P.), « Recent archaeological Research and dates from Central Africa », *JAH*, 26, 1985.
DESANGES (J.), « L'Afrique noire et le monde méditerranéen dans l'Antiquité », *RFHOM*, LXII, 1975, n° 228, pp. 391-414.
DESANGES (J.), *Recherches sur l'activité des Méditerranéens aux confins de l'Afrique (VIe siècle avant J.-C. — IVe siècle après J.-C.)*, Paris, 1982.
DE WET (J.M.J.), « Domestication of African Cereals », *African Economic History*, 3, 1977, pp. 15-32.

DRAMANI-ISSIFOU (Z.), « Islam et société dans l'empire Sonrhai », *L'Information historique*, 1983, 45, pp. 244-252.
DUMONT (R.), *L'Afrique noire est mal partie*, Paris. 1966.
DUMONT (R.), *Pour l'Afrique, j'accuse*, Paris. 1986.
EHRET (C.), « Cattle-keeping and milking in Eastern and Southern African History the linguistic evidence », *JAH*, VIII, 1967, 1, pp. 1-17.
EHRET (C.), « Sheep and central sudanic peoples in Southern Africa », *JAH*, IX, 1968, 2, pp. 213-221.
EHRET (C.), « Bantu origine and history : critique and interpretation », *Transafrican Journal of History*, II, 1972, 1, pp. 1-9.
EHRET (C.), « Patterns of Bantu and Central Sudanic Settlements, in Central and Southern Africa 1000 BC-500 AD », *Transafrican Journal of History*, III, 1973, 1-2, pp. 1-71.
EHRET (C.), *Ethiopians and East Africans. The problem of contacts*, East Africa Publishing House, Nairobi, 1974.
EHRET (C.), « On the antiquity of Agriculture in Ethiopia », *JAH*, XX, 1979, 2, pp. 161-171.
ELPHICK (R.), *Kraal and Castle : Khoikhoi and the founding of white South Africa*, Yale University Press, 1977.
ELPHICK (R.), *Khoikhoi and the Founding of White South Africa*, Johannesburg, 1985.
EUZENNAT (M.), « Recherches récentes sur la frontière d'Afrique », in *Studien Zu den Militärgrenzen Roms*, II, 1977, pp. 429-443.
EUZENNAT (M.), « Les Troubles de Maurétanie », *Académie des inscriptions et belles lettres*, Séances avril-juin, 1984, pp. 372-393.
EUZENNAT (M.), « La frontière d'Afrique 1976-1983 », in *Studien Zu den Militärgrenzen Roms*, III, 1986, pp. 573-583.
L'Expansion bantoue (1980), Actes du colloque de Viviers, 2 tomes, CNRS, Paris, 1980.
FANON (F.), *Les Damnés de la terre*, Paris, 1961.
FEELY (J. M.), *The Early Farmers of Transkei, Southern Africa*, Johannesburg, 1987.
GIRARD (J.), *Les Bassari du Sénégal, fils du caméléon. Dynamique d'une culture troglodytique*. Paris, 1984.
GIRI (J.), *Le Sahel demain, catastrophe ou renaissance?* Paris, 1986.
GIRI (J.), *L'Afrique en panne*. Paris, 1986.
GLUCKSMANN (A.), WOLTON (T.), *Silence on tue*. Paris, 1986.
GOETZEN (G. A. von), *Durch Afrika von Ost nacht West. Resultate einer Reise von der Deutsch-ostafrikanishen Küste bis zum Kongomündung in den Jahren 1893-1894*. Berlin, 1895.
GORDON (M.), *L'Esclavage dans le monde arabe du VIIe au XXe siècle*. Paris, 1987.

GOUROU (P.), *Terre de Bonne-Espérance, le monde tropical*. Paris, 1983.
GOUROU (P.), « L'Asie et l'Afrique tropicale : la différence fondamentale des encadrements », in *Asie-Afrique : Greniers vides, greniers pleins*, 1986, pp. 13-17.
GRAMLY (R. P.), « Expansion of Bantu-Speakers versus Development of Bantu Language and African Culture in situ : An Archaeologist's Perspective », *South African Archaeological Bulletin*, 1978, 33, pp. 107-112.
GREINDL (L., R.P.), « Notes sur les sources des missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) pour l'est du Zaïre », *Etudes d'histoire africaine*, VII, 1975, pp. 175-202.
GROSSET-GRANGE (H.), « La côte africaine dans les routiers nautiques arabes au moment des grandes découvertes », *Azania*, XIII, 1978, pp. 1-35.
GUILLOU (M.), *Pour un nouveau dialogue Nord-Sud*, Paris, 1986.
GUTHRIE (M.), *The Classification of the Bantu languages*, Londres, 1948.
GUTHRIE (M.), « Some Developments in the Prehistory of the Bantu languages », *JAH*, III, 1962, 2, pp. 273-282.
GUTHRIE (M.), « Contributions from Comparative Bantu Studies to the Prehistory of Africa », in DALBY (D.), *Language and History in Africa*, 1970, pp. 20-49.
HALL (M.), AVERY (G.), AVERY (D.), WILSON (M.), *Frontiers : southern African archaeology today*. Johannesburg, 1984.
HARLAN (J. R.), « Agricultural origins : centres and non-centres », *Science*, CLXXIV, 1971, pp. 468-474.
HARLAN (J. R.), DE WET (J.), STEMLER (A.), *Origins of African Plant Domestication*, The Hague, 1976.
HARLAN (J. R.), DE WET (J.), STEMLER (A.), « Plant Domestication and Indigenous African Agriculture », in HARLAN (R.), etc., *Origins of African Plant Domestication*, pp. 465-478.
HARLAN (R.), STEMLER (A.), « The Races of Sorghum in Africa », in HARLAN (R.), etc., *Origins of African Plant Domestication*, pp. 465-478.
HARRIES (P.), « Slavery, social incorporation and surplus extraction : the nature of free and unfree labour in South-East Africa », *JAH*, XXII, 1981, pp. 308-330.
HARTWIG (G. W.), « The Victoria Nyanza as a Trade Route in the Nineteenth Century », *JAH*, XI, 1970, 2, pp. 535-552.
HEREMANS (R.), « Les établissements de l'Association Internationale Africaine au lac Tanganyika et les Pères Blancs. Mpala et Karema 1877-1885 », *MRAC*, Tervuren, 1966.
HERTEFELT (M. d'), *Eléments pour l'histoire culturelle de l'Afrique*, Université nationale du Rwanda, 1972, 265 pages.

HUBLIN (J.-J.), « Les origines de l'homme de type moderne en Europe », *Pour la science*, février 1983.

JALEE (P.), *Le Pillage du tiers monde*. Paris, 1973.

JANVIER (Y.), « La géographie gréco-romaine a-t-elle connu Madagascar ? », *Omaly sy Anio*, 3ᵉ partie, n° 1, 1975.

JANVIER (Y.), « La mer Rouge, lien entre deux mondes dans l'Antiquité », *Cahiers d'histoire*, XXI, 1976, 3, pp. 335-352.

JOHANSSEN (E.), *Ruanda : kleine Anfänge-Grosse Aufgaben der evangelischen Mission im Zwischenseengebiet Deutsch-Ostafrikas*, Bielefeld, 1915

JOHNSTON (H. H.), *A Comparative Study of the Bantu and Semi-Bantu languages*, 2 vol. Oxford, 1912-1922.

KAGAME (abbé A.), « Premiers contacts du Ruanda et de l'Occident » *Grands lacs*, n° spécial, 66ᵉ année, 1950, pp. 7-19.

KEEGAN (T.), « Dispossession and acculturation in South Africa interior : the Boer and the Tlhaping of Bethulie, 1833-1861 », *JAH*, 1987, 28, pp. 191-207.

KOUCHNER (B.), *Charité-Business*. Paris, 1986.

LACOSTE (Y.), « Un exemplaire des difficultés du développement en Afrique tropicale : les problèmes de mise en valeur de la vallée de la Volta blanche au Burkina Faso », in *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*, 1986, pp. 111-119.

LECLANT (J.), « Un parc de chasse de la Nubie pharaonique », in *Le sol, la parole et l'écrit*, S.F.H.O.M., t. II, 1981, pp. 722-734.

LEVTZION (N.), « Ancient Ghana : a reassessement of some arabic sources », *RFHOM*, n° 242-243, 1979, pp. 429-437.

LEWICKI (T.), « Les origines et l'islamination de la ville de Tadmakka d'après les sources arabes », *RFHOM*, n° 242-243, 1979, pp. 163-168.

LIVINGSTONE (D.), *Le Dernier Journal de David Livingstone relatant ses explorations et découvertes de 1866 à 1873*, traduit de l'anglais par H. Loreau. Paris, 1876.

LOVEJOY (P. E.), *Transformations in Slavery A History of Slavery in Africa*. Cambridge, 1983.

LUGAN (B.), « Echanges et routes commerciales au Rwanda 1880-1914 », *Africa-Tervuren*, XXII, 1976, 2/3/4, pp. 33-39.

LUGAN (B.), « Causes et effets de la famine " Rumanura " au Rwanda, 1916-1918 », *Revue canadienne des études africaines*, X, 1976, 2, pp. 347-356.

LUGAN (B.), *L'Economie d'échange au Rwanda de 1850 à 1914*, thèse de doctorat de 3ᵉ cycle, université de Provence, septembre 1976, 385 p.

LUGAN (B), « Sources écrites pouvant servir à l'histoire du Rwanda », *Etudes rwandaises*, XIV, octobre 1980, numéro spécial, 269 p.

LUGAN (B.), « L'ancienneté des contacts entre l'Islam et le Rwanda », *Dialogue*, n° 93, juillet-août 1982, pp. 44-45.

LUGAN (B.), « Le Rwanda oriental », in VAN NOTEN, *Histoire archéologique du Rwanda*, 1983, pp. 130-136, 168, planches 82-91.

LUGAN (B.), *Entre les servitudes de la houe et les sortilèges de la vache. Le monde rural dans l'ancien Rwanda*, thèse de doctorat d'Etat, 6 volumes, université de Provence, 1983.

LUGAN (B.), « Evangélisateurs et évangélisés, exemple d'un contact. La fondation d'une mission par les pères blancs (Issavi-Save, Rwanda, 1900-1905 », in *Iconographie, Catéchisme* et *Missions*, actes du colloque de Louvain. Lyon, 1984, pp. 40-65.

LUGAN (B.), « Famines et disettes du Rwanda », *Les Cahiers d'outre-mer*, 38, (150), avril-juin 1985.

LUGAN (B.), *Histoire de l'Afrique du Sud*. Paris, 1986.

LUGAN (B.), « L'esclavage, l'Islam et les pères blancs », *CREDIC*, Actes du colloque de Stuttgart, 1986.

LUGAN (B.), « Tiers-mondisme dans le désert », *Spectacle du monde*, décembre 1986.

LUGAN (B.), « En Afrique, la seule fatalité est humaine », *Acta Geographica*, n° 70, 2ᵉ trimestre 1987.

LUGAN (B.), *Huguenots et Français, ils ont fait l'Afrique du Sud*. Paris, 1987.

LYNCH (M.), ROBBINS (L.), « Cushitic and Nilotic Prehistory : new Archaeological Evidence from North-West Kenya », *JAH*, XX, 1979, 4, pp. 319-328.

MAC CANN (J.), *From Poverty to Famine in Northeast Ethiopia : A Rural History-1900-1935*, Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 1987.

MAGGS (T.), « The Iron Age Sequence South of the Waal and Pongola Rivers : some Historical Implications », *JAH*, XXI, 1980, 1, pp. 1-15.

MANHIRE (A.), *Later Stone Age Settlement Patterns in the Sandveld of South-Western Cape Province, South Africa*, Capetown, 1987.

MARET (P. de), VAN NOTEN (F.), CAHEN (D.), « Radiocarbon Dates from West Central Africa : a Synthesis », *JAH*, XVIII, 4, 1977, pp. 481-505.

MARISSAL (J.), « La Traite orientale à Zanzibar », *CRA*, Paris Sorbonne, 1970.

MARISSAL (J.), *L'Islam et les royaumes interlacustres de l'Afrique de l'Est au XIXᵉ siècle*, thèse de doctorat d'histoire, Paris I, Centre de recherches africaines, 2 tomes, 1976.

MARISSAL (J.), *L'Islam et les royaumes interlacustres de l'Afrique de l'Est au XIXᵉ siècle*, Université-Ecole normale supérieure du Burundi, Bujumbura, 1977.

MARISSAL (J.), « Le commerce zanzibarite dans l'Afrique des Grands Lacs au XIXᵉ siècle », *RFHOM*, LXV, 1978, nº 239, pp. 212-235.

MARSEILLE (J.), *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, 1984.

MARSEILLE (J.), « L'héritage colonial français : au-delà des légendes », in *Le Tiers-Mondisme en question*, sous la direction de Rony Braumann, Paris, 1986.

MASON (R. J.), « Early Iron Age Settlements of Southern Africa », *SAJS*, 69, 1973, pp. 324-326.

MAUNY (R.), *Les Navigations médiévales sur les côtes sahariennes antérieures à la découverte portugaise (1434)*, thèse secondaire, Lisbonne, Centro de Estudos historicos ultramarinos, 1960.

MAUNY (R.), « Le périple de la mer Erythrée et le problème du commerce romain en Afrique au sud du *limes* », in *Journal de la Société des Africanistes*, t. XXXVIII, 1968.

MURDOCK (G. P.), Africa : its Peoples and their Culture History, New York, 1959.

MUZZOLINI, A., *L'Art rupestre du Sahara central : classification et chronologie. Le bœuf dans la préhistoire africaine*, thèse du 3ᵉ cycle. Aix-en-Provence, 2 tomes, 1983.

NEZEYS (B.), *L'Autopsie du tiers-mondisme*. Paris, 1988.

NGCONGCO (L.), avec le concours de J. Vansina, « L'Afrique méridionale. Les peuples et les formations sociales », Histoire de l'Afrique, UNESCO, t. IV, chap. 23.

NSANZE (A.), Un domaine royal au Burundi : Mbuye (env. 1850-1945), Paris, 1980.

OBICHÈRE (B. I.), « Women and slavery in the kingdom of Dahomey », *RFHOM*, LXV, nº 238, 1978, pp. 5-20.

OLIVER (R.), « The problem of the Bantu expansion », *JAH*, VII, 1966, 3, pp. 361-376.

OLIVER (R.), « The Nilotic contribution to the bantu Africa », *JAH*, XXIII, 1982, 4, pp. 433-442.

OLIVER (R.), FAGAN (B. M.), *African in the Iron age : C. 500 BC to AD 1400*, Cambridge, 1975.

PAGES (A. R. P.), « Au Ruanda, sur les bords du lac Kivu. Un royaume hamite au centre de l'Afrique », *IRCB*, Bruxelles, 1933.

PANKHURST (R.), *The History of Famine and Epidemics in Ethiopia Prior to the Twentieth Century*, Addis Abeba : Relief and Rehabilitation Commission, 1985.

PARKINGTON (J. E.), « L'Afrique méridionale : chasseurs et cueilleurs », in *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, 1980, chap 26.

PEIRES (J. B.), *A history of the Xhosa c. 1700-1835*, MA dissertation, Rhodes University, 1976.

PEIRES (J. B.), *The House of Phalo. A History of the Xhosa People in The Days of Their Independance*. Johannesburg, 1987.

PÉLISSIER (R.), « Angola, Mozambique : des guerres interminables et leurs facteurs internes », *Hérodote*, 4ᵉ trimestre 1987, pp. 83-107.

PERSON (Y.), « La population de l'Afrique noire durant les XVIIIᵉ et XIXᵉ siècles », *Culture et Société*, III, 1980, pp. 26-49.

PETIT-MAIRE (N.), « Le Sahara de la steppe au désert », *La Recherche*, nº 160, novembre 1984, pp. 1372-1382.

PHILLIPSON (D. W.), « The Early Iron Age in Eastern and Southern Africa : A critical Re-Appraisal », *Azania*, XI, 1976, pp. 1-23.

PHILLIPSON (D. W.), « Les débuts de l'âge de fer en Afrique méridionale », in *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, 1980, chap. 27, pp. 729-749.

PHILLIPSON (D. W.), « The Spread of the Bantu languages », *Scientific American*, XXCCCVI, 1977, 4, pp. 106-114.

PHILLIPSON (D. W.), « The origins of Prehistoric Farming in East Africa », in Ogot, *Ecology and History in East Africa*, 1979.

PHILLIPSON (D. W.), « L'expansion bantoue en Afrique orientale et méridionale : les témoignages de l'archéologie et de la linguistique » dans *L'Expansion bantoue*, Actes du colloque de Viviers, 1977, pp. 649-684.

PIRENNE (J.), « Le développement de la navigation Egypte-Inde », Actes du VIIIᵉ colloque international d'histoire maritime, Paris, 1970, pp. 101-119.

PORTÈRES (R.), « Vieilles agricultures africaines avant le XVIᵉ siècle », *L'Agronomie tropicale*, 5, 1950, 9-10, pp. 489-507.

PORTÈRES (R.), « Berceaux agricoles primaires sur le continent africain », *JAH*, II, 1962, 2, pp. 195-210.

PORTÈRES (R.), « African Cereals : Eleusine, Fonio, Black Fonio, Teff, Brachiaria Paspalum, Pennisetum and Africa Rice », in HARLAN, R., etc., *Origins of African Plant Domestication*, 1976, pp. 409-452.

POSNANSKY (M.). « Pottery Types from Archaeological Sites in East Africa », *JAH*, II, 1961, 2, pp. 177-198.

POSNANSKY (M.), « The Origins of Agriculture and Iron Working in Southern Africa », in *Prelude to East African History*, Oxford University Press. Londres, 1966.

POSNANSKY (M.), « Bantu Genesis. Archaeological Reflexions », JAH, IX, 1968, 1, pp. 1-11.

PURSEGLOVE (J. W.), « The origins and Migiations of Crops in Tropical Africa », in HARLAN (R.), etc., *Origins of African Plant Domestication* 1976, pp 29-309.

RENAULT (F.), *Lavigerie, l'Esclavage africain et l'Europe*, 2 tomes, Toulouse, 1971.

RENAULT (F.), DAGET (S.), *Les Traites négrières en Afrique*, Paris, 1985.

RETAILLE (D.), « La sécheresse et les sécheresses au Sahel », *L'Information géographique*, vol. 48, n° 4, 1984, pp. 137-144.

RICHARDSON (D.), « Slave Exports from West and West-Central Africa, 1700-1810 : New Estimates of volume and Distribution », *Journal of African History*, 30 (1989), pp. 1-22.

ROBERTSHAW (P.), « Archaeology in Eastern Africa : Recent Developments and more dates », *JAH*, 25, 1984, pp. 369-393.

ROSET (J. P.), « Les plus vieilles céramiques du Sahara », *Archéologia*.

ROSS (A.), *John Philip (1775-1851) : Missions, Race and politics in South Africa*. Aberdeen, 1986.

ROUGE (J. F.), *Sur les traces de l'homme. Un voyage de 300 millions d'années*. Paris, 1987.

RUFIN (J. C.), « Ethiopie, le marxisme de la faim », *Spectacle du monde*, n° 281, août 1985.

RUFIN (J. C.), *Le piège. Quand l'aide humanitaire remplace la guerre*, Paris, 1986.

RYCKMANS (P.), *Dominer pour servir*. Bruxelles, 1931.

SAMIR (A.), *La Déconnexion : pour sortir du système mondial*, Paris, 1986.

SCHEPARTZ (L. A.), « Who were the later Pleistocene eastern Africans ? » *The African Archaeological Review*, 6, 1988, pp. 57-72.

SHAW (T.), « Early Crops in Africa : A Review ot the Evidence », in HARLAN, R., etc., *Origins of African Plant Domestication*, 1976, pp. 107-153.

SHILLINGTON (K.), *The Colonisation of Southern Tswana, 1870-1900*, Johannesburg, 1985.

SIMOONS (F. J.), « Lactose Malabsorption in Africa », *African Economic History*, 5, 1978, pp. 16-34.

SPEKE (J. H.), *Les Sources du Nil*. Paris, 1965.

STANLEY (H. M.), *A travers le continent mystérieux*, t. I. Paris, 1879.

STANLEY (H. M.), *Dans les ténèbres de l'Afrique*, 2 vol. Paris, 1890.

SURRET CANALE (J.), « Contexte et conséquences sociales de la traite africaine », *Présence africaine*, n° 50, 1964.

SUTTON (J. E. G.), « L'Afrique orientale avant le VII[e] siècle », in *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, 1980, chap. 23.

SUTTON (J. E. G.), « Le peuplement de l'Afrique orientale », in *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, 1980, chap. 25.

SWADESH (M.), « Diffusional cumulation and archaic residue as historical explanation », *Southwestern Journal of Anthropology*, 7, 1951, pp. 1-21.

SWADESH (M.), « Towards Greater Accuracy in Linguistic Dating », *International J. American Linguistics*, 21, 1955, pp. 121-138.

THION (S.), *Le Pouvoir pâle : essai sur le système sud-africain*. Paris, 1969.

TIMBERLAKE (L.), *L'Afrique en crise. La banqueroute de l'environnement*, Paris, 1985.

VAN DANTZIG (A.), « Effects of the Atlantic Slave Trade on some West African Societies », *RFHOM*, 1976, pp. 252-269.

VANDERMEERSCH (B.), « Les premiers hommes modernes », *BSPF*, t. CXXXV, 1988, n° 4.

VAN GRUNDERBEEK (M. Cl.), ROCHE (E.), DOUTRELEPONT (H.), « Le premier âge du fer au Rwanda et au Burundi. Archéologie et environnement », *Journal des Africanistes*, LII, 1-2, 1982, pp. 5-58.

VAN GRUNDERBEEK (M. Cl.), Communication aux Journées de paléométallurgie, Compiègne, 22-23 février 1983.

VAN NOTEN (F.), « The Early Iron Age in the Interlacustrine Region · the Diffusion of Iron Technology », *Azania*, XIV, 1979, pp. 61-80.

VAN NOTEN (F.), *The Archaeology of Central Africa*. Graz, 1982.

VAN NOTEN (F.), « Histoire archéologique du Rwanda », *AMRAC*, n° 112, Tervuren, 1983.

VAN NOTEN (F.), DE MARET (P.), MOEYERSONS (J.), (Préhistoire de l'Afrique centrale II », *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. I, 1980, chap. 21.

VAN NOTEN (F.), CAHEN (D.), DE MARET (P.), « L'Afrique centrale », in *Histoire générale de l'Afrique*, UNESCO, t. II, 1980, chap. 25.

VANSINA (J.), « De la tradition orale. Essai de méthode historique », *MRAC*, Tervuren, 1961.

VANSINA (J.), « Le phénomène bantou et les savants », *RFHOM*, LXV, 1978, 241, pp. 543-551.

VANSINA (J.), « Finding food and the History of Procolonial Equatorial Africa : a Plea », *African Economic History*, 7, 1979, pp. 9-19.

VANSINA (J.), « Bantu in the Crystal Ball (1) », *History in Africa*, 6, 1979, pp. 287-333.

VANSINA (J.), « Bantu in the Crystal Ball (2) », *History in Africa*, 7, pp. 293-325.

VAN ZINDEREN BAKKER (E.M.), « Paleo ecological Background in Connection with the Origin of Agriculture in Africa », in HARLAN (R.), etc., *Origins of African Plant Domestication*, 1976, pp. 43-63.

VÉRIN (P.), *Les Echelles anciennes du commerce sur les côtes nord de Madagascar*, thèse de doctorat d'Etat, 2 tomes, Paris, I, 1975.

VIDECOQ (P.), « Aspects de la politique indigène des Boers du nord du Vaal (Transvaal, République Sud-Africaine) de 1838 à 1877 : sécurité

des Blancs et utilisation de populations locales », *RFHOM*, LXV, n° 239, 1978.

WADLEY (L.), *Later Stone Age Hunters and Gatherers of the Southern Transvaal*, Johannesburg, 1987.

WOLDE (M.), *Rural Vulnerability to Famine in Ethiopia, 1958-1977*, Londres, 1986.

WRIGLEY (C.), « Speculation on the Economic Prehistory of Africa », *JAH*, I, 1960, 2 pp. 189-203.

INDEX

TABLE DES CARTES

Achevé d'imprimer en juin 1990
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)

Dépôt légal : septembre 1989.
N° d'Edition : 880. N° d'Impression : 1358.

Imprimé en France